REVUE

DES

DEUX MONDES

XXXVIe ANNÉE. — SECONDE PÉRIODE

IMPRIMERIE J. CLAYE
RUE SAINT BENOIT 7
PARIS

REVUE

DES

DEUX MONDES

XXXVIe ANNÉE. — SECONDE PÉRIODE

TOME SOIXANTE-CINQUIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE SAINT-BENOIT, 20

1866

11.539

054
R3274
1866, v.5

LES

ARTS DÉCORATIFS

EN ORIENT ET EN FRANCE

L'ARCHITECTURE.

L'Orient est le berceau du genre humain. Depuis le jour où les premières migrations âryennes, issues de ces contrées fécondes, se sont répandues sur l'univers, l'Orient a été pendant des siècles comme le centre et le foyer de la vie intellectuelle du globe. Tout a découlé de cette source commune, les religions, les arts, les institutions, les idées. De nos jours encore, il est impossible à un observateur attentif qui séjourne longtemps en Orient de se défendre d'un sentiment d'admiration et de respect lorsqu'il étudie sur place cette civilisation si grande dans son imposante immobilité. Elle a traversé les âges, comme les poésies d'Homère, sans en ressentir l'atteinte, toujours jeune, toujours vivace, toujours pleine de séve, gardant cette originalité puissante et spontanée qui a tout puisé en elle-même, rien emprunté au dehors. De là naît cette sublime harmonie qu'il n'est donné de rencontrer qu'en Orient; hommes et choses, monumens et paysages sont dans un accord parfait que n'ont pu troubler les invasions des conquérans. Ils se sont succédé sur cette terre; mais aussi loin qu'on peut s'enfoncer dans les profondeurs de l'antiquité, on voit que les vainqueurs se sont assimilés aux vaincus, au lieu de leur imposer leurs lois, leurs mœurs et leurs idées.

Dans ces recherches sur l'antiquité orientale, nous ne nous sommes pas borné à mettre en présence des textes d'une authenticité souvent douteuse et à disserter sur des inscriptions. La critique archéologique, pour acquérir un caractère de probabilité approchant de la certitude, a besoin qu'on lui applique une autre méthode, celle à laquelle sont dus depuis soixante ans les étonnans progrès des sciences naturelles, c'est-à-dire l'expérimentation directe. Nous avons essayé d'étudier et de surprendre sur le vif la signification intime de l'art oriental et l'esprit de la société dont il émane. De pareilles observations sur un art qu'en Europe on croit éteint, sur une civilisation dont la splendeur s'est depuis longtemps obscurcie, ne sont cependant pas encore impossibles. En Orient, il y a dans les monumens certaines dispositions, certains ornemens, certains types pris dans la nature même du pays, que l'on retrouve malgré les changemens de dynastie, de régime et même de religion; il y a dans les habitudes de la vie, dans les coutumes journalières des détails sur lesquels le temps est sans influence, et qui n'ont subi depuis l'antiquité la plus reculée aucune modification. Ces formes fixes, ces élémens invariables donnent à la critique, quand elle est parvenue à les dégager, de vives lumières, et nous font pénétrer au plus profond de l'âme et de l'art d'un peuple.

C'est en nous appuyant sur ces principes que nous avons entrepris une histoire ou plutôt une généalogie de l'art, que nous suivons depuis les premières origines orientales jusque dans les déviations que lui ont fait subir les exigences du changement de climat et de civilisation, quelquefois même celles d'un aveugle caprice (1). Aujourd'hui, passant par-dessus l'époque antique, nous nous occuperons d'abord de ce moyen âge oriental, source de toute la civilisation moderne, de cette renaissance du monde dont le Christ est le divin promoteur.

I.

L'art chez les peuples anciens, ou, pour mieux dire, l'art en Orient se résume dans l'architecture. C'est là le principe qui entraîne tout dans sa sphère et devant lequel le reste n'est qu'un accessoire. De tous les arts, l'architecture est en effet le plus utile, le plus beau et assurément le plus grand. Il n'en est pas de même dans la Grèce antique, il n'en est pas de même non plus dans les

(1) Dans nos précédens articles sur les arts décoratifs (voyez la *Revue* du 15 octobre 1861 et du 15 juin 1862), nous n'avons abordé que la fabrication des étoffes et des émaux, porcelaines et faïences. Maintenant, c'est de l'art décoratif des villes, de l'architecture, qui se rattache à tous les autres arts, que nous allons nous occuper.

pays où l'influence grecque est prépondérante. Toute l'importance de l'art y est placée pour ainsi dire dans la peinture et la sculpture; on y est assez volontiers disposé à considérer un tableau, une statue comme les manifestations les plus caractéristiques du beau, celles dans lesquelles il se symbolise de la manière la plus complète et la plus frappante. Il faut convenir que cette façon de concevoir la beauté de la forme, malgré ce qu'elle a d'étroit et le cadre restreint dans lequel on s'est volontairement renfermé en l'adoptant, a engendré des chefs-d'œuvre. Loin de nous la pensée de diminuer l'irréprochable beauté des statues grecques! Il faut convenir aussi cependant que l'éclosion de ces chefs-d'œuvre a exigé un concours de circonstances exceptionnelles, a été favorisée par des conditions de race, de climat, d'institutions, de milieu, qui ne se reproduiront plus. On ne saurait nier, en Grèce, l'influence de la gymnastique sur la statuaire. Les jeux si fort en honneur, les luttes d'athlètes nus s'exerçant au grand air, devaient à la longue, en même temps qu'ils donnaient au corps humain les proportions les plus belles, porter au plus haut degré le sentiment de la beauté plastique. Ils devaient aussi corrompre les mœurs. La religion chrétienne et celle de Mahomet crurent nécessaire de proscrire sans pitié ces représentations voluptueuses; mais cela ne supprimait en rien le sentiment parfait de la forme, qui est un sentiment inné. L'art architectural est celui où ce sentiment trouve la plus haute expression dont il soit susceptible, l'application la plus large et la plus subtile. Une peinture, une sculpture, ne sont que les détails d'un temple ou d'un palais; les grandes perspectives de Thèbes, de Memphis, de Babylone, de Ninive, du Caire ou de Venise, ont une signification plus élevée et plus complexe. Elles témoignent en faveur d'une société d'une façon autrement éloquente que la Vénus de Milo ou un bas-relief de Phidias. Pour faire passer dans les profils d'un monument, dans la physionomie d'une ville, non-seulement les proportions et l'harmonie qui distinguent la forme humaine, mais le sentiment et comme le résumé de la civilisation et de l'esprit d'une race, il faut une intuition plus puissante, un symbolisme plus profond que pour copier le corps de l'homme.

Cet art de l'architecture a des procédés qui lui sont tellement propres, une manière tellement spéciale de comprendre et d'interpréter le beau; il se sépare si nettement des autres arts par des combinaisons de lignes, des formules, des tendances particulières, qu'il paraît impossible de ne pas le rattacher à une faculté définie de l'esprit, à un instinct *sui generis*, susceptible d'une classification à part parmi les facultés de l'homme, — la faculté ou l'instinct de la construction. Les divers historiens qui ont traité de l'origine

des formes architecturales n'ont pas abordé ce point de vue, qui n'est pourtant pas indifférent dans une histoire raisonnée de l'architecture. La plupart n'ont vu dans les monumens des divers peuples que les modifications successives d'un plan primitivement grossier; ils paraissaient croire que le sentiment de la beauté architecturale, les instincts même d'harmonie, de proportion, d'ornementation, ne se sont éveillés que très tard chez les constructeurs. Il est inutile de discuter ici cette théorie et d'en relever les contradictions. M. Quatremère par exemple divise les peuples en trois catégories : chasseurs, pasteurs, agriculteurs; de là trois types de constructions primordiales et trois variétés de style architectural. Il ajoute que la cabane carrée en bois, qui est regardée comme le principe universel de l'architecture, « ne saurait avoir donné naissance aux architectures indienne et égyptienne, mais fut indubitablement le type de celle des Grecs. » On sait aujourd'hui que les Grecs ont puisé chez les Égyptiens et chez les peuples de l'Asie, depuis longtemps passés maîtres dans l'art de bâtir, tous les modèles, tous les principes, toutes les idées de leurs édifices. Qu'ils aient modifié, perfectionné cette architecture qu'ils empruntaient à des peuples plus avancés, qu'après l'avoir naturalisée sous leur ciel ils lui aient imprimé le sceau particulier du génie hellénique, cela est incontestable; il n'en est pas moins vrai qu'ils ne l'ont pas inventée, qu'ils n'ont pas eu d'architecture à eux, primitive, originale. Que devient alors l'explication ingénieuse de la cabane carrée en bois avec comble triangulaire?

C'est donc dans l'instinct seul de la construction, instinct donné à l'homme aussi bien qu'aux animaux, qu'il faut chercher l'origine de l'architecture, qui devient de plus en plus raisonnée à mesure que se forment les agglomérations d'individus, la combinaison des forces et l'échange des idées. Il n'y a pas d'art architectural avant qu'il n'y ait des peuples sédentaires; la stabilité est l'origine de toute société. La plupart des archéologues, nous devrions dire tous, ont oublié dans leurs recherches scientifiques sur l'origine des architectures diverses cette faculté innée dans le cerveau de l'homme, ce penchant à construire pour abriter lui, sa famille et son bien, penchant commun à toutes les espèces, mais plus puissant chez les unes que chez les autres. Il est presque inutile de dire que chez l'homme cette faculté a non-seulement une extension plus grande que chez les animaux, comme toutes ses facultés en général, mais encore qu'elle est plus ou moins développée suivant les peuples et suivant les individus. A cette faculté de construction, d'autres viennent en aide qui en sont les auxiliaires, les régulateurs et les modérateurs. Ainsi l'homme en construisant n'est pas seulement guidé

par le penchant inné, il l'est encore par la combinaison plus ou moins complète, plus ou moins propice de facultés dont cette première est le moteur, le pivot autour duquel les autres se groupent comme des auxiliaires.

Tous les oiseaux construisent leur nid d'une façon identique suivant leur espèce, guidés qu'ils sont par un instinct fatal et restreint; toutefois il est aisé d'observer certaines races qui, excitées par les dangers à vaincre, font des calculs et inventent des moyens dignes des plus savans géomètres. Le passereau campe sur le foin sans souci du lendemain; ce n'est qu'un gâcheur, tandis que l'hirondelle est un maître maçon qui construit pour la vie. Quelques animaux sont d'une habileté singulière et dépassent bien des peuples en intelligence architecturale. Quand on voit l'*argyroneta aquatica* s'enfermer dans une bulle transparente, pourvue de l'air nécessaire à son existence, et naviguer, pondre, élever ses petits sous l'eau, résolvant ainsi longtemps avant nous le problème de la navigation sous-marine; quand on voit les termites construire des cités aussi populeuses, aussi régulières que nos grandes villes, et élever des pyramides qui ont cinq ou six cents fois la taille des architectes qui les édifient; quand on songe que ces industrieux insectes ont pourvu à la circulation intérieure, à l'ascension commode des ouvriers au moyen de rampes courbes ménagées le long des murs, à la ventilation, au drainage, à l'écoulement des eaux, — qu'ils ont trouvé pour la toiture une forme cissoïdale analogue à celle du dôme d'une mosquée de la Perse, — que la solidité de ce dôme est telle que les chevaux ou les buffles sauvages peuvent impunément stationner dessus; quand on songe qu'ils modifient leurs plans suivant la disposition des lieux, et que les aménagemens de leurs cités sont toujours si ingénieux que les œuvres les mieux étudiées de l'homme peuvent à peine soutenir la comparaison; quand on rapproche tous ces faits, comment pourrait-on faire difficulté d'admettre de même chez l'homme une sorte d'instinct mystérieux analogue à celui-là?

S'il existe en réalité dans l'entendement de l'homme une faculté esthétique spéciale d'architecture, il y a aussi un peuple chez lequel cette faculté a été développée au degré le plus éminent, un peuple qui, depuis l'antiquité la plus reculée, a fait surgir dans l'art de bâtir des idées neuves, savantes et en même temps essentiellement décoratives. Pour étudier le génie primitif de la construction, c'est dans les pays de ce peuple qu'il faut aller, dans ces climats conservateurs où se retrouvent les plus anciens monumens de la terre. Une civilisation qui a précédé toutes les autres a dû nécessairement influer sur celles qui l'ont suivie. C'est donc à la source de ce fleuve puissant qu'on doit remonter pour trouver l'art origi-

nel, et rien n'est plus facile que d'en suivre le cours. Des monumens en nombre considérable sont là, comme les pages du grand livre de l'architecture, comme des jalons qui permettent de suivre pas à pas les rapports historiques des peuples entre eux. Beaucoup de gens s'étonnent, et parmi eux les plus experts, de la rapidité du progrès de notre civilisation à l'époque du moyen âge. « Elle procède, dit-on, par une suite d'essais, sans s'arrêter un instant. A peine a-t-elle entrevu un principe qu'elle en déduit les conséquences, et arrive promptement à l'abus avant d'avoir su développer son thème (1). » Les archéologues en général ont le tort de borner leur regard; au lieu de gravir les cimes pour interroger l'horizon, ils s'enferment dans un étroit espace et ne savent plus voir les choses les plus simples et les plus logiques. Rien en effet ne devrait plus surprendre que l'élan avec lequel surgit la civilisation du moyen âge, si on la juge comme sortie subitement du sol de l'Europe et de la France en particulier; mais cette civilisation, qui nous apparaît si subite et si neuve, était forte et dans toute sa splendeur depuis huit ou dix siècles. Elle est arrivée en Occident toute faite, toute parée, comme ces plantes exotiques qui se sont développées aux rayons d'un autre soleil que le nôtre, et qui, transplantées au milieu de nous, tantôt s'étiolent et s'abâtardissent, tantôt, grâce à des soins intelligens, prennent dans leur climat d'adoption plus de vigueur et plus de beauté.

L'étude des origines de l'architecture du moyen âge est d'une haute importance, parce que cet art n'a rien emprunté de caractéristique aux ruines amoncelées par le désordre païen. Issu de la rénovation philosophique qui répudiait ce passé, il a surgi du chaos et de la débauche, ainsi que ces fleurs dont la fraîcheur, l'éclat et le parfum naissent du fumier qui les recouvre. Cet art empreint d'une science profonde, d'une étude merveilleuse de la nature, contient tous les élémens aujourd'hui méconnus, et pour marcher vers le progrès c'est là, d'après nous, le vrai modèle dont la science architecturale doit s'inspirer. Dans les monumens de la vieille Égypte, de la Grèce et de Rome avant sa décadence, il n'y a qu'une idée bien jeune de l'art de bâtir, si perfectionnées qu'aient été la sculpture et la décoration. Quelque imposantes que soient les lignes, ce sont toujours des masses amoncelées sur des masses et s'allongeant sur terre sans pouvoir se redresser. Les pyramides ne sont qu'une montagne, les monumens de l'Inde et d'Ipsamboul ne sont que des excavations et des sculptures en plein roc. L'antique civilisation de la Chine ne nous offre aucun monument sérieux, car l'architecture

(1) *Dictionnaire de l'Architecture*, par M. Viollet-le-Duc.

en bois, si gracieux qu'en puisse être le décor, n'atteint jamais les proportions de l'art. Où donc trouver la vraie source, le peuple architecte par excellence? D'où est venu cet art nouveau qui nous surprend par sa science de statique, d'équilibre, sa hardiesse et sa grandeur? N'apercevez-vous pas dans les brumes du passé cette tour gigantesque dont les spirales hardies cherchent à escalader le ciel? L'orgueil essaie déjà ce que la foi doit exécuter plus tard; mais le germe apparaît sur cette terre de la grande architecture, c'est là qu'il faut chercher la première incubation des merveilles qu'on a bien à tort regardées comme jaillissant tout à coup de notre sol, alors inculte, car il faut une longue suite de siècles et de puissantes traditions pour les engendrer. Rien ne sort de rien, et dans l'étude du moyen âge universel, c'est-à-dire de cette époque préparée par l'école d'Alexandrie et dont le Christ résume en lui la rénovation générale, il s'agit de chercher les causes qui ont amené dans l'art une si heureuse révolution. Il s'agit de réveiller ces germes vigoureux dont l'élan fut arrêté par cette renaissance italienne éprise du réalisme grec, et qui se perdit si vite dans des sentiers qui ne mènent à rien. Cherchons donc ces lois premières, non pour refaire des copies maladroites, mais pour trouver les fruits que promettaient les fleurs. Visitons cet Orient d'où se sont répandus sur le monde tous les principes féconds; étudions ces contrées de la lumière où les lois naturelles n'ont jamais été faussées par des civilisations d'emprunt, et sans doute nous retrouverons les secrets qui doivent constituer l'art nouveau.

L'époque dont nous allons parler est bien peu connue, n'a jamais été sérieusement étudiée et tient cependant une grande place dans l'histoire de l'art. Ce n'est pas que des savans, des artistes en grand nombre n'aient visité l'Orient; mais ces derniers pour la plupart n'ont fait qu'y passer, observant uniquement au point de vue pittoresque cette nature merveilleuse; les autres y étudiaient les langues et l'histoire dans les antiques monumens de l'Égypte, de l'Assyrie et surtout de la Grèce; bien peu se sont adonnés d'une manière suivie à l'étude de l'art oriental moderne. Il faut d'abord expliquer ce que nous entendons par ce mot « art oriental moderne. » Tout se transmet et s'enchaîne si bien dans les civilisations de l'Orient, tout a gardé sur cette terre un type originaire si fortement empreint, le caractère primitif de la grande époque antique, que sans doute la division entre l'ancien Orient et le nouveau est un peu arbitraire, surtout si, au lieu de limiter son horizon, on envisage l'ensemble de ces contrées. Que sans sortir de l'Égypte on cherche la ligne de démarcation entre l'art égyptien et l'art arabe, on la trouvera sans difficulté; mais si, parcourant l'Égypte, l'Assyrie, la Phénicie, la

Perse, Byzance, Bagdad, observant les points nombreux de comparaison entre les monumens qui les couvrent, on cherche la date exacte où l'art perse primitif a subi une transformation importante, il est presque impossible de la saisir. Cette transformation a eu lieu néanmoins, et c'est vers la naissance du Christ qu'il faut reporter le commencement de l'époque de transition. La philosophie nouvelle, le grand courant d'idées qui traverse alors le monde, agitent tous les esprits, renouvellent pour ainsi dire les âmes, et ouvrent aux sciences, aux arts des perspectives infinies. La fondation de Byzance, la reconstruction d'un empire romain en Orient par ceux-là mêmes qui avaient achevé sa ruine, marquent une date décisive dans l'histoire de l'art oriental.

La misère, l'impuissance, l'anéantissement politique amenés par la débauche, la paresse et l'incrédulité s'étendaient de plus en plus dans les villes romaines, causant ces révoltes et ces convulsions qui sont les avant-coureurs de la chute des empires. En prenant la détermination de transporter en Orient le siége du gouvernement, Constantin obéissait sans doute dans une certaine mesure à des raisons politiques et religieuses, au désir de développer sur une terre plus libre, à l'abri des révoltes suscitées par le paganisme expirant, la religion nouvelle qu'il avait entrepris de faire triompher. Il était aussi poussé par une tendance générale de l'opinion. L'Orient était en ce temps-là pour l'Europe, et à bien plus juste titre, ce que furent longtemps les deux Amériques, une sorte de pays doré, de lieu de refuge, où la vie devait être paisible, heureuse et à bon marché. De toutes parts surgissaient des projets d'émigration en masse. Les empereurs eux-mêmes se laissaient aller à cette impulsion, et on les voit à diverses reprises faire des tentatives pour transporter la capitale soit en Afrique, soit en Asie. Ces tentatives, Constantin les réalisa. Quand on vint s'installer sur le Bosphore, on était las de Rome. Ces vainqueurs chargés de dépouilles, déjà habitués au luxe merveilleux des pays conquis, frappés de la supériorité de l'Orient, au lieu d'imposer leur influence à la capitale moderne, subirent au contraire, et sans presque s'en apercevoir, la fascination de ces beaux lieux. Peu inventifs par eux-mêmes et peu commerçans, comme c'est le propre des peuples guerriers, ils adoptèrent bien vite les idées et les goûts de ces contrées. De ce moment apparaît cet art byzantin qui n'a rien de l'art romain, rien surtout de l'art grec antique, si ce n'est quelques fûts de colonne qu'on adopta parce qu'ils étaient tout taillés et de matière précieuse, mais dont on modifia entièrement les chapiteaux, les bases, l'ornementation. Qui pourrait reconnaître en effet dans les monumens de Byzance le style grec et l'influence des successeurs

de Phidias et d'Apelles? La coupole immense et si hardie de Sainte-Sophie, qui semble soutenue comme un lustre par un fil descendu du ciel, en quoi pourrait-elle avoir été inspirée par les toits aplatis des temples grecs? Ou bien ces rinceaux de feuillages et d'animaux, ces arabesques sculptées, émaillées, niellées, en quoi ressemblent-ils aux superbes bas-reliefs du Parthénon? La statuaire byzantine, amie du fantastique, comme l'étaient l'imagination et la statuaire assyriennes, ne se rapproche pas davantage du caractère réaliste de la sculpture grecque ou romaine; ces chapiteaux, si variés, si capricieux, si fouillés, où leur trouver une parenté même lointaine avec les ordres dorique ou corinthien? Il en faut dire autant de ces peintures exécutées sur fond d'or au moyen de petits morceaux de verre, et qui, par l'éclat, la solidité, l'accord parfait des matériaux, atteignent merveilleusement le but poursuivi par l'art décoratif; en quoi cela peut-il se comparer aux peintures des Grecs? Ici le dessin, lorsqu'il s'agit de figures, a cette raideur, cette tournure naïve de la peinture persane, cette forme conventionnelle dont les Grecs avaient secoué le joug. Dans les émaux byzantins, les meubles, les coffres, les étoffes, les bijoux, les verreries si habilement décorées, où donc retrouverez-vous l'art grec? Songez qu'alors et depuis longtemps la Grèce était morte, oubliée, dépouillée, que ces petites îles désormais sans importance, n'étaient plus visitées, que la civilisation grecque, transportée à Rome, puis peu à peu déformée, avait été remplacée par la grande influence asiatique, qui devait exercer une action puissante sur ce peuple romain capable de s'assimiler le beau, mais non pas de l'inventer.

On se tromperait d'ailleurs étrangement si l'on s'imaginait que les Romains, en fondant Byzance, créèrent subitement cette architecture byzantine dont Sainte-Sophie est le plus pur modèle. Croit-on qu'en Asie, en Perse, depuis les conquêtes d'Alexandre et la dislocation de ce grand empire, il n'y ait eu aucune construction, aucune ville, qu'aucune architecture ne se soit continuée et développée? Après la destruction de Ninive, de Babylone et de Persépolis, ces vastes contrées conservèrent leur industrie, leurs mœurs, leurs coutumes, soumises, comme en tous pays, au caractère national et au climat. Une nation vaincue dont les centres industriels périssent ne tient plus le sceptre de la civilisation, mais comme l'Italie d'aujourd'hui, comme l'Orient actuel tout entier, elle n'en existe pas moins avec ses instincts et ses habitudes. Qu'une cause puissante surgisse, qu'une religion nouvelle, un chef de génie apparaissent, et on verra renaître la vie et la splendeur. Reposée, cette nation s'élancera plus ardente dans la voie du progrès, s'appuyant sur la tradition, qui, malgré l'anéantissement du commerce et l'asservissement du pays,

n'en était pas moins restée dans le goût et le sentiment des masses. Qu'on sache bien que la Perse, même après la mort d'Alexandre, était un pays de commerce et de luxe par excellence. Babylone avait entassé trop longtemps dans son enceinte les richesses fabuleuses dues au commerce de l'Inde, dont elle était le plus vaste et le plus actif entrepôt, pour qu'il n'en fût pas resté une trace profonde. L'Euphrate, encaissé dans l'intérieur de la ville par d'immenses quais en briques, était encombré de navires et de barques venant de l'Inde ou descendant vers Alep, Tarsis et les autres villes du littoral méditerranéen. Toutes ces contrées étaient arrivées au suprême degré de richesse. Les tapis merveilleux, inimitables encore aujourd'hui, les étoffes d'or, de soie, de coton et de laine, les émaux, les armes, les verreries, les nielles, les ciselures, les meubles, les vernis, les parfums, ces ustensiles riches et délicats où les incrustations, les pierreries et les peintures s'harmonisent avec une si rare perfection, les manuscrits aussi beaux par la plume que par le pinceau, venaient de ces pays. Le Bas-Empire recevait de là par les caravanes tout son luxe. Aussi ce mirage de l'Orient fascinait-il les Romains depuis les efforts qu'ils avaient faits pour le conquérir. N'en a-t-il pas été de même depuis le commencement du monde jusqu'à nos jours? Le commerce avec l'Orient ou, pour parler plus exactement, avec l'Inde ressemble à ces talismans dont nous entretiennent les contes arabes, et dont la possession est un gage assuré de puissance. Heureux les peuples qui sont parvenus à s'en emparer! Ils y trouvent la richesse et par la richesse une influence prédominante dans le monde.

Les deux premières grandes monarchies connues, celle des Assyriens et celle des Égyptiens, n'ont pas dû à une autre cause cette grandeur qui nous étonne. Depuis l'antiquité la plus reculée, s'assurer le monopole du commerce indien est l'objet de l'ambition des peuples et la cause de leurs plus grandes guerres. La rivalité des centres commerciaux de Nivive, de Thèbes et de Babylone donna lieu aux luttes qui ont immortalisé le nom de Rhamsès le Grand ou Sésostris; le dernier résultat des batailles de ce prince fut la fondation de la colonie de Colchos, destinée à détourner le courant commercial vers l'Égypte. Les Argonautes n'avaient pas un autre but, et le génie poétique de la Grèce l'a caractérisé par le symbole de la conquête d'une toison d'or. Le génie d'Alexandre développe et continue la même politique. Les Romains la poursuivent à leur tour et s'assurent la possession de l'Égypte ainsi que celle des deux rives de l'Euphrate, c'est-à-dire les clés des deux grandes routes de l'Inde. La naissance de l'islamisme renverse l'édifice élevé par la sagesse des premiers empereurs; mais bientôt, afin de soustraire le

commerce aux exactions des musulmans et au monopole de Venise, les Colomb et les Vasco de Gama cherchent à travers l'Océan une route nouvelle plus directe que celle des caravanes et surtout moins sujette aux exigences de tant d'intermédiaires. L'Espagne, la Hollande, la France et l'Angleterre se disputent alors la précieuse toison. La persévérance britannique l'obtient enfin pour elle seule; mais, toujours convoité, cet empire est encore aujourd'hui la pomme de discorde. Napoléon, comme Sésostris, tournait les yeux vers ces contrées qui recèlent la question vitale de la politique des peuples civilisés quand il entreprit la guerre d'Égypte. La Russie de son côté lutte depuis Pierre le Grand pour s'en assurer l'accès. De nos jours, le canal de Suez vient rouvrir les vieilles routes longtemps délaissées de cet indispensable commerce avec les grandes Indes.

Il faut donc se pénétrer de cette idée, que Byzance n'a été que le grand entrepôt, le foyer puissant où apparut aux yeux de l'Occident cet art que la Perse, trop éloignée, trop séparée de l'Europe par ses montagnes, ne pouvait montrer aux yeux de tous. En venant s'établir en Asie, les Romains y trouvèrent, on ne saurait le contester sérieusement, une civilisation brillante, des arts préexistans, une achitecture depuis longtemps formée, où l'or, la mosaïque, la faïence, l'ivoire et les pierres précieuses ajoutaient à la beauté des formes l'éclat des couleurs. Tout était en harmonie, les riches tentures, les vêtemens brodés, les bijoux, les meubles; ce luxe inséparable de l'amour du beau a toujours existé dans les pays de la lumière. Au moment où l'empereur Constantin, l'an 395 de notre ère, transporta la vieille Rome dans la jeune Byzance, l'ancienne dépouille romaine fut rejetée, et l'empire en revêtit une nouvelle tout imprégnée de l'Orient. L'art byzantin avait atteint son apogée en Asie dès le ve siècle et se maintint florissant jusqu'au viiie. Quels qu'aient été à Constantinople l'élan, la vigueur des pousses de ce style nouveau, il avait emprunté ailleurs le caractère simple et grandiose, la science profonde d'exécution qui le distinguent entre tous.

Ainsi que nous venons de le démontrer, on ne saurait y voir aucune réminiscence de l'art gréco-romain. Dans ce dernier, les lignes sont droites, monotones et rampent lourdement sur terre : c'est, en un mot, l'architecture horizontale, l'architecture en longueur; dans l'autre au contraire, les lignes affectent toutes les courbures, tous les mouvemens, et s'élancent vers le ciel comme affranchies d'entraves : c'est l'architecture perpendiculaire, l'architecture en hauteur. Aucune expression ne saurait mieux indiquer la différence entre la pensée nouvelle et la pensée antique. Déjà l'art perse, cherchant par des rampes et des escaliers à gagner les cimes, formant à Ni-

nive, à Babylone, à Persépolis, sur les salles immenses des palais, les toits coniques, les dômes et les voussures, employant pour les aqueducs et les citernes un système de petites voûtes entre-croisées soutenues par une forêt de légères colonnes, nous donne la clé du principe nouveau. Dans les villes qui succèdent aux cités bibliques, où les dynasties arsacide et sassanide rivalisent de splendeur et de luxe, il acquiert un développement complet. C'est ainsi qu'au moment de la fondation de Byzance l'art surnommé byzantin se trouva tout créé, put recevoir une application immédiate. Cette ville attirait alors dans son sein toutes les intelligences privées d'asile et de patrie; Alexandrie, centre scientifique formé des débris de tant d'empires écroulés, était devenue un lieu de refuge pour les amis de l'étude et du repos. C'est de là que revinrent les traditions des arts et des métiers, de là cette philosophie quintessenciée du moyen âge qui, à Constantinople, sut s'assimiler le style byzantin et, le pliant au culte nouveau, en faire le type de l'art chrétien. Dans les peintures de ce temps, qu'elles soient à l'encaustique, à l'œuf, en mosaïque, on retrouve ce caractère immuable, radieux et naïf tout à la fois, qui rappelle l'Égypte ancienne. Ce n'est plus l'étude exacte et vraie de la forme humaine et de la beauté matérielle; tout réside au contraire dans l'expression. En architecture, l'arc, la voûte, la coupole, employés dans les monumens babyloniens, assyriens ou perses, ont transformé le temple païen et lui donnent un caractère absolument neuf. Ce style s'adaptait merveilleusement aux idées nouvelles. On connaît le principe générateur du style byzantin : c'est la coupole soutenue par quatre arcs de cercle dont l'ouverture est égale au diamètre du dôme; les arcs eux-mêmes sont soutenus par quatre piliers ou colonnes. Les espaces compris entre les arcs et la base de la coupole, en dehors des points où celle-ci vient reposer sur eux, sont remplis par une suite de pendentifs de longueur inégale, dont la silhouette se détache sur le vide, et dont la partie supérieure, se terminant à la base de la coupole, donne à celle-ci de nouveaux points d'appui. Les quatre côtés du carré formé par les piliers qui supportent le dôme servent de base à quatre nouveaux carrés égaux au premier, de sorte que la nef, que recouvre la coupole, est flanquée sur ses quatre faces de nefs égales entre elles, et que l'ensemble figure une croix à bras égaux. Les quatre nefs latérales sont recouvertes par des demi-coupoles appuyées sur les quatre arcs qui supportent la coupole centrale. Celle-ci surgit donc au-dessus de cette réunion de toits sphériques et les domine de toute sa hauteur; l'ensemble a une ampleur et une légèreté remarquables.

Les Byzantins, dans les façades de leurs édifices, ont cherché les

grands effets d'ombre et de lumière en mettant un rapport plein de justesse et d'harmonie entre la surface des pleins et celle des vides. L'arc plein cintre devient à la grande époque byzantine de plus en plus élancé; il se rehausse de la longueur du quart du diamètre, souvent même il l'outre-passe et parfois se termine en pointe au sommet. C'est surtout sous le règne de l'empereur Basile que ce caractère est plus marqué. On ne voit plus alors dans la ville moderne que des arcs sur des arcs, des coupoles sur des coupoles, dont l'ensemble et l'aspect ont peu de rapport avec les monumens antiques. Au lieu de ces lourdes colonnes à un seul étage, ce ne sont que colonnes superposées, que formes curvilignes; au lieu du toit triangulaire, c'est le dôme, la gloire et l'orgueil du style nouveau. A cette époque commencent des projections architecturales inconnues jusqu'alors, on voit apparaître toutes les hardiesses de la statique, une profonde science géométrique et algébrique des courbes des voûtes et des arcs, des équilibres surprenans, des spirales où les mathématiques épuisent leurs formules. L'architecture grecque avec les toits bas qui la caractérisent, avec les frontons où la beauté des sculptures déguise à peine la sécheresse de la forme, ne pouvait résoudre ces problèmes d'élancemens qu'elle n'entrevoyait même pas. De la nécessité d'avoir des colonnes assez fortes et assez rapprochées pour soutenir les grandes masses de pierres de l'attique et des couronnemens résultait nécessairement un manque d'élévation et par suite d'élégance, une multiplicité d'angles et de supports, une absence de proportion entre les hauteurs et les largeurs.

La nouvelle architecture arriva bientôt en Italie sur les rives de l'Adriatique. En 440, cent douze ans après l'établissement de l'empire de Byzance, cent ans après la construction de Sainte-Sophie par Constance, fils de Constantin, on élève à Ravenne une église de ce style, puis Saint-Cyriaque d'Ancône, dont l'ornementation est caractéristique, Saint-Zénon de Vérone avec ses chapiteaux persépolitains, enfin Saint-Marc de Venise. La mode s'en répandit alors dans tout l'Occident. Ce ne fut pas seulement dans la forme générale des églises que se produisit le changement, ce fut aussi dans les moindres détails. Aux feuilles d'acanthe et aux volutes des chapiteaux grecs succèdent, dans l'art roman d'abord, qui n'est qu'un byzantin grossier, et dans le gothique ensuite, des fleurs, des fruits, des animaux de toute espèce, des lignes combinées selon la manière des Assyriens et des Perses. La forme du chapiteau même se modifie, de cylindrique il devient cubique. Le fût de la colonne s'étire et s'amincit; au lieu d'être uni ou cannelé, il se couvre de réseaux, de méandres, de torsades, de losanges entrelacés. L'arc est

d'abord surhaussé au-delà du demi-cercle comme à Saint-Marc ou à Sainte-Sophie; puis le fer à cheval cissoïde, l'arc persan composé de lignes droites, l'ogive, les arcs dentelés s'unirent pour donner le charme et la variété au grand art de l'architecture. De même les voûtes et les coupoles s'allongent et se renflent, comme on le voit encore aux dômes de Venise et de Padoue, et surtout à ceux de l'Égypte, de la Perse, de l'Inde et de la Russie. En un mot, toutes les courbes furent admises, essayées, appliquées. A Constantinople, elles obtinrent aussi une grande faveur; mais la surélévation de ces arcs les rendant moins solides que ceux des coupoles byzantines, plus aplaties, ils disparurent dans les tremblemens de terre, jadis si fréquens. On en revint promptement aux formes qui avaient été adoptées pour Sainte-Sophie. Les Turcs ont imité cet exemple. Stamboul est restée fidèle au style byzantin dans la forme générale des monumens; elle n'a pas suivi les progrès du style persan ou arabe du moyen âge. Sainte-Sophie parut le dernier effort de la science, et devant ce modèle on ne songea plus qu'à imiter. Les mosquées, qui sont les seules constructions d'une réelle importance à Constantinople, tout en acceptant les modifications imposées par le culte, minarets, fontaines d'ablution, orientation vers La Mecque, enceintes fermées d'arcades en souvenir de la cour sacrée de la Kaaba, sont construites en réalité sur le plan de Sainte-Sophie et conçues d'après les mêmes données. Cette architecture se prête également bien aux deux religions, qui ont plus d'analogie qu'on ne le pense. Nous avons eu souvent occasion de le remarquer, les églises byzantines ou gothiques et les mosquées arabes peuvent changer de culte sans cesser de s'harmoniser avec les croyances des fidèles qu'elles abritent. A part le mobilier, les mosquées du Caire, de Damas ou d'Ispahan sont chrétiennes par la forme et par le caractère.

II.

La plupart des écrivains, frappés de la décadence de ce vieil empire romain, qui, loin de se rajeunir en se transportant sur les splendides rivages du Bosphore, ne fit qu'y placer son tombeau, hâtant encore sa fin par le luxe et les désordres de toute espèce, ne voient plus dans les arts comme dans les mœurs que décadence et dépravation du goût. Ils ne comprennent pas la renaissance imposante, l'idée nouvelle qui apparaît brillante au milieu de ces ruines. « L'art architectural, a-t-on dit, disparaît sous une prodigalité confuse d'ornemens capricieux, et la mosaïque, préférée à la peinture à l'encaustique, amène la ruine de la peinture et une com-

plète dégénération de l'art (1). » C'est là une erreur considérable. Avec la mosaïque comme avec la faïence, on obtient des peintures murales bien autrement décoratives que toute autre; elles présentent ce sentiment de la durée qui crée les grandes choses et manque à la fresque; celle-ci d'ailleurs ne fut pas abandonnée pour cela. L'architecture, loin d'avoir une prodigalité d'ornemens confus et capricieux, était au contraire d'une élégance, d'une grandeur, d'une hardiesse, d'une science mathématique et statique profondes. Les ornemens provenaient d'études physiques remarquables, du calcul le plus élevé et de l'ordonnance géométrique la plus habile. Nous insistons sur ce point, que nous prouverons plus loin par des observations irréfutables. On méconnaît surtout l'art byzantin parce qu'on ne le compare qu'à l'art grec et qu'on l'en suppose dérivé. Ce nom d'empire grec n'a pas peu contribué à accréditer cette opinion de l'influence grecque sur Byzance. Les Grecs du bas-empire étaient des Orientaux; ils n'avaient aucune ressemblance morale avec les Grecs de l'antiquité, ils n'en acceptaient même pas le nom : ils s'appelaient fièrement Ῥωμαῖοι. Constantinople, pour tous les écrivains et pour les chancelleries, était la nouvelle Rome. L'immortelle Grèce elle-même, la Grèce de Périclès et de Phidias, porte encore aujourd'hui le nom de Roumélie. Qu'on ne fasse donc pas de confusion contraire à l'histoire. Les populations agglomérées autour du Bosphore par une de ces mesures violentes de colonisation qui étaient dans les habitudes des Romains se composaient des élémens les plus hétérogènes empruntés, outre l'Italie, à toutes les provinces de l'empire et naturellement à celles qui étaient les plus voisines, c'est-à-dire la Perse et l'Asie. Si l'idiome grec y dominait, c'est que le grec, comme aujourd'hui le français, était alors une langue universelle, ce qui n'empêche pas que l'immortel code de Justinien, rédigé quatre siècles après la fondation de Constantinople, ne soit écrit en latin. Assurément nous ne nions pas que dans l'architecture byzantine on ne trouve des souvenirs romains; mais la plupart avaient été déjà empruntés à l'Asie. Aristophane nous apprend que les tentures, les étoffes et les meubles venus de Perse avaient introduit en Grèce une multitude d'idées nouvelles et bouleversé les habitudes et les traditions d'ornementation intérieure. On y vit apparaître les animaux fantastiques, les arabesques bizarres, les enroulemens et les rinceaux compliqués. Il en fut de même à plus forte raison dans l'art romain au temps d'Auguste. On retrouve à Herculanum et à Pompéi non-seulement ces ornemens dits *grotesques*, parce qu'ils décoraient les grottes et les salles sou-

(1) Viardot, *Musées d'Europe*.

terraines de Persépolis et de Ninive, mais encore des colonnes, des chapiteaux persans, mêlés à des chapiteaux égyptiens, à des hiéroglyphes dans les frises, amalgame des styles de tous les pays et de tous les temps. Nous sommes ici en pleine décadence de l'art; ces emprunts faits sans discernement en sont la preuve la plus manifeste. Le goût abâtardi des Romains devait venir se renouveler entièrement à Byzance, près de la source abondante et pure de l'Orient, cette éternelle patrie de la forme et de la couleur. Nous n'hésitons pas à affirmer que ce fut l'art perse de Ninive, de Babylone et de Persépolis, transformé lentement et insensiblement sous les dynasties achéménide, arsacide et sassanide, qui devint à Ecbatane, à Suze, à Hamadan et à Madaïn l'art appelé byzantin, parce que Byzance, la capitale chrétienne, le fit connaître et le répandit dans toute l'Europe catholique. De ce même style découla bientôt, en se modifiant, l'art persan et arabe de l'époque musulmane.

Les chrétiens avaient dû se contenter jusque-là, pour les cérémonies du culte, de salles païennes où ils se sentaient mal à l'aise, et qui ne répondaient en rien à l'idée qu'ils se faisaient d'un temple digne de la foi nouvelle. La basilique ou salle de justice du palais des rois, appropriée à la hâte à une destination moins profane et transformée en église, ne les satisfaisait nullement. D'après les monumens comme d'après les écrits, on peut juger des tâtonnemens, de l'hésitation des premiers chrétiens dans leurs efforts pour trouver une architecture qui pût représenter clairement dans un temple voué au culte l'idée du christianisme. La croix sur laquelle expira le Christ vint naturellement à la pensée, c'était le symbole chrétien par excellence. Toutefois on ne voit pendant cinq siècles que des essais où la variété des détails ne parvient pas à cacher l'absence de toute conception nouvelle et l'impuissance à traduire en pierres l'Évangile. Il a fallu que les empereurs, arrachant leur empire à la routine païenne, s'installassent auprès du berceau même du catholicisme et de l'architecture pour qu'une révélation se fît et que la formule cherchée apparût. Les chrétiens du bas-empire la trouvèrent dans le carré byzantin flanqué de quatre carrés égaux lui donnant la forme d'une croix, ils trouvèrent surtout dans cette architecture élancée et hardie la forme symbolique qu'ils cherchaient, et l'expression du dogme chrétien, d'une religion de prière, d'aspiration et d'espérance. Ils ont exprimé l'enthousiasme que leur inspira cette apparition du style byzantin par une légende mystique. Un ange, disent-ils, descendit du ciel pour donner à l'empereur chrétien le plan du temple modèle, de cette église de Sainte-Sophie, dont la coupole aérienne est l'image de la voûte

céleste. Ils ont bien senti que c'était le moment où l'ère nouvelle avait trouvé le langage architectural qui lui convenait, et qui, depuis cette époque, n'a jamais varié pour les chrétiens grecs. Les Latins, moins constans, hésitent bientôt, tantôt adoptant ce style ogival, tantôt revenant à l'art païen, pour retomber ensuite dans un désordre d'idées dont aujourd'hui ils ne savent plus sortir.

En Europe, le style byzantin est lourdement imité et mêlé avec le style roman, ou, pour mieux dire, le roman n'est que du byzantin grossier. Ce mélange, modifié par les croisades et par la science maçonnique rapportée d'Orient, devient l'art ogival, et prend un caractère nouveau de grandeur et d'élégance. Le matérialisme de l'art grec était ainsi dépassé, sinon par la pureté de la forme, au moins par l'expression. Cette époque byzantine ou du moyen âge en Orient est donc à nos yeux l'époque de la véritable renaissance, l'époque du renouvellement de l'art ancien par un art nouveau. Ce mot de renaissance, nous ne saurions le prendre dans le sens qu'on lui donne d'ordinaire quand on l'applique à une imitation bornée et inintelligente de l'art grec au xve siècle. C'est par conséquent une erreur de croire que l'empire byzantin dut en fait d'art son caractère aux descendans des Phidias et des Périclès, conservateurs des traditions du beau temps de la Grèce, et qu'à l'époque du partage de l'empire byzantin par les Vénitiens et les Français commença pour les Occidentaux la connaissance de l'art grec. Au moment de ce partage, le bas-empire ne se préoccupait guère d'une civilisation morte qui ne parlait plus, qui ne pouvait se faire comprendre et frappa si peu les barbares d'Occident, Vénitiens ou Français, qu'ils jetèrent dans le Bosphore les statues enlevées aux temples de Corinthe ou d'Athènes, et qui ornaient les places et les palais de Byzance. Ce qui charmait tous les regards, c'était l'idée nouvelle en philosophie, dans les sciences et dans les arts; c'était la civilisation orientale dans toute sa splendeur. Revenir à l'étude de l'antiquité païenne au moment où le style du moyen âge touchait à la perfection, c'était perdre le résultat de quinze siècles, c'était arracher des cœurs cette foi profonde qui faisait marcher en si parfait accord la forme et l'idée. En reprenant le style d'une époque perfectionnée, on crut gagner en pureté et en élégance; mais c'était abandonner cette route féconde, infinie, où l'imagination pouvait travailler à l'aise et toujours à nouveau; c'était abdiquer toute originalité et séparer la pensée de l'expression, car le style redevint païen, tandis que la pensée restait chrétienne; ce fut et c'est encore produire l'amalgame le plus bizarre et le plus incohérent. La statue de la Vierge est faite à l'imitation de celle de Vénus, et les scènes de l'histoire sainte ont pour type les bas-reliefs du Par-

thénon. Tantôt le *Saint-Sacrement* se montre en face de l'*École d'Athènes*, tantôt le Christ est mêlé aux muses et aux dieux du Parnasse. En littérature, la grâce de la forme ne parvient pas plus qu'en sculpture ou en peinture à cacher ce choc continuel entre les mots et les idées. Dans ces dernières, dès que les secrets de métier se perdent, on devient incapable de progrès, et il ne reste plus qu'à imiter servilement sans savoir de quelle source, de quelles inspirations ces secrets sont sortis. N'en est-il pas de même en poésie lorsqu'on copie les maîtres au lieu de chercher la nature? Voyez tous ces poètes de la renaissance, Vida, Marullus, Fracastor, Sannazar : que sont-ils? De véritables plagiaires, si parfaite que puisse être l'imitation. Cette recherche, cette étude d'une antiquité restreinte, puisqu'elle ne remonte qu'aux Grecs et n'étudie qu'eux, a fait trop longtemps ignorer les causes premières.

Nous concevons qu'en littérature l'absence de matériaux antérieurs, ou, pour mieux dire, l'obstacle que présentent des langues et des écritures inconnues ait nécessairement limité les recherches de nos savans; mais en peinture, en architecture surtout, il restait tant et de si grands matériaux qu'il a fallu l'esprit de routine de l'Occident pour les méconnaître et pour qu'ait pu s'accréditer aussi longtemps cette croyance générale que tout commence aux Grecs, qu'il n'y a pas d'art en dehors d'eux. Les érudits, ne pouvant remonter au-delà de l'époque grecque, n'ont indiqué aux artistes que cette civilisation brillante, mais très courte et très restreinte. Ceux-ci trop souvent n'avaient pas vu les originaux, et c'était d'après des descriptions et des dessins inexacts qu'ils exécutaient leurs copies, sans tenir compte de la différence des sites et des climats, des matériaux, des usages et des costumes. Nous n'avons qu'à signaler David et son école, qui règne encore, pour démontrer ce que nous avançons ici.

Pour bien comprendre d'où venait l'art nouveau dont nous nous occupons, il ne faut pas oublier que Byzance, deux cents ans après qu'elle eut été fondée par le navigateur grec Byzas, fut prise par Darius et resta au pouvoir des Perses jusqu'à la fin du règne de Xerxès. On ne s'étonnera donc pas de voir un architecte persan nommé Métrodore chargé de construire l'église et le palais de Constantin. Au dire de l'histoire, Métrodore avait fui sa patrie par suite des injustices dont on l'abreuvait. Cette église fut rebâtie en 540 par Anthémis de Tralles et Isidore de Milet sur le plan agrandi de Métrodore. Ces trois architectes sont les seuls dont les noms soient parvenus jusqu'à nous. On le voit, l'un est un Persan expatrié de la veille, les deux autres appartiennent, le premier à la province persane de Lydie, qui n'était romaine que depuis la mort d'Attale, le

second à une de ces riches cités commerçantes de l'Asie-Mineure, où toutes les nations se donnaient rendez-vous, et que les Persans avaient, par de fréquentes relations, initiées et conquises à leur architecture. Nous savons encore que Justinien II employa un architecte persan, dont le nom ne nous est pas parvenu, pour dessiner les somptueux édifices dont il embellit la ville. Ce sont là des faits caractéristiques et qui donnent la clé de bien des mystères. La pompe de la cour byzantine, avec l'étiquette, les titres, les étoffes, les costumes, les modes, les ustensiles, les dispositions intérieures de l'habitation qui la caractérisent, et que les sultans ont perpétuées jusqu'à nos jours, fut empruntée à la civilisation asiatique, célèbre en ce genre depuis les temps les plus reculés.

Il faut donc attribuer sans hésiter à ce peuple de l'Iran, si fin, si éminemment artiste, et artiste à la fois inventeur et conservateur, véritablement *scopritore del vero, le chercheur du vrai*, la gloire de cette renaissance, dont le style byzantin, puis arabe, puis ogival, ont été les conséquences immédiates. Comment expliquer d'ailleurs une métamorphose architecturale aussi subite, aussi complète, si ce n'est par l'introduction d'un art parvenu dans des contrées voisines au plus haut degré de perfection? La coupole byzantine, l'arc, la voûte et toute cette architecture pyramidale étaient depuis des siècles employés en Perse, ainsi que nous allons le prouver. Ce mode de construire devait être créé tout naturellement dans un pays où pendant l'été l'ardeur du soleil, les réverbérations du sol et la poussière exigent de vastes salles placées sur de hautes plates-formes et des voûtes élevées pour aller chercher l'air et la fraîcheur des cimes, tandis que l'hiver les neiges qui tombent en abondance glissent sur les coupoles sans y séjourner.

L'absence de marbres et de pierres assez grandes pour couvrir les plafonds de ces galeries fit inventer la brique. L'invention de la brique et de la poterie fut la plus grande cause de progrès dans l'architecture des Perses. La brique joue un grand rôle dans leur façon de bâtir; c'est d'eux que les Romains en apprirent l'usage. De cet emploi général des briques découle la preuve que l'arc et la voûte sont originaires de ce pays. Le problème de l'architecture du moyen âge et de l'art du monde nouveau est par là même résolu. Ce que Ctésias nous dit des voûtes sous l'Euphrate, celles retrouvées à Babylone et à Ninive, la tombe de Cyrus décrite par l'historien d'Alexandre, Aristobule, la description des palais de Sémiramis, des châteaux forts de Persépolis et de Ninive par Strabon, enfin les inscriptions découvertes sur ces ruines et récemment traduites, démontrent clairement que la forme conique a été employée dès la plus haute antiquité dans cette partie de l'Asie.

Les Perses comprenaient du reste ce qu'ils devaient à la brique : ils avaient donné le nom de mois des briques au mois pendant lequel celles-ci sèchent au soleil. Cette expression de mois des briques se retrouve dans une inscription du palais de Sennachérib. La substitution de ces matériaux légers aux blocs énormes employés par l'Égypte et la Grèce devait naturellement amener les formes paraboliques et ogivales qui sont l'essence de l'architecture perse. Quand on voulait fermer les sommets, la légèreté et la petite dimension des briques et des poteries permettaient en effet de les rapprocher peu à peu en les posant par assises horizontales faisant saillie d'un tiers les unes sur les autres. De là cette voûte ogivale à lignes droites qui est restée l'arc persan par excellence. Pour les murs, les Assyriens employaient encore le pisé, c'est-à-dire de l'argile mêlée de naphte et de bitume minéral, puis battue dans un moule avec de l'eau et des roseaux. C'était une sorte de brique gigantesque qui se façonnait sur place et formait un mur d'une seule pièce. Quand la portée de la voûte était trop grande, et que les briques auraient été trop lourdes, on recouvrait les salles de panneaux de bois juxtaposés et façonnés en voussoirs. « Je bâtis pour demeure de ma royauté, dit une inscription de Sennachérib, des salles couvertes par des *pans* de bois de cèdre, de lentisque et de pistachier. Au sommet, j'applique en guise de bouclier, pour les tenir dans leur position, des poutres de cèdre soutenues par des piliers de même bois que je relie par des crampons de fer. » Évidemment il est question ici d'une voûte non fermée à sa partie supérieure. L'espace où se trouvait ce bouclier sur lequel s'appuyaient les pans latéraux de la voûte était quelquefois recouvert par des peaux de veau marin. Quelquefois la voûte est jetée de terre sans soutien de bois ni de pierre; on en trouve plusieurs exemples à Khorsabad. On parvenait au sommet des édifices, non par des escaliers, mais par des rampes qui tournaient en spirale soit dans l'épaisseur des murs, soit même à l'extérieur, comme cela fut imité à Balbek sous les Antonins et partout au moyen âge. On peut de même monter à cheval jusqu'au sommet du campanile de Saint-Marc à Venise, et le minaret de la plus ancienne mosquée du Caire est enveloppé d'une spirale extérieure qui s'élève jusqu'à la cime.

La décoration intérieure offrait d'un autre côté une grande richesse : l'or, l'argent, le cuivre, l'ivoire, l'émail, brillaient partout. Ctésias et Diodore, en décrivant le *Kasr* du palais de Nabuchodonosor à Babylone, parlent longuement des grandes mosaïques en briques émaillées représentant des sujets de chasse, des figures d'hommes et d'animaux et des inscriptions blanches sur azur, dont M. Fresnel a de nos jours retrouvé de nombreux fragmens. Nabuchodonosor lui-

même dit dans une inscription sur le temple de Mérodach : « J'ai recouvert le dôme avec de l'or resplendissant comme le soleil levant. J'ai voulu que l'autel de Mérodach, qu'un roi antérieur avait érigé en argent, fût en or pur. La chambre du trésor, resplendissante d'or, je l'ai fait recouvrir de façon qu'elle reproduise les étoiles du firmament (1). » Les murs des palais de Khorsabad, construits en briques, étaient revêtus au dedans comme au dehors de plaques de gypse jusqu'à une hauteur de trois mètres environ. Au-dessus du gypse, des briques émaillées représentaient une suite de personnages ou d'ornemens. Souvent cette espèce de frise portait une inscription en caractères cunéiformes blancs sur fond bleu; on rencontre de même dans les monumens persans du moyen âge encore debout des frises portant des inscriptions en lettres kouffiques blanches sur fond d'émail bleu. Il est impossible de ne pas être frappé de la ressemblance de cette ornementation avec celle des antiques débris retrouvés à Khorsabad. A Ninive, la frise était séparée du parement de gypse par un cordon de terre cuite strié, bombé et émaillé en jaune.

Les premières inscriptions, les premiers vestiges retrouvés sur le sol et ayant date certaine, nous font remonter à une antiquité presque fabuleuse. On a exhumé des briques employées par les anciens rois de Chaldée vingt siècles avant notre ère. Une inscription qui date du roi Tiglatpilezar en 1250 avant Jésus-Christ nous apprend qu'il releva un temple bâti 640 ans avant le règne de son père. Les récits des hauts faits de Sardanapale III ont soin de mentionner les constructions importantes exécutées par ce souverain. La fondation d'un palais, d'une simple porte de ville, a pour ces peuples une importance toute particulière. Les textes et les bas-reliefs de Khorsabad, bâtie par Sargon, prédécesseur de Sennachérib, nous en donnent une idée. Sur les tablettes d'or, d'argent, d'antimoine et de cuivre trouvées dans les pierres angulaires des fondations, ou, pour nous servir de l'expression poétique des inscriptions elles-mêmes, dans « les ombres de la terre qui perpétuent et gardent le souvenir, » sont relatés avec le plus grand détail les mesures des terrains et des constructions, les matériaux employés, les escaliers tournant dans l'intérieur des murailles, l'emplacement des chambres voûtées des trésors. « J'ai fait élever six enceintes régulières, dit Nabuchodonosor dans une inscription cunéiforme conservée à Londres, afin de garantir Ba-

(1) Cette idée charmante existe encore dans les palais et les bains orientaux. La lumière du ciel n'arrive qu'en passant par des découpures en forme d'étoiles ménagées dans la voûte sombre qui recouvre la salle. Cette voûte est ainsi, pour employer l'expression de Victor Hugo, *sidéralisée* comme les cieux.

bylone contre une attaque. J'ai fait bâtir le mur en briques et bitume, mur indestructible, long de 480 stades, enceinte et bouclier des sanctuaires de la ville. J'ai augmenté l'étendue du palais de mon père. » Écoutez la manière dont Nabuchodonosor parle encore du temple des assises de la terre, la gloire de Babylone, celui où se rendaient les oracles. « J'ai construit la chambre des oracles en forme de dôme recouvert d'or pur. La tour, la maison éternelle, je l'ai fondée de nouveau et rebâtie en or, en argent, en briques émaillées, en pierre, en cèdre et en lentisque; j'en ai achevé la magnificence. J'ai élevé le faîte du premier de ces édifices, qui est le temple des bases de la terre et le plus ancien souvenir de Babylone (depuis le moment où il a été fondé, on compte quarante-deux vies humaines). J'ai restauré la rampe qui tourne au dehors et inscrit mon nom dans les frises des arcades. Le chemin du sanctuaire, qui mène au temple situé au sommet de la tour, fait trente circonvolutions. Les arcades, les colonnes et les portes sont de différentes couleurs. J'ai élevé le sommet du temple des Sept-Lumières, la merveille de Nébo. » Plus de six siècles avant notre ère, nous avons par les Hébreux des détails sur cette civilisation. Le peuple de Judée,— dont le génie étroit et terre-à-terre ne s'était jamais élevé jusqu'à la notion de l'idéal, — n'a laissé dans les lieux où il a vécu tant de siècles ni un fragment de céramique ou de statuaire, ni une médaille, ni une pierre gravée; il n'avait jamais pu créer un art hébraïque, quoi qu'on en ait dit, et avait été obligé d'avoir recours, quand il avait voulu bâtir le temple de Jérusalem, à des artistes de Tyr ou d'Assyrie; aussi ses livres sacrés sont-ils à peu près muets, jusqu'à la captivité de Babylone, sur tout ce qui concerne les arts. Les Juifs n'ont pas plus tôt mis le pied sur la terre persane qu'un changement se produit en eux; ils subissent le charme, ils sont visiblement subjugués par ce luxe, ces temples, ces splendeurs architecturales dont ils n'avaient aucune idée. Ils s'effraient de cette puissance de séduction qu'exerce sur eux la terre étrangère, mais ils ne la subissent pas moins. « Babylone, dit Jérémie, est une coupe d'or dans les mains du Seigneur; elle a enivré toute la terre. Les nations ont bu de son vin, et elles ont été agitées. » Le caractère de la littérature juive s'en ressent. Elle n'a plus quand il s'agit d'art la même sécheresse. Les prophètes se mettent à décrire, comme feraient des archéologues, les statues, les étoffes, les bijoux des Babyloniens. Les descriptions d'Isaïe sont saisissantes; elles nous fournissent des documens précieux sur ce qu'était Babylone au plus beau moment de sa splendeur et sur le caractère élevé de l'art qui éclatait dans les monumens. Ézéchiel n'est pas moins explicite; il parle des idoles qui peuplaient les temples et qui présentaient une image si exacte de la

figure de l'homme dans toutes ses attitudes et sous tous ses aspects qu'il ne leur manquait que le mouvement et la parole. « Et les filles d'Israël, ajoute le prophète, frappées de cette émouvante représentation de la nature, se laissent emporter à la concupiscence de leurs yeux et conçoivent une folle passion pour les Chaldéens. »

Nous le répétons, les peuples de ces vastes contrées de l'Iran sont sans contredit les mieux doués du sentiment de la décoration architecturale. Ce peuple était naturellement constructeur; dans sa langue, Dieu le créateur s'appelait simplement l'*architecte;* il donnait le même nom au père et à la mère et nommait l'enfant la *chose construite* (1). Ces expressions, qui nous montrent que toute création se présentait à leur pensée comme analogue à l'érection d'un monument, ne nous indiquent-elles pas aussi d'une manière frappante quel était leur instinct spécial, leur vocation particulière? Ce goût, né des mœurs et du climat, s'exerce toujours, progresse, se développe, se transforme, s'engourdit parfois à la suite de ces batailles mémorables où l'on vit se succéder les Assyriens, les Mèdes, les Babyloniens, les Perses et les Arméniens, les Égyptiens, les Grecs, les Parthes et les Romains, les Arabes, les croisés et les Turcs; mais il se relève sans cesse de ces ruines formidables, et prouve encore dans le Médresseh d'Ispahan, sous le règne brillant de Shah-Sultan Hoseïn, en 1710, de quelles merveilles sont capables ces grands constructeurs. Où trouver en effet soit en Égypte, soit en Grèce ou chez les Romains des palais de cette importance, élevés sur des terrasses de deux cents pieds, au sommet desquelles on arrivait par des rampes et des escaliers de soixante pieds de haut. Dix chevaux de front les montaient aisément. Là, les arbres les plus rares, des fontaines jaillissantes, des dômes recouverts d'or, d'argent et d'émail, des colonnades élégantes d'où l'œil du maître planait sur la ville entière, faisaient de ce séjour un véritable *paradis suspendu*, ainsi qu'on le désignait (2).

Il est inutile d'insister davantage pour démontrer que l'architecture était arrivée dans ces contrées, alors si fertiles et si riches, à un degré suprême, affectant, grâce aux matériaux, aux sites et au climat, ce caractère pyramidal si contraire à celle des Égyptiens, des Grecs et des Romains. Nous allons la voir se modifier sans que son principe soit jamais dévié ou abâtardi par des principes étrangers; nous allons voir les traditions de Ninive, de Babylone, de Persépolis et d'Ecbatane se continuer sans arrêt dans les villes de Suze et de Passagarde, de Hamadan, de Ctésiphon et de Kerman-

(1) Voyez Botta, Layard, les recueils de la Société asiatique de Londres, Oppert, Place.

(2) *Paradize* en persan signifie jardin.

chah, de Bagdad, de Damas et d'Ispahan, jusqu'à notre âge. Qu'on nous permette d'abord de dire ici quelques mots sur l'histoire de ces contrées, afin de montrer ce qu'était en face de Byzance naissante la civilisation puissante et féconde dont elle sut s'inspirer, combien c'est à tort que certains auteurs regardent l'art byzantin comme la source de l'art persan, arabe et turc. C'est le contraire qui est vrai; c'est Byzance qui emprunta à l'Asie ce style si nouveau pour l'Europe et qui devrait s'appeler le style perse.

L'art persan, dont la force d'extension devait être un jour si grande, se développa d'abord exclusivement entre les étroites limites du pays où il était né. La Perse reste longtemps sans influence au dehors, elle demeure pendant des siècles isolée des autres peuples, sans contact immédiat avec eux. — La Chine présente encore de nos jours un phénomène du même genre. — Bornée au nord par la mer Caspienne et les vastes chaînes du Caucase, au midi par le golfe Persique, à l'est par les ramifications immenses des monts Ourals, qui s'étendent de la droite de l'Indus jusqu'à l'entrée du même golfe, la Perse est de trois côtés séparée du reste du monde par des mers ou par des déserts. Vers le couchant seulement, le Tigre et l'Euphrate lui servent d'unique frontière du côté de la Mésopotamie, et elle soumet à son influence une partie de l'Asie-Mineure, au-delà de laquelle s'étend encore la mer. Ce pays clos était cependant le centre d'une vie intellectuelle intense. Malgré les cataclysmes qui la bouleversèrent, elle fut toujours gouvernée par des rois, et cette unité dans la forme politique maintint les lois, les mœurs, les coutumes, les arts et l'industrie dans la voie féconde de la tradition. Gardiens de toute science et des secrets de l'art, les mages les conservaient sans solution de continuité et sans défaillance de génération en génération. Cette transmission héréditaire et religieuse des procédés et de la science, de la pratique et de la théorie, se retrouve encore aujourd'hui chez les Persans. La franc-maçonnerie, devenue une institution libre, a suivi en cela l'exemple des mages; les initiés veillent avec un soin jaloux à conserver pur de tout alliage le dépôt de la tradition et à s'en réserver le monopole. Même de nos jours, il est à peu près impossible d'obtenir d'un architecte persan la révélation des méthodes qu'il emploie pour construire ou pour tracer des arcs, des coupoles, des voûtes, des encorbellemens stalactiformes.

On sait peu de chose de la Perse avant la dynastie des Achéménides. Achéménès, vers l'an 536 avant Jésus-Christ, fut, suivant Hérodote, le fondateur qui donna son nom à cette lignée de rois où brillent les noms de Cambyse, Cyrus, Teïspès, Ariaramnès, Arsamès, Darius, Xerxès et Darius Codoman, c'est-à-dire le petit Da-

rius, comme l'appellent les historiens persans. Darius Codoman, vaincu par Alexandre le Grand, qui conquit toute la Perse, fut assassiné par Bessus (330 ans avant Jésus-Christ). Séleucus, un des généraux du conquérant macédonien, fonda la dynastie des Séleucides, qui ne gouverna guère que quelques années. Arsace, fondateur du royaume des Parthes et de la dynastie arsacide, s'empara de la couronne 250 ans avant Jésus-Christ. Les rois parthes descendans d'Arsace régnèrent environ cinq siècles, constamment en guerre avec les Romains, qu'ils repoussèrent toujours. Le petit-fils de Sassan, Ardeschir, que les Grecs nomment aussi Artaxerxès, enleva la couronne à Ardevan, dernier roi arsacide, et fonda, en l'an 223 de notre ère, la dynastie sassanide, qui dura quatre siècles et tomba sous les coups du calife Ali, gendre de Mahomet. Pendant huit siècles, ces belles contrées furent gouvernées alternativement par des princes arabes, tartares ou mogols; enfin en 1501 la dynastie des Sophis ou Schah réunit sous son sceptre en un seul royaume ces principautés divisées.

Pendant le règne de la dynastie sassanide, c'est-à-dire vers le IVe siècle, les Perses furent en rapport commercial très étendu avec les Byzantins, trouvant à la cour fastueuse des empereurs de nombreux débouchés pour leurs industries de luxe. Par cette voie, les ouvriers du bas-empire s'initièrent aux secrets des arts et des sciences que conservaient les mages. C'est ainsi qu'ils apprirent à courber les arcs et les voûtes, à combiner les lignes géométriques, à contourner en animaux fantastiques, en enroulemens de plantes, les chapiteaux et les frises. Ce système de formations prismatiques, de cristaux ou polyèdres géométriques, en un mot de pendentifs en encorbellement, destinés à soutenir les coupoles et les plafonds, à orner les angles et les niches des portes et des fenêtres, se retrouve dans les plus anciens monumens de la Perse sassanide, et devint, en se développant de plus en plus, la base scientifique de l'ornementation persane. Il fut introduit de même dans l'art byzantin. Cette influence de l'art persan augmenta, comme bien on pense, lorsque les Arabes en 637 se ruèrent sur ces contrées et les convertirent plus ou moins à la foi de Mahomet. Bien différens des peuples de l'Asie, les Arabes restèrent sans art tant que dura leur idolâtrie. — C'était un peuple pasteur fractionné en tribus errantes; ils n'avaient pas cet élément sans lequel nulle civilisation ne se développe, la stabilité, la vie sédentaire; mais c'était un peuple bien doué, plein de finesse et d'une facilité de compréhension merveilleuse. Quand à la voix de Mahomet ils coururent à la conquête du monde, ces pasteurs à demi sauvages, jetés tout à coup au milieu des plus brillantes civilisations, ne tardèrent pas à se

trouver sans efforts au même niveau intellectuel que les vaincus. C'est pendant la première période de la conquête, sous les califats d'Abou-Bekre et d'Omar, que l'Égypte, la Syrie et la Perse furent conquises. C'est en 636, moins de vingt ans après l'hégire, que la Perse devint musulmane. On sait quels étaient à cette époque le fanatisme farouche, la brutalité guerrière des apôtres armés de l'islam. Ils se faisaient gloire de n'être que des soldats, des barbares et des croyans, de mépriser les raffinemens et les splendeurs des nations efféminées. Les chefs qui les conduisaient les entretenaient dans ces sentimens, comprenant que c'était dans cette barbarie même, dans ce profond dédain de l'univers entier et dans cette rudesse que résidait la principale force de leurs armées. Omar, qui les amenait à sa suite en Perse, a, comme brûleur de temples et destructeur de merveilles, une réputation aussi grande que comme général. Il est impossible cependant de ne pas voir dans les récits arabes qui nous ont transmis les détails de la campagne de Perse les traces de l'admiration involontaire des conquérans pour le luxe et la splendeur dont ils étaient les témoins. Le fanatisme est impuissant à réprimer ce sentiment chez les fils incultes du désert; ils sont éblouis, demain ils seront subjugués par ces richesses et par ces arts. La première bataille fut livrée près de Kadesiah, elle dura trois jours. Roustam, l'un des meilleurs généraux du roi Jezdedjerd, avait cent vingt mille soldats, qui se conduisirent bravement malgré le vent du désert qui leur jetait le sable au visage et les aveuglait; mais comment résister à l'élan furieux de gens qui combattaient pour mourir autant que pour vaincre, et dont la suprême ambition était de périr par les armes dans les saintes batailles de l'islam? Vers le soir du troisième jour, Roustam, accablé de fatigue, dormait sur un tapis auprès des mules qui portaient les trésors, lorsque Hélal, fils d'Omar, se jetant à corps perdu sur les lignes des Perses avec une poignée d'hommes, pénétra jusqu'à lui et le tua d'un coup d'épée. La mort du chef détermina la déroute de toute l'armée, et les Arabes, désormais maîtres de la rive droite du Tigre, vinrent camper à Nahar-Schir, en face de Ctésiphon.

De l'autre côte du fleuve, on apercevait les terrasses et les tours élevées du palais des rois de Perse; les Arabes furent frappés de la magnificence de ces édifices et s'écrièrent, dit l'historien : « A nous ces dômes étincelans d'or dont Dieu nous a promis la conquête par la bouche de son prophète (1) ! » Jezdedjerd, successeur dégénéré du grand Chosroès, fut saisi de crainte en entendant ces cris de victoire, en voyant sur l'autre rive cette armée dont l'impétueux élan

(1) Aboulféda, t. Ier.

avait été jusque-là toujours irrésistible. Il s'enfuit à Holwan, à l'entrée des gorges étroites du Kurdistan, abandonnant aux vainqueurs Ctésiphon et toutes les plaines qu'elle défend. Ctésiphon, bâtie sur les ruines de l'ancienne Séleucie, était la capitale de l'empire; les richesses accumulées dans cette ville étaient immenses, les monumens qui la décoraient admirables. Les historiens musulmans retracent à l'envi les trésors innombrables que les Arabes y trouvèrent, le luxe merveilleux des palais, des temples et des bazars. « Je renonce, dit Aboulféda, à énumérer tant d'objets précieux, à décrire tant de splendeurs, car il faudrait y consacrer un volume. » Il en excepte seulement un tapis long et large de soixante coudées, qui représentait un parterre. Chaque fleur était formée de pierres précieuses et tenue par une arabesque en or pur. On songe malgré soi, en lisant cette description, à ce que Plutarque nous dit de la tente de Darius, à laquelle le chroniqueur grec consacre aussi un long passage où perce une admiration mêlée d'étonnement. Un tel luxe a toujours déconcerté les Occidentaux. Malgré leur ignorance, les chefs arabes comprirent la beauté de ce tapis, merveille de l'art perse, et le rachetèrent aux pillards pour l'offrir au calife; mais le rigide Omar, qui affectait de ne se vêtir que de grosse toile et redoutait pour ses troupes la contagion de ces exemples, fit couper ce tapis en autant de morceaux qu'il y avait de chefs présens, et le leur distribua. La valeur matérielle de ce chef-d'œuvre des fabriques de l'Asie était telle qu'Ali put vendre vingt mille dirhems le morceau grand comme les deux mains qui lui était échu en partage.

La Perse était vaincue, non supprimée; les provinces orientales, la Mésopotamie, étaient encore libres, la civilisation y trouva un refuge. Les villes qui appartenaient aux Arabes ne perdirent pas d'ailleurs tout souvenir des arts florissans qu'elles avaient si longtemps cultivés. La société au milieu de laquelle les vainqueurs s'implantèrent, et à laquelle ils imposèrent tant bien que mal la suprématie de leurs armes et la doctrine de Mahomet, était vivace et ne périt pas. La barbarie arabe fut d'ailleurs de courte durée, on n'eut le temps de rien oublier. Il ne pouvait guère être question de sciences et d'arts sous la dynastie des Ommiades, héritiers de la puissance et de l'austérité d'Omar; mais il en fut tout autrement lorsque les enfans d'Abbas et d'Ali arrivèrent au pouvoir. Persécutés par la politique ombrageuse du calife Moawyah, ces princes étaient venus se réfugier dans les provinces de la Perse encore indépendantes. Ils étaient tolérans, éclairés, et représentaient l'élément le plus intelligent, le plus compréhensif du génie arabe. Ali a laissé un volume de poésies, il avait des instincts d'art et de civi-

lisation. Il était suspect pour cela aux orthodoxes inflexibles et farouches, qui le combattirent et lui succédèrent. Ses descendans purent développer dans les loisirs de l'exil et au milieu des exemples de la civilisation persane les goûts élevés qu'il leur avait transmis. Ils suivirent les cours de la fameuse école de Djondi-Sapour, fondée par Chosroès le Grand, et s'initièrent aux secrets des sciences, des arts, de la philosophie. C'est là qu'ils puisèrent la passion de l'étude, et qu'ils apprirent comment il fallait gouverner les peuples. A peine les Abbassides sont-ils montés sur le trône des califes qu'un grand mouvement intellectuel se produit dans toute l'Asie-Mineure.

Al-Mansour, chef de cette dynastie, qui succéda aux Ommiades, était un savant; il se hâta de fonder des académies à Bagdad, devenue la capitale de son empire. Les tendances vers les mathématiques et la philosophie, qui font partie du caractère arabe, se développèrent rapidement; les successeurs d'Al-Mansour, y compris Haroun-al-Raschid, le plus célèbre, favorisèrent comme lui les sciences. On comprend que les arts ne restèrent pas en arrière de celles-ci. Ibn-Kaldoun, dans ses *Prolégomènes historiques*, nous dit que les Arabes aux premiers temps de la conquête, trouvant dans les villes dont ils s'emparèrent des édifices et des palais somptueux, n'eurent pas de longtemps l'idée d'en construire de nouveaux; mais plus tard, habitués à ces magnificences et ayant contracté des habitudes raffinées, ils se mirent, malgré les défenses de Mahomet et d'Omar, à élever des monumens qui rivalisèrent de beauté avec ceux de leurs prédécesseurs. A partir de ce moment, nous voyons l'art persan, devenu arabe par droit de conquête, s'avancer à la suite des drapeaux triomphans des sectateurs de l'islamisme d'un côté jusqu'aux confins de l'Inde et aux limites de la Chine, de l'autre jusqu'en Espagne, envahissant tous les pays qui séparent le Gange du Guadalquivir. La Perse demeure le foyer d'où tous ces rayons se répandent, la gardienne des traditions pures, la dépositaire des secrets de métier. Quand on veut un architecte pour construire quelque édifice considérable, on va le chercher en Perse. Abdérame, roi de Cordoue, lorsqu'il voulut bâtir l'Alcazar et la mosquée de cette ville, fit venir de Perse un architecte qui y était renommé. Les Persans restaient encore les maîtres comme au temps de Constantin. Dans tout l'Orient, il en est de même : à Constantinople, où Sainte-Sophie étend sa grande ombre byzantine et sert de modèle à toutes les mosquées, on trouvera toujours, sous les sultans actuels comme sous les empereurs de Byzance, dans les kiosques, les fontaines, les cours, les portiques des temples, la main d'un décorateur persan. Le point de la terre où ce style ar-

riva au plus haut degré de richesse et de perfection fut peut-être l'Inde. Plus rapprochée de la source originaire d'où découlait toute l'architecture arabe, admirablement propice elle-même par la richesse du sol, la beauté du ciel, la chaleur du coloris, aux hardiesses architecturales et décoratives, l'Inde vit s'élever des monumens inimitables. Les bains, les palais, les mosquées, les tombeaux, que l'on rencontre en quantité innombrable dans les villes de Delhi, de Lahore et d'Agra, sont souvent des chefs-d'œuvre. La tombe de Zadj-Mahal ou de la couronne, consacrée par Shah-Djihan à son épouse favorite, a été nommée la merveille de l'univers. On ne peut mieux en faire comprendre la richesse qu'en disant que la frise est faite de lapis, d'agate, de turquoises, de saphirs et de rubis, et qu'elle représente des arabesques de fleurs et de fruits du fini le plus précieux. De pareils matériaux, un luxe si extraordinaire nous paraissent exagérés en Occident; mais pour bien juger de telles œuvres il faut les voir dans les pays pour lesquels elles ont été faites, sous le soleil natal. Dans tous les cas, quelle imagination, quel sentiment de la couleur ne faut-il pas pour concevoir et exécuter des décorations semblables!

Voilà quel est l'art auquel on a cru pouvoir renoncer sans retour au xve siècle, voilà celui auquel il serait encore temps de revenir, non pour copier les monumens qu'il nous a laissés, — les copies n'ont jamais rajeuni les écoles tombées, — mais pour nous inspirer des principes qui l'ont guidé. Ces principes, les seuls féconds en architecture et que nous avons oubliés, parce que les Grecs, que nous avons pris pour maîtres et pour uniques modèles depuis le xve siècle, ne les ont jamais soupçonnés, il nous reste à les exposer et à montrer le profit que nos architectes pourraient trouver à les méditer et à les remettre en honneur.

ADALBERT DE BEAUMONT.

LA

LIBERTÉ DE PENSER

La Liberté dans l'ordre intellectuel et moral, par M. Émile Beaussire.

Le terme de libre penseur est généralement entendu dans un sens assez équivoque. Il semble convenu qu'il est synonyme de sceptique et d'incrédule. D'après cette signification, est libre penseur quiconque ne croit à rien, et moins l'on croit, plus on est réputé capable de penser librement. Ainsi, par exemple, le protestant serait plus libre penseur que le catholique, le rationaliste plus que le protestant, l'athée plus que le déiste, et le sceptique absolu plus encore que l'athée. Quelques-uns essaient d'arrêter cette progression aux questions métaphysiques et spéculatives, comme ils les appellent, et voudraient sauver la morale; mais c'est une contradiction, et d'après l'échelle précédente on sera forcé de dire que celui qui nie la morale est plus libre penseur que celui qui l'affirme; par la même raison, celui qui nie tout principe en politique sera plus libre penseur que celui qui en reconnaît quelques-uns, par exemple la liberté et la justice. Ce préjugé qui mesure la liberté à la négation pourrait donc aller jusqu'à cette conséquence, que le plus haut degré de liberté d'esprit consiste à ne pas même croire à la liberté. On voit dans quelle logomachie on tomberait, si l'on adoptait sans réserve l'échelle précédente; mais rien ne nous force d'admettre une telle échelle, ni même le principe sur lequel elle repose. Il y a des incrédules qui, bien loin de penser librement, ne pensent même

pas du tout, et acceptent les objections aussi servilement que les autres les dogmes, et il y a eu au contraire des croyans qui ont eu la manière de penser la plus libre et la plus hardie. Ce n'est donc pas la chose même que l'on pense qui fait la liberté, mais la manière dont on la pense.

Grâce au malentendu que nous venons d'expliquer, la cause de la liberté de penser, quelques progrès qu'elle ait faits dans la société moderne depuis le XVIe siècle, est loin d'être entièrement gagnée, même auprès des esprits éclairés. Beaucoup d'objections, de défiances, de malentendus, couvrent encore la solide et éclatante vérité que ce principe exprime; on en subit la nécessité sans en comprendre la justice, on en accepte les inconvéniens sans en attendre beaucoup de bienfaits. On est toujours porté à considérer comme des coupables ceux qui veulent user librement de leur raison et ne se soumettre qu'après discussion à la raison d'autrui. On dénonce sans cesse les libres penseurs comme portant atteinte à toutes les lois divines et humaines, comme menaçant les bases mêmes de la société, comme effaçant la distinction du bien et du mal au profit de l'anarchie et du triomphe des passions. Il se trouve encore des esprits qui, même dans l'ordre de la foi, voudraient que l'état intervînt pour fixer ce qu'il faut croire et ce qu'il est permis de ne pas croire. Le retour au moyen âge serait la vraie conséquence de ces déclamations, si elles se comprenaient elles-mêmes, et quelques-uns ne reculeraient nullement devant cette conséquence.

Il y a donc beaucoup à éclaircir encore en cette question, et nous sommes pour notre part d'autant plus disposés, et je dirai presque autorisés, à défendre dans toute sa latitude le principe de la liberté de penser, que nous n'appartenons pas en philosophie à ce que l'on peut appeler les partis extrêmes. De même qu'en politique le vrai libéral veut la liberté non-seulement pour lui-même, mais encore pour ses adversaires, de même dans l'ordre de la pensée et de la foi on ne peut être assuré de posséder la vérité qu'à la condition de lui avoir fait subir toutes les épreuves de la critique. Une vérité dont on n'a pas douté est une vérité problématique. Elle n'a passé à l'état définitif de vérité que lorsqu'elle a traversé saine et sauve le feu de la discussion. La liberté de penser est donc le droit commun de toutes les écoles philosophiques : elles ne sont philosophiques qu'à cette condition. C'est là pour nous le premier principe, et par rapport à cette condition fondamentale les dissidences ultérieures n'ont en quelque sorte qu'une importance secondaire.

Un jeune écrivain, nouveau-venu dans la carrière philosophique, vient d'examiner avec beaucoup de soin dans un livre distingué toutes les questions relatives à ce grand problème de la liberté de

penser. Son livre sur la *Liberté dans l'ordre intellectuel et moral* mérite encore d'être lu, même après les beaux ouvrages si connus de M. Stuart Mill et de M. Jules Simon. L'auteur, M. Émile Beaussire, fait preuve d'une grande indépendance de pensée unie à une gravité, une placidité, une modestie de ton et d'allures qui lui assureront indubitablement l'estime de ceux dont il contrariera les opinions. Il admet la liberté dans le sens le plus large, et en réclame les applications les plus délicates dans la religion, dans l'enseignement et dans la presse. Tout en se déclarant lui-même partisan des idées spiritualistes, il voudrait que les doctrines contraires jouissent de la plus grande liberté, en quoi nous nous associons entièrement à ses vœux. En nous protégeant trop, on nous affaiblit. Les doctrines qui passent pour plus favorables que d'autres à la conservation de l'ordre social semblent par là même dispensées de donner de bonnes raisons; elles sont suspectes de privilége, et les esprits indépendans, hardis, curieux, s'en éloignent avec défiance. Rien n'est plus funeste à une cause que d'être déclarée officiellement la bonne cause par l'autorité publique, et je ne doute pas que le progrès des idées critiques et sceptiques que nous voyons depuis quelques années n'ait eu pour motif l'alliance trop étroite que les doctrines appelées saines par ceux qui les défendent avaient contractée avec l'état. Le livre de M. Beaussire, émané d'un professeur de l'état, a donc une grande autorité, lorsqu'il réclame une entière liberté pour toutes les opinions que celui-ci ne protége pas.

Notre intention d'ailleurs n'est pas de suivre M. Beaussire dans toutes les questions pratiques et délicates où il ne craint pas d'entrer, et qui touchent d'ailleurs à bien d'autres sujets (1); nous nous contenterons de quelques réflexions que son livre nous a suggérées sur le principe de la liberté de penser et sur les objections qu'elle peut soulever.

Descartes a exprimé d'une manière définitive le principe de la liberté de penser lorsqu'il a déclaré « qu'on ne doit reconnaître pour vrai que ce qui paraît évidemment être tel, c'est-à-dire ce que l'esprit aperçoit si clairement et si distinctement qu'il est impossible de le révoquer en doute (2). » On a dit que cette méthode de Descartes, cet appel au libre examen avait répandu dans le monde le

(1) L'ouvrage de M. Beaussire traite non-seulement de la liberté de penser, mais de la famille, de la liberté d'association, de la propriété littéraire, en un mot de toutes les principales questions du droit naturel.

(2) Pour que la maxime de Descartes soit irréprochable, il faut entendre le mot *évidence* dans le sens large, et comprendre par là l'évidence de l'expérience aussi bien que celle de la raison pure, ce que Descartes n'a pas toujours fait.

scepticisme, qui en est le fruit naturel, car si chacun est juge de la vérité, dit-on, rien n'est plus ni vrai, ni faux; l'un juge d'une manière, l'autre juge d'une autre; l'un trouve évident ce que l'autre trouve absurde; tous se réfutent réciproquement. Qui décidera entre eux tous? Qui servira de mesure et de règle? C'est ainsi que l'anarchie des opinions a envahi la société, amenant à sa suite l'anarchie civile et politique, la ruine de toutes les grandes traditions, le renversement de toutes les autorités.

Voilà bien des crimes imputés à la liberté de penser, et les discuter tous nous entraînerait trop loin. Contentons-nous d'examiner le principe, laissant à chacun le droit de juger, comme il l'entend, les conséquences. A ceux qui combattent le principe de Descartes, je me contenterai de demander par quel principe ils prétendent le remplacer. Par l'autorité, disent-ils; mais quelle autorité? Est-ce l'autorité des maîtres? lesquels? Aristote ou Platon? De l'église? mais quelle église? car il y en a plusieurs. De la tradition? mais il est de fausses traditions. De l'instinct naturel? du sentiment? mais il y a de bons et de mauvais sentimens, les uns qui nous guident et nous relèvent, les autres qui nous égarent et nous pervertissent. Serait-ce enfin le consentement universel, ce critérium cent fois réfuté? Encore faut-il savoir si un tel consentement existe, et l'on ne peut s'en assurer que par l'examen.

Si on a souvent attaqué la liberté de penser comme complice du scepticisme, on l'a quelquefois aussi défendue au nom même du scepticisme. La vérité, dit-on, n'est autre chose que le point de vue selon lequel chacun considère les choses : or le point de vue de l'un n'a pas plus d'autorité que celui de l'autre; chacun a le même droit de ressentir les choses telles que son organisation les lui présente, et de les concevoir en raison de ses impressions. Il n'y a donc ni vrai ni faux d'une manière absolue; il n'y a que ce qui paraît vrai ou ce qui paraît faux à chacun de nous. S'il en est ainsi, de quel droit l'un imposerait-il à l'autre sa manière de voir? de quel droit la majorité elle-même forcerait-elle la minorité à adopter ses propres opinions? Une majorité n'est encore qu'une réunion de jugemens individuels, dont aucun en particulier n'a le droit de se préférer au mien, et le nombre ici ne fait rien à l'affaire. On va même jusqu'à soutenir que l'hypothèse d'une vérité absolue est radicalement opposée à la liberté de penser, car s'il y a une telle vérité, comment pourrait-il être légitime de penser autre chose que ce qu'elle proclame? comment l'homme aurait-il le droit de préférer le faux au vrai? Tous ceux qui croient à une vérité absolue, et qui par conséquent se persuadent qu'ils sont en possession de cette vérité, sont donc fatalement entraînés à une sorte d'intolé-

rance; ils condamnent tous ceux qui ne pensent pas comme eux, les appellent des esprits faux ou pervers, des ennemis de l'ordre social, et si cette intolérance ne va pas jusqu'aux excès des anciens âges, c'est uniquement parce que nos mœurs sont plus douces, ou encore parce que les plus clairvoyans ont été eux-mêmes atteints sans s'en douter par le mal de l'indifférence (1).

Une telle apologie de la liberté de penser serait le meilleur moyen de la rendre odieuse : le dilemme qui nous forcerait à choisir entre la vérité et la liberté serait un cruel déchirement pour les âmes généreuses. Ce qui fait pour moi la dignité de la pensée, c'est que je la crois capable de s'élever jusqu'à quelque chose au-dessus de moi-même, en dehors de moi-même : si elle n'est qu'une impression individuelle, une pure manière de sentir, elle ne m'intéresse pas plus que les sensations de chaud ou de froid, de doux ou d'amer, par lesquelles je passe continuellement, et je ne vois même pas pourquoi je me donnerais alors la peine de penser. Mais nous n'avons pas ici à discuter le scepticisme. Qu'il nous suffise de montrer que la liberté de penser n'est nullement solidaire d'une telle théorie.

Si j'admets qu'il y a quelque vérité en dehors de moi, et que ma pensée est capable d'y atteindre, qu'y a-t-il là qui soit incompatible en quoi que ce soit avec le droit de penser librement? Un tel droit suppose au contraire implicitement que ma pensée bien conduite est capable d'atteindre à la vérité, et qu'il n'y a qu'à la laisser faire pour qu'elle la rencontre naturellement. Sans doute ma pensée est susceptible d'erreur; mais l'erreur ne lui est pas essentielle, elle tient à de certaines conditions que l'expérience nous apprend à reconnaître, et l'exercice à éviter. S'il y a une vérité, quel autre moyen peut-on supposer de la découvrir que de la chercher, que d'examiner si c'est bien elle, que de la dégager des nuages qui la couvrent, que d'écarter les illusions de l'imagination, de la passion, de la routine, en un mot que de penser librement? Nulle contradiction par conséquent chez ceux qui soutiennent d'une part qu'il y a une distinction nécessaire et objective entre le vrai et le faux, et d'autre part que l'homme est libre de penser, d'examiner, et de ne se décider qu'après examen. Ces deux doctrines sont au contraire intimement liées l'une à l'autre.

J'ajoute que dire qu'il y a une vérité absolue, ce n'est pas dire que cette vérité soit en la possession de certains hommes au détriment des autres hommes : il n'y a pas de privilége de ce genre, et c'est ce qui fait que nul n'a droit d'imposer aux autres sa manière

(1) J'emprunte cette argumentation à un illustre écrivain anglais, M. Grote, qui l'a développée très subtilement dans un livre récent et original sur *Platon et les disciples de Socrate*; Londres, 1865.

de penser. La lumière luit pour tout le monde, et elle éclaire tout homme venant en ce monde; de là vient que chacun a le droit d'atteindre à cette vérité par ses forces individuelles, par ses propres lumières, à la condition en même temps de ne point négliger les lumières des autres, ce qui est implicitement contenu dans l'idée que tous les hommes ont une seule et même raison. Chacun ne peut juger qu'avec son jugement, ne peut penser qu'avec sa pensée, cela est évident; mais il ne suit point de là que la vérité soit individuelle et qu'il n'y ait pas en soi une vérité absolue que chacun atteint dans la mesure où il le peut, et qu'il transmet aux autres dans la mesure où ils sont capables de la recevoir. Le champ de la vérité est immense, et nul ne peut l'embrasser tout entière; nous n'en atteignons que quelques degrés, nous n'en saisissons que quelques parcelles. L'un voit un côté des choses, l'autre en voit un autre; l'un découvre un fait, l'autre une loi, un autre un sentiment : c'est pourquoi il est bon que tout le monde puisse dire son avis; c'est de tous ces avis particuliers contrôlés les uns par les autres, c'est de tous ces laborieux efforts des raisons individuelles, que se forme la raison commune. Ainsi grandit et s'éclaire le génie de l'humanité.

On est tout étonné d'entendre soutenir le droit de l'erreur; mais l'erreur n'est souvent qu'un moyen d'arriver à la vérité : ce n'est que par des erreurs successives, chaque jour amoindries, que se font le progrès des lumières et le perfectionnement des esprits. Le système de Ptolémée était peut-être nécessaire pour préparer celui de Copernic. Parmi les adversaires de la liberté de penser, il en est beaucoup qui soutiennent l'utilité même des préjugés, bien qu'ils les reconnaissent comme tels. N'est-ce pas admettre le droit de l'erreur et reconnaître que la vérité n'est souvent accessible aux hommes qu'en se mêlant à certaines illusions? Cependant il ne faut pas asservir les hommes éternellement aux mêmes préjugés, et quand le moment est venu de séparer la vérité de l'erreur, il faut bien en prendre son parti. Dans ce triage, de nouvelles erreurs se glisseront encore comme conditions préparatoires d'une vérité supérieure; c'est à la discussion de faire tomber successivement les erreurs contraires : de ce conflit se dégagent certains principes qui vont en se multipliant avec le temps. C'est ce qui a eu lieu incontestablement dans l'ordre des sciences physiques et mathématiques; il faut espérer qu'il finira par en être de même dans l'ordre moral.

Il y a, dit-on, certaines vérités naturelles, instinctives, qui sont plus sûrement garanties par la foi que par l'examen, que la discussion au contraire obscurcit et confond bien loin de les affermir, et

pour ces vérités au moins il faut écouter la nature plus que la raison. Je n'en disconviens pas; mais je fais remarquer que pour retrouver ces vérités primitives, mêlées à tant de chimères, de superstitions et de préjugés, il faut une analyse éclairée qui sépare le vrai du faux, et les vérités vraiment naturelles des illusions de l'ignorance et de l'habitude. Par exemple, la croyance à une distinction primitive du bien et du mal est bien une de ces vérités élémentaires au-delà de laquelle il est difficile de remonter; cependant combien de fausses croyances morales se sont présentées, se présentent encore parmi les hommes avec le même caractère apparent d'une autorité sacrée et d'une irrésistible certitude! Est-ce volontairement que les enfans nés dans les États-Unis du sud apprenaient dès le plus bas âge que l'esclavage était une institution divine, nécessaire à l'ordre de la société et au bonheur des esclaves eux-mêmes? Non, sans doute; cette croyance leur paraissait aussi légitime et aussi nécessaire que la distinction du bien et du mal; il en a été de même de tous les grands préjugés. Dans chaque société, dans chaque contrée, dans chaque classe, il est des préjugés sucés avec le lait et que nous portons avec nous comme des principes innés. Comment donc distinguer ici l'habitude de la nature, le conventionnel du primitif, si ce n'est par l'examen et la discussion, qui nous apprennent que parmi ces affirmations spontanées il en est de nécessaires et d'indispensables? La discussion seule peut guérir les maux causés par la discussion.

Je ne veux pas dire non plus que l'homme ne doive jamais obéir qu'à la raison seule, et étouffer en lui, comme des instincts inférieurs, le cœur, l'enthousiasme, la sensibilité. En beaucoup de circonstances, il vaudra mieux écouter le cri du cœur et du sentiment que d'attendre les lumières lentes et douteuses de la démonstration rationnelle. Celui qui demanderait à sa raison s'il doit aimer son père, ses enfans, sa patrie, glacerait par là même les meilleurs et les plus naturels sentimens du cœur humain; il ne serait plus qu'un automate pensant. Je vais plus loin : non-seulement dans la pratique, mais dans la spéculation même, je fais une large part au sentiment. La spéculation philosophique ne peut résoudre tous les problèmes; elle laisse bien des vides et bien des fissures que le sentiment remplit. Enfin les sentimens humains sont des faits qui doivent avoir leur raison d'être et leur destination : le philosophe est tenu de les expliquer et par conséquent d'en tenir compte. Celui qui les dédaigne et les supprime comme indignes de lui montre par là même qu'il est bien peu philosophe. Pour tout dire, s'il fallait absolument choisir entre la raison et le cœur, c'est encore le cœur que je choisirais, et je dirais avec l'Écriture : « Là où est votre

cœur, là est votre trésor. » Je ne serai donc point suspect de mal parler du sentiment et de l'amour.

Mais il n'est pas nécessaire de choisir entre la raison et le cœur : l'une n'exclut point l'autre; au contraire elle le guide, l'éclaire et le juge. Si vous donnez au cœur la suprême autorité, comment distinguerez-vous les bonnes et légitimes affections de la nature des inspirations malfaisantes d'un enthousiasme aveuglé et des superstitions misérables d'un enthousiasme ignorant? Le cri de la nature, dit-on, est irrésistible, et la raison elle-même n'a qu'à le suivre. Cependant, à quoi reconnaître ce cri de la nature, qui a été si souvent invoqué dans l'intérêt du crime et qui a servi tant de fois à la satisfaction des passions brutales? Donner au cœur le droit de juger entre le vrai et le faux, le bien et le mal, c'est dire que le cœur est le juge du cœur, ce qui implique une sorte de pétition de principe. Ainsi c'est toujours à la raison qu'il faut en appeler en dernier lieu, et pour chacun cette raison, c'est sa propre raison, car de quel droit lui imposerait-on de se soumettre à la raison d'autrui plutôt qu'à la sienne, à la raison de celui-ci plutôt qu'à celle de celui-là?

On objectera encore que dans beaucoup de circonstances nous ne jugeons pas par nous-mêmes, mais que nous nous en rapportons au jugement d'autrui. Dans ce cas-là, c'est que le jugement d'autrui nous paraît une bonne raison d'affirmer, et en définitive ce que nous affirmons alors, ce n'est pas la chose elle-même, c'est la véracité et la compétence du témoin qui nous la transmet. Affirmer un fait sur un témoignage quelconque, sans critique et sans examen, est contraire à toutes les lois de la logique. Ainsi c'est toujours la raison individuelle qui demeure juge de la valeur du témoignage et de l'autorité du témoin. Insiste-t-on et va-t-on jusqu'à dire que souvent c'est l'opinion publique qui juge le témoin? Nous répondons que c'est l'individu qui juge l'opinion publique et qui décide si pour lui-même elle est un bon témoignage en faveur du témoignage contesté. En un mot, si loin qu'on nous presse, on peut bien nous faire reconnaître qu'il y a souvent beaucoup d'intermédiaires entre la vérité et moi; mais il restera toujours vrai que le dernier juge, c'est moi-même, j'entends pour moi-même, et il est impossible qu'il en soit autrement.

La diversité et la contradiction des opinions ne sont nullement une objection contre la liberté de penser, car ce n'est point cette liberté qui a créé ces contradictions. Est-ce en vertu de la liberté d'examen qu'il y a eu dans le monde tant de religions différentes, tant de lois contradictoires, tant de préjugés barbares et fanatiques, qui séparaient les hommes en troupes féroces et ennemies? On voit bien

à la vérité que dans telle société particulière, où règne l'autorité d'une foi non discutée, il y a une sorte d'unité de croyances, une paix apparente qui vient à se dissiper lorsque s'élèvent l'examen et à sa suite le doute; mais ce à quoi on ne pense pas, c'est que grâce à des croyances contraires, également intolérantes, les hommes étaient partagés en mille camps ennemis, et que le genre humain, vu dans son ensemble, offrait un spectacle d'anarchie au moins égal à celui qui résulte, dit-on, de la libre discussion.

Au reste, si j'affirme avec Descartes que l'homme a le droit d'examiner ce qu'on lui propose de croire et de ne se décider que sur l'évidence, je ne veux point dire pour cela que l'homme ait le droit de penser, selon sa fantaisie et selon son caprice, tout ce qui peut lui passer par la tête, que je puis volontairement et à mon gré déclarer vrai ce qui est faux et faux ce qui est vrai, prendre ma passion pour souverain arbitre et faire de mon bon plaisir la règle de mes jugemens : ce serait confondre la liberté avec l'arbitraire, et je ne sache pas qu'aucun philosophe ait jamais réclamé ce droit extravagant. Les sceptiques eux-mêmes ne l'ont point entendu ainsi. Quelques poètes seuls ont quelquefois réclamé pour toutes les fantaisies de leur imagination cette sorte de droit divin, mais personne ne leur a donné raison; c'était d'ailleurs dans le royaume des chimères et des rêves. Quant au royaume de la vérité, nul n'y est libre qu'à la condition de se soumettre au joug de la vérité seule. Tout droit suppose un devoir, le devoir d'écarter toutes les causes d'erreur et d'illusion qui nous captivent et nous égarent, les passions, l'imagination, les affections mêmes, de dégager en un mot de tous les nuages qui la couvrent la pure lumière de l'évidence.

Il est très singulier que l'on conteste l'examen comme un droit, tandis qu'en même temps on l'impose comme un devoir. Lorsque les autres hommes ne sont pas de notre avis, que leur répondons-nous d'ordinaire? C'est qu'ils parlent sans avoir étudié ni examiné la question. Considérez la chose de plus près, leur disons-nous, et vous serez de notre avis. Écoutez les prédicateurs dans les chaires, ils vous diront que, si on ne croit pas à la religion, c'est qu'on ne l'a pas étudiée, qu'on n'y a pas appliqué son examen. Ils vous invitent à cet examen et vous garantissent que, si vous vous y mettez de bonne foi, vous serez convaincu; ils parlent contre les préjugés qui éloignent de la religion et vous recommandent de vous en affranchir; ils tonnent contre le respect humain et font appel à la libre fierté de l'homme, qui doit s'élever contre un joug servile, humiliant. Fort bien jusqu'ici, voilà l'examen qui a passé à l'état de devoir, et tous nous parlons ainsi quand nous voulons persuader et convertir les hommes. Comment se fait-il donc que ce même exa-

men, s'il tourne contre vous, devienne tout à coup une méthode criminelle et folle, née de l'orgueil, ennemie de la société et de la morale? Il m'est permis, il m'est ordonné d'examiner, mais à la condition que je sois de votre avis. Dites-moi tout de suite qu'il faut que je sois de votre avis sans examen, cela est plus simple.

Cette singulière contradiction n'est pas propre aux religions; elle est très ordinaire en philosophie; elle se rencontre même, ce qui est très piquant, chez les plus hardis libres penseurs. Ceux-là critiquent tout le monde, mais ils ne veulent pas qu'on les critique. Si l'on n'est pas de leur avis, ils vous dénoncent comme des ennemis de la libre pensée : la vraie liberté consiste à penser comme eux. Ils se placent sur une citadelle inviolable en arborant le drapeau de la belle indépendance. Grâce à cette spécieuse précaution, ils ont résolu le problème que les catholiques eux-mêmes ont eu tant de peine à résoudre : ils sont devenus infaillibles. En philosophie comme en politique, la liberté réclamée n'est souvent qu'un ingénieux moyen de devenir le maître. La liberté de penser, telle que je l'entends, n'est donc ni l'affirmation, ni la négation; elle n'est ni catholique, ni protestante, ni philosophique, ni croyante, ni incrédule : elle est au-dessus de tout cela, elle est le droit d'examiner et de n'affirmer qu'après examen. A ce titre, elle est le droit de toutes les écoles, de toutes les opinions, de toutes les sectes, elle est le *postulat* fondamental de la société.

Rien n'est moins contesté aujourd'hui que la liberté de penser dans les sciences physiques et naturelles et dans les sciences mathématiques. Combattre un calcul ou une expérience par un nom, par un texte, par une autorité, n'est plus dans nos mœurs, et l'on ne serait guère accueilli à l'Académie des Sciences en invoquant l'autorité d'Aristote ou de saint Thomas contre une démonstration de Laplace ou d'Ampère; mais il n'en a pas toujours été ainsi. Le mouvement de la terre a été condamné au nom d'un texte sacré, et la circulation du sang au nom d'un texte profane. Aristote, le plus libre génie de l'antiquité, s'est trouvé associé par une suite étrange de circonstances à la tyrannie scolastique. Galilée a affranchi pour toujours les sciences physiques et mathématiques. Que l'on nous explique cette liberté de fait conquise par ces sortes de sciences, si l'on admet que la liberté de penser est en soi une chose mauvaise. Pendant longtemps, on a pu interdire à l'homme de sonder les mystères de la nature, comme surpassant son intelligence et sa condition; mais depuis que l'on a vu l'expérience et le calcul résoudre les questions les plus compliquées et les plus redoutables, cette superstition a disparu, et il a bien fallu reconnaître que l'homme a le droit de chercher à tout pénétrer, et que

sa science n'a d'autres limites que celles de son intelligence même. On dit, il est vrai : *Mundum tradidit disputationibus eorum*, et il semble par là que la liberté de penser en matière de science n'est qu'une permission, une concession que l'on couvre ainsi d'une parole de l'autorité; mais celui qui use de cette liberté sent très bien que ce n'est pas là une faveur, que c'est un droit qui résulte immédiatement de la nature d'un être pensant.

Si la liberté de penser ne trouve pas de limites dans l'ordre rigoureusement scientifique, n'en trouvera-t-elle pas alors qu'on passera des vérités physiques et mathématiques aux vérités morales? Remarquons d'abord que chacun de nous, dans le cercle de ses perceptions les plus humbles et de ses affaires de tous les jours, revendique très légitimement et exerce sans scrupule le droit de ne s'en rapporter qu'à lui-même. Par exemple, si je déclare qu'il fait jour en plein midi, ce n'est pas sans doute pour l'avoir entendu dire ou pour me conformer à l'opinion reçue, mais parce que je le vois par moi-même. On affirme tous les jours que les hommes s'éclairent par l'expérience. N'est-ce pas dire qu'ils substituent à une sagesse d'emprunt ou à des illusions préconçues une sagesse personnelle qui vient de l'examen? Lorsque la morale défend les jugemens téméraires, ne nous ordonne-t-elle pas de nous éclairer avant de parler, c'est-à-dire d'examiner, de contrôler, de voir clair par nous-mêmes? Les plus grands adversaires de la liberté de penser trouveraient sans doute fort incommode qu'on leur nommât un tuteur pour gérer leurs affaires. Ils se croient assez éclairés pour les gérer eux-mêmes, c'est-à-dire pour juger de ce qui convient et de ce qui ne convient pas. Ils ont des conseillers, dira-t-on; oui, mais ils les choisissent. Ils se trompent souvent, dira-t-on encore. Eh! qui me prouve que mon tuteur ne se trompera pas? Lui nommerez-vous un autre tuteur, et à celui-ci un autre, jusqu'à ce que vous arriviez à un tuteur absolu de la société tout entière? Qui donc aurait le courage de prononcer ainsi l'interdiction du genre humain en masse, un seul homme excepté? Le plus fougueux des ultramontains consentirait-il à remettre entre les mains du seul juge infaillible non-seulement sa conscience et sa pensée, mais encore ses intérêts et ceux de sa famille? Bien peu iront jusque-là, et dans les limites de l'intérêt personnel on saura bien réclamer et pratiquer le droit du libre examen.

Il en est de même dans toutes les affaires humaines. Le juge chargé de décider une affaire ne s'en rapporte pas à une illumination d'en haut, à un sentiment confus, à la parole des autres. Nullement, il compare, il analyse, il confronte les témoignages, il apprécie le fait et le droit, et après avoir employé tous les moyens

que lui fournit la logique judiciaire, il déclare vrai ce qui lui paraît évident. Ainsi procède le médecin qui cherche les moyens de guérir, le philologue qui cherche le sens d'un texte obscur ou d'une inscription mutilée, le législateur qui fait une loi, le spéculateur qui entreprend une affaire, je dis plus, le théologien qui soutient un point de dogme, enfin l'adversaire de la liberté de penser qui, en la combattant, s'en sert lui-même, s'adresse à elle et cherche à avoir raison contre la raison.

Dans l'ordre moral et social, la liberté de penser semble particulièrement périlleuse et scandaleuse. Chaque homme, dit-on, aura donc le droit de décider ce qui est bien et ce qui est mal? Il pourra prendre l'un pour l'autre à sa volonté, justifier ses passions par ses opinions, et lorsqu'on voudra le condamner au nom d'une règle reconnue par tous, il pourra toujours répondre que chacun est maître de sa manière de voir. Cette difficulté ne porte pas contre la liberté de penser, car de tout temps, sous tous les régimes philosophiques et religieux, les hommes ont su trouver des sophismes pour couvrir à leurs propres yeux leurs passions et leurs faiblesses. L'ambitieux a toujours coloré ses bassesses ou ses crimes du prétexte du bien public, le vindicatif de celui de l'honneur blessé; le voluptueux ne cherche pas même de prétexte et se contente de s'excuser à ses yeux en disant que la chair est faible. Tous ces motifs sophistiques ont toujours été les jeux et les couleurs de la passion complaisante. La libre pensée n'y est pour rien et servirait plutôt à les disperser, car en habituant l'homme à voir clair en toutes choses, elle l'habitue à voir clair en lui-même. Au reste, les inconvéniens qui pourraient résulter dans la pratique de l'emploi de telle ou telle méthode ne peuvent prévaloir contre cette méthode elle-même, si elle est légitime et raisonnable. Quoi qu'on fasse et quoi qu'on dise, il n'y a qu'une seule manière de trouver la vérité : c'est de la chercher, ce qui ne peut se faire que par l'examen.

Non, dira-t-on, il ne s'agit pas de chercher ni de découvrir la vérité, elle est toute trouvée; il ne s'agit que de la conserver et de la transmettre. Il n'y a plus à chercher s'il y a un Dieu, s'il y a une âme, s'il y a une vie future; l'instinct du genre humain a résolu ces grands problèmes : il n'y a plus qu'à préserver ces solutions des atteintes de l'esprit d'examen, qui n'est jamais que l'esprit de doute et de ruine. Les mauvaises passions plaident trop haut en faveur de l'incrédulité. On ne peut sauver la vérité qu'en s'interdisant à soi-même et en interdisant aux autres un examen téméraire. La méthode de Descartes a égaré par son apparente innocence et sa spécieuse grandeur les plus fermes croyans du

XVIIe siècle; nous ne pouvons plus nous y tromper aujourd'hui, et nous savons bien que le doute de Descartes aboutit infailliblement au doute de Voltaire.

Ceux qui parlent ainsi croient sans doute défendre la cause de la vérité; mais ils ne voient pas qu'ils lui portent de leur propre main les coups les plus redoutables et les plus profonds. Eh quoi! ces vérités éternelles et inébranlables ne pourraient supporter l'examen sans périr, et celui qui les étudie librement et consciencieusement serait fatalement conduit à en douter comme Voltaire, ou à les nier comme Diderot! Quelle est cette vérité qui ne peut se sauver que dans le silence, le mystère et la servitude! Ne nous parlez pas des abus possibles de la liberté; il est trop facile de répondre par les abus de l'ignorance, de la superstition et du fanatisme. D'ailleurs n'est-ce pas se faire une idée bien singulière de la vérité que de se la représenter comme une chose qui passe de main en main et que l'on met sous clé pour que personne n'y touche? Une vérité ne mérite pour moi ce nom que lorsqu'elle est telle à mes propres yeux, lorsque je me la suis appropriée par l'étude, par la discussion, par la démonstration, lorsque j'en ai trouvé les racines dans les principes de ma raison. Je ne me refuse pas sans doute à me soumettre à l'autorité du genre humain, car cela même est un des principes de ma raison; mais encore faut-il que je m'assure que telle ou telle vérité a réellement pour garant la voix unanime des hommes, et cette voix elle-même, pour me subjuguer, a besoin d'être d'accord avec ma conscience, car l'expérience m'apprend qu'elle s'est plus d'une fois égarée. Enfin, pour tout dire, accepter une vérité transmise sans la choisir, même après réflexion et contrôle, c'est ressembler aux pies et aux perroquets qui prononcent certaines paroles sans y attacher aucun sens.

Il est, dit-on, une limite où la pensée doit nécessairement s'arrêter : c'est lorsqu'elle rencontre la parole divine, l'autorité de la révélation. Là est le critérium qui nous permet de distinguer les vérités accessibles à l'examen des hommes et celles qui leur sont interdites et fermées, ce qui est abandonné aux disputes humaines et ce qui les surpasse. Le surnaturel est le domaine sacré où la parole humaine doit se taire et la pensée s'humilier. Cette objection n'atteint pas les principes que nous avons posés. Les vérités surnaturelles, nous dit-on, limitent la liberté de penser. Fort bien, mais à quelle condition? A cette condition qu'elles soient de vraies vérités surnaturelles, car si elles n'en sont pas et que je soumette mon esprit à de soi-disant vérités surnaturelles, je renonce par là même à la vérité et je tombe volontairement dans l'erreur. Telle est

par exemple la situation de ceux qui croient à de fausses religions. Ils prennent pour vérité surnaturelle ce qui n'en est pas; leur foi n'est que superstition, leurs espérances ne sont qu'illusions, leur culte n'est qu'idolâtrie. Or, s'il y a dans le monde, ce dont on ne peut douter, des croyances qui passent pour vérités surnaturelles sans l'être en réalité, comment puis-je savoir *a priori* lesquelles le sont véritablement et même s'il y en a de ce genre? Avant de soumettre mon esprit à de telles vérités, il faut donc que je les examine préalablement, afin de voir si elles ont bien le caractère qu'elles prétendent avoir. Un tel examen est nécessairement libre, car il ne pourrait être restreint qu'au nom de certains principes surnaturels; or ce sont de tels principes qu'il s'agit précisément de constater : ils ne peuvent donc restreindre la liberté de mon examen sans un manifeste cercle vicieux.

Remarquez d'ailleurs qu'il n'est point du tout nécessaire que cet examen tourne contre les vérités surnaturelles pour être appelé libre. Au contraire, si on posait en principe sans discussion qu'il n'y a pas de surnaturel, on enchaînerait par là même sa liberté; on s'interdirait d'avance et systématiquement de reconnaître pour vrai ce qui peut l'être; on se fermerait les yeux pour être plus sûr de voir clair. Telle est la liberté de beaucoup de libres penseurs, qui prennent pour principe ce qui est précisément en question. Pour que l'examen soit vraiment libre, il faut qu'il soit indifférent entre le pour et le contre, aussi sincèrement disposé à accepter le surnaturel, s'il le rencontre, qu'à s'en passer, s'il ne le rencontre pas.

La liberté de penser, prise en soi, n'a donc rien de contraire à la foi, et les croyans eux-mêmes sont forcés d'y avoir recours quand ils essaient de démontrer la religion. Évidemment ils ne peuvent alors, sans pétition de principe, s'appuyer sur la religion elle-même. Le libre examen est donc la seule méthode qui puisse établir la vérité religieuse. Elle convient aux apologistes aussi bien qu'aux critiques et aux adversaires, car nul n'oserait avouer qu'il croit à la religion sans avoir de bonnes raisons, et qu'il choisit telle raison plutôt que telle autre sans savoir pourquoi. L'hypothèse contraire conduirait à des conséquences insoutenables : si l'on disait qu'il suffit que certaines choses soient enseignées pour être crues, l'argument vaudrait pour les infidèles aussi bien que pour les partisans de la vraie religion.

Que l'on ne nous dise point que le libre examen ne convient qu'à certaines confessions religieuses, et non point à toutes, à celles qui, admettant l'autorité d'un livre sacré, permettent cependant de le discuter, et non à celles qui reconnaissent une autorité chargée d'interpréter ce qui est dans ce livre; car ceux qui croient à cette

autorité y croient ou bien *a priori*, parce qu'il leur semble que cela est nécessaire, logique, inévitable dans l'hypothèse d'une révélation, ou *a posteriori*, parce qu'ils ont cru trouver dans les livres saints un texte qui fonde cette autorité. Ils croient donc par des raisons qui ont pu leur paraître bonnes après examen; ils sont donc des libres penseurs en renonçant pour de bonnes raisons à leur libre pensée; seulement ils ne doivent pas condamner chez les autres le droit dont ils usent eux-mêmes, et ne point ôter l'échelle qui les a conduits où ils sont.

J'accorde que l'on peut être librement croyant, même dans une église où il y a une autorité infaillible; mais, s'il en est ainsi, j'avoue ne pas comprendre l'objection qu'élèvent les partisans de cette église contre les confessions qui ne reconnaissent pas une pareille autorité. Les catholiques reprochent aux protestans de livrer la religion et les textes sacrés à la merci du libre examen; ne voient-ils pas qu'eux-mêmes, quand ils argumentent contre les protestans, interprètent les textes sacrés à l'aide de la raison seule? Ne voient-ils pas que jusqu'à ce qu'ils aient trouvé dans l'Écriture le texte qui fonde l'autorité de l'église, ils usent eux-mêmes du libre examen? Comment la méthode qui a été bonne et légitime jusque-là devient-elle tout à coup essentiellement mauvaise? Comment serait-il bon de se servir de la raison pour interpréter le texte *dabo tibi claves...*, et deviendrait-il tout à coup mauvais de s'en servir pour établir autre chose? Sans doute si le texte a le sens que l'on dit, il faut dès lors cesser d'examiner et substituer tout à coup la croyance à la critique; mais cela n'est vrai que pour ceux qui lui donnent ce sens, pour ceux-là seulement il serait impie de continuer à examiner. Quant aux autres, qui contestent le sens de ce texte, comment leur fermerait-on la bouche avec ce texte même, qu'ils entendent autrement? Il n'y a qu'une chose à leur dire, c'est qu'ils se trompent; mais on ne peut leur reprocher de se servir d'une méthode dont on se sert soi-même pour les détromper.

Je n'ignore pas les inquiétudes et les préventions qu'éveille chez beaucoup d'esprits sages le principe d'une liberté de penser illimitée. Eh quoi! s'écriera-t-on, vous accorderez à tous les hommes, même aux plus ignorans, de tout examiner, de tout discuter, de tout soumettre au contrôle de leur infirme raison! Quelle société pourra subsister devant ce déchaînement des intelligences révoltées? Je pourrais éluder cette objection en disant que je me suis contenté d'établir que la liberté de penser, prise en elle-même, est un droit, sans rechercher à qui il appartient d'user de ce droit, et s'il est à l'usage de tout le monde; j'avoue cependant ne pas trop voir comment l'on s'y prendrait pour fixer des limites, et à quel

signe on reconnaîtra ceux à qui il serait permis de penser librement. Le jour où Luther a renversé l'autorité de l'église, il a implicitement reconnu à tous les fidèles le droit de lire et d'interpréter la Bible à leurs risques et périls. Dans la pratique, il est vrai; il sera bon que l'autorité des sages guide et éclaire l'inexpérience des humbles, mais c'est encore en s'adressant à leur liberté de penser et de juger, — non pas en se réservant le privilége des lumières, et en laissant au peuple celui de la servitude et de l'ignorance.

Sans doute si l'on considère combien peu d'hommes dans une société, quelque civilisée qu'elle soit, méritent le nom d'hommes éclairés, combien peu ont les plus simples des connaissances nécessaires pour s'élever plus haut à des questions plus difficiles; si l'on considère aussi combien les idées dans l'homme sont voisines des passions, on peut craindre que cette émancipation des esprits, cette rupture avec toute tradition, cet appel à la raison individuelle, cette liberté de penser en tous sens ne soit la source de bien des maux, et je reconnais qu'il faut avoir l'esprit ferme pour envisager sans terreur l'avenir inconnu vers lequel marche la société contemporaine. Le philosophe n'est pas plus que tout autre homme affranchi de ces émotions et de ces inquiétudes; mais la réflexion modère, si elle ne calme pas entièrement, une anxiété si légitime. Elle nous apprend qu'à aucune époque, même quand le monde était gouverné par le principe d'autorité, la société n'a été à l'abri des grandes crises sociales. De tout temps il y a eu de grandes misères physiques et morales; l'ignorance et la docilité ne sont nullement des garanties contre le vice, et souvent le prestige d'une autorité indiscutée a été complice de la corruption et du désordre. Si d'ailleurs il y avait lieu d'espérer que l'on pût par quelque moyen empêcher les hommes de penser de telle ou telle manière, s'il y avait quelque procédé sûr de maintenir les esprits dans cet état d'obéissance que l'on regarde comme si souhaitable, je comprendrais à la rigueur qu'on l'essayât; mais depuis que le flot du libre examen a fait irruption dans la science, dans la société, dans la religion, il a marché sans cesse de progrès en progrès : il a pénétré de couche en couche dans toutes les classes, il a gagné les contrées les plus rebelles à sa puissance; il n'existe aucune force capable de le contenir et de le refouler; les pouvoirs qui commencent par marcher contre lui se voient ensuite contraints de marcher avec lui. A n'en pas douter, il y a là tous les caractères d'un fait inévitable que les impies peuvent considérer comme le résultat des lois implacables du destin, mais où l'on peut tout aussi bien voir le signe d'une volonté providentielle.

Tout porte à croire que la société, après beaucoup d'épreuves

passées ou futures, tend à se constituer de plus en plus sur le principe de la libre discussion. Les abus de ce principe se corrigeront par l'usage. A mesure que les hommes se serviront plus de leur raison, ils s'en serviront mieux. Les excès de la raison révoltée doivent être plutôt mis à la charge de la servitude antérieure que de la liberté qui s'éveille. Les instrumens et les outils dont se sert l'industrie humaine n'ont pas atteint du premier coup la perfection qu'ils ont aujourd'hui. Combien donc ne faudra-t-il pas de temps jusqu'à ce que cet instrument des instrumens, j'entends la raison, soit assez cultivé et perfectionné pour être manié par tous les hommes! Nous devons y travailler chacun pour notre part, non pas en imposant aux autres nos propres idées, mais en leur apprenant à se rendre compte des leurs. Tel est le grand rôle de la philosophie; elle est avant tout une méthode et une discipline.

Ceux qui sont attachés à certains principes d'ordre et de tradition qu'ils regardent comme la base nécessaire de toute société doivent se guérir de leurs défiances envers la liberté de penser, car elle est pour eux aussi bien que pour leurs adversaires. Le moment n'est pas loin où elle sera leur dernière défense. Quand ils seront une minorité, ils réclameront le droit de penser autrement que la foule; quand la société nouvelle se sera fait sa foi, ses préjugés, ses traditions, ses lieux communs, tout ce qui ne manque jamais de s'établir dans une société bien assise, les partisans des anciennes idées et des anciennes mœurs demanderont à ne pas obéir aveuglément à ce nouveau genre d'autorité. Ils discuteront, ils critiqueront, ils seront à leur tour des révoltés; ils le sont déjà. Dans ce va-et-vient des puissances de ce monde, dans ces oscillations de principes qui se renversent l'un l'autre et viennent successivement se déclarer principes absolus, il n'y a qu'une garantie pour tous, c'est la liberté réciproque.

P. Janet.

LE
RACHAT DE JANE

PREMIÈRE PARTIE.

Les pages qu'on va lire n'ont que les dehors d'une fiction. Elles se composent en fait de réalités strictement, rigoureusement authentiques, et par là se recommandent aux esprits sérieux, aux lecteurs de bonne foi. Le sort a voulu qu'elles fussent datées de prison, bien qu'elles émanent d'une personne libre. Un autre hasard non moins singulier devait faire que le révérend missionnaire à qui elles étaient adressées ne les a jamais reçues, et cela par une raison très simple, c'est qu'elles ne lui furent jamais envoyées. L'obstacle vint, nous croyons le savoir, de certains scrupules sur la nature desquels, après les avoir lues, on sera complétement édifié. Il s'écrit ainsi chaque jour beaucoup de lettres qu'on supprime, tantôt parce qu'elles expriment un sentiment qui veut garder ses voiles, tantôt parce qu'elles accusent des reliefs de caractère, des emportemens d'imagination, des faiblesses, des naïvetés, qu'on ne se soucie pas de livrer aux sarcasmes d'une raison hautaine, d'une rectitude inflexible. Il est probable ou du moins il est fort possible que la correspondance en question se fût arrêtée court, si une première réponse, froide et railleuse, était venue glacer, paralyser l'enthousiasme dont elle est empreinte. En la gardant par devers elle, la jeune femme qui l'avait si résolûment inaugurée se ménagea la pleine liberté de ses épanchemens, et tout en caressant peut-

être l'idée de la montrer un jour, si jamais il revenait de ses périlleux voyages, à l'ami qu'elle avait choisi pour confident, il lui fut loisible d'y consigner quotidiennement, sans craindre les objections ou les critiques qui l'eussent découragée, les impressions parfois contradictoires d'un esprit mobile, d'une âme passionnée, d'une volonté souvent ébranlée, quoique définitivement victorieuse.

C'est ainsi que, sans quitter la forme épistolaire, cette correspondance, ramenée au monologue, devint, à vrai dire, un journal, et ce journal un récit suivi, l'histoire d'un attachement singulier, d'une lutte obstinée entre deux natures que reliait sans doute l'une à l'autre quelque mystérieuse sympathie. On verra cette histoire se détacher sur un fond assez sombre, celui que les incidens de la vie de prison pouvaient fournir à l'intéressante *matrone* (1). C'est par là qu'elle touche à des questions fort controversées de nos jours, celles que soulève l'examen attentif du régime pénitentiaire chez les différens peuples. Nous en avons assez parlé dans une occasion récente pour n'y point revenir aujourd'hui.

I.

Prison de Millbank, 19 décembre 1856.

Vous êtes le seul de mes amis, Henry Gillespie, à qui je veuille confier le secret de ma situation présente. Mes raisons, je vais vous les dire. Avant la mort de mon pauvre père, avant ce désastre si prématuré, si imprévu, qui nous a placées, mes sœurs et moi, dans la pénible nécessité de pourvoir à notre existence et à celle de notre mère, vous êtes de tous ceux qui avaient sollicité ma main le seul à qui j'aie accordé quelques pensées sérieuses, le seul dont la vocation décidée, la ferme volonté, la haute abnégation, m'aient attirée et presque décidée. Je puis même vous le dire aujourd'hui, tentée de revenir sur un premier refus, j'allais vous écrire lorsque la nouvelle de votre départ, arrivée au prieuré trois jours plus tôt qu'on ne l'attendait, est venue ôter à cette démarche ce qu'elle avait de naturel et de simple. Je l'ai ajournée, comptant y réfléchir mûrement, et combien je me suis félicitée de n'avoir pas réalisé mon projet, lorsque le terrible accident qui nous privait à la fois d'un excellent père et de presque toutes nos espérances de fortune a bouleversé nos plans d'avenir! Si ma lettre vous était arrivée, je devine ce que vous auriez fait; vous ne m'auriez jamais tenue quitte

(1) Titre que portent dans les prisons de femmes, en Angleterre, les préposées à la surveillance des *convicts*.

d'une promesse donnée aux jours prospères, et qu'une fois vouée à l'infortune j'eusse voulu reprendre à tout prix. Maintenant, grâce à Dieu, tout est dit. Vous êtes au loin, vous êtes sans doute sur le point de vous marier, et quant à moi, décidément vouée au célibat, j'ai sollicité, j'ai obtenu, par la protection spéciale d'un ami de mon père, l'évêque de R..., une position officielle qui m'engage au moins pour une dizaine d'années. Cette position n'est point brillante, je vous en préviens; elle n'a rien qui flatte la vanité, rien qui ne soit très humble et très austère, rien qui rappelle ce paisible bien-être au sein duquel votre affection était venue me chercher. Bref, — car il faut en finir avec toutes ces précautions oratoires, qui trahissent malgré moi je ne sais quelle faiblesse, — celle que vous appeliez « miss Weston, » et qui aurait pu être « votre Lydia Weston, » compte parmi les quarante-deux *matrones* ou surveillantes de la prison de Millbank.

Matrone à vingt-cinq ans, la chose est grave! Quant au métier en lui-même, on peut sans mollesse le trouver pénible. Du reste vous en jugerez par les détails que je suis à même de vous donner après quelques mois d'épreuve; mais auparavant, et pour montrer tout d'abord le beau côté de la médaille, voyons par quels avantages matériels j'ai pu être déterminée à prendre un si grand parti. Une matrone en second, — c'est mon grade actuel, — est payée dès son entrée au service sur le pied de 35 livres (1), d'où il faut déduire la retenue mensuelle pour l'uniforme, c'est-à-dire 3 shillings et 4 *pence* (2). Ce salaire, après tout suffisant, s'accroît d'une livre chaque année jusqu'au moment où d'ordinaire on a définitivement conquis le titre de *matrone*, c'est-à-dire après trois ou quatre ans de service. Les appointemens s'élèvent alors à 40 livres, avec un accroissement annuel de 25 shillings (3). Que si, par mérite ou faveur, on devient matrone principale, — il n'y a là aucune impossibilité, — le salaire est de 50 livres, annuellement augmentées de 1 livre et 10 shillings. Après dix années, — ici la tentation devient irrésistible, — on est inscrite pour le reste de ses jours sur la liste des pensionnaires de l'état.

Ces avantages, — qui peut-être ne vous éblouiront pas, — sont cependant ambitionnés par de fort grandes dames... pour les soubrettes dont elles veulent se débarrasser. Je ne plaisante pas, mon ami, plusieurs de mes collègues sont arrivées ici par des protections de cet ordre, et j'ajouterai que je ne les classe ni parmi les moins utiles, ni même parmi les moins bien élevées. En général cepen-

(1) 875 francs environ.
(2) 4 francs 15 centimes.
(3) 1,000 francs, augmentés annuellement de 31 francs 25 centimes.

dant notre état-major en jupons se recrute dans les rangs, hélas! trop serrés, de ces pauvres filles déclassées par un revers de fortune et condamnées à des privations, à des travaux qui, selon toute apparence, ne devaient jamais leur échoir. Les privations, je n'en parlerai point. C'est seulement par comparaison que le régime de nos prisons peut sembler rude. Il serait puéril à moi de regretter cette chambrette rose et blanche dont les gâteries maternelles avaient fait un nid de duvet, et toutes ces menues élégances qui m'entouraient d'un luxe trompeur. Rien ne me manque, en somme, qui soit essentiel à la santé. La chère est peu variée, peu délicate, mais abondante, et généralement parlant irréprochable. Ma cellule, située dans une tour comme celle d'une châtelaine du moyen âge, est décemment meublée, et, grâce à l'assistance de l'une de nos « pensionnaires, » choisie naturellement, à titre de récompense, parmi les plus dociles et les plus sûres, il y règne une propreté scrupuleuse. Tous les autres détails de la vie sont réglés par une autorité certainement très bienveillante, et qui prend à cœur de nous rendre supportable ce séjour, en lui-même si peu attrayant; mais le repos, mais la liberté, ces deux grands biens, où sont-ils?

Trois fois par semaine, de six heures du matin à neuf heures du soir, parfois à dix, une matrone se doit tout entière à sa mission. Les trois autres jours, elle est libre à six heures du soir, et peut disposer des quatre heures suivantes, soit dans l'établissement, soit au dehors. Le service du dimanche commence à sept heures et finit à neuf. Parfois elle obtient un dimanche de sortie, et chaque année il lui est alloué un congé de quatorze jours, d'où se déduisent les journées qu'elle a passées à l'infirmerie. Ces journées peuvent être nombreuses, attendu que le service est ardu, l'anxiété morale parfois très grande, les émotions parfois très vives. En somme, il est rare qu'au bout de quatre ou cinq ans les plus énergiques d'entre nous ne tombent pas malades, et beaucoup aussi, rebutées par cet incessant labeur, aiment mieux perdre leurs droits à la pension de retraite que d'achever leur engagement décennal. Nous sommes décidément en trop petit nombre. Songez donc : quarante-deux matrones pour près de cinq cents prisonnières! — 472 si vous voulez le chiffre exact. En déduisant la matrone en chef, les principales matrones au nombre de quatre, plus celles de nous qu'on emploie à telle ou telle mission du dehors, chaque surveillante reste chargée de trente prisonnières en moyenne. Il faut qu'elle réduise trente femmes à l'obéissance la plus minutieuse, à l'observance des règles les plus strictes, et ce qui serait déjà malaisé, s'il s'agissait de religieuses novices ou professes, il faut y réussir vis-à-vis d'êtres pervers, flétris, ulcérés, méfians,

jaloux, rusés, experts en toute sorte de mensonges, sujets à des caprices inexplicables, toujours prêts à la révolte, parfois ne reculant pas devant le meurtre...

La cloche d'appel m'a interrompue. Elle annonçait l'arrivée de deux *convicts*. C'était à moi de les recevoir en l'absence de la matrone que j'*assiste*. J'avais à prendre note de leur nom, de leur âge, du crime qu'elles ont à expier, du terme de leur sentence,... et trop heureuse si ma tâche se fût bornée là; mais il fallait leur faire subir une opération préliminaire qui, toute simple pour un homme, rencontre chez les femmes une répugnance incroyable. La règle veut impérieusement que les cheveux de la condamnée tombent sous le ciseau avant même qu'elle ait pris le bain d'entrée, avant qu'elle ait revêtu le triste uniforme. Or ces femmes qui se sont placées au-dessus de toute loi, qui ont affronté par des crimes quelquefois odieux la vindicte des hommes et la justice divine, faiblissent ordinairement devant cette espèce de flétrissure qui va les enlaidir, et qui porte atteinte à leur vanité; elles pleurent, supplient, tombent à genoux, se relèvent furieuses, et parfois, résistant à force ouverte, nous contraignent à requérir l'assistance des agens de police.

Aujourd'hui, grâce à Dieu, ces terribles extrémités m'ont été épargnées. J'ai même eu, je dois vous l'avouer, quelques bons momens, et le plus difficile tout d'abord a été de garder le sérieux imperturbable qu'exigeaient les circonstances. La première des deux condamnées avait environ soixante ans, et le nombre de ses cheveux égalait à peine celui des hivers qui les avaient blanchis. C'était ce que nous appelons un « vieil oiseau de prison, » et les deux tiers de sa longue existence avaient dû se passer entre quatre murailles. Aussi m'abordait-elle avec la plus engageante familiarité; mais à la vue des ciseaux, contre toute attente, elle se rebiffa. — Non, disait-elle, se crêtant comme une duchesse, non, ma bonne miss, ceci ne se fera point!... Et comme j'insistais, la règle n'admettant point d'exception pour cause d'âge : — Il n'est pas question d'âge, reprit-elle, de plus en plus piquée; mais depuis ma dernière sortie les choses ont bien changé. Vous n'avez plus le droit de toucher à un cheveu de ma tête...

Ceci était dit avec une solennité qui me troubla presque.

— Et la raison? lui demandai-je stupéfaite.

— La raison,... c'est que je suis mariée.

Ici, prise à court, je faillis éclater malgré moi. Le regard triomphant de cette femme était, je vous assure, du plus haut comique.

— Hélas! lui dis-je, vous êtes dans une erreur complète. Mariée ou non, il faut en arriver là.

Et je lui montrais l'escabelle fatale aux pieds du sacrificateur.

— Comment? comment? se récriait la nouvelle épousée; mais ces cheveux ne sont pas à moi,... ils appartiennent à mon mari.

Que direz-vous de ce cas de conscience, de cette foi naïve avec laquelle la bonne vieille plaçait sous la protection des lois sa poignée de cheveux gris, inviolable propriété d'un époux absent?

Croyez bien qu'on n'avait pas grand'chance de lui faire entendre raison. Il fallut, pour la convaincre que mon inexpérience ne me trompait pas, mander en personne le gouverneur de Millbank, qui prit la peine de lui expliquer la question au point de vue légal; puis, le gouverneur sorti et les cheveux enfin coupés, elle protestait encore énergiquement qu'un fidèle rapport aux directeurs de l'établissement lui ferait obtenir justice d'un procédé aussi odieux.

Je me retournai, encore égayée, vers la seconde des nouvelles venues, et alors toute envie de rire me quitta. C'était une très jeune femme, — belle encore, quoique prématurément flétrie, — et dont l'épaisse chevelure blonde me rappelait par ses reflets fauves celle de ma pauvre sœur Élisabeth. Elle me regardait fixement, et ses yeux gris semblaient vouloir scruter mes plus intimes pensées. Il y avait à la fois dans ce regard étrange une sorte de candeur sauvage et de subtilité diabolique; on y devinait une nature inculte et passionnée, ignorante de la vie que mènent les honnêtes gens, et développée dans une atmosphère malsaine. Son assurance n'était pas effronterie; elle semblait me jeter un défi sans haine et me traiter en étrangère plutôt qu'en ennemie. Dans son silence, il y avait aussi de la timidité. Je crus comprendre que cette Écossaise, déjà raillée pour son accent du nord, ne se souciait pas d'attirer sur elle de nouveaux sarcasmes, et je lui en voulus presque de ne pas deviner que je ne m'en permettrais aucun; mais comment s'en serait-elle doutée? Peut-être cependant lut-elle sur mon visage un certain attendrissement dont je ne pouvais me défendre en la regardant et en songeant à la chère sœur défunte que venait de me rappeler cette chevelure sur le point d'être fauchée. Elle s'assit sans dire mot, me regardant toujours, l'œil humide, les lèvres serrées, et quand le coiffeur se baissa pour ramasser la gerbe d'or étalée à ses pieds : — Eh bien! me dit-elle, eh bien! après?... A quoi bon?

A quoi bon effectivement? me répétai-je *in petto*. Pourquoi cette odieuse aggravation de peine? Que gagne-t-on à jeter dans ces âmes déjà révoltées une rancune de plus, la plus futile peut-être, mais la plus amère de toutes?... Sans rien laisser percer de ces pensées contraires à la discipline, je lisais attentivement les notes à transcrire sur le registre : « Jane Cameron, née à Glasgow, d'une famille mal notée; deux condamnations antérieures; enfermée cette

fois pour quatorze ans. — Vol nocturne, compliqué d'une tentative d'assassinat, commis de complicité avec un accusé contumace. »

J'avais bien choisi, vous le voyez, l'objet de mes naissantes sollicitudes. Comme vous égare parfois un premier mouvement! N'importe, Henry Gillespie, cette malheureuse est votre compatriote, et pour cela seul j'aurai l'œil sur elle, je veillerai à ce qu'on use de ménagemens envers ses premières rébellions; les conseils, les encouragemens ne lui manqueront pas, et ce ne sera pas ma faute en vérité, si, protégée à son insu par un lointain souvenir, elle n'a pas à se féliciter d'être née sur ces bords de la Clyde, que vous décriviez avec un si vif enthousiasme. Vous imaginez bien que je me suis gardée de lui communiquer ce romanesque programme. Elle n'a vu de moi qu'un front sévère, une impénétrable rigidité. Pourtant son regard me suivait encore au moment où on l'emmenait, et ce regard semblait chercher le défaut de la cuirasse qui me protége ou doit me protéger contre toute faiblesse.

Laissons là cette jeune femme, qui dès demain peut-être aura cessé de me préoccuper, et parlons de la vie que je mène ici. J'ai pour garant de votre curiosité à cet égard le désir que j'ai de savoir comment se passent pour vous les pénibles journées de l'apostolat. Vous devez subir de terribles épreuves; mais vous êtes libre, vous suivez une route qui chaque jour vous met en face de quelque nouveauté inattendue, — aventure, péril, chasse, que sais-je encore? — Ici rien de tout cela, rien que la règle et la routine quotidienne. La machine dont je suis un des plus humbles rouages marche constamment et à peu près du même train. Aux mêmes heures, les mêmes devoirs, désespérément mécaniques. Le matin, à six heures moins un quart, la garde nocturne, pressée d'en finir avec sa longue veillée, sonne la cloche et réveille la prison endormie. Un quart d'heure après, chaque prisonnière doit être vêtue et attendre, debout au seuil de sa cellule, la revue des matrones. Nous tirons en passant les verrous de la porte intérieure (précédée d'une grille), et on s'assure, d'un premier coup d'œil, que la prisonnière est là, valide et prête à reprendre sa tâche. Ce bruit des verrous, tirés et poussés à brefs intervalles, inaugure tristement la journée. On écoute ensuite le rapport de la matrone qui a fait le service de nuit. Elle signale les incidens qui ont pu se produire. Telle prisonnière a été indisposée; telle autre a troublé le silence par des cris, des chansons, des excitations à la révolte; une troisième a nécessité l'intervention des gardiens par une de ces folles tentatives qu'on appelle « un éclat (1), » et qui sont en effet comme l'explosion de quelque

(1) *A break.*

volcan intérieur, le dernier mot de l'ennui et de l'obéissance forcée. Ensuite la vie recommence. Sous les ordres d'une matrone, un certain nombre de femmes vont gratter et balayer les dalles de chaque *ward*. Nos meilleurs « sujets, » — en très petit nombre, — font nos lits et mettent nos chambres en bon ordre. Les cellules cependant sont nettoyées et rangées; sur la couchette repliée, les draps, la couverture de laine, le châle et le chapeau de la prisonnière sont exactement étagés. La table de bois blanc a été frottée, le pavé passé au grès. A sept heures et demie, on distribue le cacao. Une de nous, accompagnant la femme qui fait ce service, s'assure qu'une pinte de ce liquide, plus un morceau de pain du poids de quatre onces, ont été fidèlement remis à chaque *convict*. Après ce premier repas, et lorsque la pinte d'étain a été lavée, fourbie par la prisonnière elle-même, qui la garde par devers elle, chacune se met au travail. Les débutantes n'ont qu'une besogne purement mécanique : chanvre à trier, étoupe ou charpie à faire. Nos couturières les moins expertes, — parmi celles qui ont passé le « temps d'épreuve, » — fabriquent des sacs de grosse toile; les autres font des chemises pour les prisonniers de l'établissement, — car Millbank est en même temps prison d'hommes et prison de femmes. — Chacune travaille dans sa cellule, séparément et en silence. C'est plus tard seulement, et lorsqu'elles auront mérité par plusieurs mois de bonne conduite leur envoi dans un pénitencier moins rigide que, soit ici, soit ailleurs, on leur accordera une compagne, et que la causerie leur sera permise. A neuf heures un quart, la cloche de la chapelle donne le signal du service religieux, qui commence un quart d'heure après. Chaque matrone y conduit son troupeau spécial, dont elle compte soigneusement les ouailles à la sortie et à l'entrée des *wards* qu'elles traversent. A midi et demi, on distribue l'eau destinée aux ablutions. A une heure moins un quart, le dîner, composé de viande bouillie (quatre onces), pommes de terre (une demi-livre) et pain (six onces). Le travail reprend ensuite, et la voix seule des matrones rompt çà et là le silence de la vaste maison. Une heure par jour est consacrée à prendre l'air. Le personnel de chaque *ward* descend en masse, chacun à son heure et chacun sous la surveillance de sa matrone, dans la cour destinée à cet usage (*airing-ground*). Les prisonnières, à la file l'une de l'autre, en font le tour sans s'adresser la parole : au moins la règle le veut ainsi; mais pour peu que la matrone se relâche d'une surveillance exacte, la règle en ceci est volontiers éludée. On se parle à voix très basse, les yeux à terre, sans le moindre geste, en prenant soin de se taire dès qu'on se rapproche de la surveillante, qui l'hiver grelotte sous sa pèlerine fourrée, et l'été s'endort accablée de chaleur

au bruit monotone des pieds traînant sur le sable. Rien de plus ennuyeux que cette promenade quotidienne, pendant laquelle on a parfois grand'peine à se tenir éveillée, bien que la moindre somnolence vous expose aux plus vives semonces, et même à une suspension provisoire. Un jour de cet été, emportée par mes rêves dans ce joli jardin du prieuré où tant de fois nous avons échangé nos impressions d'enfance et nos plans d'avenir, je sentais mes yeux se fermer et se perdre toute notion du monde réel, quand une main charitable, imprimant une légère secousse à mon mantelet, me tira de cette engourdissement périlleux. C'était une prisonnière qui me mettait ainsi sur mes gardes, sans trop s'inquiéter de la malveillance ironique avec laquelle les autres me regardaient en défilant devant moi. Ce n'était pas grand'chose, me direz-vous, et certainement dans le monde où nous avons vécu rien de plus simple; mais ici tout change de proportions, et la plus légère marque de sympathie de prisonnière à gardienne est une sorte de phénomène. Pour ce qui me regarde, je fus touchée, presque jusqu'aux larmes, de cet obligeant procédé; mais je me gardai d'en faire semblant. La moindre marque de reconnaissance eût éveillé de terribles jalousies et provoqué de terribles rancunes.

Après la promenade, le travail reprend de plus belle jusqu'à cinq heures et demie, heure où l'on emplit de gruau les pintes laissées dans chaque cellule. Les matrones profitent de ce moment pour prendre le thé dans leurs *mess-rooms*. Quelques prières sont lues ensuite à voix haute par une de nous, debout au centre de chaque *ward*, de telle sorte que les prisonnières, également debout derrière le grillage de leur première porte, puissent avec un peu d'attention n'en pas perdre un mot. L'appel se fait ensuite, et le travail se poursuit jusqu'à huit heures un quart, où s'opère la remise des ciseaux distribués le matin. La lecture (facultative), les menus rangemens, etc., remplissent le quart d'heure suivant. Les prisonnières préparent leur lit vers huit heures et demie. A neuf heures moins un quart, les matrones passent le long des couloirs, fermant du dehors le robinet de gaz qui éclairait chaque cellule, et, les prisonnières une fois couchées, nous sommes censées avoir terminé notre besogne quotidienne, à l'exception de celle d'entre nous qui, prenant sa veillée au coup de neuf heures et faisant ses rondes tout à loisir, doit passer au moins une fois par heure devant la porte de chaque cellule, toujours prête à rendre compte du moindre accident, de la moindre indisposition, de la moindre tentative de révolte.

Je n'en dirai pas plus long aujourd'hui. Vous resterez sous cette impression, et j'aime à me figurer que vous prendrez quelque pitié

de la pauvre Lydia Weston en vous la représentant ainsi, dans les longs couloirs de Millbank à peine éclairés, l'œil et surtout l'oreille au guet, cherchant à surprendre dans le moindre trouble de respiration un indice de maladie, arrêtant ces mystérieuses correspondances que les prisonnières établissent d'une cellule à l'autre par le moyen des signaux les plus ingénieux, ou bien encore échangeant quelques mots, à travers la double porte d'un cachot, avec une pauvre femme que fuit obstinément le sommeil. De temps à autre, — c'est la consigne, — il faut pousser jusqu'aux *dark-cells*, les cachots de cette prison, les cryptes obscures où les plus indomptables, les plus farouches de ces créatures perverties, après avoir mis en pièces le mobilier qu'on est obligé de leur laisser, réduit en charpie les draps de leur lit, tordu les tuyaux de gaz, fait voler en éclats le vitrage de la fenêtre qui leur donne le jour et l'air, enfin après avoir lutté contre les subalternes appelés pour venir à bout de leur résistance obstinée, ont été traînées, furieuses encore et pantelantes, épuisées de cris, énervées, inertes, l'écume et l'injure aux lèvres, dominées par on ne sait quelle fièvre bestiale. Même là il faut veiller sur elles, s'assurer que le délire dont elles sont la proie ne les emporte pas jusqu'au suicide, écouter leurs plaintifs hurlemens assourdis par l'épaisseur des murs, démêler dans leurs rauques imprécations les menaces qui méritent qu'on y prenne garde, et, parmi ces chants qu'elles entonnent d'une voix enrouée, surprendre au besoin les indices de quelque dangereux complot, — parfois, en échange d'un conseil amical, recevoir une volée de blasphèmes ou d'obscénités, — parfois, si la fatigue ou quelque bon mouvement vient à notre aide, obtenir quelques instans de silence, un retour de calme, un essai de sommeil.

Je me demande çà et là, comparant ces longues nuits sans repos à celles que je passais sous le toit fleuri du prieuré, si je ne suis pas le jouet de quelque hideux cauchemar, si ce fantôme errant qui, du soir au matin, sans fin ni trêve, à pas comptés et muets, épiant, écoutant, devinant, tour à tour effrayé, attristé, rebuté, parcourt à la façon des spectres les longs corridors et les vastes cours de cette demeure agrandie par les ténèbres, je me demande encore une fois si ce fantôme est bien Lydia Weston, l'enfant chérie que vous avez connue, la reine du foyer de famille, le « doux trésor, » — comme disait ma mère, — dont le sourire était une fête, et le bonheur une loi suprême à tous imposée... Adieu, mon ami, mon lointain ami!.. Je ne serais ni si triste, ni si affectueuse, si ces lignes ne devaient aller vous chercher à quinze cents lieues d'ici. En supposant qu'elles partent, vous les recevrez dans trois mois au plus tôt, et vous pourrez vous demander en les lisant si ces im-

pressions découragées n'ont pas fait place à des sentimens plus dignes de moi,... je dirais volontiers plus dignes de vous.

II.

Millbank, juin 1857.

Je me suis promis de ne jamais rester trop longtemps sans vous parler de moi. C'est un besoin de mon cœur, une soif de mon esprit, que de maintenir, malgré notre séparation peut-être éternelle, un lien quelconque entre vous et moi. Ma première lettre est encore là, dans le fin fond de mon tiroir, et si je me décide enfin à vous l'expédier, je veux au moins vous prémunir contre le désastreux effet que ne manqueraient pas de produire sur vous des doléances tant soit peu exagérées. On n'est pas femme pour rien, c'est-à-dire la créature du jour et de l'heure, soumise aux caprices du vent qui souffle, de la pluie qui tombe, comme à l'influence du soleil qui sourit et de la fleur qui sème ses parfums autour d'elle. On n'a pas non plus impunément contracté certaines habitudes d'esprit plus ou moins romanesques dans le commerce des beaux esprits contemporains. Songez-y, s'il m'arrivait jamais de retomber dans des exagérations pathétiques dont je suis honteuse et dont je prétends me corriger en vous écrivant.

A part un petit incident que je vous raconterai plus tard et qui sera pour cette fois comme le « bouquet » de mon feu d'artifice, tout a bien marché depuis six mois. Mes collègues sont, généralement parlant, très polies et d'un commerce beaucoup moins difficile que leur genre de vie ne le ferait supposer. Quelques rivalités sournoises, quelques antipathies, pour ainsi dire indispensables, ne sont que des ombres légères jetées sur un ensemble suffisamment harmonieux. — On est rattaché, relié par le besoin d'assistance et la solidarité de périls qu'engendre une situation comme la nôtre. Les services mutuels qu'on est appelé à se rendre chaque jour réparent les petites brèches qui, chaque jour aussi, peuvent résulter d'un perpétuel contact. En somme, tout va bien de ce côté.

Quant à nos prisonnières, c'est différent, et je suis tentée de croire qu'à fort peu d'exceptions près on leur accorde plus de pitié qu'elles n'en méritent. Charles Dickens, dans un de ses *Contes de Noël*, affirme éloquemment que, si déchues qu'elles soient, elles ont encore toutes dans la main quelques lambeaux de ces plantes arrachées à la pente du précipice où elles ont roulé faute d'une barrière interposée entre elles et ses bords glissans. L'image est belle, la pensée peut être vraie... pour quelques natures spéciales;

mais j'ai bien souvent cherché, j'ai bien rarement trouvé trace de cette chute involontaire qui se raccroche au moindre rameau et ne s'achève que faute d'une prise assez solide. Nos *convicts* sont en général horriblement perverses, trompeuses, rusées, méchantes, sans pudeur, sans aucune de ces susceptibilités particulières qui honorent notre sexe. Je ne réfléchis jamais à cette collection d'êtres dégradés sans me rappeler ces deux vers de notre plus éminent poète, parmi ceux qui vivent encore :

. . . . . Men at most differ as Heaven and earth
But women, worst and best, as Heaven and hell (1).

Je l'avoue à regret, rien n'est plus exact. Les prisons d'hommes ne sauraient nous fournir un seul échantillon qui se puisse appareiller à ce que nous avons de pire en fait de créatures absolument, irrémédiablement mauvaises, réfractaires à ce point de lasser la patience la plus chrétienne et de mettre au défi les plus inflexibles agens de la répression sociale. Châtimens après châtimens les mènent au seuil du tombeau sans les faire un instant reculer. Un pas de plus, et la punition devient crime : il faut s'arrêter, il faut céder, sinon vous avez usurpé le droit formidable de vie et de mort. Je ne parle ici, bien entendu, que de certaines exceptions. La tourbe est vulgaire; l'instinct la domine, le vice l'étourdit, l'ignorance l'aveugle, la réflexion et l'esprit de suite lui font absolument défaut. Quand par hasard une femme tant soit peu élevée, tant soit peu instruite, tombe dans ce milieu déplorable, elle y est dépaysée, embarrassée au possible. Les autres tournent autour d'elle, inquiètes elles aussi, flairant l'étrangère, ne retrouvant pas leur pareille, étonnées, presque irritées. « Vous avez été mieux élevée que nous, disaient-elles l'autre jour à une de ces *ladies* déclassées, vous n'auriez pas dû venir ici. » Et c'était pitié de voir cette pauvre femme, de ses mains encore blanches et délicates, gratter péniblement le pavé de sa cellule. — *Oh! dear!* me demandait-elle tout essoufflée, pensez-vous, miss, que ceci suffise?... Je pourrais frotter un peu plus fort, s'il le faut absolument...

En supposant que nos journaux parviennent jusqu'à vous et que vous preniez la peine de lire le compte rendu des procès criminels, vous connaissez de nom la personne qui me tenait ce langage. C'est Élisabeth Harris, condamnée à mort, le 9 mars dernier, pour avoir fait périr deux enfans qu'un lâche séducteur avait laissés à sa

(1) ..... D'homme à homme, la différence est au plus celle du ciel et de la terre; — mais, de la meilleure à la pire des femmes, il y a celle du ciel et de l'enfer.

charge. Mère d'un troisième dont le père l'appelait à Portsmouth, où il lui laissait espérer qu'il s'établirait définitivement avec elle, cette malheureuse vit dans les deux aînées un embarras, un obstacle peut-être à quelque mariage futur, et les noya de sang-froid dans une petite rivière voisine de la station où elle allait prendre le chemin de fer. La seule excuse dont elle put se prévaloir devant les juges fut que ces deux petites étaient sans protecteur ici-bas, tandis que la troisième en avait un. Sa terreur, son désespoir furent extrêmes pendant la durée des débats; on dut l'emporter plus morte que vive après l'arrêt prononcé. Une commutation de peine nous l'a renvoyée, et selon toute apparence elle finira ses jours à Millbank ou à Brixton. Elle compte parmi nos *convicts* les plus faciles à vivre et les mieux disciplinées. Règle générale, il en est ainsi de presque toutes les condamnées pour meurtre. Il est rare qu'elles nous viennent des classes les plus infimes, — je veux dire des plus ignorantes, des plus dépravées. La sentence définitive qui pèse sur elles, au lieu de les exaspérer, semble les tenir affaissées et briser en elles tout ressort de volonté. Pour celle-ci, un premier adoucissement de peine est peut-être le gage d'une commutation ultérieure. Qui sait si dans quinze ou vingt ans d'ici, à force de zèle et de docilité, de grades conquis, de bonnes notes obtenues, elle ne verra pas les portes de la prison s'ouvrir enfin? Raisonne-t-elle ainsi? Je ne sais. Ce qui est certain, c'est qu'elle ne querelle jamais ses camarades, n'entretient avec aucune d'elles une de ces amitiés suspectes qui sont la plaie des établissemens comme le nôtre, travaille avec une bonne volonté soutenue, et se montre envers nous d'une politesse exemplaire. Un bon procédé ne la trouve pas ingrate; en revanche, elle est quelquefois mordue au cœur par ces jalousies féroces qui gênent la bienveillance naturelle des matrones et leur désir de se concilier leurs subordonnées. En pareil cas, elle ne montre ni colère ni insolence. Seulement elle couve, pour ainsi dire, d'un regard noir la prisonnière à qui elle envie une parole affectueuse, un léger privilége, et ne répond plus à nos questions que par de laconiques monosyllabes.

Étrange petit monde que le nôtre! On y retrouve, en germe ou pleinement développées, toutes les passions qui fermentent par-delà nos hautes murailles. Devrait-on s'attendre à ce que la vanité féminine, l'amour de la toilette, le désir de mettre dans tout leur relief les avantages physiques dont on se croit doué, puissent pénétrer jusque dans cet abîme clos et perdu? Il y existe pourtant et revêt le caractère d'une vraie monomanie, d'une contagion irrésistible. On a vu des prisonnières lécher patiemment le plâtre des murs et s'approvisionner ainsi de je ne sais quel affreux cosmétique, sur la

nature duquel je n'ai pas à m'expliquer. Une autre, qui se fardait régulièrement, nous avait mis l'esprit à la torture, car on ne pouvait savoir où elle prenait son rouge, et plusieurs fouilles successives avaient été pratiquées dans sa cellule, sans donner aucun résultat. Le mot de l'énigme a été trouvé ces jours-ci. L'étoffe bleue avec laquelle se fabriquent les chemises destinées aux prisonniers de Millbank est un croisé de coton çà et là traversé d'une raie écarlate. La coquette dont je parle, effilant brin à brin ces bandelettes éparses, s'était ainsi procuré une collection de charpie qui, longtemps détrempée dans un peu d'eau, lui avait fourni ce fard dont elle usait, au grand désespoir de ses rivales. Une troisième, — des plus intraitables par parenthèse, — désolée que le disgracieux uniforme des *convicts* fît si mal valoir ses formes élégantes, avait fini par allonger la taille de sa robe, — Dieu sait moyennant quelle industrie et quelle patience, — puis avec des fils de fer enlevés un par un aux fenêtres des cellules spéciales où sont renfermées les prisonnières en punition, elle s'était bâti un étroit corset dans lequel sa fine taille se trouvait si durement maintenue qu'un beau jour à la chapelle la malheureuse, à demi étouffée, perdit absolument connaissance. Ainsi se dévoila un mystère sur lequel mainte et mainte matrone avait prudemment fermé les yeux, pour ne pas provoquer un éclat que faisait redouter l'extrême violence de cette belle et hardie jeune fille.

Une épingle double, un de ces petits peignes qui maintiennent les cheveux, un débris de miroir, si menu qu'il soit, deviennent ici d'inappréciables trésors. Il n'est pas de prières, au besoin pas de fraudes qu'on n'emploie pour se les procurer. L'uniforme, qui, j'en conviens, manque d'élégance, est en horreur à celles qui le portent. Le chapeau de paille, espèce de cloche informe sans la moindre garniture, leur déplaît particulièrement. Le bonnet au contraire jouit d'une certaine popularité : on le trouve séant, et il se prête d'ailleurs à d'heureuses modifications. Chaque prisonnière s'évertue en conséquence à imaginer des plis, des tuyaux, des combinaisons de tout ordre qui ajoutent à la bonne grâce de cette coiffure. Sur le mérite ou le démérite de pareilles inventions, les juges compétens se prononcent, et la mode nouvelle est acceptée ou rejetée. Mais pourquoi railler? Ne sommes-nous pas, nous autres matrones, préoccupées également de ces vanités de toilette? Je n'en veux pour preuve que la position hors ligne d'une des *convicts* (Eliza Trent est son nom) et l'indépendance, la considération dont elle jouit. Petite, chétive, d'une santé misérable, habitant l'infirmerie pendant un tiers de l'année, cette méchante fée, hypocrite comme Tartuffe lui-même, ne semble née que pour répandre les

mauvais propos, faire éclore les haines et les attiser, jeter sur le feu des colères qu'elle a suscitées l'huile malsaine de ses exhortations. Ici, où chaque femme a sa compagne préférée, — sa *pal*, comme elles disent, — aucune n'a contracté amitié avec cette espèce de vipère, dont la malice finit par se laisser deviner. — Ah! qu'elle y prenne garde! s'écriait l'autre jour une des femmes du même *ward*, si elle se mêle de mes affaires, dût-il m'en coûter vingt et un jours de cellule noire, je secouerai à les briser les os de ce malfaisant squelette. — Eh bien! mon ami, vous aurez peine à le croire, Eliza Trent jouit ici d'une espèce de prépondérance; elle dicte ses lois, on les subit. De son autorité privée, elle a modifié tout récemment le tarif des salaires au profit de celles de nos femmes à qui reviennent les travaux de couture. Elles avaient droit à une prime hebdomadaire de huit *pence*, et désormais, — Eliza Trent l'a voulu ainsi, — elles auront un shilling. L'augmentation n'est pas fort considérable, je le reconnais, et je la trouve en définitive assez équitable, puisqu'elle met tout simplement les travaux d'aiguille au niveau des autres besognes exécutées par nos prisonnières. Encore faut-il convenir qu'il est extraordinaire de voir une *convict* faire ainsi prévaloir sa volonté, lorsque l'unique raison de cette anomalie est le talent exceptionnel de cette fille, qui fait les robes comme les meilleures ouvrières du West-End. Naturellement elle les fait à ses heures, pour qui elle veut, donnant la préférence à qui sait le mieux la courtiser et se familiariser avec elle, ou bien encore à l'étoffe qui lui paraît la plus attrayante. La laine est à peu près exclue de son petit atelier, et ses favorites seules, parmi les matrones, obtiennent un uniforme taillé, assemblé de ses mains habiles. Généralement parlant, il lui déplaît de manier, d'ajuster d'autres étoffes que la moire, le satin, le taffetas, le velours. — *I very much object to common dresses*, vous dira-t-elle avec un sang-froid merveilleux. Il n'est point agréable d'opérer sur des matériaux de mauvais aloi... Quand vous aurez une belle étoffe de soie, nous verrons ce qu'on en peut faire.

Voilà de singuliers détails pour un correspondant aussi sérieux que vous; mais, outre que j'aime, en vous écrivant, à laisser courir ma plume, à penser, à me souvenir tout haut, ces détails constituent la préface du récit qui me reste à vous faire, et dont je ne voudrais pour rien au monde exagérer les côtés dramatiques. Parmi les *convicts* dont je suis plus spécialement chargée, se trouve une certaine Edwards, que je soupçonnais de n'avoir pas la tête bien saine, et qui, depuis quelque temps, plus indocile, plus insolente chaque jour, me donnait à craindre quelque escapade. Certains mots échappés à ses compagnes les plus habituelles, une

phrase ambiguë que j'avais relevée dans un billet intercepté qu'elle adressait à sa *pal*, logée dans le *ward* contigu au nôtre, me prouvèrent qu'Eliza Trent avait encore fait des siennes en excitant contre une de nos prisonnières, — je vous dirai tout à l'heure contre laquelle, — la susceptibilité morbide d'Edwards. Les choses en étaient là lorsqu'un soir de la semaine dernière cette femme, qui travaillait derrière sa grille, me vit arriver par un long corridor dont j'avais négligé de tirer la porte après moi. Au bout de ce corridor est la cour du *ward* voisin, et dans cette cour on entendait les voix de deux de nos femmes engagées dans je ne sais quelle discussion. De l'air le plus uni du monde et avec une politesse dont elle m'avait fait perdre l'habitude, Edwards me pria d'entrer un instant pour lui donner quelques indications sur le travail qui l'occupait. Toute requête de ce genre est complaisamment accueillie par les matrones qui ont à cœur de se concilier leurs subordonnées. J'ouvre donc avec mon passe-partout la grille protectrice,... et quel n'est pas mon effroi lorsque cette même créature, tout à l'heure si calme, si posée, si humblement suppliante, jetant là ses aiguilles et tirant de sa poche un couteau tout ouvert, s'élance sur moi comme pour me frapper! Je me crus morte, Harry Gillespie, et dans ce moment même j'ai comme un ressentiment de la froide angoisse qui suspendit alors les battemens de mon cœur... Edwards cependant passa devant moi, me repoussant du coude, et prit ensuite sa course, le couteau levé, dans la direction de la porte ouverte. — Cette fois, avait-elle dit, cette fois j'aurai ta vie!... — Ces mots furent pour moi comme un jet de lumière, et, les rapprochant de cette légère altercation dont le bruit avait tout récemment frappé mon oreille : — Jane, m'écriai-je aussitôt que la voix me fut revenue, Jane Cameron, garde à vous!... fermez la porte! — Ce dernier ordre ne pouvait être exécuté en temps utile, Edwards ayant déjà franchi les deux tiers du couloir; mais l'avis sauveur ne fut pas perdu, car une de mes collègues, qui se trouvait heureusement près de l'issue par laquelle Edwards allait s'élancer, survint assez à propos pour se jeter sur elle et se cramponna par derrière à son cou. Malgré ce fardeau, qui la gênait sans l'arrêter, la folle courait encore vers l'objet de son implacable vengeance; mais celle-ci, jeune et leste, eut le temps de se dérober dans un réduit à provisions dont la porte par bonheur était ouverte. Les autres matrones du *ward* accouraient d'ailleurs en force, et notre furieuse, assez avisée pour voir que l'occasion de se venger était désormais perdue, jeta immédiatement son couteau.

Je dis à dessein la « folle, » car à partir de ce moment la monomanie homicide d'Edwards se manifesta sans contrainte. Au fond

de la *darkc-ell* où elle demeura enfermée pendant trois fois vingt-quatre heures, elle ne faisait que redire sur tous les tons, chanter sur tous les airs, hurler avec tous les blasphèmes imaginables ces mots qui m'avaient révélé son dessein : — J'aurai sa vie... oh! oui, je l'aurai, je l'aurai, je l'aurai!...

Vous me demanderez peut-être comment on méconnaît, en pareille occurrence et dans un établissement tel que le nôtre, la nécessité de parer à ces sortes d'accidens, beaucoup moins rares qu'on ne le croirait. Parmi nos *convicts*, il en est toujours un certain nombre, — une douzaine pour le moins, — dont l'état mental inspire des doutes plus ou moins fondés; mais avant de se décider à les faire passer dans l'*asile* de Fisherton, — notre déversoir spécial en pareil cas, — les médecins de Millbank, retenus par une foule de scrupules, épuisent volontiers les expédiens dilatoires. Peut-être croient-ils de préférence à la folie simulée, qui n'est effectivement pas sans exemple et qui a facilité plus d'une évasion; peut-être supposent-ils que, si l'aliénation mentale des prisonniers était fréquemment constatée, on en tirerait des conclusions défavorables au régime pénitentiaire actuel; peut-être enfin ne s'alarment-ils guère des conséquences que peut avoir la présence d'un être privé de raison dans une communauté aussi exactement surveillée que la nôtre. Quoi qu'il en soit, — et dussiez-vous sourire de cet aveu naïf, — je regarde comme un grave inconvénient de la position que le sort m'a faite le perpétuel contact qui met ma vie à la merci d'un caprice fou, d'une volonté aveugle, d'une raison oblitérée. Au moins demanderais-je qu'on logeât à part, dans un *ward* spécialement adapté à leur situation, ces pauvres égarées dont leurs compagnes disent avec un hochement de tête significatif : — *She is not all there*; elle n'est pas toute ici.

Mais revenons à Jane Cameron. Je vous avais promis de veiller sur elle, et vous voyez que j'ai tenu ma parole, non pas cependant comme je l'avais donnée, car j'espérais la faire entrer dans mon *ward*, et ceci ne m'a pas été possible. Malgré tout, je n'ai pas perdu de vue la compatriote d'Henry Gillespie. Celles de mes collègues qui l'avaient directement sous leur main ne m'ont rien laissé ignorer de ce qui la concerne. Elles la classent parmi les *indécises*, également capables de bien ou mal tourner suivant les circonstances. Son ignorance est extrême : aucune notion religieuse, à peine quelques vagues idées de cette distinction élémentaire qu'on peut établir entre le bien et le mal absolus, entre la probité par exemple et l'habitude du vol. Encore est-elle portée à partager le monde tout simplement en gens qui ont trop et gens qui n'ont pas assez. Par préférence, elle se placerait dans la première des deux catégories.

La condamnation qui la frappe est à bien long terme; mais elle est jeune encore, et dans son heureuse inexpérience ne pèse pas toutes les chances qu'elle a de finir ses jours entre ces noires murailles, victime de la nostalgie des prisons, qui, vers la quatrième ou cinquième année de leur captivité, frappe tant et tant de victimes. On me la signale comme sujette à des emportemens subits. Elle aime, elle hait avec violence, obstinément. Par malheur, elle a pris en mauvais gré la matrone de son *ward*, et tout au contraire en vraie passion une de ses compagnes, Susan Marsh, que je connais pour une des plus mauvaises parmi nos mauvaises, jolie comme un ange, menteuse au-delà de l'imaginable, fine langue et cœur flétri, se plaisant à jouer en toute circonstance le rôle de « l'avocat du diable » et à détruire en germe la moisson que nous semons si péniblement. Notre pieux chapelain n'a pas d'ennemie plus cruelle, plus acharnée à le tourner en ridicule, à calomnier ses intentions, à calmer les craintes qu'il veut inspirer, à troubler la foi qui s'éveille, à faire évanouir tout espoir de retour au bien. En ceci surtout elle excelle, et sans avoir l'air d'y toucher. Pour moi, c'est un vrai phénomène que la perversité précoce de cette enfant, dont les dix-sept ans et le charmant visage, l'excellente tenue, la physionomie à la fois avenante et respectueuse, préviennent favorablement les âmes les mieux défendues. Comment reconnaître le *Mephis* de Goethe dans cette jolie fillette un peu mièvre (car elle est d'une santé délicate), que ses habitudes tranquilles éloignent de tout éclat, et qui s'arrange pour ne jamais encourir le plus léger châtiment? Comment le méconnaître en revanche, quand on sait par les *pals* qu'elle a trahies, ou par les *stiffs* (1) qu'on a pu surprendre, quelles pensées coupables, quelles aspirations criminelles sont masquées par cet extérieur si doux et si séduisant?

Voilà, trait pour trait, Susan Marsh, la *pal* que Jane s'est choisie, l'objet décevant dont elle est éprise, car je ne sais pas d'autre mot pour caractériser le dévouement passionné, jaloux, exclusif, implacable, que quelques prisonnières inspirent ou ressentent. A ces êtres généralement bornés il donne la subtilité du serpent, il leur fait inventer, pour se voir, se parler, s'écrire, des stratagèmes inouis, d'autant plus malaisés à déjouer que, par une sorte d'esprit de corps et de point d'honneur, toutes nos *convicts* s'en font au besoin les complices. Un mot échangé au passage sert de prélude à ces liaisons bizarres, un sourire les scelle définitivement. Le *palling up* est formé. Un intérêt nouveau rattache désormais à la monotone

(1) Le *stiff*, dans la langue spéciale aux prisons, ou, pour mieux dire, dans l'argot des classes dangereuses, est un papier quelconque, plus particulièrement un billet, une lettre secrète, que la raideur du papier (*stiffness*) rend difficile à transmettre.

existence qu'elles traînaient au pied comme un boulet les deux nouvelles amies. L'idée que quelqu'un pense à elle, s'occupe d'elle, tient à être préféré par elle, a d'irrésistibles charmes pour une malheureuse créature abreuvée d'indifférence et de mépris. Elle s'y abandonne avec délices et bientôt avec une sorte de fureur, car ces passions féminines se compliquent de terribles orages. Les séparations ne sont pas rares dans ce perpétuel mouvement d'une prison presque toujours encombrée. On en est réduit alors à s'écrire. Peu à peu, dans le cœur d'une des deux *pals* s'efface l'image de l'autre. Ses billets deviennent plus rares et plus froids. Angoisses et soupçons de l'amante fidèle et trahie, reproches amers, éclats de désespoir, sermens de vengeance, brouillerie finale, et bientôt après liaison nouvelle, le tout dans l'espace de huit ou dix mois.

Vous vous demanderez peut-être pourquoi nous n'essaierions pas, nous autres matrones, de nous substituer, dans l'affection de nos subordonnées, à ces indignes objets d'un attachement toujours déçu, toujours fécond en malsaines influences; mais, à parler franchement, croyez-vous que cela soit si facile? Nous représentons l'autorité, la contrainte, invariablement suspectes, invariablement maudites. Indépendamment de ceci, la comparaison que nos prisonnières ne sauraient manquer d'établir entre notre existence et la leur, l'estime dont nous sommes dignes et la honte méritée qui les accable, notre passé irréprochable (ou présumé tel) et la flétrissure qu'elles ont subie constituent un nouvel empêchement. Autre obstacle : la règle maintient entre nous une ligne de démarcation qui oppose en quelque sorte une muraille de glace aux plus ardentes sympathies. Toute familiarité nous est expressément interdite, comme nuisible à notre prestige. Nous devons repousser, à l'égal d'une tentative de corruption, les marques d'intérêt que telle ou telle *convict* voudrait nous donner. Vous voyez d'ici que nous ne sommes pas dans de bonnes conditions pour obtenir une préférence d'ailleurs assez peu flatteuse en elle-même.

Le lendemain du jour où j'avais, chose bien simple, détourné de Jane Cameron l'attaque furieuse dont elle allait être l'objet, j'obtins sur son compte quelques renseignemens qui me firent de la peine. Susan Marsh était en coquetterie réglée avec une nouvelle venue, et l'imminente infidélité de sa *pal* jetait votre jeune compatriote dans une véritable exaspération. Tout faisait prévoir un de ces *éclats* qui, en provoquant de rudes châtimens, créent par là même de funestes rancunes et jettent d'insurmontables obstacles sur la route du vrai repentir. Je sollicitai, j'obtins la permission d'aller l'entretenir à ce sujet. A travers sa grille, je la vis qui s'essuyait les yeux.

— Cameron, lui dis-je, contez-moi ce qui vous fait ainsi pleurer.

Ma voix, qui n'était pas celle de sa surveillante habituelle, la fit tressaillir. Elle jeta de mon côté un regard automatique. — Je n'ai rien, me répondit-elle ensuite avec cet accent écossais dont quelques intonations vous rappellent à moi d'une façon surprenante.

— Vous venez de pleurer... Seriez-vous souffrante?... Quelqu'un vous a-t-il contrariée, blessée?... L'ouvrage vous déplairait-il?

— A quoi ces questions peuvent-elles mener?

— A connaître vos griefs, à y faire droit, s'ils sont fondés. Nous ne voudrions pas vous voir en révolte.

— Vraiment?... Cela vous ferait donc quelque chose?

— Cela me serait très pénible.

— Eh bien tant pis! Je veux en effet me révolter,... un *break* me fera du bien.

Le ton de Cameron était celui d'une personne qui a pris son parti. Grâce à l'influence d'un chagrin jaloux, ses mauvais instincts étaient revenus en force. Sur ce cœur aigri, la douceur pouvait seule avoir quelque prise.

— J'espère, Cameron, que cela ne sera point.

— Vous *espérez*, reprit-elle fort étonnée de ce que je ne relevais pas son défi. Est-ce pour votre compte ou pour le mien?

— Pour le mien peut-être un peu,... mais pour le vôtre bien davantage.

Elle hocha la tête d'un air passablement incrédule. Pourtant une sorte de curiosité lui vint de savoir à quelle étrange espèce appartenait une personne qui lui témoignait un intérêt si gratuit.

— Bah! dit-elle tout à coup, vous n'imaginez peut-être pas faire de moi ce qu'on appelle une brave femme? Ce serait une nouveauté, ma bonne miss, et je suis un peu vieille pour changer à ce point.

— J'ai là-dessus une tout autre opinion, et malgré tout, Cameron, j'espère en vous... Tenez, continuai-je, augurant bien du jeu de sa physionomie, faisons pour ce soir une petite convention... Il reste entendu que vous ajournerez votre *break*.

— Pour vous faire plaisir?

— Oui, pour me faire plaisir. La, est-ce chose dite?

— Soit! *pour vous faire plaisir*.

— Bonne nuit, Cameron.

— Bonne nuit.

Et je partis sans lui laisser le temps de se dédire. Cette bonne résolution enlevée avec si peu de peine me donnait bon espoir. Jamais voleur n'emporta la bourse d'un honnête homme avec une joie aussi triomphante que l'était la mienne.

Ceci se passait un mardi. Le jour suivant ou plutôt la nuit d'après, j'étais de garde. Quand j'arrivai dans le corridor sur lequel s'ouvre la cellule de Jane, je me rapprochai de la grille par un mouvement involontaire, épiant, s'il est permis de parler ainsi, la respiration de la prisonnière endormie. Pour comprendre ce qui va suivre, il est bon de savoir qu'au bas de la porte pleine, avec laquelle la grille fait double emploi, les constructeurs ont laissé à dessein plusieurs pouces de vide, longue ouverture étroite qui facilite la ventilation et peut-être aussi laisse mieux entendre les bruits qui viendraient à se produire dans la cellule. Au moment donc où je m'arrêtais, où je me penchais pour écouter, les mots *bonne nuit, miss Weston!* arrivèrent à mon oreille, et je sentis en même temps un de mes pieds frôlé par une caresse. Je vous souhaite, mon ami, dans vos pénibles et périlleux travaux une compensation, une consolation pareille à celle-ci. Pensez donc que cette pauvre jeune fille m'attendait, qu'elle s'était privée de sommeil pour me guetter au passage, et que pour étendre sa main jusqu'à mon pied, pardessous la porte, à travers la grille, il fallait qu'elle fût étendue, littéralement étendue sur la dalle glacée de sa cellule... Dites, mon ami, dites, cela n'est-il pas touchant? Il est évident qu'à la suite de notre rapide conversation Jane s'était informée de moi; on lui a dit qui j'étais, on lui a peut-être parlé de l'intérêt qu'elle m'inspire, enfin elle a dû savoir quel rôle providentiel j'avais joué dans cet incident qui pouvait lui coûter la vie. On comprend que chez une personne naturellement exaltée il y ait eu là de quoi déterminer un élan de reconnaissance; mais est-ce bien à Millbank qu'on en attendrait des preuves pareilles? Après cela, mon imagination s'exagère probablement la portée de cette action, qui pourra vous sembler la plus simple du monde. J'accepte d'avance la décision que vous porterez là-dessus, et le sourire par lequel vous accueillerez toutes mes puérilités. Je les accepte avec d'autant plus de résignation qu'ils ne m'enlèveront pas la joie dont j'ai le cœur plein depuis quelques jours, ni l'espérance où je vis de disputer cette jeune âme, avec quelque chance de succès, à ce découragement qui la paralyse, à cette ignorance qui l'égare, à ces souvenirs qui l'obsèdent, à ces tentations qui l'assiégent. Il y a là une lutte qui m'attire, et dont l'idée seule a transformé pour moi cette prison en une sorte de champ clos héroïque... Mais, mon Dieu, ne saurai-je donc jamais refréner ces emportemens de la pensée, et faudra-t-il retomber sans cesse dans ce pathos que je vous sais si disposé à railler? Tenez, je m'arrête, un peu brusquement, ce me semble, en tout cas un peu plus tard qu'il n'eût fallu, car j'hésite plus que jamais, quand j'examine ces deux lettres, à les expédier.

III.

Millbank, novembre 1857.

Plusieurs mois écoulés ne m'ont pas enhardie, bien au contraire. Les détails de l'existence routinière que je mène parmi des êtres vulgaires pour la plupart n'ont rien, ce me semble, qui puisse captiver à si longue distance un esprit comme le vôtre. Si vous étiez ici, j'ai confiance que vous vous intéresseriez à ce que devient Jane Cameron. Je tâcherai donc de me faire illusion et de vous supposer à côté de moi, pour trouver dans cette erreur volontaire le courage de continuer ma pénible tâche, compliquée de maint et maint déboire. Si vous m'interrogiez en effet, je n'aurais rien de très favorable à vous répondre. Par suite de deux *breaks* consécutifs à quelques semaines d'intervalle, Jane est à l'infirmerie, où sans faire semblant de rien, sans laisser voir à qui que ce soit la sincère compassion qu'elle m'inspire, j'ai déjà pu la visiter plus d'une fois.

Le malheur de cette enfant (moins par l'âge que par le développement de sa raison) est d'être tombée en mauvaises mains. A cet égard, il faut s'entendre : la matrone de son *ward* est une des plus estimables personnes que je connaisse et des plus exclusivement acquises à l'accomplissement de leur devoir; mais elle est d'autre part trop entière, trop rectiligne, trop systématique, pour comprendre les ménagemens, les concessions que réclament certains naturels inconstans, mobiles, passionnés, qui se refusent à la discipline moins à cause de sa rigueur que parce qu'elle comprime, très inutilement à mon sens, tout ce qu'elles ont de volonté primesautière et de fantaisies simplement illogiques. J'ai entrepris cette dame, à diverses fois et sans me livrer, au sujet de votre compatriote, dont il me semble qu'elle méconnaît le vrai caractère et dont elle désespère absolument, sans vouloir se rendre compte des maladresses par lesquelles sont quelquefois provoqués les éclats de cette humeur indomptable. Passant d'un extrême à l'autre, tantôt Jane se regarde comme définitivement perdue, tantôt elle réclame le bénéfice d'une conversion complète, dont elle est bien loin d'avoir donné les gages. Tout ce qui indique la moindre méfiance, tout ce qu'elle peut croire un signe de mépris l'exaspère comme si elle avait totalement oublié ce qu'elle est, le lieu qu'elle habite, la condamnation dont elle est frappée. Le motif de ses dernières révoltes est vraiment curieux. Classée parmi les prisonnières les moins dignes d'une faveur quelconque, elle aspirait naïvement à l'emploi

le plus recherché, le plus brigué, celui de « femme de tour (1); » en d'autres termes, elle voulait être attachée au service de notre *état-major*, faire nos appartemens, servir nos repas. Cet emploi spécial comporte quelques douceurs pour les *convicts* qui en sont chargées. Il les dispense d'un labeur ennuyeux et le remplace par une activité plus attrayante et plus variée. Les heures sont bien longues, qu'on passe à tisser du chanvre. Dresser un lit, ranger une chambre, mettre un couvert, même laver la vaisselle, — entendre, chemin faisant, une causerie animée, apprendre indirectement ce qui se passe dans cette vaste maison, — n'est-ce pas autrement divertissant? D'ailleurs on reçoit ainsi une marque d'estime relative, un témoignage de confiance que nos femmes apprécient au-delà de ce que vous pourriez croire. Jane Cameron donc voulait être *femme de tour*, et miss Baly, sa matrone, ne voyait pas pourquoi cette distinction si enviée devait échoir à une personne si peu méritante. En somme, elle avait raison; mais je ne sais si elle n'eût pas mieux fait d'avoir tort. Une réclamation de Jane froidement écoutée, repoussée d'un ton sec, amena quelques observations qui pouvaient être regardées comme insolentes. Pourquoi s'y arrêter, pourquoi les entendre? La règle cependant prescrivait à miss Baly de punir, et la règle fut exécutée. Désormais Jane avait un grief, et se regarda comme l'objet d'une indigne persécution. Cette idée fausse devant inévitablement la conduire à de nouvelles fautes, réprimées comme la première avec une inflexible sévérité, la révolte finale ne pouvait à la longue manquer de se produire. Rentrée dans sa cellule et ruminant ses prétendus sujets de plainte, elle allait s'exaltant, s'aigrissant de plus en plus. Pourtant elle hésitait encore quand le bruit d'un « éclat » survenu dans une des cellules voisines vint mettre fin à ses scrupules. — De ce moment, disait-elle, sans s'expliquer autrement l'influence de cette espèce de contagion, je plantai là tous mes projets de sagesse. Aussi pourquoi me traiter de la sorte? Me prenait-on pour une poule mouillée, moi, une des plus déterminées de Glasgow? D'ailleurs je m'ennuyais trop, il fallait à tout prix changer un peu. Quand on est toute seule, la folie vous prend. Je regardai du côté où j'accroche mon balai... On me l'avait repris en m'apportant le gruau du souper. Ma couverture était là, sous ma main. Je me mis à rire, en arrachant le premier morceau, de l'esclandre que j'allais faire. — Eh quoi! Cameron, cette Écossaise si rangée, si tranquille?... Ah! bien oui, vous allez voir. — Debout sur ma table et tenant en

(1) *Tower-woman*. Chaque *pentagone* à Millbank a pour centre une tour où sont installés les logemens des matrones.

main la pinte vide qui allait me servir de projectile, j'hésitais encore... J'hésitais, et il m'avait pris une sorte de tremblement... Bah! la couverture, les draps étaient en charpie; on aurait trop ri de moi, si j'avais laissé la besogne à moitié faite. Je lançai le vase que je tenais, et au moment où la vitre volait en miettes, je poussai un cri à réveiller les morts...

Je passe la scène qui suivit, l'horrible lutte de cette femme, jeune et robuste, avec les gardiens accourus pour la saisir. Un quart d'heure après, elle était au fond de la *dark-cell*. — Au moment où je commençais à battre la porte des pieds et des poings, me disait-elle encore, je faillis tomber morte de peur. Du sein des ténèbres, une voix rauque arriva jusqu'à moi : — Bravo, Cameron!.. A votre tour, ma petite... Mais je ne vous croyais pas des nôtres... Allez toujours!... criez de plus belle!... Je suis à bout, moi... J'ai crié toute la nuit dernière... Et justement notre *scie* (1), cette abominable miss Baly, couche au-dessus de nos têtes!... Hardi, Jane, empêchez qu'elle ne dorme!...

Jusque-là, tout allait au mieux pour Cameron. La *dark-cell* lui offrait, au lieu de solitude, une compagne, une occasion de causer librement, loin de toute surveillance; mettre en commun les souvenirs du passé, conclure pour le présent une sorte d'alliance, pour l'avenir échanger mille projets, rêver mille combinaisons, dont aucune certainement ne se réalisera jamais, telle est invariablement en pareil cas l'occupation favorite de nos femmes; mais on ne laissa pas celles-ci jouir longtemps de ces priviléges mal acquis, dus à l'encombrement des *chambres noires*. Aussitôt que possible, on transféra Cameron dans un cachot devenu libre, et là pour la première fois elle apprit à regretter de s'être mise en état d'insurrection. Elle est à la fois très nerveuse et très superstitieuse. La réaction se fit donc assez promptement, et au premier enthousiasme succéda ce qu'elle désigne elle-même par le mot « d'horreurs : » ce sont ces formes hideuses dont l'imagination peuple l'épaisseur des ténèbres, ces ailes froides qui battent l'air obscur, ces reptiles visqueux qu'on croit entendre ramper autour de soi. — J'en étais là, dit-elle, quand un rayon de lumière descendit sur moi. On avait soulevé le battant matelassé qui recouvre la trappe. Je reconnus derrière les barreaux le visage de notre matrone, et, ma foi, je n'eus pas honte de lui demander quelque chose à faire... Dans l'obscurité, vous savez, on n'a pas le choix des besognes; mais enfin on peut éplucher de l'étoupe sans y voir le moins du monde.

(1) *The screw*, mot à mot, l'écrou, la vis de pression. Ce mot nous semble devoir être rendu en français par son équivalent le plus usité. C'est la surveillante du *ward* qui se trouve ainsi désignée.

Ceci me fut refusé. Je me mis à chanter, puis à parcourir le cachot de long en large, en comptant mes pas. Trois cents tours me fatiguèrent un peu, et je comptais sur cette fatigue pour m'endormir sur le lit de camp... Ah! que les journées étaient longues, et comme la tête travaille quand elle travaille seule! Miss Baly venait bien trois fois par jour; le chapelain, le docteur, m'accordaient çà et là quelques minutes... Sans cela, je vous le dis franchement, je serais devenue folle... Croiriez-vous bien que je maudissais intérieurement miss Baly, et que la plupart du temps, la tête dans mes mains, je rêvais aux moyens de lui tendre quelque horrible piége? Mais les heures n'en passaient guère plus vite, et je pleurais, je criais, je frappais du talon les planches sur lesquelles j'étais couchée, je tâchais d'épuiser mes forces pour m'endormir enfin de lassitude et goûter le repos de la brute... Je vous disais tout à l'heure que j'avais failli devenir folle. Tout bien vu, je crois que par momens je l'étais. A force de chanter, de m'agiter, j'éteignais en moi toute pensée, toute notion de temps, et je me dérobais aux réflexions dont le poids m'écrasait aussitôt que j'étais assise et tranquille...

— Comment avez-vous pu vous exposer une seconde fois à un supplice pareil? lui demandai-je avec un étonnement sincère...

— Ah! voilà, répondit-elle, voilà ce que vous autres gens raisonnables vous ne pouvez venir à bout de comprendre. Vous savez qu'on tient fermée la porte des femmes qui ont été en punition : elles ne peuvent plus venir à la grille voir ce qui se passe autour d'elles. Ceci m'irritait. D'ailleurs on me méprisait encore plus qu'auparavant. J'avais une méchante voisine qui s'amusait à contrefaire mon accent écossais. Susan Marsh ne s'était pas donné la peine de me faire passer un mot de consolation. Enfin, que voulez-vous? je détestais de plus en plus miss Baly, sans compter que l'habitude était prise, et qu'en somme on gagne toujours quelque chose à passer pour méchante...

Malgré l'étonnement qu'elle vous causera, sachez que cette dernière observation n'est pas dénuée de toute justesse. Une mauvaise tête, un brise-raison qui s'emporte à tort et à travers, que rien n'intimide ou ne dégoûte, devient après quelques épreuves tout autre chose qu'un souffre-douleur. On l'entoure d'une sorte de considération; ses manies, ses croyances obtiennent certains égards. On l'étudie avec une curiosité respectueuse; on évite de la pousser à bout, on ferme les yeux sur bien des peccadilles que ses gros péchés rejettent dans l'ombre. La surveillante, lasse de sévérité, se relâche et s'adoucit. Elle y regarde à plusieurs fois avant de porter une dénonciation qui doit infailliblement amener un « éclat, » tou-

jours plus ou moins préjudiciable à ses propres intérêts, car enfin les supérieurs s'en prennent volontiers à la matrone des irrégularités commises dans le *ward* qu'elle dirige : — Comment vous arrangez-vous donc, miss Weston? vous dira fort bien le gouverneur, vous me demandez deux fois plus de punitions que miss ***!

Quant à Jane, elle est infiniment plus traitable depuis que nous la tenons à l'infirmerie. Le chapelain la trouve moins inattentive aux prières, moins en garde contre ses pieuses exhortations. Il l'a remarqué comme moi, c'est à force de confiance, d'encouragemens et d'éloges qu'on agit sur cette nature emportée, sur cette susceptibilité sans cesse en éveil; l'isolement ne vaut rien pour elle, l'ennui la ronge et la pervertit. Pour le chasser, elle n'a qu'une ressource, le souvenir du temps où elle errait dans les rues de *Glasgie* (1). Ces réminiscences lui plaisent malgré ce qu'elle en dit pour flatter nos *préjugés*. Nonobstant quelques hypocrisies de langage, — aucun prisonnier ne s'en fait faute, — on entrevoit clairement sa pensée, qui est à peu près celle-ci : — On ne revient pas à mon âge sur la pente fatale que j'ai descendue; on ne fait pas d'une voleuse une honnête femme. Il n'a pas dépendu de moi d'agir autrement que je n'ai fait, et le remords par conséquent n'est pas de saison. D'ici à ce que mon temps finisse, il faut se faire aussi bien venir que possible; une fois libre, on reverra Glasgie, on recommencera la vie d'autrefois. — Là-dessus, elle songe à ce qui se passe là-bas, loin d'elle et sans elle, à ces compagnons qui l'oublient, à ces amies qui ne la reconnaîtront peut-être plus, et ce sont là pour son exaltation naturelle des excitans funestes. On s'en aperçoit à la sécheresse de ses réponses, à la distraction qui l'envahit, à je ne sais quelle sourde impétuosité qu'elle refrène difficilement, et qui annonce un « éclat » aussi sûrement que la chaleur électrique annonce un orage.

J'ai voulu, mon ami, savoir quelle était cette existence enivrante dont le temps, le châtiment, les réflexions solitaires n'ont pas détruit le prestige. En quels abîmes de perdition n'a-t-il point fallu descendre pour satisfaire cette curiosité! Je cherche en vain à me rendre compte de l'effet qu'eussent produit sur moi de tels récits il y a deux ans, à l'époque où nous causions ensemble le long des sentiers par lesquels on gravit la verte colline des Neuf-Peupliers; mais entre cet heureux temps et le jour où je trace ces lignes, qui peut-être iront vous chercher dans des régions si lointaines, il faut placer quelques mois de cruelle expérience, qui m'ont familiarisée avec le rude contact des réalités les plus choquantes. Mon cœur, je

(1) Forme écossaise donnée familièrement au nom de la ville de Glasgow.

l'espère, a gardé sa chasteté; mes oreilles ont perdu la leur. Pas plus que nos *infirmary-cleaners* n'hésitent devant les immondices qu'il faut enlever, je n'hésite devant les impuretés morales qu'il faut sonder pour les guérir, et je me console en me rappelant une sentence latine que vous traduisîtes un jour à mon intention dans le cours d'une lecture que vous nous faisiez, à mon père et à moi. *Aux purs, tout est pur*, disait-elle. Il me semble néanmoins que je n'oserais jamais de vive voix vous transmettre de telles confidences. Les écrire est beaucoup plus facile.

Vous devez connaître au moins de nom ce quartier de votre ville natale qui porte le nom de *Croiley's Land*. Moi qui n'ai fait que traverser Glasgow, je me rappelle fort bien, à quelques pas de *High-street*, un groupe de hautes maisons, emboîtées pour ainsi dire l'une dans l'autre, horribles de misère et de saleté, tache de lèpre étendue sur le quartier le plus vivant d'une des villes les plus industrieuses et les plus riches qui soient au monde. C'est là, dans une ruelle infecte nommée *New-Vennel*, que Jane a dû venir au monde, sur un tas de copeaux, le seul lit que sa mère ait jamais connu. Cette femme était logeuse. Dans son unique chambre, entendons-nous bien, elle abritait *à la nuit*, et moyennant une rétribution minime, les misérables que n'effrayait pas l'aspect de ce taudis. Pour elle, aucun loyer à payer, la maison étant condamnée par la police municipale à n'être plus occupée qu'à titre gratuit tant que le propriétaire refuserait certaines réparations regardées comme indispensables au point de vue de la sûreté publique. Mistress Cameron ayant soin d'entretenir bon feu toute la nuit, les pratiques, en hiver, ne lui manquaient pas. On entrait, on payait, on se couchait sur le tas de copeaux, ou, s'il était envahi, près du tas de copeaux, puis on s'endormait. Mistress Cameron, sur sa chaise, sommeillait aussi; du moins ses yeux semblaient-ils fermés ainsi que ses oreilles. Elle ne voyait jamais compter la monnaie d'une bourse récemment volée; jamais elle n'entendait comploter à voix basse une expédition suspecte. Que voulez-vous? elle avait le sommeil un peu dur, malheureusement pour la police. Quant à voler elle-même, jamais mistress Cameron ne s'y risquait; jamais du moins on ne la mena devant les juges comme prévenue d'un délit de cet ordre. En revanche, elle y allait presque toutes les semaines pour s'entendre admonester sur ses habitudes intempérantes. Elle avait un faible pour le *whiskey;* la perfection est si rare en ce bas monde! Somme toute, mistress Cameron valait infiniment mieux que l'homme associé à ses destinées, — son *rush*, pour parler la langue de l'endroit. — On ne connaissait à ce dernier aucun gagne-pain. Il disparaissait pendant des mois entiers,

puis rentrait au logis, où mistress Cameron le recevait de son mieux, sûre pourtant d'être battue dès les premières vingt-quatre heures; mais elle y était faite, et son homme lui tenait encore au cœur. L'enfant, sur ce lit de fange, poussait comme une plante, sans que personne y prît garde. Quelques haillons pendaient après elle, mais ses pieds étaient nus, et sa tête semblait très suffisamment garantie par ses longs cheveux bouclés. La nuit, on la laissait s'endormir; le matin, on lui ouvrait la porte. A cela, pendant les cinq premières années, se bornèrent les soins maternels. Quand elle eut cinq ans, on la trouva paresseuse de ne pas grandir plus vite; sa mère, je ne sais comment, se heurtait toujours à elle, et finissait par la pousser du côté de la rue. Elle rentrait invariablement trop tôt, surtout lorsqu'en rentrant elle avait faim. Les reproches alors commençaient. « Il faut se rendre utile à ses parens; il faut demander aux gens bien vêtus. » Et pour rendre la leçon plus complète on la prêtait à ces imposteurs qui promènent dans les rues une famille d'emprunt, stimulant la charité publique par cet indigne stratagème. Encore n'était-elle pas des plus mal partagées. On lui apprenait la mendicité, mais non le vol : scrupule remarquable chez mistress Cameron, qui connaissait tous les sacripans de la ville, et dans l'occasion leur prêtait, moyennant prime, une assistance indirecte, prudemment ménagée; mais elle les méprisait au fond, et ne voulait pas que sa fille fût dressée à leur ignoble métier.

Là par exemple s'arrêtait son étrange sollicitude, car si la clientèle abondait, si la place manquait sur le plancher, on poussait Jane dehors, sans s'inquiéter de ce qu'elle deviendrait. L'hiver elle trouvait asile chez quelques voisins charitables. L'été simplifiait la situation; l'enfant se blottissait sur les marches de l'escalier, au grand mécontentement des survenans, — *policemen* ou voleurs, — qui buttaient dans l'obscurité contre cet obstacle imprévu. Un seul couple honnête et laborieux vivait dans la *New-Vennel*, sous le même toit que mistress Cameron, un fabricant de nattes nommé Macvee et sa femme. Leur porte n'était jamais fermée à Jane, qui s'étonnait de les voir travailler du matin au soir, mais surtout de ce que l'homme, assermenté par le père Matthews, ne buvait jamais que de l'eau. Il était dominé, comme maint Écossais, par certaines idées religieuses plus ou moins hétérodoxes, puisées dans son propre fonds, et qu'il avait fini par faire entrer tant bien que mal dans le faible cerveau de sa pâle compagne. Le soir donc Macvee et sa femme donnaient abri à l'enfant abandonnée, qui s'endormait à la chaleur de leur foyer, en les regardant avec stupeur prolonger leur veillée opiniâtre. Le matin, ils la mettaient à

la porte avant leur premier repas, car ils n'avaient pas de quoi la nourrir.

Mistress Cameron trouva bientôt des objections à cet arrangement charitable. « Je crois, me disait Jane à ce sujet, je crois qu'elle m'en voulait d'être née. » Puis Macvee ne s'était pas gêné pour blâmer la négligence qui livrait une enfant de sept ans à tous les hasards d'un séjour comme celui de la *New-Vennel*. Sa femme et mistress Cameron engagèrent à ce sujet une discussion de plus en plus aigre, et le tout finit par une lutte en règle, d'où la mère de Jane sortit victorieuse. La petite fille avait grand'peur que les bons voisins ne voulussent plus d'elle après un pareil scandale. Ils la reçurent comme par le passé, lui donnèrent quelques bons conseils, la préservèrent de quelques tentatives odieuses, et il n'aurait pas tenu à eux qu'elle ne quittât, pour se placer dans quelque honnête famille, le triste milieu où ils l'avaient trouvée; mais les circonstances tournèrent mal pour ces premiers amis que Dieu avait mis sur le chemin de la pauvre enfant. Un beau jour, leur chétif mobilier fut saisi; l'homme et la femme disparurent sans prendre congé de personne, et Jane retomba dans les mains de sa tendre mère, qui l'envoyait mendier, se faisait exactement remettre tout le produit de ce *travail*, et soupçonnait toujours sa fille d'en avoir soustrait quelque chose. — Je suis sûre, lui disait-elle, je suis sûre que vous me volez.

Quant à l'homme que Jane appelait son père,... aurai-je le courage de répéter d'après elle qu'à dix ans, remarquée déjà par les habitans de la maison à cause de sa précocité d'intelligence et de ses vives reparties, elle reçut de lui certains conseils équivoques au sujet de ses gains trop minimes, qu'elle pourrait facilement augmenter, à ce qu'il disait. Rendons cette justice à mistress Cameron que, malgré l'ascendant brutal acquis sur elle par ce misérable, elle lui reprochait amèrement de mettre de pareilles idées dans la tête de leur petite; mais qu'y gagnait-elle? Une volée d'invectives et de menaces. L'enfant, admise dans une manufacture de coton, rapportait cependant chaque samedi soir deux ou trois shillings, et régulièrement aussi sa mère les dépensait au cabaret le soir même. Vous comprenez que la maison, dans de telles conditions, devint pour une pauvre créature si rudement traitée, si impitoyablement exploitée, un objet d'horreur. Elle n'y rentrait qu'à la dernière extrémité, repoussée d'avance par les scènes qui l'y attendaient. La *New-Vennel*, entourée d'habitations du même genre, — la *Havane*, la *Tontine-Close*, etc., — était parfois le théâtre d'épisodes mystérieux qui, tout endurcie qu'elle fût par les rudes enseignemens de son enfance, glaçaient d'effroi la malheureuse enfant.

Au sortir de l'atelier, bras dessus, bras dessous, avec une de ses compagnes qu'elle affectionnait particulièrement et qui devait être le fléau de sa jeunesse, Jane restait dans les rues. *High-street*, *Salt-market* avaient acquis pour elle un irrésistible attrait. Là tout brillait, tout riait à ses yeux inexpérimentés. La splendeur des magasins, l'éclat du gaz, la gaîté bruyante des *public houses*, les incidens et accidens que chaque minute amenait, l'y retenaient fascinée. D'autres enfans, comme elle livrés à eux-mêmes, formaient à tous les coins de rue des groupes tumultueux et bavards cent fois dispersés par les *policemen*, cent fois rassemblés de nouveau dans quelque carrefour du voisinage. Des enfans, ai-je dit? mais quels enfans! Le vice les avait déjà mûris et vieillis. Le blasphème sortait à chaque instant de leurs lèvres encore vermeilles. Leurs pensées étaient celles de l'homme fait et gâté, de la femme achevée et corrompue. Ils rivalisaient de perversité, fiers d'avoir mordu si jeunes au fruit prohibé. Cinquante sur cent pour le moins pouvaient se vanter d'avoir volé. Jane n'était point de ceux-ci, mais le vol ne lui inspirait par lui-même aucune répulsion. Elle n'en voyait pas nettement la culpabilité : c'était une profession comme une autre, plus dangereuse qu'une autre, à laquelle on pourrait avoir recours dans des circonstances données, si tout moyen légitime de gagner sa vie venait à manquer. Et l'amie dont j'ai parlé, — Mary Loggie, — ne lui en fut pas moins chère après lui avoir avoué qu'un léger larcin, commis chez un boulanger, lui avait déjà valu dix jours de prison.

Les parens de cette dernière, surveillés de très près par la police, mais habiles à déjouer ses soupçons, tenaient un *shebeen* (1) dans *High-street-close*. C'étaient des gens pacifiques et posés, discrets comme la tombe, et par cela même très complétement informés, pleins d'égards pour les agens de la loi, mais infiniment moins respectueux pour la loi elle-même, qu'ils éludaient à dire d'experts. Les magistrats sans doute en savaient quelque chose, et mainte descente inopinée prouvait que les Loggie passaient à leurs yeux pour des recéleurs émérites; mais en somme on considérait comme un mal nécessaire cet établissement équivoque où on pouvait de temps en temps, sans bruit, sans réclamations, pratiquer un bon coup de filet. Jane devint peu à peu une des habituées de l'endroit. Les jours de pluie, c'était là qu'elle et bien d'autres allaient chercher abri jusqu'à onze heures du soir. On chantait, on fumait autour du feu. Le *whiskey* sortait de ses cachettes (quand il n'y avait là personne de suspect), et les contes passaient de bouche

(1) Le *shebeen* est un débit de boissons tenu sans autorisation ou *licence*.

en bouche, au grand ravissement des maîtres du logis, pourvus d'une bienveillance inépuisable. L'amie de leur fille était particulièrement choyée. On lui trouvait de l'esprit et des dispositions. Jamais elle n'avait été à pareille fête, jamais elle n'avait respiré un encens pareil. Aussi préférait-elle les Loggie à sa mère, qui du reste ne la questionnait guère sur l'emploi de ses soirées, pourvu que celui des heures de jour lui fût garanti par l'exact paiement du salaire gagné à la fabrique.

Jane cependant se dégoûtait du travail. La fatigue, l'ennui, l'éloignaient de l'usine, où elle se dispensait quelquefois de paraître. Il fallait alors combler le déficit de la paie hebdomadaire, et la mendicité lui venait en aide. Certain jour qu'une belle dame, charmée de sa gentillesse, lui avait donné une pièce blanche, Jane mit de côté ce bénéfice inattendu, et réalisa un vœu qu'elle et son amie formaient depuis longtemps, celui d'aller à l'école de danse. Sous ce nom, vous savez ce qu'il faut entendre, et je ne crois pas avoir à vous raconter la rapide fortune de ces bals publics, inaugurés, je crois, à Liverpool, mais qui n'ont réussi nulle part comme à Édimbourg et Glasgow. Le mal qu'ils y ont fait doit être incalculable; du moins n'est-il guère d'Écossaise parmi nos *convicts* qui ne leur attribue sa perdition. — Une fois qu'on m'y eut conduite, nous disent-elles, je ne pensai plus qu'à y retourner. Impossible de m'en arracher tant que je fus jeune fille. — Jane Cameron et Mary Loggie n'en apprirent pas impunément le chemin. Parmi les soi-disant apprentis et les jeunes ouvrières qu'elles y rencontraient, quelques-uns étaient déjà de leurs connaissances. Le patron de l'établissement, toujours souriant à sa clientèle féminine, — plus spécialement aux sirènes expérimentées qui lui amenaient quelque étranger, — les vit avec plaisir figurer parmi ses élèves. Il leur accordait « de l'avenir. » L'avenir ne devait pas se faire attendre longtemps. Jane à douze ans s'était déjà donné un *sweet-heart*, choisi parmi ses danseurs habituels. Cet apprenti, déjà déserteur de vingt ateliers et qui n'avait pas encore atteint sa quinzième année, appartenait à une association de voleurs; mais ceci n'effaroucha guère une enfant de la *New-Vennel*. La police en fut plus scandalisée. Un honnête agent, qui se rendait compte de certaines nuances, prit la peine d'avertir la petite du tort qu'elle allait se faire et des soupçons auxquels désormais elle serait en butte. On se garda bien de l'écouter. Les conseils venaient trop tard, et, loin de se repentir, Jane était toute fière de la préférence que lui accordait John Ewan, — *Cannie Jock* (1), comme l'appelaient ses collaborateurs habituels.

(1) Jean-le-Subtil.

— Cette préférence n'impliquait point une confiance absolue, à laquelle Jane n'avait pas acquis de droits positifs, puisque ses mains en somme étaient encore pures de tout vol. Ewan ne la tenait guère au courant de ses manœuvres suspectes, et la plupart du temps elle ignorait le domicile de cet amoureux essentiellement nomade; mais ce mystère favorable, en irritant sa curiosité, en stimulant sa jalousie, le lui rendait encore plus cher. Elle ne le voyait guère que dans les rues ou à l'école de danse. Là, ses jactances habituelles, la haute opinion qu'il avait de lui-même, le laisser-aller de ses dépenses quand les *affaires* avaient pris un heureux tour, lui donnaient bon nombre d'admirateurs, et, par malheur pour Jane, bon nombre d'admiratrices, au premier rang desquelles étaient deux sœurs du nom de Frazer, plus âgées que la petite Cameron, et dont elle redoutait la rivalité peu déguisée. Cette situation respective n'était un mystère pour aucun des habitués de la *skeel* (1), et l'humeur passionnée de Jane se prêtait admirablement à ce qu'on en tirât parti contre elle, pour l'exaspérer par maintes railleries, la soumettre à maintes mystifications. Elle était désormais sur l'extrême bord du précipice. La plus légère impulsion devait l'y faire tomber.

« L'hiver allait venir, — je vous répète ses propres paroles, — et Cannie Jock avait eu du malheur. Depuis quelque temps, on ne le voyait presque plus; il était maigri et presque déguenillé; il me boudait, me tyrannisait, me faisait souffrir de son indifférence, et je ne l'en aimais que mieux. J'étais d'ailleurs aussi à plaindre que lui. Au mois d'octobre, je ne gagnais presque plus rien, et Mary Loggie était logée à la même enseigne. Un soir que nous errions, les poches absolument vides, tout le long de Salt-market, une de nos camarades nous arrêta : — Venez-vous à l'*école* ce soir? — Non. — Pourquoi cela? — Pas d'argent. — C'est dommage... Eh! mais, dites donc, demandez-en à Jock Ewan; il en a, lui; il mène ce soir les Frazer... Savez-vous, Cameron? il dit qu'il est las de vous, que vous êtes beaucoup trop jeune. — J'aurais dû me méfier, elles m'en voulaient toutes; mais j'écoutai celle-ci, et je me sentis au cœur une espèce de froid. Je courais, sans savoir où, comme une lionne échappée. Mary s'essoufflait à me suivre. — Bah! lui dis-je, m'arrêtant tout à coup, il faut que j'aille là, que je lui parle, qu'il n'ignore plus ce que je pense de lui... Je ne sais pas comment j'irai, mais j'irai. Attendez-moi ici!... Et je courus chez ma mère, à qui je comptais emprunter quelques *pence*. Elle était sortie, et le temps me manquait pour aller la chercher dans tous les *shebeens*

(1) Forme écossaise du mot *school*. — Ici par abréviation de *dancing-school*.

du voisinage. Revenue auprès de Mary : — Si nous demandions l'aumône, lui dis-je. — A cette heure, y pensez-vous?.. Il est bien trop tard... Elle avait raison; mais alors comment faire? — Les boutiques sont encore ouvertes, insinua Mary en me lorgnant du coin de l'œil. Je compris parfaitement, et il me sembla qu'en effet la moindre bagatelle enlevée serait une bonne fortune. Les marchands me paraissaient si riches, si riches!... Que leur ferait une parcelle de moins dans tous ces trésors? Machinalement, et sans avoir répondu, je marchais le long des étalages, regardant à l'intérieur des magasins pour me rendre compte de ce qui s'y passait. Mary m'accompagnait et son bras serrait le mien. A un angle de rue, chez un petit mercier, nous vîmes deux acheteurs. Derrière son comptoir, le marchand avait fort à faire de leur répondre et de les servir : s'il y avait eu quelque objet pendu à l'extérieur, rien de plus simple que de l'emporter sans qu'il y prît garde; mais tout était rentré. — Allons là dedans, me dit Mary... Demandez quelque marchandise dont il soit dépourvu... Voyez tout ce qu'il y a sur le comptoir... Avec le coude, comme cela, doucement, faites glisser à terre un ou deux de ces objets... Je me glisserai derrière vous, et je les aurai bientôt ramassés... — Pourquoi n'iriez-vous pas? répliquai-je, pensant au *bailie* et à ces journées de prison qu'il distribue sans se gêner. — Oh! répondit-elle, ils me connaissent,... ils se méfieraient... La réflexion était juste, et, toujours poussée par le besoin de revoir Ewan, de le confondre, de lui reprocher sa trahison, j'entrai sans hésiter davantage. Le marchand me jeta un regard oblique, mais ne m'adressa point la parole, occupé qu'il était de ses premières pratiques. — Ah! pensai-je, ne songeant plus guère aux instructions de Mary, s'il pouvait me tourner le dos et pour un instant oublier ces belles choses éparpillées sur le comptoir!... Ces belles choses étaient des gants, des rubans à bon marché. Il y avait là surtout une pièce entière de ruban bleu broché d'argent. Je la vois encore, tout près du bord, tout à portée de ma main. Quelle bonne fortune, si seulement il se retournait vers ses cartons!... Et de fait il se retourna. Le ruban bleu fut lestement enlevé, je vous en réponds; mais, une fois que je le tins, la peur me prit, et je me sentis trembler de la tête aux pieds. La main derrière mon dos, le regard stupéfié, la contenance perdue, il n'eût fallu que me regarder pour savoir ce qui en était. Le marchand ne me regarda point, et le ruban accusateur passa de ma main dans les doigts exercés de ma compagne, entrée à petit bruit derrière moi, et qui s'évada sans plus de tapage. Maintenant il fallait trouver un prétexte pour disparaître, car enfin le marchand allait certainement constater la perte de ce ruban, et certainement aussi m'accuser de l'avoir dérobé. A

cette pensée, mes genoux se heurtaient l'un contre l'autre; bref, le supplice devint intolérable, et sans attendre que le marchand eût cessé de répondre à ses deux cliens : — Avez-vous, lui demandai-je, des gants qui ne coûtent que trois *demi-pence?* A cette question, dépourvue de sens commun, il ne répondit que par un *non* des plus brusques, et j'eus ainsi un prétexte pour me retirer. Mes pieds se mouvaient avec peine : il semblait que j'eusse un bloc de plomb à chaque talon. Une fois dans la rue, ce fut tout autre chose, et je gagnai à toute course le *close* (1) le plus proche. De là, quand j'eus repris haleine, j'allai attendre Mary à la porte de l'école de danse, où, selon moi, elle devait s'être déjà rendue; mais je ne l'y trouvai point. Elle ne parut qu'une demi-heure après, lorsque je commençais à désespérer de la revoir. — Et le ruban, m'écriai-je, qu'en avez-vous fait? — Soyez tranquille, répondit-elle, nous l'avons mis en lieu sûr, et pour cette fois le risque est passé. Je l'ai porté au *wee pawn* (2), qui nous fait là-dessus une avance de six *pence*... La combinaison me parut admirable, elle nous ouvrait la salle de bal... »

Cannie Jock s'y trouvait en effet, mais non les Frazer. Il eut donc beau jeu pour répondre aux reproches dont Jane l'accablait à leur sujet. D'ailleurs il était en fonds et d'une humeur charmante. L'histoire du ruban sembla le ravir. Il ne tarissait pas en éloges sur le compte de sa petite amie, à qui jamais il n'aurait supposé tant de caractère. Elle était électrisée par ces louanges et ces caresses fatales. Chez les Loggie, où ils se rendirent au sortir de la *skeel*, mêmes propos, mêmes félicitations. On porta la santé de la débutante; le *whiskey*, les complimens finirent par l'étourdir complétement; elle se laissa tomber au coin de la chambre et y demeura plongée dans un lourd sommeil. Le premier pas était franchi sans qu'elle s'en doutât, ou du moins sans qu'elle en comprît la portée, franchi pourtant, et sans retour.

Le matin, quand elle reparut chez sa mère, hors d'état d'expliquer très nettement l'emploi de sa nuit, mistress Cameron, qui n'était pas de bonne humeur ce jour-là et qui se plaignait de voir diminuer sans cesse le produit du travail de Jane, après l'avoir vertement chapitrée, crut pouvoir la battre pour quelque réplique un peu vive. Cette fois l'enfant, — l'enfant devenue femme, — se dé-

(1) Le *close* ou enclos est ce que nous appellerions ici un *passage*, une *cour*, une *cité*, un ensemble de bâtimens percé de ruelles et d'espacemens irréguliers.

(2) Le *wee pawn* est un établissement particulier de prêt sur gage, où l'on est censé ne prêter que pour quelques heures, et où on prélève en conséquence une somme assez modique en elle-même, mais qui devient exorbitante pour peu que le remboursement soit ajourné.

fendit et lutta. Tout respect, toute obéissance étaient loin. Mistress Cameron menaça d'aller dire aux Loggie tout ce qu'elle pensait de leur famille. Jane y courut pour les prévenir de la visite. Peine perdue, car sa mère fit halte chez les cabaretiers, et si fréquemment qu'elle fut ramassée ce jour-là sur la place. Une fois libérée vingt-quatre heures après, non-seulement elle ne fit aucun retour fâcheux sur la rébellion de Jane, mais celle-ci crut remarquer qu'on la traitait avec moins d'indifférence et de mauvais vouloir. Cette bonace dura jusqu'au retour du « père, » qui d'ailleurs s'absentait de plus en plus fréquemment. Et quand le père fut revenu, — ou du moins très peu de jours après, — une dispersion inattendue vint soustraire Jane à la dégradante influence de ce misérable. Un jour qu'elle se rendait à l'atelier, elle se vit aborder par un *policeman* très avenant, mais très curieux, qui mêlait beaucoup de questions à beaucoup de sourires. D'abord elle eut peur, car l'aventure du ruban bleu n'était pas encore très ancienne; mais il n'était pas question de cela. On désirait savoir ce qu'elle avait vu se passer chez sa mère pendant une certaine nuit du mois précédent. Les souvenirs de Jane étaient à cet égard beaucoup plus précis qu'on n'aurait pu le supposer d'après ses réponses. Les moindres incidens du vol dont on recherchait les auteurs lui étaient parfaitement connus, ainsi qu'à sa mère, chez laquelle il avait été commis, et qui s'était malheureusement départie cette fois de sa prudence habituelle.

Tandis que le *policeman*, sans avoir l'air d'y toucher, interrogeait ainsi la fille de mistress Cameron et ne tirait d'elle que les plus vagues mensonges, le bruit des recherches dont elle était l'objet arriva aux oreilles de la principale intéressée. Elle apprit que le promoteur du vol en question venait d'être mis sous clé, et précisément elle ne croyait pas pouvoir compter beaucoup sur la fermeté de ses dénégations. Aussi lorsque Jane rentra dans le domicile maternel en revenant de la danse, elle trouva les siens dénichés, et comme les logemens gratuits ne chôment guère, une voisine était déjà installée à la place de mistress Cameron, dont elle avait acheté, sans une trop grosse mise de fonds, le mobilier peu nombreux. Cette nouvelle venue était fort peu encline à s'apitoyer sur le sort de l'enfant délaissée. Leur dialogue ne fut pas long. — Où est ma mère? — En voyage. — Quand reviendra-t-elle? — Jamais, si elle a le sens commun... Elle a dit que Glasgow ne la reverrait plus. — Où pourrais-je la retrouver? — Elle ne m'a pas chargée de vous le dire; d'ailleurs elle doit avoir bien assez de vous... — Mais alors où donc me faut-il aller? — A la maison de travail,... au refuge,... partout où vous voudrez, mais pas ici. — Fi donc! je ne veux pas de ces

endroits-là. — Trouvez-en d'autres. — Et la porte se referma impitoyablement. Jane, s'affaissant sur les marches de l'escalier, ces mêmes marches qui tant de fois lui avaient servi de couchette, ramena son tablier sur sa tête et se mit à pleurer amèrement. Cette fille bronzée, endurcie par tant d'épreuves, et si hardie qu'elle fût d'ordinaire, ne pouvait s'habituer à l'idée que ses parens, les parens que vous savez, l'eussent ainsi abandonnée comme un animal domestique, un chien, un chat élevé par eux et laissé à la merci du premier maître venu. — Oui, miss Weston, me disait-elle, je me sentis toute troublée, je ne voyais pas comment je sortirais de là; l'idée me vint que j'allais mourir de faim,... bref je pleurai. Cela ne m'était pas arrivé depuis l'âge de six ans...

Pousserai-je plus avant cette déplorable chronique? Pour aujourd'hui je ne m'en sens pas le courage. Et cependant, puisqu'elle est commencée, je me réserve de la compléter pour vous, pour vous qui ne la lirez peut-être jamais.

IV.

Millbank, juillet 1858.

A défaut de vos lettres, que je n'ose solliciter par l'envoi des miennes, j'en suis réduite à deviner ce qui, dans ces dernières, pourrait le mieux répondre à vos préoccupations habituelles, et je ne crois pas me tromper en vous parlant de nos malades. Elles sont bien traitées à Millbank. Sous ce rapport, nous sommes cependant moins favorisées que Brixton, où les médecins expédient les constitutions les plus délicates et les plus menacées; mais je vous assure que rien n'est épargné pour celles des *convicts* qui ont réellement besoin des secours de la médecine. Leur nombre est restreint comparativement à celui des indispositions factices ou simulées qui frappent chaque jour à la porte de l'infirmerie et parviennent souvent à s'y faire admettre. Les prisonnières y trouvent le triple avantage d'un meilleur régime, d'une exemption de travail à peu près complète, mais surtout celui de n'être plus isolées, de pouvoir librement, à certaines heures, s'entretenir avec leurs pareilles de tout ce qui les intéresse, mettre en commun leurs souvenirs et leurs espérances. Je ne dirai pas que tout cela soit fort sain, moralement parlant, et la matrone qui erre incessamment de dortoir en dortoir, — poste peu recherché, — n'entend pas toujours les propos les plus édifians du monde. En revanche, elle trouve quelques motifs de consolation dans le zèle sympathique des prisonnières qui sont attachées au service spécial de leurs camarades

infirmes. Ces *cleaners*, comme on les appelle, sont en général très assidues, très serviables, très dévouées, et généralement aussi leurs services sont assez mal reconnus. L'ingratitude n'est pas rare chez les *convicts*, dont l'exigence est poussée fort loin. A part des dortoirs communs sont quelques cellules, vastes et bien aérées, pour les cas particuliers où la contagion est à craindre, ou bien encore à l'usage des malades qui trouvent moyen, même là, de persister dans leurs révoltes obstinées; on en voit qui, jusqu'aux approches de la mort, demeurent intraitables, et tâchent de tout briser, de tout déchirer autour d'elles, la couverture qui les protége, le vase où on leur apporte une potion calmante. J'avais entendu parler de maladies particulières aux établissemens pénitentiaires. Je n'en connais qu'une, les *prison-mumps* (1), et je ne la connais que de nom. Les cas de consomption sont assez fréquens, mais bien moins chez nos femmes que chez les prisonniers de l'autre sexe. Nous n'avons eu cette année que six poitrinaires sur deux cent soixante-quinze malades. Ce dernier chiffre paraît considérable quand on le rapproche du nombre de nos *convicts*, — quatre cent soixante-douze; — mais je vous répète que les indispositions, simulées parfois avec une ténacité, une habileté surprenantes, et au prix de véritables tortures volontaires, doivent grossir d'une façon notable le contingent de nos invalides. En fait de décès, on n'en a constaté que cinq dans le courant de la dernière année, et la prison n'est peut-être pas responsable de tous, car il nous arrive quelquefois des condamnées atteintes de maladies incurables. Un de nos médecins, qui tient avec soin des notes statistiques, a cru remarquer que la mortalité chez les prisonniers se manifestait plus fréquente à la quatrième année de la captivité. Si ce fait pouvait être admis comme parfaitement prouvé, n'est-ce point là un fait qui mérite d'attirer l'attention du législateur?

Faut-il maintenant reprendre l'histoire de Jane? Elle n'est plus à l'infirmerie, où j'avais expressément demandé à être employée pendant son séjour. J'y suis restée après son départ, et voici plusieurs semaines que nous ne nous sommes vues. On m'assure que, pour le moment, sa conduite est un peu meilleure; mais elle écrit encore et souvent à Susan Marsh, dont j'ai obtenu la translation dans un autre *ward* que le sien. Nous l'avons laissée, si ma mémoire me sert bien, sur l'escalier de la *New-Vennel*, pleurant à chaudes larmes la disparition inattendue de cette mère qui l'abandonnait. Où aller? Chez son *pal* sans doute, si elle eût su où logeait Ewan; mais il la tenait toujours à cet égard dans une igno-

(1) Esquinancie, glandes au cou.

rance absolue. Elle se résolut donc à chercher asile chez les Loggie. Le chef de la famille vint lui ouvrir, non sans quelques objections; mais, quand elle l'eut mis au courant, il se montra tout d'un coup plus traitable. — Couchez-vous, lui dit-il, nous causerons demain. — Le lendemain effectivement il lui fit part, en fumant sa pipe, des conseils que lui suggérait sa vieille expérience. — Si nous vous convenons, lui dit-il, vous nous convenez. On dit que vous n'êtes pas née manchote. J'ai des enfans qui travaillent passablement. Soyez des nôtres. Vous logerez ici, vous y prendrez vos repas, vous y aurez crédit ouvert. Je suis bien assuré que nous arriverons toujours à régler nos comptes. — Tant de bonté, tant de confiance gagnèrent le cœur de la pauvre enfant. Peu s'en fallut qu'elle ne se jetât dans les bras du recéleur, qui lui proposait, en bons termes il est vrai, de voler pour le compte de la maison où on voulait bien l'admettre.

— Et l'atelier? hasarda-t-elle timidement.

— Il faut y rester, ma petite, il faut y travailler mieux que jamais. Tant que vous y serez exacte, la police, qui déjà vous a notée, ne s'inquiétera pas de vos moyens d'existence. C'est là un point fort essentiel, je vous assure.

Jane obéit à ce nouveau guide. — Au retour du travail, elle trouva son dîner prêt, et son hôte ne lui ménagea ni les exhortations, ni les enseignemens. En trois jours, il l'avait mise au fait de toutes les rubriques professionnelles. Cannie Jock, survenu dans l'intervalle, approuvait le parti qu'elle avait pris; mais, tout heureux de voir sa maîtresse à si bonne école, il aurait voulu s'assurer pour plus tard le monopole des talens qu'elle allait sans doute acquérir. Aussi lui disait-il des Loggie, père, fils et filles, tout le mal imaginable. Elle l'écoutait patiemment, mais sans pouvoir accepter les impressions qu'il voulait produire en elle. Son amitié pour Mary, sa reconnaissance pour l'accueil hospitalier qu'on lui avait offert à l'heure décisive, — deux bons sentimens mal placés, — résistaient à toutes les persuasions du jeune corrupteur, qui malheureusement la trouvait plus docile quand, au lieu de lui prêcher l'ingratitude, il la poussait au vol.

Mary Loggie, Jane et Cannie Jock *travaillaient* de concert. On aurait pu les voir, à quelques pas l'un de l'autre, dans tous les groupes que le hasard formait sur la voie publique. Jane, que sa physionomie candide recommandait à la confiance de tous et que des leçons assidues avaient dressée aux tours de main les plus subtils, restait généralement chargée de l'opération proprement dite. L'objet enlevé passait immédiatement de ses mains dans celles de Mary, qu'Ewan venait en débarrasser aussitôt; puis les jeunes com-

plices se dispersaient dans différentes directions, et, venant ensuite à se rencontrer, évitaient de s'adresser la parole. Le partage du butin se faisait chez Loggie, qui se chargeait de changer les banknotes moyennant un escompte exorbitant, cela va sans dire. De la part afférente à Jane se déduisait ce qu'elle pouvait devoir, pour son logement et sa nourriture, à l'abominable vieux publicain. Les jours de grands succès étaient invariablement des jours d'orgie, et le *whiskey* en pareil cas n'était pas versé d'une main avare.

Passons sur ces misères et ces hontes; je n'en ai que trop à raconter encore. Six mois écoulés avaient ramené la belle saison. Les touristes anglais abondaient à Glasgow. — C'est, me disait Jane, la saison des aventures; on n'a pas besoin de courir après, elles viennent toutes seules, pour nous autres *lassies* (1) principalement. Si peu qu'on soit gentille, qu'on n'affiche pas des airs par trop effrontés, on est presque sûre de rencontrer quelque jeune coureur à qui donnent dans l'œil le simple attirail de la jeune ouvrière et ses pieds nus battant le pavé. Ils ont de l'argent, ces voyageurs, et au sortir de table le moindre sourire les attire et les enhardit. On fait semblant d'avoir peur, de ne savoir que répondre. Mary survenait alors, plus âgée et naturellement un peu moins timide; c'était elle qui proposait de lier connaissance en prenant ensemble quelques rafraîchissemens. Et si l'étranger acceptait, la prise était à peu près certaine...

Dois-je l'en croire? — j'avoue que j'y suis portée, — au milieu de cette effroyable dépravation, Jane avait gardé une invincible horreur pour le vil métier auquel son père, — était-ce bien son père? — avait voulu la vouer dès l'enfance. Elle ajoute qu'elle n'était pas seule à penser ainsi, et que la plupart de ses compagnes, à défaut d'autre scrupule, avaient conservé celui de la fidélité due à l'homme de leur choix. — Jamais, me disait-elle, jamais je n'ai trompé Cannie Jock. Il était toujours là, toujours à portée de m'entendre et de me porter secours. Plutôt que de m'assimiler à ces créatures flétries et fardées qui me coudoyaient autour des hôtels de George-square et de Buchanan-street, je serais allée me jeter la tête la première au fond de la Clyde. — N'admirez-vous pas comme moi, mon ami, cette élasticité de la conscience qui, de façon ou d'autre et de par une logique spécialement sophistique, sur les ruines du devoir méconnu installe, pour ainsi dire, un autre devoir strictement respecté? Je suis convaincue pour ma part que ces malheureuses, dont Jane elle-même repousse l'ignominieuse solidarité, trouvent à se consoler de leur avilissement par la pensée qu'elles ne

(1) *Lassie*, forme écossaise du mot *lass*, jeune fille.

sont jamais descendues jusqu'au vol. Dans un tel conflit d'opinions incompatibles, il est difficile de se prononcer. Sachons seulement en dégager l'hommage indirect que rendent à la probité comme à la chasteté féminine ces pauvres êtres réduits par leur paresse, leur ignorance et leur misère, à transgresser régulièrement l'une ou l'autre de ces vertus.

Tôt ou tard le jour de l'expiation devait arriver. Un soir où elles s'étaient trop hâtées de mettre à profit l'ivresse incomplète de leur victime, attirée par elles dans une arrière-taverne, l'étranger que les deux jeunes filles avaient dévalisé s'aperçut, après le départ de Jane, que sa bourse venait de lui être enlevée. Mary fit tête à l'orage, mais sans qu'une fouille, vainement pratiquée sur elle par les soins de la police, convainquît les agens de son innocence. Ils la connaissaient trop bien pour s'y laisser prendre. La complice disparue n'était pas non plus difficile à dépister. Elle s'était réfugiée chez Loggie, qui, toujours prudent, lui avait conseillé de quitter la ville jusqu'au moment où le scandale serait assoupi. Peut-être eût-elle suivi ce sage conseil, si, comme autrefois, elle n'eût point connu la retraite habituelle de Cannie Jock; mais à la fin il l'avait crue digne de sa plus entière confiance, et Jane alla l'attendre dans le taudis qu'il partageait avec quatre ou cinq autres drôles de son espèce. C'était le pendant de *New-Vennel*. Jane y arriva sur les huit heures du soir. A minuit, seul de tous les habitués, Ewan n'était pas rentré au bercail. Peut-être avait-il vent du désastre. Les autres résidans, revenus l'un après l'autre, épiaient Jane d'un air curieux et gêné. A la longue et malgré l'inquiétude qui la travaillait, ses yeux se fermèrent. Tout à coup elle fut réveillée en sursaut par le bruit de la porte, rudement heurtée. La maîtresse de l'établissement, vieille sorcière à cheveux gris, sortit d'une espèce de niche pratiquée à l'angle du toit mansardé. — Qui est là? demanda-t-elle, feignant de ne pas deviner ce dont il s'agissait.

— Ouvrez, ouvrez, répondit une voix impérieuse... Vous savez de reste que c'est la police...

A ce mot redouté, les trois ou quatre vauriens étendus çà et là se redressèrent et de l'œil semblèrent s'interroger; puis leurs regards allèrent chercher Jane, qui tremblait de tous ses membres. — Cachez-moi, cachez-moi, leur disait-elle.

— Taisez-vous, petite sotte, répliqua la mégère... Peut-être n'est-ce rien qui vous regarde... Et d'ailleurs ils ne vous mangeront pas.

On ouvrait cependant, et les agens se montrèrent sur le seuil. — Dormez, la vieille, ce n'est pas vous qu'on demande, dit tout d'abord le chef de l'escouade; puis ses yeux exercés discernèrent

l'enfant, qui cherchait à se dissimuler derrière le relief de la cheminée. — Jeannie, continua-t-il sans changer de ton, vous allez nous accompagner au bureau.

— Très bien, répondit Jane affermissant sa voix, et après deux ou trois pas vers la porte : — Que me veut-on? reprit-elle.

— Pas grand' chose, j'imagine... D'ailleurs on vous le dira... C'est peut-être un malentendu.

— Probablement, ajouta l'enfant avec une assurance de commande.

Mais le témoignage formel de l'homme volé devait prévaloir contre toutes les dénégations mensongères de Jane, qui, une demi-heure après, alla retrouver Mary Loggie sur le lit de camp du dépôt. Ces deux jeunes filles y étaient pêle-mêle avec une douzaine de prévenues, triées parmi ce que Glasgow a de pis, et c'est beaucoup dire. La terreur dont Jane avait été prise pendant l'interrogatoire préliminaire du magistrat de police se dissipa au bruit des rires, des chansons, des libres propos qui se croisaient autour d'elle dans l'air infect de cette obscure latomie. On se moquait de son inexpérience et de ses anxiétés. — Que craignez-vous donc? lui dit une de ces créatures... C'est votre première affaire;... vous en avez au plus pour quelques jours de prison. Plus d'une ici voudrait être à votre place!.. Et la prison elle-même, quelle idée vous en faites-vous, que vous ayez si grand' peur?... La maison est propre, on n'y connaît pas la faim, et il ne faut pas longtemps pour apprendre à fabriquer de l'étoupe.

Sur ce thème, chacun brodait à qui mieux mieux, et le plus lestement du monde. Seulement, comme on amenait à chaque instant de nouvelles captures, l'air allait s'épaississant toujours, et Jane se vit en passe d'être asphyxiée. On s'endormait autour d'elle, et le sommeil la gagna. La distribution de pain et d'eau fraîche eut lieu, comme à l'ordinaire, dès la première aube. Tout en déjeunant, la prisonnière novice sentit revenir ses anxiétés de la veille. Le stoïcisme de sa compagne lui faisait envie. — Comme vous prenez ceci froidement! lui dit-elle étonnée. — Vous verrez, vous verrez tout à l'heure, répondit Mary avec un sourire énigmatique. Par le fait, devant le magistrat de police, et tandis que Jane promenait de toutes parts ses yeux effarouchés, Mary Loggie se répandit en protestations larmoyantes, jurant qu'elle était innocente, rejetant tout sur le misérable qui avait abusé de sa jeunesse pour la mener dans une taverne, niant qu'elle eût jamais eu le moindre rapport avec Cameron, et que sais-je encore?... C'était là de l'éloquence perdue, et l'ensemble des témoignages ne pouvait laisser aucun doute dans l'esprit du *bailie*. Mary avait déjà comparu devant lui,

11.539

Jane au contraire lui était encore inconnue. Son embarras sincère, sa tournure et sa mine enfantine, surtout son assiduité au travail de la fabrique, lui furent comptés comme autant de circonstances atténuantes. On ne voulut voir en elle que la complice d'une jeune fille plus âgée, plus expérimentée, déjà flétrie par des antécédens désastreux, et tandis que Mary était condamnée à soixante jours de détention, Jane fut envoyée pour vingt jours seulement à la prison de Glasgow. Elle n'avait pas quatorze ans!

Peut-être eût-il suffi de quelques circonstances favorables pour donner à ce premier châtiment une efficacité durable. Jane arrivait émue de terreur, avec un commencement de remords qui aurait pu la rendre accessible aux pieuses exhortations du chapelain et de la jeune femme qui venait chaque jour lui expliquer la loi de Dieu (1). Celle-ci surtout, qui lui inspirait une certaine affection, aurait eu prise sur ses convictions sans l'influence pernicieuse de la compagne que le hasard avait assignée à Jane, et avec qui elle partageait, vu l'encombrement de la prison, sa petite cellule. C'était une voleuse émérite, rompue à tous les stratagèmes du métier, de plus hypocrite consommée, qui masquait sa perversité haineuse sous les dehors les plus décens et les plus graves. Pendant la première visite du *gouverneur*, dont les paternelles exhortations avaient ému la jeune prisonnière, Elisabeth Harber semblait édifiée et contrite; mais à peine avait-il tourné le dos : — N'écoutez pas cet homme, dit-elle à Jane,... il ne pense pas un mot de ce qu'il vous prêche... Et, pour la mieux persuader de cette vérité, l'honorable vieille se hâta d'ajouter mille détails calomnieusement apocryphes. De même à l'égard du chapelain, qu'étonnait la profonde ignorance de sa nouvelle ouaille, et à la commisération duquel Harber feignait de s'associer. — Hélas! disait-elle avec componction, cette pauvre petite n'est guère plus instruite qu'un animal... J'ai fait mon possible pour lui expliquer certains passages de la Bible, sans en rien obtenir que ce même regard effaré dont elle accueille vos précieux enseignemens. — Une révérence profonde accompagnait ces mots, prononcés au moment où le digne ministre allait sortir; mais, dès qu'il fut dehors, la vieille sorcière s'en dédommagea par une horrible grimace et un bond menaçant vers la porte qui venait de se refermer. Il n'en fallait pas tant pour que Jane, distraite de toute idée sérieuse et riant aux éclats de cette pantomime grotesque, fût rendue à l'obsession d'un bavardage continuel qui, tout en la fatiguant, la domptait. Dix jours de prison

(1) *Scripture-reader*. Cet emploi, quelquefois salarié, quelquefois aussi est volontairement rempli, à titre gratuit, par une femme du monde vouée aux bonnes œuvres.

suffirent d'ailleurs pour lui rendre insupportables, succédant à la liberté du vagabondage, la règle austère, le travail régulier, la routine monotone auxquels il fallait se soumettre; mais plus excédans encore lui semblaient les propos à peu près ininterrompus de sa compagne, qui ne dormait guère, et durant une partie de la nuit la forçait d'écouter ses interminables commérages, mêlés çà et là de funestes conseils. Pas un personnage suspect, à Glasgow, dont Harber ne pût donner la biographie complète. Elle connaissait Cannie Jock et le frère de Cannie Jock, transporté depuis plusieurs années. Il ne fallait pas, selon elle, se risquer avec un écervelé de ce genre. Elle parlait de la mère de Jane comme d'une pauvre folle adonnée au whiskey, et de son père comme d'un gaillard retors qui ne faisait jamais de vieux os dans le même endroit. A Jane elle-même elle promettait monts et merveilles, si, une fois libérées, elles mettaient en commun l'une sa jeunesse, l'autre son expérience. Ces propositions n'avaient rien de très séduisant pour la pauvre enfant affamée de sommeil qui l'écoutait bouche béante et les yeux mi-clos; en revanche elle goûtait assez, dans les propos de Harber, ceux qui la réconciliaient avec elle-même en lui montrant sa position actuelle comme le résultat d'une fatalité inexorable. Née, élevée comme elle l'avait été, soumise aux mêmes tentations, quelle jeune fille à sa place n'aurait pas succombé? Quant aux menaces du chapelain, quant à ces châtimens éternels dont il exploitait la terreur, il ne fallait pas s'en préoccuper. Rien de tout cela n'était vrai, ni la Bible ni le reste. — Et d'ailleurs ne faut-il pas vivre? ajoutait Harber; si ceux qui nous voient mourir de faim ne nous viennent pas en aide, doivent-ils s'étonner qu'on cherche à se tirer d'affaire? Qu'on me donne des rentes, je serai vertueuse, et j'irai au prêche tous les dimanches; mais, si je suis réduite à mourir de faim ou à voler, certes j'opterai pour le vol...

Ainsi se passèrent ces vingt jours, durant lesquels toute influence réformatrice avait été paralysée, et qui, laissant au cœur de Jane un vague effroi, n'y avaient déposé aucun germe de bonnes résolutions. Des promesses, elle en avait fait, et beaucoup; mais elle ne songeait guère à les accomplir, lorsqu'une fois hors de prison elle s'achemina tout droit chez les Loggie. Un bon accueil l'y attendait avec cent questions sur la vie qu'elle avait menée dans la geôle de Glasgow. On lui demanda aussi des nouvelles de Mary; mais les deux prisonnières ne s'étaient pas vues une seule fois. Jane, à son tour, désira savoir ce qu'était devenu Jock Ewan; personne n'en savait rien, et nul ne s'inquiétait du personnage. « Il n'est pas des nôtres, disait le vieux Loggie. Il croit en savoir plus long que nous. Vous feriez mieux de saisir cette occasion pour régler son

compte en n'y songeant plus. » Jane toutefois n'était point de cet avis, et se donna bien du mal pour retrouver, en s'informant de lui aux amis communs qu'elle rencontrait par les rues, l'infidèle à qui elle avait la faiblesse de tenir encore. Ils s'étonnaient de la revoir *si tôt;* mais elle n'en obtenait que d'assez vagues renseignemens, faits pour alarmer sa jalousie. — On croyait Ewan avec les Frazer, qu'il ne quittait guère depuis quelque temps,... peut-être pour se consoler de l'absence de Jane. — Celle-ci ne pouvait s'empêcher de penser que, s'il avait eu besoin de consolations, il eût guetté de plus près le moment de sa sortie... Bref, elle revint chez ses amis fort abattue, fort découragée. Loggie, après un décompte savamment établi, lui remit la petite somme à laquelle elle avait droit pour sa part dans l'expédition si malheureuse du mois précédent; à cette occasion, elle voulut traiter ses amis, qui, de leur côté, n'oublièrent rien pour la guérir de sa mélancolie. Ils n'y réussirent qu'à demi; en revanche, ils eurent bien vite effacé de sa mémoire les leçons, les avis du chapelain et de la *scripture-reader*. La trahison de Jock Ewan primait en elle toute autre pensée, et la fausse gaîté qu'elle puisait dans l'étourdissement du *whiskey* déguisait mal les regrets que lui causait cette déception inattendue.

— Si un pareil amoureux m'était échu, disait la sœur aînée de Mary Loggie, je n'aurais de repos qu'après lui avoir rendu la poire au sac... J'attendrais une bonne occasion, et lorsqu'il y songerait le moins, je m'arrangerais pour lui faire passer un ou deux ans sous les verrous. — Jamais cette pensée ne serait venue à Jane; mais, une fois dans sa tête et couvée tout à loisir, elle pouvait, elle devait y germer tôt ou tard.

Ce n'est pas que le raccommodement dût coûter bien cher à l'amant coupable, lorsqu'enfin ils se retrouvèrent. Il en fut quitte, après avoir essuyé une bordée de violens reproches, pour nier effrontément les torts qui lui étaient imputés. Ni les Frazer en général, ni Ann Frazer, — l'objet particulier des jaloux soupçons de Jane, — n'avaient jamais obtenu de lui qu'une parfaite indifférence. Il l'affirmait du moins, et sa maîtresse ne demandait qu'à le croire. La réconciliation fut scellée par quelques verres de *whiskey;* ils allèrent ensuite passer la soirée dans un concert populaire, un *sing-song*, donné dans Bridge-gate, au bénéfice d'un voleur atteint de la fièvre typhoïde, et qui par conséquent se trouvait momentanément sans *ouvrage*.

Dès le lendemain, ils emménageaient ensemble dans *Old-Wynd*, une espèce de *New-Vennel*, que ses cours étroites, ses ruelles obscures, ses passages inextricables ont recommandé de tout temps aux voleurs de Glasgow. Jane Cameron avait toujours regardé cette

vie à deux comme l'idéal de la félicité. Il ne lui fallut pas longtemps pour être désabusée. Malgré les fanfaronnades de Cannie Jock, qui lui annonçait chaque jour une « magnifique affaire, » la chance ne leur était point favorable. L'argent manquait presque toujours au logis, et Jane, plus soucieuse que jamais, bien que le remords ne se fît pas encore jour dans son âme, dut se résoudre à suivre l'exemple maternel en sous-louant *à la nuit* son misérable logement. Peut-être aurait-elle été tentée de rentrer à la fabrique; mais le travail en ce moment n'abondait pas, et les patrons, plus indulgens lorsque l'ouvrage presse, se montraient peu disposés à réadmettre une personne aussi déplorablement notée que l'était désormais la compagne de Jock Ewan. Le pire de tout, c'est qu'elle commençait à déchiffrer le caractère ambigu de cet être pervers à qui son malheureux sort l'avait unie. Ne l'ayant guère connu qu'aux heures de prospérité, il ne lui était jamais apparu comme elle l'entrevoyait dès lors, profondément égoïste, poussant l'ingratitude jusqu'au cynisme et la prudence jusqu'à la couardise. — En vérité, me disait-elle un jour, je ne pourrais expliquer le goût que j'avais pour lui. C'était un poltron, et il me trompait à la journée; personne enfin, si ce n'est moi, ne l'aimait. — Elle l'aimait si bien qu'elle supportait sa tyrannie, ses mauvais traitemens, et que, scrupuleusement fidèle, par son ordre elle volait, par son ordre chaque soir elle allait au dehors lui chercher quelque proie, sans pouvoir en échange de cette docilité, de ce dévouement pervertis, se flatter de lui avoir plu. Tel qu'il m'est apparu dans ses naïfs récits, ce petit misérable avait tous les instincts de la domination la plus despotique sans le courage, qui parfois les rend excusables. Sa lâcheté même fut cause du second « malheur » arrivé à Jane. Il lui avait amèrement reproché de ne rien faire pour le ménage et l'avait menacée de la planter là, si elle persistait dans ce qu'il appelait sa paresse. Elle sortit exaspérée, oubliant toute prudence, et sa première tentative provoqua une arrestation immédiate. Cette récidive lui valut soixante jours de prison avec travail forcé. Mary Loggie, qui s'était glissée parmi la foule jusqu'au pied du tribunal, lui jeta un regard de sympathie. Elle savait au juste, elle, ce que représentait une sentence pareille. Quant à Jock Ewan, il se garda bien de se montrer, et pourtant il ne courait aucun risque.

Cette fois Jane habitait seule sa cellule; les loisirs que lui laissait une tâche ingrate étaient la plupart du temps consacrés à de pénibles réflexions sur l'emploi que Jock Ewan devait faire de sa liberté; mais bientôt d'autres préoccupations succédèrent à celle-ci. Certains doutes lui étaient venus, qu'elle voulut éclaircir. Le médecin de la prison ne les lui laissa pas longtemps. — Pauvre petite!

murmura-t-il, hésitant à lui tout dire... Avant que six mois fussent écoulés, Jane allait devenir mère. Là-dessus il la laissa, surprise d'une telle perspective et distinguant à peine, dans son premier trouble, les émotions bienfaisantes qui se faisaient jour en elle. Le chapelain arriva. Cette fois, écouté avec déférence, il tint un langage tout autrement persuasif. Il n'avait plus à combattre dans les ténèbres un ennemi caché, il n'était plus victime d'une calomnie permanente; une ironie cruelle ne jetait pas son froid venin sur les ardentes aspirations de sa charité. La *lectrice* revint, elle aussi, et ses paroles bienveillantes complétèrent, en les tempérant quelque peu, les sévères enseignemens du ministre. Jane Cameron trouvait dans les visites de cette affectueuse jeune femme les premières vraies consolations qu'elle eût encore goûtées. « Je me sentais changée, dit-elle naïvement... J'avais alors bien franchement regret de mes fautes. Il me semble que, si on m'eût transportée hors du pays, j'aurais pu me corriger une bonne fois pour toutes. »

Les soixante jours s'écoulèrent, et Jane, un peu plus instruite peut-être, peut-être aussi avec quelques faibles velléités de se mieux conduire, se trouva un beau matin dans les rues, où Mary Loggie l'attendait. Elles s'embrassèrent, pleurant presque d'émotion. Jane avait bien en poche une recommandation du chapelain pour une respectable dame qui probablement l'eût mise sur quelque bonne voie; mais ce témoignage de sincère amitié que lui donnait Mary, et qui la lui rendait encore plus chère, lui fit pour le moment tout oublier. Puis il fallait bien savoir où en était Jock Ewan. — Ne parlons pas de lui, dit Mary détournant la tête avec embarras. — Au contraire il en fallut parler et longuement. — La police et Cannie Jock étaient « en délicatesse. » Il avait dû quitter *Old-Wynd*, et s'était réfugié chez les Frazer. D'accord avec un autre couple de mauvais sujets, Annie Frazer et lui avaient fondé une espèce de maison. Jane Cameron était cette fois bien complétement, bien ouvertement délaissée. En écoutant, indignée, ces navrans détails, Jane déchirait, sans trop savoir ce qu'elle faisait, la lettre du bon chapelain. Il était bien question, ma foi! de chercher un refuge, un *reformatory* quelconque!... La vengeance d'abord! on verrait ensuite. Pour se venger, il fallait rester libre; pour rester libre, retourner chez les Loggie. Pour y payer sa dépense, il fallait;... mais cette fois Jane déploya une prudence infinie. Cannie Jock auprès d'elle eût semblé téméraire. Elle vécut ainsi trois mois entiers, au bout desquels ses hôtes eurent à leur tour des « malheurs. » Loggie et sa femme allèrent en prison. Leurs enfans se dispersèrent. Mary Loggie, Jane et une autre jeune fille nommée Clarkson montèrent un établissement commun; en d'autres termes, elles prirent à elles trois un logement

dans *New-Vennel*. C'était, pour Jane, revenir au pays natal. Dans la même maison était installée une association de malfaiteurs dont elles devinrent les « appats » vivans. En un mot, l'ancienne vie et peut-être pire!...

Jane Cameron et Jock Ewan s'étaient quelquefois rencontrés, mais sans se parler. Pour rien au monde, elle n'eût adressé le moindre reproche au père de l'enfant qui allait naître. Sa haine, sourde et muette, se repaissait d'elle-même. La nouvelle maîtresse, la préférée, se pavanait parfois, et jetait un regard de pitié sur la malheureuse qu'elle avait fait oublier. Jane baissait les yeux sous ce regard, et l'ajoutait au trésor de ses injures encore non vengées. Changeant de domicile à chaque instant, Jock Ewan n'hésita point à prendre domicile dans *New-Vennel*, qui lui offrait probablement quelques convenances spéciales. Plus souvent que jamais, sans se parler, Jane et lui échangèrent des regards où le défi de l'un répondait à la menace de l'autre. Enfin l'occasion si patiemment guettée vint à s'offrir. Un vol fut commis dans *New-Vennel*. Il donna lieu par grand hasard à une dénonciation régulière. Ewan, soupçonné d'y avoir pris part, pressentit que la police aurait des explications à lui demander. Il disparut tout à coup. Annie Frazer, qui n'avait rien à démêler dans cette affaire, crut devoir tenir tête à l'orage, et demeura dans le domicile commun. Pour la première fois Jane Cameron lui chercha ouvertement noise un soir que sa voisine rentrait d'un pas légèrement inégal et la tête un peu excitée par la boisson. — Voilà donc l'oiseau parti, pauvre Annie?... A votre tour, ma chère... Vous ne le reverrez plus...

— Croyez-vous?... Il m'aime trop pour cela.

— Laissez-le quitter Glasgow, et sifflez ensuite pour qu'il revienne!

— Je ne siffle pour qui que ce soit, ma belle.

— Après cela, peut-être que je me trompe... Vous savez sans doute où il est?

— Si je le savais, ce n'est pas à Jeannie Cameron que j'irais le dire... — Là-dessus Frazer mit fin à la dispute en jetant sa porte au nez de Jane.

Telle fut leur première escarmouche, dont Cameron ne parut avoir gardé aucun mauvais souvenir, car le samedi soir, dans Saltmarket, on la vit honorer de sa préférence une *public house* où Frazer faisait grande dépense et grand bruit. Mary Loggie, prenant le rôle de conciliatrice, voulut que les deux ennemies, oubliant leurs griefs réciproques, échangeassent quelques toasts. Annie était d'humeur joviale et communicative; elle se louait des générosités d'un invisible ami qui, disait-elle, ne la laissait manquer de rien,

et lui fournissait amplement de quoi boire à sa santé. Jane se garda bien de ne pas deviner le nom de cet ami, et on vida quelques verres de whiskey en l'honneur de Cannie Jock; mais petit à petit les cartes se brouillèrent. Jane mit en doute la confiance que ce prudent personnage pouvait avoir dans sa maîtresse actuelle, et traita formellement de *vanteries* ce que cette dernière affirmait à ce sujet. Frazer, qui n'était plus de sang-froid, se contenait à peine. Une dernière raillerie, mieux adressée que les autres, la mit hors d'elle, et, pour prouver qu'elle savait où prendre Jock Ewan, elle livra le secret de sa retraite. Ceci parut confondre Jane Cameron, qui demeura bouche close, et se laissa pacifiquement emmener par quelques tiers officieux.

De retour dans *New-Vennel*, le cœur lui battait devant l'image énormément grossie des crimes dont Jock Ewan s'était rendu coupable envers elle. La préférence qu'il accordait à une femme comme Annie Frazer, — une femme qu'elle haïssait, qu'elle méprisait entre toutes, — lui semblait impardonnable. La vengeance, — cette vengeance que tant de fois elle s'était promise, — était là, sous sa main, car elle n'avait eu garde d'oublier l'adresse fatale dont Annie Frazer, égarée par l'ivresse, avait trahi le mystère. Il fallait se hâter de saisir cette occasion, qui peut-être ne se représenterait plus. Quelques heures encore, et le fugitif serait sur ses gardes. Elle voulut descendre pour réfléchir posément, en plein air, à ce qui la troublait, l'agitait si violemment, et mettre un peu d'ordre dans ses pensées. Une fois dans High-street, elle rencontra, comme cela ne pouvait guère manquer, un agent de police à qui elle était connue. Le *detective* anglais a le privilége d'une certaine bonhomie narquoise et souriante. Il est poli, même complimenteur, et ne se refuse pas une plaisanterie de temps à autre, quand c'est une femme qu'il s'agit de faire jaser. En revanche, ses oreilles sont au guet et ne perdent pas un mot : — Cela va bien, Jenny?... Et Cannie Jock, qu'en faites-vous, mon enfant?

Pure plaisanterie, cette question; le *policeman* savait fort bien à quoi s'en tenir sur la brouille de Cameron et de son ancien préféré. Dans la disposition d'esprit où était la rivale d'Annie Frazer, le côté railleur de l'allusion ne fut pas méconnu, on peut le croire. — Il n'est pas probable que je sache où le trouver... C'est bien cela que vous voulez dire?

— Tout précisément, ma petite... — En répondant ainsi, le subtil *policeman* avait néanmoins pris note d'un vague sourire, d'une expression passagère, d'une nuance d'accent, qui lui donnaient à penser. Il n'en fit pas semblant et continua l'entretien en homme qui sait faire jouer plus d'un ressort, solliciter plus d'une passion

secrète, provoquer l'indiscrétion par mille moyens détournés. Le *whiskey* aidant, car Jane n'était pas de sang-froid, il l'eut bientôt confessée. — Ne me nommez pas, lui cria-t-elle en prenant la fuite, plus honteuse de sa dénonciation qu'elle ne l'avait jamais été d'aucun de ses précédens méfaits.

A peine l'avait-elle quitté, le remords la saisit. Elle voulut courir après lui pour le prier de ne pas mettre à profit la fatale indication. Peine perdue bien évidemment! Irait-elle prévenir Ewan? Il était déjà trop tard. La police aurait sans doute pris les devans. Au moins fallait-il s'assurer de ce qu'il deviendrait. S'acheminant donc vers le *close* où il se cachait, elle se posta de manière à guetter tout ce qui en sortirait, et, comme elle l'avait bien prévu, elle vit descendre lentement, entre deux agens, le misérable qu'elle avait tant aimé. En ce moment, elle aurait donné sa vie pour le délivrer. « — Non par amitié, disait-elle, il ne m'en restait aucune, mais parce que j'avais si mal agi envers lui! » Mary ne comprenait rien à ce remords. Quand elle eut à grand'peine deviné ce qui pesait sur la conscience de sa compagne : — Allons donc! s'écria-t-elle, Cannie Jock n'a que ce qu'il mérite. — Peut-être, répondit Jane, mais cela me portera malheur... Cette superstition est pour beaucoup dans la répugnance que les voleurs ont à se trahir l'un l'autre. — Effectivement, me disait Jane en me racontant cet épisode, à partir de ce moment, tout se tourna contre moi, et je n'avais rien à dire, car c'était justice.

Jock Ewan, dont je n'aurai plus à vous parler, fut condamné à sept ans de détention. Annie Frazer, n'ayant pas le moindre souvenir de ce qui était échappé à son ivresse, ne soupçonna pas Jane d'être pour quelque chose dans ce désastre, dont un ami du prisonnier la consola promptement. Quant à Jane, bourrelée de remords, elle n'avait plus le cœur à rien, et sans l'amitié dévouée de Mary, impossible de savoir ce qu'elle fût devenue. Le terme de sa grossesse approchait. Pendant tout le dernier mois, elle se vit hors d'état de sortir. La misère l'envahissait de toutes parts, et dans ce moment-là même la seconde de ses compagnes, Clarkson, emmenée par son *pal*, qui venait de quitter la prison, les laissa, elle et Mary, aux prises avec des difficultés aggravées par ce départ. Au lieu de se partager en trois, le loyer dut être payé par moitié. Il était de quinze *pence* (1) par semaine. Dans ces angoisses, les conseils du chapelain revenaient parfois à l'esprit de Jane. Elle songeait à la mort, à la nécessité du repentir; mais quoi? tout le monde, Mary la première, lui aurait ri au nez, si elle se fût avisée

(1) 1 franc 50 centimes environ.

de manifester le moindre scrupule de conscience. Non, non, il était trop tard... Elle n'avait pas quinze ans, et il était trop tard!

Mary Loggie déployait pourtant une merveilleuse activité. Sur elle pesaient tous les menus soins du ménage. Elle empruntait, mendiait, volait à l'occasion pour subvenir aux dépenses inévitables. Ce fut grâce à elle qu'une femme expérimentée en ces sortes de choses se chargea de pourvoir aux difficultés de la délivrance. Quinze jours auparavant, il fallut quitter *New-Vennel*, où on ne voulait plus garder les deux jeunes filles trop fréquemment insolvables; elles trouvèrent asile chez une mendiante irlandaise, gratuitement installée dans un de ces logis abandonnés dont nous avons parlé plus haut. C'était en somme une personne obligeante, qui se contentait de promesses quand on n'avait rien de mieux à lui donner, et dont l'imperturbable bonne humeur soutenait de temps en temps le moral de Jane. Un jour qu'elle l'entendait se désespérer, et que le mot de « maison de travail » avait même été prononcé : — Allons donc!... n'ayez pas de ces idées-là, lui dit la vieille mendiante. Il vaudrait encore mieux voler quelque chose tout exprès pour vous faire mettre en prison. — Cet expédient ne fut point accepté. A la prison, qu'elle connaissait, Jane préféra la lutte. Les jours passaient. L'enfant vint au monde. Jane crut qu'elle allait mourir, et dans ce moment suprême se repentit de la vie qu'elle avait menée. Quant au nouveau-né, à peine y songea-t-elle tout d'abord. « Je ne l'aimai que le lendemain, me disait-elle simplement, mais le lendemain je l'aimai beaucoup. » Il était, comme elle, venu au monde sur un tas de copeaux, dans une chambre où les voisins entraient pêle-mêle. C'étaient pour la plupart des Irlandais, beaucoup de mendians, et dans le nombre quelques voleurs. Tous s'intéressaient à cette mère si jeune et réduite à un si complet dénûment. Les femmes surtout l'entouraient de rudes prévenances, et, prenant sur leur chétif ordinaire, lui apportaient qui un peu de lait, qui un débris de poisson, qui un morceau de pain durci dans le bissac. Pourtant Jane restait faible et ne se remettait point. Au bout de quinze jours, les commères surprises commencèrent à murmurer « qu'elle faisait sa grande dame. » Aucune d'elles, en pareille circonstance, ne demandait un si long délai pour se retrouver sur pied. Jane se consolait de leurs reproches en embrassant le nouveau-né, dont elle commençait à raffoler, n'ayant encore eu jusqu'alors rien à aimer... si ce n'est Ewan. Mary Loggie, aimante aussi à sa manière, mais femme positive et pratique, ne comprenait rien à une pareille adoration. — Ce petit être va vous donner de fiers embarras, disait-elle à son amie... Qu'en ferez-vous quand vous serez remise?

— Et qu'en font les autres? demandait Jane.

— Les autres ne sont pas comme vous,... ni si jeunes, ni si pauvres, ni si abandonnées, répliquait Mary... Croyez-moi, le perdre serait un bonheur... L'idée de ce *bonheur* glaçait le sang de la jeune mère; étreignant son enfant sur sa poitrine, elle prenait en horreur Mary et leur hôtesse quand elles lui tenaient de pareils propos.

Un soir elle descendit pour prendre l'air, — Dieu sait quel air elle respirait la plupart du temps! — et quand il fallut remonter son étroit escalier, elle trouva cette tâche presque au-dessus de ses forces. Pourtant il fallait se résoudre à gagner quelque chose de manière ou d'autre. Ses dettes augmentaient chaque jour, la patience manquait à ses voisins; ils ne supporteraient pas longtemps les charges qu'elle leur imposait. Perdue dans ces tristes réflexions et berçant son enfant, qui ne s'endormait guère, elle entendit l'horloge sonner deux heures du matin. Jamais Mary ne rentrait si tard. Elle aimait, disait-elle, ses nuits franches. Où donc était Mary? Trois heures, puis quatre, et Mary ne revenait point. Jane se tourmentait de plus en plus, assiégée de sinistres pressentimens, malgré les propos rassurans de son hôtesse, dont elle troublait le sommeil. Bientôt elle n'y tint plus, et son enfant dans les bras, l'abritant d'un mauvais châle, pieds nus, à peine vêtue, elle se traîna jusqu'au bureau de police, dans High-street. Là, derrière leurs pupitres, trois ou quatre commis se succèdent nuit et jour, enregistrant les noms des prévenus, les dépositions sommaires des témoins, les rapports des *policemen*. Jane s'avança vers l'un d'eux : — Pourriez-vous me dire, monsieur, si Mary Loggie est ici?...

— Vous dites?...

— Mary Loggie.

L'écrivain posa sa plume, et tournant le feuillet qu'il était en train de noircir : — Oui, dit-il, étouffant à grand'peine un bâillement expressif.

— De quoi est-elle accusée?

— De vol, fut-il répondu sans autre explication.

Jane serra contre sa poitrine l'enfant endormi. Qu'allaient-ils devenir tous deux maintenant que Mary n'était plus là?

E.-D. Forgues.

(*La seconde partie au prochain n°.*)

VENISE ET L'ITALIE

I. *Documens et Pièces authentiques* laissés par Daniel Manin, traduits et annotés par M. Planat de La Faye, 2 vol. in-8°. — II. *Daniel Manin*, par M. Henri Martin. — III. *Lettere di Daniele Manin*, con note e documenti sulla quistione italiana, 1 vol. in-18. — IV. *La Vénétie en 1864*, 1 vol. in-8°, etc.

Les prodiges de la force ont cela de caractéristique et presque de rassurant que seuls, réduits à eux-mêmes, ils ne tromperaient pas longtemps la conscience humaine. Ils ont besoin, pour se relever et s'ennoblir, d'appeler à leur aide quelque grande idée sous laquelle ils s'abritent, quelque cause généreuse dont ils se font une alliée, quelque droit méconnu qu'ils traînent à leur char de triomphe. L'idée morale, le droit en souffrance dans la guerre qui finit, c'est Venise. C'est ce prestige d'une population captive qui un moment a fait passer sur tout le reste et a rejailli jusque sur la Prusse elle-même. C'est à cause de Venise que l'Italie a pu mettre sa main dans une main allemande et signer un pacte imprévu avec une puissance qui naguère encore, lorsqu'elle n'avait pas été subitement éclairée par son ambition, était la première à lui disputer son affranchissement et ses frontières. C'est Venise qui a ruiné la cause de l'Autriche, qui l'a ruinée doublement, en disséminant ses forces et en détournant d'elle toute sympathie libérale. De bonne foi, s'il n'y avait eu Venise, la conscience universelle, la conscience française surtout n'eût-elle pas ressenti d'autres impressions? Elle serait restée froide peut-être devant ces combattans d'Allemagne alliés de la veille dans la guerre de Danemark; peut-être eût-elle hésité, et si à tout prix elle avait dû faire un choix, elle ne se

serait pas prononcée contre l'Autriche. Là, dans cette province captive, sur ce dernier fragment de sol italien soumis à la domination étrangère, là donc est la clé des mouvemens de l'opinion si violemment partagée. Pour la France, cette délivrance de Venise était la fille de la guerre de 1859. Pour l'Italie, c'était le dénoûment de ce travail d'unification qui était allé trop loin pour rétrograder, et qui ne pouvait plus se sentir en sûreté tant qu'il n'était pas allé jusqu'au bout. Pour l'Autriche elle-même, c'est la fin d'une situation fausse où sa politique ne s'est attardée que pour dévorer plus complétement l'amertume d'une perte sans compensation et sans gloire.

Céder la Lombardie à la France et par les mains de la France à l'Italie après une guerre malheureuse, ce n'était rien pour l'Autriche, ou du moins ce n'était que rendre les armes après le combat à des antagonistes naturels. Céder la Vénétie en pleine victoire sur l'Italie, la céder tardivement et précipitamment par un de ces expédiens qui ne détournent aucune catastrophe, se soulager du fardeau d'une province incommode entre les mains de la France, dont les armes ont affranchi l'Italie, pour suspendre en Allemagne la marche de la Prusse, de qui elle n'avait pu attendre jusque-là qu'une garantie de ses possessions italiennes, c'est là un de ces jeux embrouillés de la fortune qui mettent diplomatie et politique aux abois. Je ne sais s'il y eut jamais un plus soudain écroulement de tout un ordre de choses et aussi une plus sanglante, une plus bizarre dérision de la force. Assurément l'Autriche n'avait rien négligé pour se tenir prête à défier la puissance des événemens, pour vaincre la logique qui l'étouffait dans sa domination de jour en jour plus précaire. Elle avait fait ce qu'elle avait pu : moralement menacée, elle s'était armée matériellement. Repliée au-delà du Mincio et du Pô depuis 1859, elle avait prodigué l'art et les millions à se rendre inexpugnable dans sa citadelle du Vénitien. Son quadrilatère, elle en avait fait une enceinte impénétrable, hérissée de fer et de feu. Les défenses de Mantoue avaient été doublées. Vérone était devenue un camp retranché où cent cinquante mille hommes pouvaient tenir à l'abri d'une triple ligne d'ouvrages nouveaux. Exposée à être tournée par le Pô inférieur depuis que l'Italie allait jusqu'à Ferrare et jusqu'à la rive droite du fleuve, l'Autriche s'était hâtée de fermer ce passage en accumulant les travaux autour de Rovigo, vers Polesella et Bovara. Et Venise elle-même, Venise déjà difficile à prendre en 1859, était devenue peut-être imprenable. Isolée dans ses lagunes, au milieu de ses îles, reliée au continent par le pont du chemin de fer que couvrent les fortifications de Malghera, séparée de la mer par cette lisière de terre à travers laquelle s'ouvrent les

ports du Lido, de Malamocco, de *tre Porti*, Venise n'était plus qu'une citadelle flottante. Chaque île était un fort, chaque position était gardée, chaque passage était obstrué. On ne pouvait forcer une ligne que pour se retrouver en face d'obstacles nouveaux, devant tout un système de feux imprévus. Rien donc ne manquait à cette défense maritime et terrestre combinée de façon à garantir la puissance autrichienne contre un soulèvement intérieur aussi bien que contre une attaque extérieure. A quoi tout cela a-t-il servi? L'Autriche a voulu jouer jusqu'au bout cette redoutable et compromettante partie; elle l'a perdue, et comme pour rendre plus saisissante cette irrémédiable décadence de la domination impériale au-delà des Alpes, ce n'est pas même devant les armes italiennes que toutes ces défenses sont tombées; le coup a été porté ailleurs, sur un champ de bataille de Bohême, et c'est ainsi que du sein de ce déchirement sanglant, qui a embrassé l'Allemagne et l'Italie, Venise sort libre, affranchie sans avoir été conquise, par la toute-puissance de son droit, par la victoire des aspirations qui la font italienne. Elle sort de la lutte avec la popularité de son passé et de ses malheurs, avec ce double et douloureux prestige d'une province qui a été la dernière à tomber sous le joug étranger, il y a près de soixante-dix ans, par les mains de la France, et qui renaît la dernière à la vie nationale, un peu aussi heureusement par les mains de la France.

I.

C'est là en effet toute l'histoire de Venise : soixante-dix ans de captivité entre dix siècles d'indépendance locale, et cette destinée plus libre, plus largement nationale, qui commence à peine pour elle au sein d'une Italie renouvelée. On a dit quelquefois, et on a pensé peut-être enchaîner d'un mot l'avenir, que, de toutes les parties de la péninsule, Venise était la moins italienne, qu'elle était par conséquent la moins faite pour aller se perdre dans cette révolution de l'unité qui arrive aujourd'hui à son terme. Cela ne signifie qu'une chose, c'est que plus longtemps que toute autre contrée de l'Italie Venise a vécu de sa vie propre. Plus longtemps que toute autre et plus que toute autre, elle a eu son génie, ses traditions, ses mœurs originales, sa diplomatie active, ses arts, son commerce, tout ce qui fait une nationalité vivace et indépendante. Moins que toute autre contrée italienne, elle a été foulée par les dominations étrangères. Tandis que royaumes et duchés, de Naples jusqu'à Modène, restent incessamment livrés aux ambitions rivales qui se disputent les souverainetés et vont chercher leurs appoints au-delà des

Alpes, Venise, maîtresse d'elle-même, se développe et s'agrandit; elle règne par la navigation, elle se mêle aux affaires européennes; d'une main patiente et hardie, elle amasse tous ces territoires de Trévise, de Vicence, de Vérone, de Brescia, du Frioul, de l'Istrie, qui ont formé la Vénétie, tous ces pays au-dessus desquels la ville des lagunes s'élève comme une brillante suzeraine. Elle se concentre dans sa politique et dans son indépendance jusqu'à s'y assoupir, jusqu'au jour où la séve est épuisée, où cette population d'aristocrates déchus, de petits nobles besoigneux et de pêcheurs, qui s'est appelée la république de Saint-Marc, s'affaisse au milieu des séductions énervantes, dans cette inaction de deux siècles qui la conduit à la mort, je veux dire à la servitude de 1797.

De là ce je ne sais quoi de distinct que Venise garde dans son éclat et jusque dans ses malheurs, dans sa manière de vivre et même dans sa manière de mourir. Elle ne ressemble ni à Naples, ni à la Toscane, ni au Milanais; par son rôle de gardienne d'une des portes de l'Italie, elle ressemblerait plutôt au Piémont, si ce n'est que le Piémont reste viril par l'habitude de l'action, et qu'au jour du péril Venise en est encore à discuter sur la neutralité armée ou désarmée au milieu des invasions qui la pressent de toutes parts. Lorsque le jeune conquérant de l'Italie, arrivant sur l'Adige en 1796, prenait de sa main victorieuse cette république effarouchée et expirante pour la laisser retomber aux mains de l'Autriche, cette crise suprême et définitive n'avait sans doute rien d'imprévu, elle n'était que la suite d'une longue décadence. Vingt-cinq ans auparavant, dans un mémoire secret adressé à Louis XV, le comte de Broglie écrivait avec une clairvoyance singulière (1) : « La république de Venise touche peut-être de bien près au moment d'éprouver les effets lents, mais sûrs et toujours funestes d'un système passif... Elle n'a plus d'autres voisins que le seul qui pourra et voudra l'accabler. C'est lui qui l'entoure et l'enferme de tous les côtés, excepté de la mer et du Pô... Presque entièrement désarmée et entourée de toutes parts, que pourrait-elle opposer à une armée qui peut-être ne se déclarerait et n'entrerait en action qu'au milieu de son territoire?... » Venise périssait de faiblesse par la corruption de son aristocratie gouvernante. Le jeune vainqueur de l'Italie n'accomplissait pas moins un acte aussi injuste qu'imprévoyant en se faisant l'instrument de cette chute, en payant de la cession de la Vénétie la paix et la cession de la frontière du Rhin pour la France. D'un côté il fondait la politique extérieure de la

(1) Voyez le livre intéressant récemment publié sous ce titre : *Correspondance secrète inédite de Louis XV sur la politique étrangère avec le comte de Broglie, Tercier,* etc. par M. Boutaric, 2 vol. in-8°; Henri Plon.

révolution française sur une trahison, sur le trafic d'un peuple; il étouffait brutalement une indépendance, il tuait une république qui s'offrait à lui, qui n'avait qu'à se réformer pour vivre, et par une ironie de la force, après l'avoir désarmée, il lui disait de se défendre contre les nouveaux maîtres auxquels il la livrait. D'un autre côté, par un calcul d'ambition et dans son impatience d'en finir pour paraître en pacificateur aux yeux de la France, Napoléon ne s'apercevait pas qu'en signant le traité de Campo-Formio, contre les instructions plus prévoyantes du directoire, il laissait à l'Autriche plus qu'il ne lui retirait, qu'il lui créait une force bien autrement menaçante en la plaçant sur l'Adige, en lui abandonnant toutes ces provinces du Frioul, du Trevisan, du Vicentin, du Padouan, qui se reliaient à l'empire et formaient avec lui une masse compacte; il ne prévoyait pas surtout, il ne pouvait pas prévoir qu'il laissait entre les mains de l'Autriche un titre de domination qu'elle a pu perdre un instant par la paix de Presbourg, mais qu'elle a fait revivre au jour de la liquidation générale des territoires en reprenant toutes ses possessions d'Italie, et qui a pesé pendant plus d'un demi-siècle sur la politique de la France. Et à quel moment ce jeune victorieux livrait-il ainsi Venise aux vieilles convoitises impériales? Au moment même où il se présentait en libérateur au-delà des Alpes et où il faisait de la Lombardie une république.

Il est donc vrai, jusque dans cette dernière catastrophe comme dans le passé, une sorte de fatalité semble tenir séparées les destinées de Venise et de l'Italie. Lorsque l'Italie est submergée sous le flot des invasions étrangères incessamment renouvelées, Venise est indépendante et libre. Lorsque la Lombardie est à demi affranchie, c'est Venise qui tombe sous le joug étranger, qui ne compte plus que comme rançon dans les combinaisons de la politique européenne. Depuis soixante-dix ans, elle ne joue plus que ce rôle. Sait-on ce qui a vaincu cette fatalité et ce qui a le plus contribué à faire Venise italienne? C'est justement cette catastrophe de 1797, source et mère de toutes les épreuves qui se sont succédé, principe d'une mystérieuse transformation morale qui suit son cours à travers les événemens. On pourrait dire que ce jour-là c'est le passé qui finit personnifié dans ce vieux doge, Lodovico Manin, qui s'évanouit au moment de prêter serment aux Autrichiens, et c'est l'avenir qui commence. C'est la vieille Venise des doges et du grand conseil qui est morte à Campo-Formio, et à sa place est née une Venise nouvelle rajeunie par l'esprit de nationalité et de démocratie.

Je ne veux pas dire que dès ce moment Venise ait cessé d'être Venise, que ses traditions aient été subitement déracinées, que les souvenirs de Saint-Marc aient perdu leur fascination et leur pres-

tige : c'est au contraire par la fidélité à ses traditions que Venise a gardé une sorte d'indépendance intérieure, qu'elle est restée moralement maîtresse d'elle-même en cessant d'être une puissance reconnue; mais en même temps à ce patriotisme local toujours survivant est venu s'ajouter un sentiment plus libre, plus large. Ce que l'instinct purement vénitien a pu perdre dans une certaine mesure, le sentiment italien l'a gagné dans l'âme de cette population vaincue sans combat, exaspérée par la servitude et provoquée par une invincible logique à se rapprocher des autres parties de la péninsule, à confondre ses destinées avec celles du reste de l'Italie. Le traité de Campo-Formio, en brisant les vieilles formes de la république aristocratique des lagunes, avait préparé cette fusion morale; l'union passagère des provinces vénitiennes et des provinces lombardes dans le royaume d'Italie l'a certainement accélérée en faisant pénétrer jusque dans la ville des doges l'esprit de réforme civile, l'esprit même de la révolution française. Quarante ans de vie commune sous la domination autrichienne n'ont fait que développer et affermir cet instinct de solidarité dans les revendications nationales. Ce que je veux dire, c'est que pendant ce demi-siècle, à travers le mouvement des choses, sous l'influence excitante d'une lourde servitude, le peuple vénitien, sans abdiquer ses souvenirs et son originalité locale, s'est fait plus italien dans le sens moderne du mot, — c'est qu'en voyant s'évanouir les vieilles formes de son autonomie souveraine, il a retenu en lui comme une étincelle le sentiment même d'indépendance plus vivant que jamais, et c'est ainsi, c'est par ce travail mystérieux, insaisissable, c'est par ce mélange de vieil esprit et d'instincts nouveaux que Venise s'est trouvée un jour en état d'effacer d'un seul coup le désastre de 1797, de devenir pendant quinze mois le dernier refuge de la liberté italienne, de payer d'avance tout ce qu'on pourrait faire pour elle. Ce jour-là, elle s'est affranchie véritablement de ses propres mains. L'Italie lui a donné aujourd'hui ses armes et ses alliances; Venise avait donné à l'Italie l'exemple mémorable et touchant de ses luttes de 1848, la pure popularité de son héroïsme et de ses malheurs, et mieux encore peut-être, l'homme qui avec Cavour a le plus fait pour l'œuvre commune, pour rallier tous les esprits et toutes les âmes autour de ce drapeau qui va flotter aujourd'hui des lagunes de l'Adriatique jusqu'au pied de l'Etna.

Ce qui a trompé l'Autriche et ce qui a trompé aussi tous ceux qui ne reconnaissent d'autres droits que les droits de la force sanctionnés par la diplomatie, c'est la soumission apparente de Venise, c'est la tranquillité relative des provinces vénitiennes au milieu des fermentations secrètes et toujours actives de l'Italie. Cette

muette résignation n'était qu'une apparence sous laquelle s'agitait le vrai drame de la vie morale de ce peuple. Au fond, Venise a toujours gardé, avec le souvenir attendri de son indépendance perdue, l'espérance d'une réhabilitation. Elle voyait les habits blancs sillonner ses canaux et occuper ses places sans reconnaître des maîtres légitimes dans ces étrangers, dont elle se vengeait par la révolte des mœurs et de l'esprit, souvent par l'ironie populaire, et ce sentiment a pris d'autant plus de force durant cette période de 1815 à 1848, que, par un privilége singulier, les provinces vénitiennes subissaient plus que la Lombardie elle-même peut-être le fardeau de la domination allemande. Avec les Lombards, l'Autriche semblait garder encore quelques ménagemens comme avec de vieux sujets impériaux qu'elle craignait et qu'elle essayait de flatter tout à la fois. Pour les provinces vénitiennes, le joug était plus pesant. Les promesses de 1814 aboutissaient à de dures réalités. Les taxes étaient plus lourdes et particulièrement vexatoires. Venise était sacrifiée à sa rivale Trieste. Tous les intérêts économiques du pays étaient livrés aux Allemands de Vienne. La police des sbires renaissait au service de l'étranger, et après la disparition des bienfaits civils du régime français les lois autrichiennes elles-mêmes s'émoussaient dans une exécution discrétionnaire, dans les procédés d'une justice sans garantie et sans publicité. Était-ce un calcul de la part de l'Autriche pour fomenter les divisions et les rivalités entre Vénitiens et Lombards par la différence des traitemens? Était-ce l'erreur d'une politique étroite et jalouse qui se hâtait de mettre le sceau impérial sur des possessions nouvelles? L'erreur était étrange, le calcul a été singulièrement trompé. L'Autriche ne voyait pas qu'elle se faisait elle-même par ses excès l'auxiliaire de tout ce qu'elle voulait empêcher, qu'elle avait devant elle non plus une aristocratie ruinée et déchue, facile à satisfaire avec quelque maigre pension ou quelque titre de cour, mais une population tout entière, sensible, railleuse, spirituelle, froissée et formée de jour en jour à la haine de sa domination.

C'était cette Venise nouvelle dont je parlais. Seulement, — et c'est là ce qui a trompé l'Autriche, l'Europe, l'Italie elle-même quelquefois, — la Vénétie a gardé jusqu'au bout sa manière de ressentir la domination étrangère et de réagir contre la condition qui lui était infligée. Elle a protesté à sa façon, avec son caractère et avec son génie. Elle ne s'est pas donné la peine de conspirer, elle a toujours été peu accessible aux prédications de Mazzini, dont le nom était à peine connu au-delà de l'Adige. Les sociétés secrètes, si puissantes et si actives dans le reste de l'Italie, n'ont jamais fait que peu de prosélytes dans ces contrées, et n'ont séduit que quelques cœurs

généreux comme ces jeunes héros, les frères Bandiera, qui allaient mourir à Naples en brandissant prématurément le drapeau de l'unité italienne. Complots, organisations occultes, préméditations violentes semblent répugner au génie vénitien, de telle sorte que pendant longtemps Venise a offert le spectacle du pays le plus durement traité par la domination étrangère et le moins révolutionnaire, comme si cette population brillante et opprimée eût compté avant tout sur son droit. Quelles sont en effet les premières manifestations par lesquelles la Vénétie commence à s'associer au mouvement italien? Ce sont des manifestations toutes légales où se retrouve le vieil esprit positif et diplomatique de la race vénitienne. La première pensée de ceux qui les préparent, qui les dirigent, c'est de prouver que Venise n'a jamais été conquise, qu'elle a été livrée, que son droit est écrit encore dans un dernier plébiscite de 1797 que rien n'a pu effacer, c'est de réclamer l'exécution des lois que l'Autriche elle-même a faites, le respect des institutions qu'elle a créées.

Que la question du chemin de fer de Venise à Milan s'élève, ils entrent en lutte pour retenir l'entreprise dans des mains italiennes, pour défendre les intérêts nationaux contre l'invasion de la spéculation allemande, pour faire prévaloir le tracé qui reliera le plus vite la Vénétie et la Lombardie. Que les congrès scientifiques se réunissent, ils en profitent pour mettre en relief tout ce qui peut réveiller et intéresser les esprits, tout ce qui peut faire vibrer le patriotisme. Qu'un malheureux soit enfermé comme fou par un caprice d'arbitraire, ils disputent cette victime à la police, et eux-mêmes, bientôt mis en cause, menacés d'être à leur tour enfermés comme aliénés, jetés effectivement en prison, ils tiennent tête à un pouvoir qui semble plus embarrassé de ses propres lois que ceux qu'il poursuit. Tout devient prétexte. Et quel est l'homme enfin dont la figure se dessine entre toutes à l'origine de cette fermentation inattendue? Ce n'est ni un soldat, ni un grand seigneur dévoré d'ambition, ni un artisan de conspirations violentes; c'est un avocat, politique passionné et souple, légiste consommé, habile à tirer parti de toutes les circonstances, puissant par le sentiment du droit, audacieux et circonspect à la fois. En peu de temps, sa popularité est immense; son nom, à peine connu la veille, devient un mot d'ordre, si bien qu'un jour, au sortir d'une réunion scientifique, un conseiller de la cour d'appel de Venise lui dit : « Vous serez le rédempteur de ce pays. — Avec ou sans crucifiement? demande l'avocat. — Sans crucifiement, je l'espère, répond le conseiller, mais je ne le garantis pas. » Celui-là est bien, lui aussi, un précurseur dans l'ordre politique et pratique, et plus qu'un précur-

seur, l'homme d'action au jour de la lutte, une des figures les plus originales de l'Italie nouvelle. De là cette existence curieuse, saisissante d'une certaine façon, où tout a un caractère à part, et, comme s'il s'agissait de renouer le fil du passé, c'est le même nom qui, par une combinaison étrange, apparaît aux deux extrémités de cette histoire de la captivité d'une province autrefois fameuse. C'est un Manin, le vieux doge de 1797, qui préside à la chute de Venise; c'est un autre Manin qui préside à cette renaissance vénitienne, qui en sera la personnification populaire, et qui en attendant commence par livrer sa liberté pour elle.

II.

Ainsi grandit ce mouvement où la Vénétie et l'Italie se rencontrent, dont je ne résume que les traits essentiels, et qui n'est que le prélude de cet autre mouvement plein d'éclat et d'héroïsme dont la victoire actuelle est le prix. Jusque-là beaucoup d'Italiens eux-mêmes semblaient détourner leurs regards des provinces vénitiennes, et répétaient ce mot écrit par l'un d'eux : « On ne peut rien attendre de Venise parce qu'elle est habituée et résignée au joug autrichien. » C'est justement pour répondre à cette pensée que Venise se levait, prête à faire pour l'Italie plus que l'Italie elle-même.

Un homme, disais-je, se faisait l'âme de ces agitations légales par lesquelles le génie vénitien se reprenait à la vie. En réalité, il y en avait deux. Niccolo Tommaseo, Dalmate de naissance, imagination ardente et religieuse, talent ingénieux et éloquent, était l'agitateur littéraire. Daniel Manin était l'agitateur politique. Il avait quarante-quatre ans: il était avocat et avocat occupé, alliant à une connaissance étendue du droit un esprit très méthodique et très fin. Il était aussi estimé pour la probité de sa vie, toute remplie d'affections intimes, que pour son talent, et c'est une note de police qui disait de lui : « L'avocat Daniel Manin jouit de l'estime publique par sa conduite morale, par les talens dont il est doué et par son caractère désintéressé. Cependant à côté de ces belles qualités on a pu remarquer en lui un caractère hautain, irritable, pointilleux, querelleur et assez suffisamment rempli de lui-même. Profond légiste, il sait exposer ses idées avec un ordre et une lucidité admirables. » Manin avait plus d'un mobile, outre l'instinct patriotique qui de bonne heure avait envahi son âme. Il avait le tourment de cette mauvaise réputation qui pesait sur Venise, parce qu'elle semblait s'endormir dans la mollesse et dans

les plaisirs, et il avait à cœur de réhabiliter ce nom de Manin, qui n'était devenu le sien que par un de ces liens de patronage comme il s'en formait autrefois à Venise, parce que sa famille, israélite d'origine, l'avait reçu en se faisant catholique sur les fonts baptismaux. Le souvenir des défaillances du vieux doge de 1797 lui était importun, et ce nom aristocratique dont il avait hérité, lui, homme du peuple ou du moins de la bourgeoisie laborieuse, il voulait le relever de sa déchéance.

C'est par ces deux hommes aussi différens d'esprit que de caractère, Tommaseo et Daniel Manin, que l'agitation commençait à Venise. C'est Manin surtout qui se mettait en avant et se jetait dans la mêlée avec tout le feu de son âme et toutes les ressources d'une intelligence déliée. C'est lui qui prenait l'initiative de toutes les revendications légales, comme il avait été le premier à disputer le chemin de fer lombardo-vénitien aux Allemands, à défendre Venise contre Trieste. C'est lui enfin qui, au moment où le député lombard Nazari saisissait la congrégation centrale de Milan d'une demande de réformes, c'est Manin qui, sans être député, contraignait presque d'autorité la congrégation centrale de Venise à recevoir une pétition semblable, et dans toutes ces démarches pressantes, multipliées, il portait la précision, la hardiesse d'un esprit méthodique et résolu. Il ne se bornait pas à de vagues déclamations, il traçait un vrai programme de gouvernement. C'était, je le veux bien, toute une révolution au bout de laquelle était la résurrection plus ou moins lointaine d'une nationalité; mais cette révolution n'était après tout que le simple retour à la légalité, et c'est ce qui faisait la force de Manin lorsque, s'adressant au gouverneur général des provinces vénitiennes, il lui disait par une sorte de tranquille défi : « Pour que l'ordre matériel ne soit point troublé, il faut accorder beaucoup, accorder vite, et déclarer tout de suite la volonté qu'on a d'accorder... Que votre excellence ne s'étonne pas si ce pays, qui a tranquillement et vainement attendu trente-trois ans, se montre impatient et méfiant aujourd'hui. » C'est là aussi ce qui faisait la popularité grandissante de Manin. En peu de temps, ce petit avocat de la veille était une puissance, si bien que lorsque, dans une impatience d'autorité, on finissait par mettre la main sur lui et sur Tommaseo, ce n'était point certes le gouvernement qui paraissait avoir l'ascendant, c'était cet accusé, ce prisonnier qui intimidait, qui déconcertait les juges par la fermeté de son attitude, leur montrant à chaque pas l'illégalité de tout ce qu'ils faisaient, mettant en guerre l'autorité judiciaire et la police, affectant même de prendre le rôle de défenseur de l'ordre et des lois. Ce patriote, si bien armé de sang-froid et de science juridique, était aussi embarrassant dans

sa prison qu'en liberté, d'autant plus que son influence ne faisait que s'accroître par l'émotion douloureuse qu'excitait son arrestation. Les sympathies universelles le suivaient sous les plombs et entouraient sa famille. Les personnes les plus notables, le podestat en tête, s'engageaient à fournir caution pour délivrer Manin. Tous les avocats de la ville se réunissaient pour veiller aux affaires de son cabinet. Il n'y a pas jusqu'à un artisan, un tailleur, qui vint offrir tout ce qu'il avait pour suffire aux besoins de la femme et des enfans du prisonnier. Cette captivité d'un homme eut un effet plus curieux encore : il y avait à Venise, parmi les habitans de deux quartiers populaires, mariniers, pêcheurs, gens des plus humbles professions, deux partis, deux factions, les *nicolotti* et les *castellani*, qui se faisaient la guerre par une tradition séculaire; ils se réconcilièrent avec une sorte de solennité dramatique dans l'église de la *Madona-della-Salute*, où ils se rendirent tous pour entendre la messe, et où les deux chefs, qui servaient d'acolytes au prêtre, étendant leur main droite vers l'hostie au moment de l'élévation, firent le serment d'oublier leurs querelles pour s'unir contre l'ennemi commun. Le courage d'un homme parlait à ces âmes populaires et les disposait aux inspirations généreuses.

Une fois cette impulsion donnée, entretenue et ravivée par la persécution même, tout marche et se hâte. On était à ces premiers jours de 1848 où de toutes parts, dans une atmosphère d'hiver, se formait un orage que nul assurément ne croyait si prochain. Tout d'un coup l'étincelle s'allume à Paris le 24 février; elle gagne d'un bond Berlin et Vienne; à la révolution de Vienne répond l'insurrection de Milan, et Venise elle-même s'ébranle sous la commotion électrique qui met l'Europe en feu. Le mouvement de Vienne est du 13 mars; le 18, l'insurrection éclate à Milan, et le 22 Venise est libre. Mais cette révolution même, comment s'accomplit-elle à Venise? Ce n'est pas par la résistance matérielle, par la lutte à main armée qu'elle triomphe, c'est plutôt par une série de manifestations qu'un Allemand appelait « un chef-d'œuvre de sagacité politique. » Manin lui-même, au moment où la multitude va frapper aux portes de sa prison pour le délivrer, que dit-il tout d'abord? Quelle est son attitude? « — Habillez-vous promptement et venez, vous êtes libre, lui dit le geôlier entrant effaré dans sa cellule. — Non, répond le prisonnier, je veux sortir par la loi et non par l'émeute; j'ai été arrêté et retenu illégalement, je veux être légalement délivré! — C'est par l'ordre du tribunal que vous sortez. — Alors c'est différent, je vous suis. » Et il sort pour être porté en triomphe sur la place Saint-Marc par cette multitude, qui veut qu'il parle, sans qu'il sache seulement ce qui vient de se passer.

On dirait que cette révolution, commencée légalement, tient à s'achever pacifiquement. Un seul meurtre est commis, et à part cette représaille sanglante exercée par les *arsenalotti* contre le commandant de l'arsenal, le colonel Marinovitch, aucune violence ne souille cette explosion populaire. L'arsenal même est pris sans combat. De concession en concession, la domination autrichienne s'évanouit. Le gouverneur civil, le comte Palffy, remet tous ses pouvoirs au comte Zichy, gouverneur militaire, qui, hésitant devant la responsabilité d'une effusion de sang, abdique lui-même entre les mains de la municipalité, et tout finit par une capitulation, une vraie capitulation, qui laisse Venise maîtresse de ses destinées par la retraite des soldats allemands. Ce n'est pas tout : à peu d'intervalle, presque simultanément, les provinces de terre ferme éclatent à leur tour, et les généraux autrichiens se replient de toutes parts. Ludolf quitte Trévise et part pour Trieste avec ses troupes, d'Aspre sort précipitamment de Padoue, d'Aspern s'en va de Vicence. Le mouvement se propage d'un côté jusqu'à Rovigo et la Polesine, de l'autre jusqu'au Frioul, où les forteresses d'Osopo, de Palmanova tombent d'elles-mêmes. La garde civique s'empare du fort de Malghera, tête de pont commandant l'entrée de Venise par le chemin de fer, et la population de Chioggia occupe les forts de San-Felice et de Brondolo, qui commandent l'entrée des lagunes, de telle sorte qu'en quelques jours entre l'Adige et l'Isonzo, sauf Vérone et Mantoue, derniers et dangereux asiles de la puissance autrichienne, toutes les provinces de terre ferme, toutes les places fortes, Venise et l'estuaire tout entier restent libres, — libres de l'occupation étrangère. Les villes envoient leur adhésion à Venise, qui redevient un moment le centre de tout le pays vénitien affranchi, comme Milan est le centre de l'insurrection lombarde.

Alors cette population se livre à l'ivresse de sa victoire. Elle semble se réveiller d'un long sommeil et retrouver une âme; elle se répand dans sa ville reconquise comme pour en reprendre possession. Les couleurs jaune et noire disparaissent par enchantement. Les vieux emblèmes sortent de l'ombre. Un vieillard, la tête découverte, tire de son sein un vieux lion sculpté et s'écrie : « Ah! je le savais bien, moi, que Venise ressusciterait un jour; j'en étais tellement sûr que depuis cinquante ans j'ai toujours porté sur moi ce lion pour le jour où la république renaîtrait. Maintenant je n'ai plus rien à demander à Dieu, et je puis mourir en paix. » Quelques jours, quelques mois auparavant, cette population vivait de la vie muette, inerte, à laquelle elle était condamnée, amollie par le frivole désœuvrement que lui imposait la domination étrangère. En un instant, Venise venait de prouver que cette domination avait pu

engourdir son antique esprit sans l'anéantir. Elle se retrouvait elle-même avec sa vieille république, avec son vieux cri de *vive saint Marc!*

Cette résurrection soudaine était touchante. Pourtant dans cette crise de quelques jours, si merveilleusement dénouée le soir du 22 mars, il y avait eu des momens terribles, des anxiétés poignantes chez les patriotes les plus sincères sur l'issue d'un mouvement qui marchait en quelque sorte par lui-même, dont on ne saisissait que par degré, minute par minute, toute la portée. Les uns, au premier moment, n'allaient pas dans leurs espérances au-delà d'une administration italienne, libérale, — sous la suzeraineté de l'Autriche, dont ils n'imaginaient pas encore qu'on pût briser le pouvoir si vite; d'autres voulaient qu'on s'unît tout de suite au Piémont et qu'on s'adressât à Charles-Albert, prêt à prendre le rôle de premier soldat de l'indépendance. Il y en avait qui, par une sorte de transaction, proposaient de demander la formation d'un état lombardo-vénitien avec l'archiduc Ranieri, le vice-roi d'alors, pour souverain constitutionnel. Ce fut Manin qui décida tout. « Non! s'écria-t-il; le Piémont, vous ne savez pas même s'il vous accepterait. Le roi Ranieri! l'Autriche! non! non! Ce qu'il nous faut, c'est l'entière indépendance. Pas de demi-révolution qui oblige à en refaire bientôt une autre; pas de négociation avec l'Autriche, c'est perdre un temps précieux... Quant au gouvernement, il n'y en a qu'un : la république! et au cri de *vive la république!* il faut ajouter le cri de *vive saint Marc!* Il pourra trouver de l'écho jusqu'en Dalmatie. »

Peu auparavant, Manin se serait bien contenté d'un état lombardo-vénitien avec Ranieri pour roi constitutionnel et même d'une administration italienne, libérale, avec l'Autriche. Maintenant, après la révolution de France, après la révolution de Vienne, en présence des agitations de l'Italie, il allait plus loin, et en cela il n'obéissait pas seulement à un instinct de patriotisme exalté, il calculait en politique; il comprenait que pour le moment, tant que la question générale de l'indépendance italienne n'était point résolue, le meilleur gouvernement pour Venise était celui qui pouvait le mieux la préserver parce qu'il n'était point une nouveauté, parce qu'il était dans les traditions locales, parce qu'il était même un droit qui n'avait été suspendu que par la force. Et quand ses amis, hésitant plus que lui, essayaient de le retenir et avaient l'air de douter de l'appui qu'on trouverait dans la population, qu'ils croyaient « incapable de sacrifices, » il répondait avec une tranquille assurance : « Vous ne la connaissez pas, moi je la connais, et c'est mon seul mérite. Vous verrez! »

Il connaissait en effet ce peuple un peu enfant, mais énergique; c'est ce qui faisait sa force, c'est ce qui faisait de lui un dictateur né, et nul assurément ne représente mieux dans sa vraie mesure cette révolution originale avec son mélange de cultes traditionnels et de sentimens nouveaux, de patriotisme vénitien et d'aspirations italiennes, de sens pratique et d'abnégation exaltée, de mobilité populaire et de confiance, d'élévation morale et de familiarité. Il la représente si bien et il s'identifie si bien avec elle qu'on peut se demander en vérité si c'est la révolution qui fait l'homme ou si c'est l'homme qui imprime le sceau de son caractère à la révolution, en la conduisant pas à pas, en la dégageant heure par heure, jusqu'au jour où elle est définitivement victorieuse. Ce qu'il faut remarquer, c'est que dès le premier jour, le 22 mars à quatre heures et demie du soir, au milieu de l'effervescence universelle, Manin précise avec une sûreté singulière le sens politique de cette révolution, qui est assurément son œuvre. « Renverser l'ancien gouvernement, cela ne suffit pas, dit-il au peuple sur la place Saint-Marc; il faut encore lui en substituer un autre... La république rappellera nos anciennes gloires et sera améliorée par les libertés modernes : non pas que nous entendions par là nous séparer de nos autres frères italiens! bien au contraire, nous allons former un de ces centres qui serviront à la fusion graduelle, successive, de notre Italie chérie en *un seul tout.* »

Ce n'est pas que cette œuvre qu'on avait raison d'appeler prodigieuse fût aussi facile à consolider qu'à improviser dans un moment de défaillance de tous les pouvoirs en Europe. D'abord l'armée autrichienne humiliée, déroutée, réduite à se replier de toutes parts, gardait encore Mantoue et Vérone, où elle pouvait attendre quelque retour de fortune; mais en outre la destinée même de cette révolution tenait évidemment à bien des choses : au degré de vitalité et de consistance, aux ressources que Venise trouverait dans son propre sein, à la destinée même des autres révolutions italiennes, où s'agitaient mille passions, mille intérêts contraires subitement mis en présence, enfin à l'état de l'Europe, dont la face venait de changer par un coup de foudre et pouvait changer encore. De là cette dramatique et émouvante histoire de quinze mois où Venise apparaît dans sa vie intérieure, dans son action commune avec l'Italie, dans ses rapports avec l'Europe, ardente au combat tant qu'elle peut compter sur un secours, ne se décourageant pas encore, même quand elle a cessé d'espérer, et alors s'enfermant dans ses lagunes comme dans une citadelle tristement promise par toutes les fatalités réunies à une chute inévitable. Quinze mois d'indépendance agitée, de vie à l'air libre, mais aussi de luttes,

d'anxiétés, de dévouement, de souffrances poignantes, d'illusions héroïques suivies de mortelles déceptions!

La difficulté au premier moment n'était pas de vivre : moralement cette révolution avait pour elle la trempe vigoureuse qui venait de se révéler dans cette population subitement émancipée, et l'honnêteté, la noblesse même avec laquelle elle s'attestait en naissant. La première pensée de Manin, devenu chef de gouvernement avec Tommaseo, l'ingénieur Paleocapa, l'avocat Castelli, le général Solera pour collègues, la première pensée de Manin était en effet d'éviter toute violence, toute représaille, de maintenir la révolution pure de tout excès en plaçant la sûreté des étrangers, des Allemands comme des autres, sous la sauvegarde de l'hospitalité vénitienne. Les actes par lesquels s'inaugurait la république nouvelle, — abolition de la peine du bâton et des verges dans l'armée, admission de tous les citoyens sans distinction de religion à l'égalité des droits civils et politiques, suppression des tribunaux de police, — tous ces actes étaient marqués du sceau d'un libéralisme vrai, intelligent et mesuré. Les désordres intérieurs étaient peu à craindre, ou du moins il ne pouvait y avoir que de ces effervescences naturelles dans les momens d'émotion publique, et qui s'évanouissaient à la première parole de Manin, même quand Manin parlait rudement; car c'est là un des traits de ce chef, populaire d'âme et de cœur, mais assez peu révolutionnaire par sa nature : après avoir eu le courage d'une initiative hardie contre l'ennemi commun, il avait le courage de la résistance aux passions et aux préjugés des siens. Il laissait toute liberté à ces manifestations qui sont l'amusement, quelquefois le piége d'une population surexcitée; il ne les craignait pas, il ne les encourageait pas non plus; au fond, il ne les aimait pas, parce qu'il y voyait la trace de cette exagération, de cette passion théâtrale qu'on reproche toujours à l'Italie, et aussi par instinct de gouvernement; il avait pour tout ce qui était désordre ou apparence de désordre une vraie répulsion, comme pour un son discordant dans une musique harmonieuse, disait-il, comme pour une difformité dans un beau visage. Manin était tout au peuple, mais en même temps il prétendait ne point subir ses exigences quand il ne les trouvait pas justes. Un jour un bâtiment du *Lloyd* était entré à Venise, et le peuple voulait le retenir par représaille contre certains actes des autorités autrichiennes; Manin s'y opposa à tout prix, menaçant de quitter le pouvoir, s'il devait être forcé de venir à chaque instant justifier ses actes sur la place publique. « La république a garanti les propriétés privées, dit-il, le bâtiment du *Lloyd* en est une; s'en emparer serait donc un acte de piraterie. N'amoindrissons pas le renom de la foi et de l'hospitalité véni-

tiennes; opposez-vous énergiquement au contraire à tout ce qui frapperait le commerce, l'âme et la vie de Venise. Toute autre conduite serait digne de l'Autriche... Quant à moi, Manin, je n'y consentirai jamais, dût-il m'en coûter la vie! » Quelquefois les dialogues devenaient très vifs. Un autre jour, c'étaient les *arsenalotti* qui faisaient leur démonstration et qui allaient chercher Manin jusque dans sa maison de Saint-Paternian, où il dînait. Manin s'élance irrité et s'écrie d'une voix vibrante : « De même que j'ai toujours parlé et résisté courageusement aux puissans, de même je parlerai à vous autres qui venez là me dire que vous êtes le peuple souverain; moi, je ne reconnais nullement pour tel une poignée de tapageurs... De plus je vois parmi vous des hommes jeunes, bien conformés, robustes, qui restent là à crier : liberté! lorsqu'il y a une loi d'enrôlement qui les appelle aux armes, unique moyen de conquérir la liberté et d'en être dignes! » Et ce peuple battait naïvement des mains à celui qui le corrigeait, et qu'il appelait déjà son père. C'était la force morale de ce mouvement sain, honnête, libéral, qui risquait peu d'aller se perdre dans une licence anarchique, et qui échappait par sa nature à la direction des sectaires.

Matériellement la révolution vénitienne avait de quoi se soutenir au moins au premier moment. L'armée autrichienne en se retirant lui avait laissé une artillerie considérable, des approvisionnemens suffisans. A défaut de la flotte qui lui avait échappé, elle avait quelques navires. Elle disposait de six mille marins, de sept mille gardes civiques, sans compter les volontaires qui accouraient sous le drapeau aux trois couleurs. Elle avait trouvé à peu près 10 millions dans les caisses publiques et à défaut de ressources régulières, taries par l'abolition des taxes les plus impopulaires, elle n'avait qu'à faire appel à la population, enflammée par les prédications patriotiques. Les riches envoyaient leur argenterie, les pauvres portaient ce qu'ils avaient, les femmes donnaient leurs bijoux et jusqu'aux épingles d'argent qui attachaient leur chevelure. C'eût été bon et suffisant peut-être dans une situation moins critique, moins complexe : c'était du moins de quoi passer la crise de naissance; mais il faut songer que l'Autriche, retranchée à Vérone et à Mantoue, n'avait pas dit son dernier mot, que de toutes les contrées italiennes Venise était assurément la moins préparée à une guerre régulière, qu'elle était aussi la plus ouverte par toutes ses frontières, le Frioul, le Tyrol, la mer, — que ses provinces enfin, récemment affranchies, restaient en quelque sorte sous le canon de l'ennemi, toujours campé sur l'Adige. C'étaient là les côtés périlleux, vulnérables d'une situation si nouvelle, et c'est là que la destinée de la révolution vénitienne se lie intimement aux révolutions de

l'Italie tout entière aussi bien qu'aux mouvemens de la politique européenne.

Une invincible solidarité unissait en effet la fortune de Venise et la fortune de l'Italie dans cette revendication d'indépendance à laquelle on marchait. Si dans toutes les parties de la péninsule il n'y avait eu qu'un même sentiment, la même pensée de tout subordonner à la nécessité première de l'indépendance, si princes et peuples s'étaient avancés d'un même pas, d'un même cœur, unissant franchement leurs forces et leurs conseils, la domination autrichienne, déjà diminuée et cernée, eût disparu définitivement sans doute dès cette époque dans ce débordement national. Malheureusement l'Italie entrait dans cette carrière avec l'inexpérience et le décousu d'une race longtemps subordonnée. Les méfiances marchaient à la suite des résolutions généreuses. Passions, intérêts, antagonismes, préoccupations dynastiques ou municipales, tout se mêlait. Le roi de Naples, entraîné un moment, songeait bien plus à rappeler son armée pour ressaisir l'absolutisme qu'à lui donner l'ordre de passer le Pô. Le pape méditait de dégager, par l'encyclique du 29 avril, son nom et son autorité morale de la grande aventure. Le grand-duc de Toscane n'envoyait qu'à contre-cœur ses contingens combattre l'Autriche. Charles-Albert seul, le plus intéressé, il est vrai, puisqu'il y gagnait un agrandissement de puissance, Charles-Albert seul se jetait dans la lutte avec résolution; mais, assailli d'anxiétés intérieures, il était de plus harcelé par la coalition des passions de secte et des défiances municipales. De là l'immense confusion de cette année 1848, qui pourtant n'a point été inutile, où l'Italie a trouvé une sévère leçon de discipline et de sens politique dont elle a profité. Pour Venise particulièrement, la question de défense nationale et de guerre se compliquait d'une question politique qui s'élevait presque aussitôt. Se défendre seule, la Vénétie ne le pouvait, mais dans quels termes pouvait-elle et devait-elle s'unir à l'Italie? Quelle était sur ce point la pensée de Manin?

Bien que la république fût dans les goûts du chef populaire de Venise, elle n'avait été pour lui qu'un choix provisoire, qui pouvait, il est vrai, devenir définitif, mais qui pouvait aussi céder à des considérations plus favorables à la constitution de la nationalité italienne. Unir ses forces, faire la guerre à l'Autriche pour la pousser au-delà des Alpes, écarter toute question de forme de gouvernement et attendre la fin de la lutte pour que l'Italie pût se prononcer en pleine liberté sur son organisation nationale, telle était la pensée de Manin. En d'autres termes, c'était une alliance, ce n'était pas une fusion qu'il proposait au Piémont en lui demandant des secours. La

politique de Manin se révèle tout entière dans les instructions que recevait M. Paleocapa en partant pour le camp piémontais. « Si le roi demande explicitement ou par ses ministres si nous sommes disposés à renoncer à la forme républicaine, que devrai-je répondre? — Répondez que nous acceptons la forme de gouvernement que la nation décidera. — Si le roi faisait entrevoir l'intention de former un seul état de l'Italie septentrionale avec Milan pour capitale, que faut-il répondre? — Vous diriez encore que nous sommes aux ordres de l'assemblée constituante... — Si la flotte sarde entrait à Venise pour vous porter secours, l'accepteriez-vous? — Oui. — Si enfin le roi Charles-Albert témoignait l'intention de fortifier la défense de Venise par l'envoi d'un corps de troupes, que faudrait-il répondre? — Que nous l'accepterions comme on accepte, en cas de péril, le secours d'un ami quelconque... » Il y avait évidemment quelque réserve dans cette stratégie diplomatique, dans cette tactique d'ajournement, et la vérité est que, sans céder à de ridicules ombrages, sans partager les préventions des révolutionnaires italiens contre Charles-Albert, Manin redoutait par-dessus tout quelque nouveau Campo-Formio, dont le nom bourdonnait sans cesse à ses oreilles. De son côté, Charles-Albert n'était pas sans inquiétude; il ne pouvait voir naturellement avec plaisir cette république prendre une apparence de vie; il trouvait partout la république, devant lui, derrière lui, et ce qui était peut-être dans sa pensée, ses amis, ses partisans allaient le répétant tout haut, disant qu'un roi ne pouvait pas aller sauver une république, que si Venise s'unissait franchement au Piémont, elle serait secourue et défendue. Autre cause de méfiance : Charles-Albert, par crainte de la république, et beaucoup d'Italiens, dans un sentiment d'orgueil national, avaient prononcé le fameux *Italia fara da se!* Manin était trop politique pour se faire de ces illusions; il se réservait au contraire de faire appel au secours de la France et s'efforçait de l'obtenir.

Que résultait-il de tout cela? C'est que les momens les plus précieux étaient perdus dans toutes ces négociations et ces tergiversations. Durando, qui était à Ferrare avec un corps d'armée, hésitait entre Venise, qui l'appelait, et Charles-Albert, de qui il dépendait. Au camp piémontais, on était surtout préoccupé naturellement des opérations sur l'Adige. Pendant ce temps, la Vénétie supérieure restait ouverte, incomplétement défendue, et on laissait s'accomplir le mouvement le plus grave qui allait décider de l'issue de la campagne, la jonction de l'armée autrichienne de réserve descendant du Frioul et du Tyrol avec l'armée de Radetzky, campée à Vérone; les provinces de terre-ferme retombaient entre les mains des impériaux, de telle sorte que lorsqu'on en venait enfin à prononcer

la fusion de la Vénétie avec le Piémont, il était déjà tard, les événemens s'étaient précipités.

Ce fut peut-être la plus grande épreuve pour Manin, mais aussi l'épreuve qui mettait le plus en relief la supériorité morale de son caractère. Il n'avait pas résisté jusque-là par une vaine opiniâtreté de patriotisme local ou par ambition personnelle; le jour où la nécessité parlait en souveraine à son esprit, il se prêtait lui-même à un acte qui pouvait sauver l'indépendance en tuant la république; il le demandait à l'assemblée vénitienne élue par le pays. Il ne reniait pas un principe, comme il le disait; il faisait un sacrifice, et ce sacrifice, il le faisait sincèrement, complétement, sans arrière-pensée, suppliant ses amis de ne plus jamais parler de partis tant que l'ennemi ne serait pas chassé, s'effaçant avec une dignité simple et refusant, malgré toutes les sollicitations, de rester au pouvoir pour ne pas paraître se démentir ou embarrasser une combinaison marquée du sceau de l'adoption nationale. « J'ai aujourd'hui la même opinion que j'avais le 22 mars, lorsque je proclamais la république devant l'arsenal et sur la place Saint-Marc, disait-il devant l'assemblée que Paleocapa venait d'entraîner par la plus vive démonstration; je l'ai cette opinion, et *tous* alors l'avaient. Aujourd'hui *tous* ne l'ont pas... C'est un fait qu'aujourd'hui *tous* ne l'ont pas; c'est un fait que l'ennemi est à nos portes, que l'ennemi espère et désire la discorde dans cette ville, inexpugnable tant que nous sommes d'accord, facile à vaincre si la guerre civile y entre! Pour moi, m'abstenant de toute discussion sur mes opinions et sur celles d'autrui, je viens demander un grand sacrifice... A l'ennemi qui est là à nos portes, qui compte sur nos dissentimens, sachons donner un démenti formel : oublions tous les partis aujourd'hui; prouvons-lui qu'aujourd'hui nous oublions si nous sommes royalistes ou républicains, qu'aujourd'hui nous sommes tous citoyens... »

Cette patriotique abdication faite au milieu d'une assemblée émue, et à la suite de laquelle Manin s'évanouissait, — comme le doge de 1797, mais plus noblement, — n'était qu'une scène dramatique de plus, qui par malheur ne résolvait rien. Accomplie plus tôt, la fusion eût-elle été plus efficace? Je ne sais. Ce qui est certain, c'est qu'en ce moment la question se décidait ailleurs. C'est le 7 août que les commissaires piémontais, le vieux général Colli et M. Cibrario, prenaient possession de Venise; le 11, le bruit des catastrophes de l'armée piémontaise sur le Mincio et à Milan allait retentir comme un coup de foudre dans les lagunes. Après la défaite venait l'armistice, qui rejetait le Piémont dans ses frontières. Ce jour-là fut le signal du retour de Manin au pouvoir, dans l'éclipse soudaine de l'autorité des commissaires, au milieu des anxiétés de l'opinion, qui

se tournait vers lui, qui ne voulait que lui. Venise se trouvait rendue à elle-même, à ses luttes, à ses périls, avant d'avoir eu le temps de ressentir les avantages de la fusion, et c'était le commencement d'une dictature nouvelle qui grandissait avec les circonstances. Je ne voudrais ajouter qu'un fait où se révèle l'honnêteté que Manin mettait dans tous ses actes. Après le départ des commissaires Colli et Cibrario, une somme de 600,000 francs envoyée par le gouvernement piémontais était arrivée à Venise. Manin avait bien besoin de cet argent, qui après tout avait été donné, et au sujet duquel, à la dernière extrémité, on pouvait s'entendre; il le fit cependant remettre scrupuleusement à l'amiral Albini, qui croisait avec sa flotte dans le golfe.

C'est la première phase active des rapports de Venise avec le Piémont. La seconde est plus désastreuse encore; elle se termine en trois jours par la triste et féconde bataille de Novare. Sans faire partie du Piémont, depuis l'armistice du 9 août 1848, Venise était pourtant restée dans des termes d'intimité avec lui, assez pour que le parlement piémontais lui votât quelques subsides, et pour que Charles-Albert, méditant toujours une revanche, songeât à faire venir Manin à Turin en lui offrant le ministère des affaires étrangères; elle était trop intéressée d'ailleurs à une reprise d'hostilités pour ne pas marcher d'intelligence avec le Piémont dans une guerre nouvelle où elle trouvait sa propre défense, où l'Italie tout entière allait voir se jouer encore une fois sa fortune. Elle n'attendait donc que le signal pour reprendre l'offensive et tenter une diversion; elle avait à peine le temps d'entrer en campagne que tout était fini, que Charles-Albert avait disparu, que sa dernière espérance de ce côté était définitivement, désastreusement ruinée.

Quant aux autres parties de l'Italie, il faut le dire, Venise en recevait à cette époque plus de paroles retentissantes et de conseils que de secours. Venise avait sans doute dans l'armée qu'elle avait organisée des Italiens de tous les pays, des Napolitains, des Lombards, des Romains, tout ce que l'ardeur du combat et du patriotisme poussait là où était le péril. A l'époque où le roi de Naples avait rappelé son armée, le vieux général Pepe s'était jeté dans Venise avec ceux qui avaient voulu le suivre et y était resté. C'était assez pour que la défense de ce dernier refuge ne parût pas exclusivement vénitienne; ce n'était pas tout. Lorsque le gouvernement vénitien s'adressait aux autres états de la péninsule pour savoir d'eux si l'Italie pouvait définitivement se suffire à elle-même, s'il ne serait pas plus prudent d'invoquer nettement un secours étranger, on lui faisait un crime de cette pensée qu'on repoussait presque avec aigreur; lorsqu'il demandait aux chefs de la révolution italienne de préciser leurs idées

et surtout d'agir, on lui répondait par des plans impossibles d'assemblée constituante qui supposaient d'abord l'Italie affranchie, et qui commençaient par diviser tout le monde. Lorsqu'il demandait qu'on l'aidât un peu dans sa détresse financière, on refusait d'admettre le papier qu'il émettait, on s'empressait peu de prendre des actions de sa banque, et ce qu'on lui envoyait prouvait que l'enthousiasme de la bourse n'était pas à la hauteur de l'enthousiasme des paroles, témoin ce lamentable aveu échappé aux membres du gouvernement provisoire vers le mois d'octobre 1848 : « tous les secours envoyés d'Italie se bornent jusqu'ici à la misérable somme de 26,000 francs, et nous ne savons ce qui reste à espérer; mais la Providence viendra à notre secours. » Les comptes de l'administration vénitienne à la fin de janvier 1849 portent ces sommes venues d'Italie à 183,000 francs. Et Venise dépensait 100,000 francs par jour avec la plus stricte économie! Il était évident que plus on allait, moins Venise pouvait attendre de l'Italie.

Où était donc le secours? pouvait-il venir du dehors? Tout semblait assurément l'indiquer. Manin, quant à lui, ne s'y était pas mépris un seul moment. Depuis la première heure, sans désavouer absolument la confiante illusion des Italiens, qui voulaient au moins tenter de s'affranchir par eux-mêmes, il avait cru à la nécessité, pour l'Italie asservie, pour Venise particulièrement, de s'adresser aux puissances libérales de l'Europe, à l'Angleterre elle-même, mais surtout à la France transformée en république, à cette France qu'il devait croire la protectrice, l'alliée naturelle des nationalités en travail d'affranchissement. C'était sa première pensée, et il y revenait à chaque crise; il envoyait ambassadeurs sur ambassadeurs, Pasini après Tommaseo, pour intéresser la république française à celle qu'il appelait une « jeune sœur de l'Adriatique. » Même quand les déceptions se succédaient, il ne pouvait pas croire que la France abandonnât une telle cause, et il ne faisait qu'exprimer le sentiment universel qui régnait à Venise, que le consul français reproduisait en écrivant ce qu'il avait entendu : « Dussions-nous être écrasés, nous combattrons jusqu'à ce que nous soyons certains que la France nous abandonne! elle verra que nous étions dignes de toutes ses sympathies. » Manin espérait aussi un peu une intervention du gouvernement anglais, mais avec moins d'abandon.

Je ne parle pas de l'Angleterre. Depuis bien des années, l'Angleterre se donne ce passe-temps d'être d'autant plus hardie dans ses paroles, dans ses jugemens sur les mouvemens de l'Europe, qu'elle est plus retenue dans ses actions. Du haut de sa prospérité et de sa sécurité, elle contemple avec philosophie ces tempêtes périodiques où peuples et gouvernemens s'abîment et se relèvent tour à tour.

En 1848 comme depuis, l'Angleterre était plus dure que personne pour la domination Autrichienne en Italie, elle allait plus loin que personne dans l'expression de ses sympathies libérales, mais en même temps moins que personne elle voulait agir. Une assistance diplomatique, — si cette assistance pouvait convaincre l'Autriche qu'elle n'avait qu'à se retirer bénévolement, — c'est là le secours qu'elle prêtait à l'Italie; l'inaction dans tous les cas, s'il fallait aller au-delà, c'est le secours qu'elle prêtait d'un autre côté à l'Autriche, et rien ne peint mieux la politique anglaise que ces paroles presque naïves adressées par lord Normanby à un agent vénitien : « Vous ne pourriez affirmer que jamais le gouvernement anglais vous ait fait une promesse qu'il ne veuille ou ne puisse plus tenir. Il n'aurait pu vous promettre de faire la guerre pour vous, attendu que le peuple anglais ne veut pas faire la guerre... » En réalité, l'Angleterre était beaucoup moins occupée de décider une victoire au-delà des Alpes que d'empêcher autant que possible la France de descendre en Italie. Une fois ce but atteint, elle se dégageait assez lestement avec beaucoup de marques de sympathie pour les vaincus et disait à Venise : « Vous n'avez qu'à vous soumettre, et le plus tôt sera le mieux. »

Quant au rôle de la France dans les affaires italiennes de ce temps, et surtout dans les affaires vénitiennes, je ne sais s'il y eut jamais une politique plus embrouillée, plus décousue, plus vaine et plus mortelle à ceux qui l'ont pratiquée. Que fallait-il pour intéresser la France républicaine à Venise? Rien ne manquait assurément, ni le droit, ni le fait de l'indépendance acquise, ni le prestige d'une cause généreuse, ni même l'occasion de relever le principe de la révolution française par la réparation de l'iniquité de Campo-Formio. Malheureusement les affaires de Venise se mêlaient aux affaires de l'Italie tout entière, et c'est ici que la politique française s'embarrassait pour aboutir au plus éclatant aveu d'impuissance sous la forme d'une médiation fuyante et inutile. Elle voulait et elle ne voulait pas; elle était poussée par son principe, par ses sympathies, par un besoin d'action à franchir les Alpes, et elle craignait de se compromettre dans une grande affaire extérieure; elle était arrêtée par mille considérations plus médiocres. L'idée d'aller au secours d'un roi la troublait; la répugnance qu'elle rencontrait chez beaucoup d'Italiens la froissait. Elle cédait aussi à ce préjugé suranné de diplomatie, qui consistait à voir un danger pour la France dans la constitution d'un puissant état de l'Italie du nord. Mais voyez la contradiction : si cette création d'un royaume de l'Italie du nord avait de si sérieux inconvéniens pour la France, c'était bien le cas de diminuer le danger en aidant la république

vénitienne indépendante et libre à se constituer, de transporter à Venise l'intérêt qu'on refusait au Piémont et au roi Charles-Albert. Ce n'était pourtant pas ce qu'on faisait; lorsque Manin demandait à la France de reconnaître la république vénitienne, qui était après tout un gouvernement de fait ni plus ni moins que le gouvernement provisoire français, on lui répondait par un bout de lettre privée adressée à M. Tommaseo, et on refusait la reconnaissance officielle. Lorsqu'il demandait des armes, on commençait par les accorder, non sans peine, puis la promesse faite par un ministre, démentie par l'autre ministre, allait se perdre je ne sais où, et on finissait par avouer « avec douleur » que, « par des considérations de politique extérieure, » on ne pouvait permettre l'envoi des fusils qui devaient être partis depuis deux mois.

Pourquoi donc la France se montrait-elle si tiède pour Venise, pour cette république, petite il est vrai, mais grande de cœur et si honnête dans ses actions? On n'en peut plus douter aujourd'hui, parce que la Vénétie était en quelque sorte sacrifiée d'avance, parce que la république manquait de foi, parce que l'idéal de la politique française dans les affaires d'Italie était modeste : il n'allait pas au-delà de l'admission de l'indépendance de la Lombardie, qui à un certain moment était déjà conquise, en laissant la Vénétie, avec une administration nationale et constitutionnelle, sous la suzeraineté, c'est-à-dire sous la domination de l'Autriche, et M. de Lamartine, le ministre des affaires étrangères d'alors, avoue avec candeur que ces conditions, qui renouvelaient et sanctionnaient Campo-Formio à l'égard de Venise, « satisfaisaient largement aux légitimes ambitions d'affranchissement de l'Italie. » C'était simplement une idée mise en avant par l'Autriche elle-même sous le coup de ses défaites, au mois de mai 1848. L'habileté de l'Autriche vaincue et menacée était de manœuvrer de façon à immobiliser la France par une velléité de concessions, à satisfaire l'Angleterre en arrêtant la France, à garder le temps et la liberté pour elle, et voilà comment la politique française, peu portée à la guerre par elle-même, peu sympathique Charles-Albert, glissait dans une médiation *amicale* qui livrait tout à la merci des événemens, dont l'inefficacité grandissait dans la mesure des succès par lesquels l'Autriche relevait sa fortune. Ce n'était pas, je le sais bien, la politique de tous les hommes de la république, ni même de toutes les phases du gouvernement républicain. Il y eut des momens où le gouvernement d'alors suffoquait en quelque sorte sous le poids de son inaction et de sa médiation impuissante, où il sentait la nécessité de faire la guerre; l'idée de trancher la question par l'envoi d'un corps d'armée à Venise fut même un moment agitée, et lorsque Manin, lassé d'incertitudes,

poussé à bout, s'adressait à M. Jules Bastide, non « comme le président de la petite république de Venise au ministre de la puissante république française, mais comme le citoyen au citoyen, comme l'honnête homme à l'honnête homme, » pour lui demander décidément ce qu'on voulait faire, M. Bastide lui répondait par ces mots, faits assurément pour l'honorer : « J'ignore quel avenir Dieu réserve à mon pays; mais, tant que je dirigerai ses affaires au dehors, la France n'abandonnera pas la cause de Venise, car vous êtes de braves gens qu'une nation de cœur ne peut laisser périr... Il y a, je le sais, une politique qui voudrait faire de Venise la rançon de la Lombardie; cette politique n'est pas la mienne, jamais je n'accepterai un traité de Campo-Formio. » Soit; mais lorsque M. Bastide s'exprimait ainsi le 17 novembre 1848, il n'avait plus devant lui que quelques jours de ministère, et il parlait moins comme un homme d'état en mesure de soutenir une politique qu'en homme privé soucieux de dégager sa responsabilité. Le gouvernement au nom duquel il tenait ce langage n'avait pas plus fait que celui qui l'avait précédé; il n'avait pas donné à Venise le témoignage d'intérêt sans lequel tous les autres n'étaient qu'un vain mot : il ne l'avait pas reconnue, il ne la reconnaissait pas encore. Au moment même ou M. Bastide écrivait, l'Autriche resserrait autour de Venise le cercle de son blocus et capturait les barques vénitiennes jusqu'à l'entrée du port, sous le canon de nos navires, laissés sans instructions. La médiation acceptée n'impliquait nullement, même dans la pensée des négociateurs français, la disparition de la souveraineté autrichienne dans la Vénétie.

Ce que le gouvernement de cette première période de la république faisait par une sorte d'indécision agitée et troublée, le gouvernement issu de l'élection du 10 décembre le faisait par système, par un excès de préoccupation conservatrice et pacifique. Ni l'un ni l'autre n'y a gagné. Le premier a perdu probablement la république pour avoir manqué d'audace et de sens politique dans ces affaires d'Italie. Le parti constitutionnel, qui revenait au pouvoir dans la lune de miel de la présidence du 10 décembre, a perdu sans doute aussi la cause parlementaire, la cause du libéralisme conservateur, pour l'avoir associée aux réactions outrées qui commençaient en Europe. Ce qu'il y avait de funeste pour Venise dans cet abandon graduel, c'est qu'il se colorait de toute sorte de sympathies et de promesses faites pour lui laisser l'espérance, tandis que de tous les actes se dégageait la pensée de ne rien faire, jusqu'au jour où on finissait par lui dire que « vouloir soutenir Venise équivaudrait pour la France à une déclaration de guerre, et que la guerre, elle ne pouvait pas la faire. » Résumons donc cette série de déceptions:

au premier instant, M. de Lamartine, en faisant vibrer le sentiment national des peuples et en leur promettant l'appui de la France, admet très bien que la Vénétie, déjà affranchie, puisse rentrer sous la domination autrichienne, et il engage la politique française dans cette voie. Le gouvernement du général Cavaignac ressent plus d'intérêt pour Venise, le nom de Campo-Formio le trouble; mais il ne fait rien, et il se déguise à lui-même son inaction. Le gouvernement de la présidence du 10 décembre ne promet rien, ne fait rien et sonne la retraite de la politique française dans les affaires vénitiennes comme dans les affaires de l'Italie tout entière.

Ainsi le moment vient pour Venise où du côté de l'Italie, du côté de l'Europe, elle n'a plus rien à espérer. Le Piémont, abattu à Novare, ne peut plus rien pour elle; les autres parties de l'Italie sont en pleine restauration absolutiste et n'ont aucun secours à lui offrir. La France et l'Angleterre lui signifient que ce qu'elle a de mieux à faire, c'est de se soumettre. De tous les alliés qu'elle aurait pu avoir, elle n'a plus que la Hongrie, qui ne peut se sauver elle-même et avec laquelle elle signe des traités inutiles. Alors s'élève pour elle cette terrible question : seule, abandonnée, continuera-t-elle la lutte? S'enfermera-t-elle dans la solitude de son héroïsme? C'est le 2 avril que cette question est tranchée sous le coup même du désastre de Novare. A dix heures du matin, les représentans se réunissent au palais ducal, dans la salle du grand-conseil, dans cette salle toute tapissée des trophées de la Venise d'autrefois, des portraits des doges et des merveilles de l'art vénitien. Manin arrive et monte à la tribune. « Vous connaissez les nouvelles, dit-il d'un ton bas et grave, que décidez-vous? — C'est au gouvernement de prendre l'initiative, lui répond l'assemblée. — Êtes-vous décidés à la résistance? — Oui, nous le sommes. — A tout prix? — A tout prix! — Voulez-vous me donner des pouvoirs illimités pour diriger la résistance? — Nous le voulons. — Vous savez que j'aurai à demander d'énormes sacrifices? — Nous les ferons. »

Aussitôt tous ces hommes se lèvent dans un mouvement d'exaltation patriotique, entourent Manin, votent par acclamation, et à une sommation du général Haynau on répond en envoyant simplement ce laconique décret rendu par l'assemblée : « Venise résistera à l'Autriche à tout prix. » Manin et l'assemblée n'étaient, à vrai dire, que l'écho de la population tout entière, résolue à une lutte désespérée. Au-dessus du *campanile* de Saint-Marc, on hissa un immense pavillon rouge flottant dans l'azur et annonçant aux vaisseaux autrichiens de l'Adriatique comme à l'armée assiégeante de terre que Venise était décidée à tout plutôt que de se soumettre. « Depuis ce jour, dit un consul américain, M. Flagg, qui s'est fait

l'historien ému et coloré de ces luttes vénitiennes, depuis ce jour *résister à tout prix* devint le mot d'ordre universel. » Venise, par le fait, avait pour se défendre une armée de vingt mille hommes et tout un groupe d'officiers jeunes, intelligens et énergiques, le Lombard Sirtori, aujourd'hui général dans l'armée italienne, les Napolitains Ulloa et Cosenz, Alexandre Poërio, Rosaroll et bien d'autres qui marchaient sous la direction du vieux Pepe. Soixante-dix forteresses avec plus de cinq cents canons couvraient la ville et les lagunes, protégées de toutes parts. Les élémens de défense étaient nombreux et puissans; mais d'un autre côté l'Autriche, n'ayant plus rien à craindre en Italie, pouvait désormais concentrer tous ses efforts sur le seul point qui échappât encore à sa domination. La victoire de Novare lui permettait d'accroître son armée, son matériel de siége, tous ses moyens d'attaque contre Venise, et de l'écraser de la supériorité de ses forces.

Dès lors s'engage et se resserre ce duel de cinq mois, plein de péripéties et d'héroïsme, sans merci et sans trêve, dont l'Europe semble détourner les regards comme s'il était pour elle un remords. Pendant cinq mois, Venise offre le spectacle d'une ville assiégée par terre, bloquée par mer, ne recevant rien, ne trouvant aucun écho au dehors et s'offrant volontairement en sacrifice. Pendant cinq mois, aux travaux d'approche des Autrichiens, à leurs attaques, au feu croissant de leur artillerie, toute cette population oppose un courage enflammé et indomptable, prolongeant une résistance dont Manin reste le génie familier et énergique. Elle avait fini par s'accoutumer à cette vie de fièvre et de danger, mêlée d'espérances toujours trompées et d'exaltations patriotiques. Elle ne renonçait pas à ses fêtes, elle les célébrait au contraire avec une passion nouvelle, confondant son culte religieux et le culte de Venise. Elle se plaisait dans tous ces spectacles d'exposition de la Vierge, de processions, de consécration de bannières, qui se succédaient; seulement il s'y mêlait je ne sais quoi d'héroïque, et c'est au sortir d'une de ces cérémonies, le jour de la fête de saint Marc, que Manin lançait ce cri qui allait retentir à travers les lagunes comme une poésie virile : « Qui persiste vaincra! Nous avons persisté et nous vaincrons. Vive saint Marc! ce cri qui durant tant de siècles a couru sur les mers nous le crierons encore : à la mer! à la mer! à la mer! » Et l'enthousiasme éclatait. Ce pauvre peuple avait certainement aussi ses mobilités et ses emportemens, quoique rares. Un jour c'était à la suite de l'explosion d'un magasin de poudre dans l'îlot *della Grazia,* un autre jour c'était pour les subsistances. On criait à la trahison; la foule s'assemblait et courait aussitôt au palais du gouvernement. Manin ne la ménageait guère selon son habitude;

il la rudoyait familièrement : « Vénitiens, s'écriait-il dans un de ces momens de turbulence passagère où il fallait qu'il parût au balcon, croyez-vous que cette conduite soit digne de vous? Vous n'êtes pas le peuple de Venise, vous n'êtes qu'une poignée de fâcheux. Jamais je ne soumettrai mes actes aux caprices d'une tourbe ameutée... Je vous dirai la vérité quand vos fusils viseraient ma poitrine, quand vos poignards seraient sur mon cœur. Et maintenant allez-vous-en, allez-vous-en. » Il n'en fallait pas plus pour tout calmer. On aurait dit que ce peuple avait besoin de temps à autre d'être remonté, d'être tranquillisé dans son patriotisme facile à émouvoir. Quand il était allé crier : « *Fuori Manin!* nous voulons voir Manin! » quand il avait entendu sa voix, tout était dit, il se retirait content. Manin traitait ainsi son peuple dans le tête-à-tête pour ainsi dire; mais il savait bien ce qu'il était et ce qu'il pouvait, et lorsqu'il s'adressait, dans un suprême et inutile appel, à la France et à l'Angleterre, il le représentait tout autrement; il le montrait simple, dévoué, alliant l'amour de l'indépendance à l'esprit de sacrifice, la liberté nouvelle à l'ancienne piété, bravant la misère et la mort.

La situation n'était pas moins terrible, et elle le devenait chaque jour davantage. Au premier moment, la ville était encore à l'abri du feu des assiégeans. La prévoyance du gouvernement avait amassé des approvisionnemens qu'on ménageait avec le soin le plus scrupuleux. La population n'avait pas sérieusement souffert, la salubrité était intacte. Bientôt cependant tout changeait. Quatre mois de lutte, de combats journaliers, de privations, d'émotions, produisaient leur effet. Les Autrichiens, rapprochés peu à peu, commençaient à faire pleuvoir les bombes et jusqu'aux boulets rouges sur la ville elle-même, et les incendies se multipliaient. Les approvisionnemens finissaient par s'épuiser, et on en venait à mesurer les rations en prévoyant le moment où tout allait manquer. Enfin le choléra éclatait dans Venise avec une intensité accrue par l'excès des souffrances et des anxiétés morales. Les munitions devenaient rares, si bien qu'on était obligé de se servir des projectiles lancés par l'ennemi pour les lui renvoyer. Malgré tout, on ne parlait pas de soumission; personne n'aurait osé prononcer ce mot, et pour l'avoir fait entendre le premier, le patriarche voyait sa maison assaillie par la multitude. Une négociation directe ouverte avec un ministre impérial, M. de Bruck, avait été abandonnée parce que les conditions autrichiennes équivalaient à une reddition sans garanties. « Les Autrichiens, écrivait-on, continuent à lancer leurs boulets sur Venise; la mort et la destruction se promènent dans les rues, le choléra grandit horriblement, la disette devient chaque

jour plus cruelle, et pourtant, parmi de telles misères, malheur à qui murmurerait un mot de capitulation! »

C'était vrai pour la passion populaire; politiquement la question ne se dégageait pas moins irrésistible de toute une situation, et cette question était là obsédante : c'est là ce qui s'agitait en secret à un certain moment entre Manin et l'assemblée des représentans. « Que faire? s'écriait Manin. Faut-il lutter encore, lutter jusqu'à la dernière heure? Faut-il aller mourir le fusil au poing dans les lignes des assiégeans ou attendre que la faim fasse tomber les armes des mains de Venise?... Notre situation est horriblement empirée; nous sommes tout près de n'avoir plus de quoi manger. — Nous sommes dans l'héroïque Venise, répond Sirtori; Venise a enduré bien des misères, elle saura endurer encore la faim jusqu'à la dernière limite du possible. — La faim peut s'endurer, oui, mais jusqu'à un certain point. Le dernier pain consommé, ce n'est plus la faim, c'est la mort... » Un autre jour, on reproche à Manin de ne plus parler au peuple depuis quelque temps. « Le gouvernement, cela est vrai, n'a plus adressé la parole au peuple depuis que ses espérances ont diminué, répond Manin; mais c'est parce que je veux que sur mon pauvre tombeau on puisse écrire : Ci-gît un honnête homme! »

Une des scènes les plus dramatiques peut-être de ce temps est la revue de la garde civique passée par Manin au moment où toutes ces questions suprêmes s'agitaient sans être résolues encore. La tristesse pesait sur les âmes; un douloureux silence régnait partout. « De grands malheurs peuvent survenir, ils sont peut-être imminens, dit Manin d'un accent désespéré;... ils sont venus du moins sans notre faute... Vous ne pourrez malheureusement compter toujours sur mon esprit, sur mes forces physiques, morales ou intellectuelles; mais sur mon affection pour vous, profonde, ardente, impérissable, comptez-y toujours, quelles que soient les épreuves que la Providence nous réserve. Vous pourrez dire peut-être : Cet homme s'est trompé; mais jamais vous ne direz : Cet homme nous a trompés... Jamais je n'ai trompé personne, jamais je n'ai tâché de faire naître des illusions que je ne partageais pas. Jamais je n'ai dit : espérez! lorsque je n'espérais plus... » Manin, interrompu par les sanglots et par l'émotion de la multitude, ne put finir; il tomba vaincu par la douleur, et en tombant il s'écriait encore : « Avec un tel peuple être forcé de céder! » Au fond, on avait beau se débattre, il n'y avait que deux issues : résister jusqu'au dernier morceau de pain, jusqu'au dernier grain de poudre, ce qui ne pouvait ajouter que quelques heures à la défense, ou essayer à temps de traiter avec l'ennemi, et dans ce dernier cas, selon Manin, il fallait subir le fait

en évitant de donner à la force l'apparente sanction du droit par une négociation politique. Une fois la question posée dans ces termes, il ne s'agissait plus que de maintenir l'honneur de Venise, de garder une ferme attitude, et jusqu'au dernier moment Manin en imposait, tenait tête au peuple qui venait lui demander du pain. « Je viens d'entendre une voix dire : J'ai faim! Que celui qui a faim s'avance! Non, la faim n'est pas encore à Venise. » Ce n'était qu'un moyen de couvrir l'extrémité où on était tombé et de gagner le temps de traiter. Le 24 août, le gouvernement vénitien abdiquait et laissait le pouvoir à la municipalité, seule chargée de négocier l'entrée des Autrichiens de façon à préserver la ville le plus possible. Même après cette abdication des hommes du peuple passaient sous les fenêtres du dictateur de la veille et répétaient : « C'est là qu'est notre pauvre père; il a tant souffert pour nous, que Dieu le bénisse! » Le 27 août, Manin était parti avec quarante personnes exceptées de toute amnistie, et le drapeau autrichien flottait sur Venise, sur cette malheureuse ville demeurée pendant cinq mois le dernier et inviolable asile de la nationalité italienne.

III.

Ce n'est pas sans dessein que je ravive ces scènes émouvantes où une population ingénieuse et virile se relève par l'éclat d'une résistance inattendue pour retomber encore une fois sous le joug; elles éclairent toute une histoire, elles expliquent le silence qui a précédé et le silence qui a suivi; elles ne laissent du moins aucun doute sur le sens moral, politique, de cette apparente soumission de la veille et du lendemain qui en aucun moment n'est une abdication. Un peuple qui peut à un jour donné trouver en lui-même de telles ressources d'héroïsme, de vigueur patriotique, de dévouement, n'est point assurément un peuple mort, ni même un peuple résigné à la servitude; quand il se lève ainsi, c'est qu'il est bien vivant, et quand il retombe muet sous la main pesante du maître, il subit le fait selon le mot de Manin, mais il a interrompu pour jamais la prescription de son asservissement. D'un autre côté, une domination réduite à s'affirmer par de tels efforts, par de telles victoires, par de telles violences faites au sentiment national d'un pays, cette domination elle-même est bien près d'être morte; elle reste frappée au cœur de la main défaillante du vaincu, elle est désormais sans avenir; elle n'est plus simplement et ostensiblement pour tous que l'ennemi campé en terre conquise. C'est là en réalité l'histoire des rapports de l'Autriche et de la Vénétie depuis 1849, rapports difficiles, pleins de froissemens, d'oppressions obs-

cures, jusqu'en 1859, et devenus à peu près impossibles à dater du jour où l'unité italienne est sortie tout armée d'une guerre d'indépendance avec sa force d'aimantation nationale, en créant en Europe une situation toute nouvelle.

Si la souveraineté de l'Autriche, sans être sérieusement et activement contestée, avait déjà de la peine à vivre, à se soutenir, à prendre un caractère durable dans le Vénitien avant la révolution de 1848, les conditions dans lesquelles elle se raffermissait après quinze mois de guerre étaient, il faut en convenir, singulièrement aggravées. C'était peut-être pour elle une fatalité de maintenir par la force ce qu'elle avait conquis par la force, de chercher sa défense dans la compression, dans un redoublement d'absolutisme et de rigueurs. Je ne sais en vérité ce que l'Autriche aurait pu faire pour une population qui n'attendait d'elle ni réformes, ni adoucissement de régime, qui n'a jamais cru à toutes ces promesses libérales bonnes pour illustrer des manifestes à l'adresse de l'Europe, qui ne demandait à la domination étrangère que de s'en aller. Ce qui est certain, c'est que l'Autriche, rentrée à Venise, n'essayait rien, ne faisait rien, ou du moins elle ne faisait que ce qu'il fallait pour s'assurer matériellement sa conquête, sans se préoccuper d'alléger le poids de sa victoire, pour recueillir les bénéfices de la restauration de son pouvoir en soumettant ces provinces à tout un système d'occupation, de représailles, de prélèvemens et d'extorsions. La capitulation accordée ou infligée par l'Autriche à Venise le 24 août 1849 n'avait certes rien de prodigieusement généreux; telle qu'elle était cependant, elle semblait garantir contre certains excès de rigueur; elle assurait une amnistie qu'on pouvait croire efficace par cela même qu'on prenait soin d'excepter nominativement ceux qu'on voulait atteindre, ceux qui avaient eu un rôle, Manin, Tommaseo, Avesani, Mengaldo, Varé, Pincherle, Morosini, etc.; elle laissait la liberté d'émigrer, elle épargnait à Venise les frais de guerre et respectait les propriétés. Malheureusement les persécutions recommençaient le lendemain, et trois ans après les biens de tous les émigrés, forcés ou volontaires, étaient frappés de séquestre sous le prétexte élastique d'une complicité de ces émigrés dans une échauffourée de Mazzini à Milan, lorsque pas un seul de ces émigrés peut-être ne connaissait d'avance cette tentative. Venise avait singulièrement souffert depuis quelques années dans tous ses intérêts matériels et économiques; elle ne retombait pas moins après sa défaite sous le poids accablant de charges incessamment accrues. Dans un espace de quelques années, en contributions extraordinaires, taxes supplémentaires, frais de guerre déguisés, participation forcée à des emprunts de l'empire, la Vénétie seule payait plus de

200 millions de francs. Aux anciens impôts, qui étaient augmentés, venaient s'ajouter des impôts nouveaux. Ces augmentations ou ces créations de taxes atteignaient successivement, depuis 1850, la propriété foncière, le revenu, le commerce, l'industrie. Il en résultait tout naturellement un accroissement de misère, la dépossession graduelle des petits propriétaires par la voie des ventes fiscales, la décadence des grandes fortunes elles-mêmes déjà fort malades, le délabrement des finances communales, l'épuisement du pays.

Qu'avait gagné l'Autriche par sa victoire? que gagnait-elle encore par cette politique d'extorsion et de force? Elle était un peu moins assurée qu'auparavant dans sa position de maîtresse et souveraine de l'Italie. Ruinée, battue et comprimée, toujours courbée sous le poids d'une occupation militaire, la Vénétie n'en était pas plus contente. Elle ne se révoltait pas, elle n'aurait pas pu, et l'insurrection violente n'est pas d'ailleurs dans sa nature; elle restait inerte, repliée en elle-même; par cette force incompressible d'un sentiment intérieur qui n'a plus d'expression, elle échappait à cette domination qui l'enveloppait. L'Autriche tenait le corps, mais où était l'âme? En d'autres termes, dans quelle mesure Venise se rattachait-elle à l'Italie durant ces années? L'émigration, notablement accrue et transportée à Turin, devenait comme une autre Vénétie reprenant en quelque sorte l'œuvre de fusion interrompue en 1848. L'âme de Venise n'était pas là seulement, elle était encore et surtout avec Daniel Manin, qui de loin avait gardé sa popularité, et après l'éclat héroïque de son gouvernement rien n'atteste mieux le sens politique de cet honnête et clairvoyant esprit, rien n'a été plus fécond, plus décisif que l'action de l'ancien dictateur vénitien dans l'exil.

Ce n'est pas qu'il conspirât : il ne conspirait pas plus dans l'exil qu'il n'avait conspiré à Venise dans le sens vulgaire du mot; il était la vivante et active personnification de l'indépendance vénitienne. Quand il avait quitté Venise au lendemain du grand désastre, il s'était dirigé vers la France, vers Paris, laissant sur sa route les restes de la personne qu'il aimait le plus, de sa femme, morte à Marseille. Il était arrivé à Paris, malade lui-même d'une vieille affection du cœur, avec sa fille, déjà atteinte d'un mal mortel, et son fils : c'est dans ce monde d'affections qu'il vivait retiré. Il n'avait pas de fortune; pendant sa dictature, il n'avait jamais voulu rien recevoir de celle qu'il appelait sa *patrie mendiante*. Il n'avait qu'une somme de 24,000 fr. que la municipalité de Venise lui avait offerte à son départ avec une délicatesse touchante, dont il avait dû se servir pour faire face à ses premiers besoins, et qui ne pouvait suffire à son existence. Il n'aurait eu qu'à parler, à laisser voir un désir; il eût trouvé des

amitiés aussi empressées que délicates, heureuses d'adoucir pour lui les rigueurs de l'expatriation. Daniel Manin ne voulait rien devoir qu'à lui-même, à son travail, et cet homme, qui avait été pendant quinze mois le dictateur d'un pays, s'en allait d'un bout à l'autre de Paris, au risque d'aggraver son mal, pour donner des leçons de langue italienne qu'on lui procurait, — relevant ainsi par la simplicité de sa vie laborieuse la dignité de l'exil. Il n'était pas moins entouré d'amis, de ceux qu'il s'était faits en France sans le savoir, et des Italiens, ses compagnons d'émigration; — car cet homme simple, par sa droiture, par l'honnêteté de son patriotisme, par la vigueur d'une nature sensée et chaleureuse, avait le don d'attirer. Quand il revenait sur ce passé si récent qui faisait son orgueil et sa tristesse, il ne regrettait ni la modération, ni la loyauté, ni la générosité qu'il avait montrées dans la lutte. « Quand même, ce que je ne crois pas, disait-il, on eût pu vaincre par des moyens que le sens moral réprouve, la victoire eût été achetée trop cher; elle n'eût été ni vraiment utile ni d'un effet durable. Des moyens que le sens moral réprouve, lors même qu'ils seraient matériellement utiles, tuent moralement... » Il avait besoin de garder le sentiment de cette supériorité morale de sa cause; c'est pour cela qu'il pouvait dire par un retour de tendresse attristée : « Quoi qu'il arrive, ma pauvre Venise ne sera du moins plus méconnue, ne sera plus calomniée... Non, aucun de ses sacrifices ne sera perdu, ni pour elle ni pour l'Italie!... » Mais, sa conscience ainsi assurée sur le passé, il se demandait quel serait l'avenir et ici recommençait son action.

Daniel Manin, je le disais, en gardant par une sorte de tradition vénitienne le goût et la foi de la république, n'avait pas contre le Piémont et contre Charles-Albert les préventions vulgaires longtemps nourries par le parti révolutionnaire italien. Il voyait dans la triste campagne de 1848 des fautes, de l'inexpérience, des désastres qui étaient l'œuvre de tout le monde, dont Venise la première avait souffert; il ne soupçonnait pas le patriotisme de Charles-Albert, qui venait de payer de sa couronne et de sa vie son dévouement à la cause italienne. Le régime constitutionnel sauvé du naufrage et survivant à Turin par la loyauté d'un roi jeune et hardi lui semblait plus que jamais une force nationale, un moyen de ralliement. La participation du Piémont à la guerre d'Orient le frappait singulièrement. Les délibérations du congrès de Paris sur l'Italie, ces délibérations dont M. de Cavour avait l'initiative et l'honneur, achevaient de fixer ses espérances et ses idées. C'est alors que, plein de feu et se refaisant agitateur, il commençait une campagne dont tous ne prévoyaient pas également l'issue victo-

rieuse, et où c'était un Vénitien qui donnait le signal d'un mouvement destiné à entraîner l'Italie tout entière.

La première question était de définir la situation telle qu'elle était réellement, et cette situation Manin saisissait l'occasion de la préciser toutes les fois qu'en France, en Angleterre, on semblait revenir à la panacée de promesses libérales de l'Autriche, des intentions réformatrices de l'Autriche. « Nous ne demandons pas à l'Autriche, répétait-il, d'être humaine et libérale en Italie, ce qui du reste lui serait impossible quand elle en aurait l'intention. Nous lui demandons de s'en aller... Non, nous ne nous résignerons pas, non, nous ne resterons pas tranquilles tant que nous n'aurons pas atteint le but que nous poursuivons... Jusque-là, quoi qu'on fasse, nous nous agiterons toujours. Il y aura toujours en Italie un foyer de trouble, une occasion de guerre qui menaceront l'Europe et ne lui permettront pas de compter sur une paix durable... » La seconde question, bien autrement grave, était d'arriver à l'action, à la solution. Manin n'hésite pas. « Nous n'étions pas préparés à la révolution de 1848, dit-il sous toutes les formes aux Italiens; il faut nous préparer à celle qui est possible et désirable, à celle qui peut éclater dans dix ans, dans cinq ans, dans un mois, demain... L'indépendance est pour nous au-dessus de tout. Indépendance et unification se touchent, l'une ne peut vivre sans l'autre. Pour y arriver, il faut chercher ce qui est pratiquement possible. Qui peut songer aujourd'hui à mettre de côté la monarchie libérale et nationale du Piémont? Elle est trop forte pour être renversée par une révolution, trop faible pour abattre son rival sans la démocratie. Dès lors faisons alliance. Mettons de côté nos préférences, ne soyons ni républicains ni royalistes, soyons Italiens. Que notre but soit l'indépendance et l'unification, et dès ce moment que notre mot d'ordre soit : Victor-Emmanuel roi d'Italie! Puisque les papistes et les soutiens de l'Autriche s'attachent à injurier la maison de Savoie, c'est qu'elle est une grande force italienne. » Une autre base du système de Manin, c'était l'alliance avec la France, quel que fût son gouvernement, pourvu qu'elle voulût faire la guerre, et ici encore, saisissant la question corps à corps, il montrait que, si l'Italie avait besoin de la France, la France ne pouvait retrouver qu'en Italie la garantie de sa grandeur. « Si nous pouvions parvenir à atteindre notre but, écrivait-il à nos journaux, si l'Italie, cessant d'être une simple dénomination géographique, pouvait devenir une individualité politique puissante et prospère, cela pourrait-il être dangereux ou nuisible ou simplement desagréable à la France? »

Ainsi nécessité première de l'indépendance, unification de la péninsule sous la bannière de la maison de Savoie, au cri de *Victor-*

Emmanuel roi d'Italie, alliance avec la France, c'étaient là les termes du problème tel que Manin le posait, et ces idées, il les lançait dans de petits manifestes précis et vifs, dans des lettres multipliées, au milieu des attaques des républicains, des fédéralistes, des conservateurs, qui venaient l'assaillir sans l'ébranler. On ne voyait pas alors ce qu'il y avait de décisif dans cette vigoureuse initiative; on l'a vu depuis. Par le fait, cette politique du dictateur exilé se propageait avec plus de rapidité qu'il ne le croyait peut-être lui-même, ouvrant la route à Cavour, détachant du parti révolutionnaire et de Mazzini les esprits généreux ou sensés, Garibaldi tout le premier, et préparant ce faisceau national d'hommes de toutes les opinions, de toutes les régions, par lequel s'est accompli un mouvement auquel Manin seul a manqué au jour définitif de l'action et du triomphe. Il s'éteignait tristement en effet le 22 septembre 1857, blessé au cœur de toute façon, ayant déjà perdu sa fille, cette Émilia qui dans sa grâce douloureuse et charmante était comme une image de Venise. Il mourait du mal dont il avait ressenti plus d'une atteinte au milieu même des excitations de la lutte de 1848, que les souffrances de l'exil aggravaient, et son dernier acte politique était de signer d'une main déjà défaillante une circulaire de la *société nationale*, récemment formée sous son impulsion, de cette société qui a joué un grand rôle dans les derniers événemens. Ainsi, par sa résistance passive, par l'excès de ses mécontentemens, comme par les idées dont son chef le plus populaire s'était fait le promoteur, Venise était de toutes les provinces italiennes la mieux préparée à la guerre de 1859, à la révolution qui en a été la suite, et par une ironique fatalité c'était la seule qui restait en gage aux mains de l'Autriche. Elle avait vu le drapeau français prêt à forcer l'entrée de ses lagunes; elle avait entendu jusque près de l'Adige le canon de ces deux armées dont l'alliance était le rêve de Manin; elle avait recueilli avec une frémissante impatience les manifestes qui appelaient l'Italie à l'indépendance « des Alpes à l'Adriatique, » et elle retombait autrichienne, — avec promesse d'une administration nationale, cette fameuse administration nationale qui reparaît toujours aux heures de détresse de tous les dominateurs étrangers en pays conquis.

A quoi donc a-t-il tenu que de cette paix de Villafranca il n'ait pu sortir rien de durable pour la Vénétie, et que la domination de l'Autriche ait été désormais un fait sans avenir? Justement à ce courant d'opinion que Manin avait contribué à créer, qui se répandait au-delà des Alpes, du nord au midi, et qui, en faisant surgir une Italie toute nouvelle campée sur le Mincio et à Ferrare, rendait la domination autrichienne non plus seulement répugnante et difficile, mais impos-

sible. La vérité est que cette paix de Villafranca et de Zurich, combinée avec cette révolution de l'unité italienne qui en était l'épilogue inattendu, créait une de ces situations aussi exceptionnelles que violentes qui ne sont plus qu'une trêve agitée. Tout avait un caractère étrange dans cette situation où l'Autriche, restée maîtresse de la Vénétie, se trouvait réduite à une défensive de plus en plus pénible, et où la Vénétie, déclarée diplomatiquement italienne, en était pour le moment à se débattre dans des conditions aggravées. Politiquement les provinces vénitiennes n'avaient pas même l'avantage des clauses de ce traité de Zurich qui les laissait sous une souveraineté étrangère, puisque l'Autriche se trouvait déliée de ses engagemens par la révolution qui transformait l'Italie, et plus l'Autriche se sentait menacée, cernée par cette révolution d'une nationalité grandissante, plus elle se rejetait dans tous ces expédiens de la force que la diplomatie anglaise elle-même lui reprochait. C'était le consul d'Angleterre à Venise qui écrivait un an après Zurich : « Pour donner quelque idée de la manière arbitraire dont ce peuple est traité, je dirai qu'un grand nombre de personnes respectables qui ont été arrêtées n'ont jamais été jugées et sont toujours en prison. Pendant ces derniers jours, un peintre nommé Coffi a été mis en jugement pour avoir fait la caricature du prêtre Zinelli; il a été acquitté, mais il est toujours en prison. Le même fait est arrivé à la comtesse Calvi pour une accusation insignifiante. » Économiquement la Vénétie ne se sentait pas moins atteinte; tout ce qui se faisait en Italie tournait contre elle. La communauté d'intérêts qui la liait à la Lombardie se trouvait brisée par le caprice d'une frontière nouvelle, par les lignes douanières, tandis que d'un autre côté les Romagnes, les Marches, les duchés, Naples elle-même, toutes ces provinces avec lesquelles la Vénétie avait conservé jusque-là un commerce étendu, trouvaient désormais plus commode, moins onéreux de se tourner vers Gênes et la Ligurie. C'était un si singulier état que Mantoue et Vérone pouvaient recevoir de Gênes certaines marchandises à meilleur marché que de Venise elle-même.

Politique, intérêts, sentiment national incessamment excité par le spectacle contagieux de l'Italie transformée, tout aggravait la scission, et de fait cette scission était désormais complète entre l'Autriche et ce dernier fragment de sol italien sur lequel elle tenait encore à laisser flotter son drapeau; elle était si complète que lorsque le gouvernement de Vienne, cherchant à se retremper dans la vie constitutionnelle, essayait d'attirer des députés vénitiens dans le conseil représentatif de l'empire, il ne rencontrait qu'un refus obstiné. La plus grande partie des communes ne se réunissait pas ou s'abstenait de nommer les délégués du premier degré;

les assemblées provinciales profitaient de ce résultat négatif pour s'abstenir de dresser les listes électorales; la congrégation centrale à son tour déclarait qu'il n'y avait pas lieu de nommer des députés au conseil de l'empire. Le gouvernement finissait par désigner lui-même ces députés, et ces étranges *élus* refusaient comme tout le monde. Voilà quelle était la situation de ces provinces, autrichiennes par l'autorité de la diplomatie et de la force, italiennes d'âme, d'esprit, d'intérêts. Lorsqu'on en est là, il ne manque plus que l'occasion. L'occasion est venue, le dernier lien entre la domination impériale et l'Italie a été rompu, et cet affranchissement de Venise n'est pas seulement le fruit du sang versé dans les combats d'aujourd'hui, des défaites récentes de l'Autriche, il est surtout le couronnement de cette vie agitée d'un demi-siècle, où le sentiment national a grandi, tantôt dans l'éclat des résistances héroïques, tantôt dans le silence d'une servitude subie et jamais acceptée.

Voilà donc l'Italie arrivée aujourd'hui à cette pleine et souveraine possession d'elle-même sans laquelle elle pouvait se sentir toujours menacée. Il y a dix ans, elle n'était encore que la vieille Italie avec un petit peuple levant un drapeau vers lequel commençaient à se tourner toutes les aspirations nationales. Tout lui a souri, elle a même été un peu gâtée par la fortune. La guerre de 1859 a entamé la domination autrichienne. Quelques mois et quelques milliers de volontaires ont suffi bientôt pour faire disparaître quatre ou cinq petites souverainetés locales ébranlées par une sorte de déchaînement méthodique du sentiment national. Aujourd'hui c'est Venise qui est le prix d'une lutte nouvelle, et l'Italie gagne la dernière province qui manquait encore à sa jeune puissance. C'est la période de la revendication patriotique, nationale, qui finit par la disparition de toute souveraineté étrangère au-delà des Alpes. La seule question qui reste, la question de Rome, est à la fois plus petite et plus grande que celle de Venise; elle est d'une autre nature, et ce n'est pas par les armes qu'elle sera tranchée. Ce qui s'achève aujourd'hui, c'est une constitution territoriale à laquelle l'Italie tendait de tout l'effort d'un patriotisme longtemps comprimé. Ce n'est pas que toutes les difficultés soient vaincues; c'est maintenant au contraire qu'elles commencent, toutes ces difficultés organiques, financières, que le gouvernement italien a pu ajourner tant qu'il était obligé de rester sous les armes, et ce n'est pas la possession de la Vénétie qui peut aider pour le moment à les résoudre.

Venise est une force morale pour l'Italie; elle est peut-être sous d'autres rapports une faiblesse. Il ne faut pas s'y tomper en effet :

la Vénétie est une province italienne d'âme et de cœur, dont il serait puéril de vouloir faire revivre l'autonomie; mais c'est une province ruinée, épuisée d'impôts, de taxes extraordinaires, de réquisitions, d'occupations militaires, une province qui a payé 100 millions la guerre de 1859. Ressources des communes, fortunes privées, industries locales, commerce, ont été rudement atteints, et c'est un serviteur de l'Autriche qui écrivait : « A partir de la guerre de 1859 commence pour Venise une phase de décadence si rapide que peut-être n'en trouverait-on pas un second exemple dans l'histoire de notre commerce. » De telle sorte que matériellement Venise n'offre pas peut-être une grande ressource; elle ressemble à un grand corps endolori, épuisé, qui a besoin de se refaire. C'est sous l'influence d'un régime libre, c'est en retrouvant ses rapports naturels avec la Lombardie et les autres provinces italiennes que la Vénétie peut se relever; c'est par la liberté que Venise peut redevenir la rivale de Trieste et revoir ses navires sur toutes les mers d'où ils se sont retirés depuis longtemps. C'est pour l'Italie un gage de puissance dans l'avenir; pour le moment, c'est une œuvre de réparation à réaliser, c'est-à-dire une complication intérieure de plus au milieu de toutes les complications dont l'Italie doit triompher pour s'affermir définitivement.

Une autre difficulté, et celle-là se lie à une situation générale, à toute une politique, tient aux circonstances mêmes dans lesquelles s'est accomplie cette renaissance de Venise à la vie nationale. Elle implique, à vrai dire, une question d'alliances. L'Italie, cela est bien clair, n'a pas été militairement heureuse, quoique ses soldats aient mérité le succès. Ce n'est pas par les armes qu'elle a emporté la Vénétie; ce n'est pas devant elle que la domination autrichienne a battu en retraite. Par orgueil ou par calcul, l'Autriche n'a voulu se retirer qu'après une victoire sur les Italiens, et en abandonnant alors la Vénétie ce n'est pas aux Italiens qu'elle a voulu la laisser, c'est à la France qu'elle l'a cédée.

Que l'Italie se soit émue, se soit sentie blessée dans son orgueil militaire et national par un procédé qui semblait l'humilier devant la France; qu'elle ait tenu à reprendre sa marche en avant, même quand elle ne rencontrait plus d'ennemi, pour rester fidèle à l'alliance prussienne, elle le pouvait sans doute, elle le devait peut-être. Elle a malheureusement trop laissé voir comme un vieux fonds de mauvaise humeur et d'animosité contre la France. Elle s'est trop hâtée dans l'impatience de ses irritations. Blessée elle-même par l'Autriche, elle a blessé à son tour un certain instinct français. Il en est résulté en France un vrai froissement, presque un refroidissement subit pour les succès où les revers de l'Italie, une sorte

de malaise enfin où il n'est resté d'inaltérable que la sympathie toujours ardente et profonde pour Venise. Et ce sentiment s'est développé avec d'autant plus de vivacité que le spectacle de tout ce qui se passait en Allemagne était de nature à éveiller toutes les susceptibilités du patriotisme français. Il semblait que les récriminations assez inopportunes de l'Italie vinssent s'ajouter à l'irritante obsession de tous ces événemens, qui créaient au pas de charge et sans notre aveu des situations où la politique française est certainement intéressée. Les Italiens choisissaient en vérité mal leur moment. Ils ne voyaient pas que, puisque l'Autriche était décidée à mettre son amour-propre à l'abri d'une de ces fictions qui ne trompent personne, il valait au moins autant pour eux recevoir la Vénétie des mains de la France que des mains de la Prusse. Ils ne voyaient pas surtout qu'ils donnaient de trop faciles prétextes à leurs ennemis, toujours prêts à saisir l'occasion de diminuer la popularité de leur cause, et qu'ils donnaient des armes à leurs adversaires et embarrassaient leurs amis. C'est la crise la plus sérieuse qu'ait traversée jusqu'ici l'alliance morale de l'Italie et de la France, et ce qui aurait dû être un lien de plus, la délivrance de Venise, est justement ce qui a fait naître cette crise. Les Italiens ont pu céder à un moment d'humeur né d'une série de déceptions, du mécontentement de leur propre rôle; ils sont trop fins, trop clairvoyans, trop politiques, pour ne pas s'arrêter à temps sur ce chemin, pour ne pas voir surtout que, si l'alliance prussienne leur a été utile, ce n'est pourtant qu'une combinaison de circonstance, la coalition fortuite d'un sentiment légitime d'hostilité contre l'Autriche et d'une âpre ambition, — que pour eux l'alliance vraie, naturelle et permanente, c'est l'alliance française. C'est cette alliance, moralement préparée par Manin, diplomatiquement scellée par Cavour, qui a aidé l'Italie nouvelle à naître, à grandir, à devenir ce qu'elle est aujourd'hui, et sérieusement, si la France ne l'eût pas voulu, est-ce que cette guerre dont la délivrance de Venise est le prix eût éclaté? Tout donc rapproche les deux peuples, idées, intérêts, convenances, traditions, et quand le souvenir d'un passé si récent s'y mêlerait, ce ne serait pas encore déshonorant pour l'Italie.

CHARLES DE MAZADE.

CUBA ET LES ANTILLES

I.

LA HAVANE, UNE VILLE DES TROPIQUES.

21 février 1865.

Nous sommes à la Havane, dans la Capoue du Nouveau-Monde, dans les délices de la reine des Antilles. Pour vous jeter tout de suite *in medias res*, souffrez que je vous introduise familièrement dans la chambrette où j'écris, les coudes serrés, assis sur une chaise branlante, au milieu d'un pêle-mêle de caisses entassées et entr'ouvertes. Mon compagnon de voyage, M. M***, un Américain distingué dont j'ai fait la connaissance à Philadelphie il y a trois semaines, et que j'ai l'honneur de vous présenter malgré la légèreté de son costume, est là qui va, vient, sue, travaille comme un cyclope dans sa forge et complète à grand'peine une toilette sommaire, en me disputant le rebord étroit de la table grasse où je suis accoudé. Profitons d'un moment de trêve, et faisons d'un coup d'œil le tour de notre horizon.

C'est une boîte étouffée, écrasée sous un plafond bas et noir, entre quatre murailles tendues de toiles d'araignée et d'un papier jaune en lambeaux où la saleté dessine toute sorte d'arabesques curieuses. Un lit vermoulu couronné d'un moustiquaire tout grisonnant de poussière s'étale dans le beau désordre où l'a laissé son dernier occupant. La fenêtre est grillée comme celle d'une prison : elle s'ouvre au fond d'une cour, c'est-à-dire au fond d'un puits

large de trois pieds, bordé de balcons qui se touchent, et percé de fenêtres qui se regardent en face, si bien qu'on peut se donner la main de l'une à l'autre et qu'il faut se résigner à n'avoir aucun secret pour ses voisins. Cette ouverture indiscrète donne peu de jour, point d'air ni de fraîcheur, mais une vapeur chaude, épaisse, un parfum délicieux de friture et de graillon, qui s'élève de la cuisine avec le tintamarre des voix criardes et le vacarme éclatant de la vaisselle entrechoquée. C'est au fond de cette basse-fosse qu'on nous a enfermés, en attendant qu'on nous donne le luxe d'une chambre à deux lits, au cinquième étage, avec de l'air, de la vue et de la lumière. Quant à obtenir chacun une chambre, il n'y faut seulement pas songer : la chambre à un lit est un raffinement de civilisation qui n'a pas encore pénétré jusqu'ici. Nous voilà loin de nos rêves voluptueux de hamacs balancés nonchalamment par une troupe d'esclaves silencieux et de sommeils langoureux rafraîchis par la brise des éventails doucement agités! Nous ne sommes pas encore dans le pays des fées.

Et pourtant quel plaisir de voir briller le soleil, non pas ce soleil pâle et froid de nos latitudes, qui éclaire sans réchauffer, mais ce beau soleil des tropiques qui embrase et transfigure tout ce qu'il touche de ses rayons! Quel brusque et merveilleux changement en cinq jours! Comme me voilà loin de ce neigeux New-York, de sa boue, de ses pluies et de sa rade encombrée de glace à une lieue en mer! J'en suis étonné, désorienté; j'ai besoin de me remettre de l'éblouissement de cette lumière et de l'excitation de cette chaude et baignante atmosphère. C'est le ciel de Naples ou de Sicile en plein été, succédant tout à coup à l'âpreté d'un hiver de Russie. On y éprouve le même sentiment de bien-être que dans un bain de vapeur, avec le même besoin du *far-niente* physique et moral. A peine si j'ai le courage de penser et d'écrire : je voudrais pouvoir passer tout le jour les paupières à demi closes, à fumer la cigarette en me balançant sur ma chaise de cannes; mais il faut d'abord que je vous raconte les cinq journées toujours semblables et toujours nouvelles pendant lesquelles le steamer *Moro-Castle* m'a balancé sur l'océan.

On se plaint souvent de la monotonie de la mer, et il est vrai que sous les mêmes latitudes une longue navigation n'est guère qu'un long ennui. Surtout dans cette morne saison, l'horizon gris ou d'un vert pâle, le ciel d'un bleu froid et cendré, les nuées grises et sales, çà et là un brouillard ou un orage noir, toutes ces tristesses vous font chercher dans la cabine et dans le peu de vie qui s'y retire un refuge contre la désolation de cette grande étendue sans couleur et sans expression; mais quand on avance vers le sud,

chaque jour le ciel et l'océan s'animent. On a sous les pieds la même étendue mouvante, sur la tête les mêmes nuées et les mêmes étoiles, et les yeux, en parcourant l'horizon, ne découvrent qu'une voile lointaine, ou bien un troupeau de mouettes blanches se jouant autour du navire et bondissant dans le sillage écumeux qui fuit derrière nous. Cette scène, toujours la même, prend des teintes et des expressions changeantes. La couleur des eaux, la profondeur de l'horizon, les nuits tardives et soudaines, l'éclat nouveau des étoiles, et jusqu'aux chaudes bouffées de ce vent du sud qui nous baigne d'une vapeur invisible, tout nous surprend et nous intéresse, si bien que les heures et les journées s'écoulent sans se faire sentir. Chaque matin nous mesurons à l'atmosphère échauffée combien de centaines de lieues nous avons faites, nous jetons quelque partie gênante de notre vêtement d'hiver, et quand nous nous levons le dernier jour en vue de la Havane, nous nous étonnons d'être si tôt arrivés.

L'Amérique, d'ailleurs, nous a fait les adieux les plus maussades. Quand nous nous embarquâmes, il venait de tomber un orage de neige, le trentième peut-être de l'hiver. Nos bagages, déposés sur la jetée, et nos personnes, plantées là sans abri, sont soumis, à l'examen de MM. les douaniers. Leur grande affaire est de découvrir s'il y a parmi nous des rebelles. Il y a d'abord les officiers de la douane, puis l'officier de la police spéciale du général Dix, puis l'officier de la police urbaine ordinaire; enfin il y a M. le *detective*, que je n'ose pas appeler en bon français du nom de mouchard, représentant de la police extraordinaire et occulte que le gouvernement a été forcé d'établir pendant la guerre. Ces messieurs cependant semblent avoir délégué leurs pouvoirs à une sorte d'argousin repoussant, sans uniforme, sans signe visible de son autorité, en bottes éculées et en chapeau troué, semblable au plus suspect des habitans des *Five-Points*. Ce personnage s'approche de moi et me demande où je vais. Je le prends pour un portefaix et je réponds : « A la Havane. — D'où êtes-vous? — De France. — Où avez-vous résidé dernièrement? — De quel droit, s'il vous plaît, me faites-vous ces questions? vous n'êtes pas un officier de police. — Pardon, je suis l'officier de police. » Sur quoi cette face repoussante et ces mains sales se mettent à fureter dans mes caisses, y découvrent mon pistolet, le déchargent, ouvrent mes cahiers, mes livres, examinent avec un air d'importance tous les papiers écrits en Français. Je songeais, en le voyant faire, que j'aimais autant nos gendarmes et nos commissaires de police. Un gouvernement est forcé, dans certains cas, de recourir à quelques mesures tracassières; mais au moins doit-il à sa dignité de se faire représenter par des visages

convenables et par des mains lavées. Tel est pourtant le défaut presque inévitable des institutions démocratiques et le résultat naturel de cette indépendance individuelle qui est leur plus grande qualité. Tandis que chez nous on se rue aux offices, et qu'il n'est guère de petit bourgeois qui ne se sente honoré de porter dans la douane ou dans la police l'uniforme du gouvernement, ces emplois subalternes tombent ici dans le mépris public, et l'on ne trouve guère pour les remplir que la lie des plus basses classes. — A la police vint s'ajouter la neige, qui redoubla de violence et nous tint toute la nuit immobiles. Le lendemain seulement nos roues battaient la glace, et nous fûmes bientôt en pleine mer.

C'est samedi soir que nous avons commencé à sentir l'influence méridionale. Nous étions alors à la hauteur de Savannah, mais la côte basse de ces régions ne paraissait pas au-dessus du cercle de l'horizon liquide. La Grande-Ourse et les autres constellations du nord ne s'étaient pas encore abaissées dans la mer. La nuit était chaude, sans lune, mais si lumineuse et si scintillante d'étoiles que la planète Vénus faisait dans la mer un reflet d'argent. L'eau, tordue par nos roues puissantes, s'enflammait sur notre passage d'une lueur phosphorique et étrange qui lui donnait l'air d'une masse ruisselante d'argent fondu. On eût dit des millions d'étincelles blanches allumées dans chaque goutte d'eau, ou un essaim innombrable de bestioles lumineuses dansant sur les vagues troublées. Le reflet argenté de cette lumière fantastique jouait sur les flancs du navire et sur les blanches chaloupes suspendues à ses côtés comme la lueur mystérieuse des splendeurs sous-marines de je ne sais quel palais des nymphes. Ce phénomène, assez rare dans nos latitudes, est quotidien sous les tropiques. On l'attribue, vous le savez, à des matières animales en décomposition, dont le phosphore s'enflamme au contact de l'air sitôt que la vague est troublée. Voilà du moins ce que nous enseigne la science positive de l'âge moderne. Ne vaut-il pas mieux rêver, avec les anciens, de fées et de génies?

Le lendemain, chaude et paresseuse journée sous la tente du steamer, sur une mer huileuse et bleue comme le ciel. A droite, la côte basse de la Floride s'enveloppe dans les vapeurs; à gauche, dans le lointain, une bande d'un bleu vif et verdâtre s'étend le long de l'horizon. C'est le *gulf-stream,* dont les eaux mouvantes se distinguent à plusieurs lieues par leur transparence azurée. Une voile, un trois-mâts, à demi couché sur l'horizon, passe rapidement entraîné par l'immense fleuve, tandis que le remous, replié le long de la côte, nous pousse en sens inverse vers le sud. Le soir, une fraîche brise s'élève, une brise presque glaçante, quoique aussi

tiède que nos vents d'ouest. Elle vient de la pleine mer, et couvre bientôt le ciel d'une vapeur épaisse. La nuit tombe, obscure et agitée, tandis que nous longeons les côtes et l'archipel à demi submergé des Florides. Le soleil levant nous montre les formes arrondies des grands arbres, seul accident de cette longue bande grise qui est la terre, et qu'on prendrait volontiers pour un banc de vapeurs. La mer est houleuse, et se soulève par grandes lames pesantes, telles qu'il en roule souvent sur les plages longues et ouvertes. Vers le soir enfin, tournant le dos à la Floride, nous coupâmes le *gulf-stream* en droite ligne, le cap sur la Havane. Comment vous dire la grandeur tranquille et pourtant menaçante du spectacle qui s'offrit alors à nos yeux? — Il avait soufflé tout le jour un vent du nord qui avait soulevé de grosses vagues et livré un violent combat à la puissance irrésistible du courant. Les lames oscillaient maintenant indécises, et un calme profond, solennel, s'était fait dans l'atmosphère pesante et chaude. Tandis que les vagues nous roulaient à gauche, le courant nous repoussait à droite avec une violence qui faisait incliner nos vergues et semblait quelquefois nous déraciner. Nous avancions ainsi péniblement, et nos roues, soudainement submergées l'une après l'autre, faisaient entendre un tonnerre intermittent et sinistre. L'horizon avait une profondeur immense, inconnue à nos climats, et dont la transparence vaporeuse semblait infinie entre les lourdes nuées qui pesaient sur le ciel et les montagnes noires des vagues. Le jour baissait rapidement; des pans de nuages déchirés s'éclairaient d'un jaune menaçant et brillaient parmi les masses compactes et violettes de leurs voisins immobiles. Les brisans de la mer avaient des lueurs blafardes en contraste étrange avec le bleu sombre et ardoisé de la surface des eaux. L'air tiède, humide, pénétrant, semblait étouffé et comme oppressé dans l'attente de quelque grande convulsion des élémens: on eût dit un orage immense qui se préparait à tous les coins du ciel. — Un pauvre malade en délire, qui depuis deux jours nous tourmentait de ses discours et de ses gestes extravagans, se promenait comme un fou en poussant des exclamations incohérentes sous l'influence énervante de cette atmosphère trop forte pour sa faible machine. C'était le ciel des tropiques qui prenait, pour nous recevoir, toute sa lugubre majesté.

Ce matin, au lever du jour, nous étions en panne devant la rade de la Havane. Les autorités n'en permettent pas l'entrée la nuit. Un long bras de terre ou plutôt un promontoire de rochers, sur lesquels s'élèvent les tours et les remparts pittoresques du vieux château du Maure, en ferme à moitié l'ouverture. Mais voici le phare qui s'éteint, le canon qui retentit, le drapeau espagnol qui

s'élève dans le premier rayon de soleil. Le signal est donné; nous accostons le pilote venu à notre rencontre, nous arborons nos fières couleurs républicaines en face du drapeau usé d'un despotisme vermoulu; nous lui faisons, en passant, l'honneur de deux coups de canon, et nous franchissons l'étroit défilé qui sépare le château de la ville. A droite, sur une plage basse et unie, les vagues déferlent avec leurs panaches blancs. A gauche, la vieille forteresse nous montre la gueule de ses canons surannés. La ville de la Havane, rouge, bleue, jaune, resplendissante de toutes les couleurs de l'arc-en-ciel, groupe capricieusement en face de nous ses terrasses orientales et ses tourelles mauresques. Un bouquet de palmiers, un massif de mûriers festonnent gracieusement la plage, tandis qu'un peuple de petites nacelles aux toits colorés se presse autour du rivage dans ce pêle-mêle pittoresque et brillant dont les paysages du midi ont seuls le secret. Cependant nous avançons dans des eaux soudainement devenues tranquilles, parmi les grands vaisseaux de guerre espagnols qui encombrent la rade. Un essaim de petites barques nous environne, nous assaille, se colle aux flancs du navire comme une nuée d'abeilles. C'est parmi les bateliers un feu roulant d'interpellations, d'offres de service, en espagnol, en anglais, en français, dans toutes les langues qu'ils savent et ne savent pas. Quelques-uns, pour mieux se faire entendre, grimpent comme des chats à leurs mâts fragiles. Ils sont blancs, jaunes, noirs, de toutes les teintes possibles et imaginables entre le charbon de terre et le jus de tabac, les blancs aussi brûlés que les mulâtres et faciles à confondre avec eux. L'ordre cependant se fait petit à petit : chacun loue sa barque, y fait descendre ses bagages primitivement au bout d'une corde. Dehors les voiles, et toute la petite flottille aborde en rangs pressés à la douane.

Je n'y arrivais qu'avec frayeur et tremblement. Les Américains m'avaient fait un tableau terrible de ces douaniers espagnols soupçonneux, exigeans, rapaces, de ces permissions à obtenir, de ces rançons à payer, de toutes les tracasseries qu'il me faudrait endurer avant de mettre le pied dans les rues de la Havane. Je craignais pour mes livres, pour mes armes, pour quelques pamphlets abolitionistes que je rapportais des États-Unis et qui pouvaient me nuire dans un pays d'esclavage. Je ne tardai pas à me rassurer et à m'apercevoir que l'arrivée des voyageurs était pour le gouvernement colonial une trop précieuse aubaine pour qu'on s'avisât de les décourager en leur jetant des bâtons dans les jambes. Après un coup d'œil superficiel jeté sur mes malles, qu'il me fit ouvrir toutes ensemble, l'employé me pria de passer au guichet du receveur. Celui-ci retient nos passeports et nous délivre à chacun, au prix de

deux piastres, un permis de débarquement. Demain nous retournerons à la police pour acheter un permis de séjour; enfin, quand nous voudrons quitter l'île, nous irons une dernière fois réclamer nos passeports, qui nous seront rendus moyennant finance, avec un permis de rembarquement. L'épreuve dont on me faisait si grand'peur n'est qu'une formalité productive et une manière d'arracher quelques plumes aux oiseaux de passage. Vite en voiture, et à la recherche d'un logis passable! L'hôtel dell' Almy, qui est, dit-on, le meilleur, n'a plus une chambre vide. Nous traversons la vieille cité, nous franchissons les remparts, nous longeons un square nouveau planté de palmiers, et nous débarquons à l'hôtel de Inglaterra, la seconde auberge de la Havane, que je vous décrirai une autre fois.

22 février.

Figurez-vous une baraque de bois et de plâtre peinte en rose et en bleu, haute de deux étages, et large de six ou sept fenêtres. C'est sur cette façade qu'est située la porte; mais, une fois la gueule franchie, ne vous attendez plus à aucune régularité. Un escalier presque monumental fait deux tours, se borde un instant d'une belle grille dorée de fer battu, puis se termine en échelle de bois qui conduit sur des terrasses, au sommet d'une espèce de tour branlante où est perchée notre chambre nouvelle. Notre porte ne ferme guère et notre carrelage ne connaît pas le balai, sans compter qu'il offre à chaque pas des montagnes et des précipices. Notre miroir (car l'appartement est décoré de glaces) est incrusté d'une poussière séculaire que nul plumeau ne laboure, deux lits de fer pressés l'un contre l'autre occupent à peu près la moitié de la chambre; mais, ô miracle! nos fenêtres ont des carreaux de verre, chose rare et luxueuse à la Havane, où les maisons ne se ferment guère qu'avec des volets de bois. Quant au plafond, il est fait de poutres et de planches, les murs nus sont en madriers ornés d'arabesques d'un haut goût, et l'un de nos lits de sangle, un seul, est muni d'un mince matelas et d'une courte-pointe de calicot jaune de fabrique française, avec enluminures militaires imprimées en noir qui représentent une collection de tambours-majors, de vivandières et de grenadiers, le tout crasseux, dépenaillé, horrible, plein de toiles d'araignées et de bêtes ténébreuses qui montrent leurs trompes affamées dans toutes les fentes. Tel est le vaste et somptueux appartement qu'on nous a donné pour nous dédommager du logis bizarre où nous étions casernés hier. Ici du moins nous avons de l'air et de la vue, et les vitres cassées nous serviront la nuit de ventilateurs. Nous voyons à notre gauche la mer et sa surface grise, hérissée,

écumante, car le vent du nord souffle encore, à droite des toits, des terrasses, des murs bleu de ciel crénelés de verre de bouteille, où viennent percher mélancoliquement les bandes funèbres des *urubus* ou petits vautours noirs. Ces jolis animaux, qui remplissent dans tous les pays tropicaux les fonctions importantes de nettoyeurs de la voirie et de gardiens de la santé publique, sont devenus tellement familiers qu'ils ne fuient pas l'approche de l'homme, et qu'il faut presque les pousser du pied dans les rues, comme nos moineaux parisiens. Il y a même une loi qui protége leur vie sous des peines sévères. En voilà une volée qui s'ébat devant cette fenêtre : je ne puis vous dépeindre leur maigreur affamée, leur vol lent et lugubre, leur plumage sale et hérissé, leur œil terne, leur tête d'un gris rougeâtre, tout cet ensemble de laideur obscène et de stupidité féroce. On dirait les harpies de l'*Énéide* ou plutôt une troupe de croque-morts déguenillés qui sortent, le nez rouge et l'air paterne, du cabaret voisin du cimetière. En dépit de cet aimable voisinage, mieux vaut notre logement près des nues que la rangée de cellules grillées que j'ai aperçues en passant au pied de l'escalier.

Je suis descendu en ville. Je ne sais si après un voyage en Espagne la Havane aurait pour moi l'attrait qu'elle a maintenant. Peut-être n'est-ce qu'une pauvre copie des villes de la mère-patrie; mais telle qu'elle est, avec ses rues étroites et pavées de lave, ses maisons basses et à demi mauresques, ses étalages de pacotilles européennes ou de produits pittoresques du pays, et ses banderoles d'étoffe peinte pendues à travers les rues pour servir d'enseignes aux boutiques, elle me semble avoir un caractère à elle et tout à fait tropical. Il y a encore dans la basse ville, aux environs du quai, quelques ruelles tortueuses, encombrées de mulets, de charrettes, de ballots et de caisses, qui racontent l'ancienne prospérité commerciale et la civilisation arriérée du pays. On y vit comme dans le vieux temps, en plein air, presque dans la rue, à portes grandes ouvertes. La plupart des négocians ont leurs bureaux, leurs habitations et leurs magasins dans la même maison. Une grande porte-cochère à battans de bois massif, souvent sculptée ou ornée de clous historiés, s'ouvre sur la rue étroite. Le porche et la cour sont pleins de ballots empilés, boîtes de cigares, caisses de sucre, sacs de café, grains et fruits de toute espèce. Le portier, mulâtre, nègre ou brun chocolat, est gravement assis au pied de l'escalier, et vous salue respectueusement quand vous passez. L'escalier de pierre, grand ouvert, vous conduit à une large galerie en balcon, une sorte de portique qui entoure la cour étroite et ornée de rudes colonnades. Souvent l'*office*, le bureau du maître, est dans la galerie même, exposé à tous les

vents. De larges portes ouvertes me montrent ici une vaste salle aux murs garnis de livres, de casiers, de grands bureaux d'acajou, là les appartemens de la famille, un grand salon meublé avec ce luxe douteux et ce goût médiocre qui sont propres aux intérieurs méridionaux. Quelques-unes de ces habitations, construites dans un vieux style espagnol massif, ont un grand air d'opulence et d'antiquité; toutes rappellent en général la vie retirée et bourgeoise dont elles n'ont conservé que l'extérieur. La civilisation américaine s'est glissée déjà sous ces dehors surannés.

Entrez dans une de ces maisons vénérables qui semblent devoir être habitées par quelque riche marchand en large pelisse de soie ou en sévère costume de velours noir. Vous y trouvez un homme moderne, habillé à la mode de New-York, le plus souvent Allemand ou *Yankee*, ou, s'il est Espagnol pur sang, tellement américanisé qu'il a perdu l'originalité et pour ainsi dire le fumet de sa race. Les ruelles étroites, à fenêtres solidement grillées, bordées de lourds balcons en fer, portent au milieu de la chaussée la double empreinte du *railroad-car* américain. Il y a jusqu'à des omnibus avec un toit en forme de pagode chinoise, à la façon de New-York. Enfin la barbe blonde et l'épaisse botte ferrée du *Yankee* se rencontrent autant dans les rues que la tête maigre et noire et le classique soulier verni percé de l'Espagnol; mais ce mélange extravagant de toutes les populations du globe est justement l'originalité de la Havane. Ici le *Yankee* bien connu, fraîchement débarqué des États-Unis, portant gauchement le poids de la chaleur; là-bas l'aventurier allemand, que je devrais plutôt appeler aventureux, car c'est généralement un personnage intelligent et sympathique, au rebours des vilaines physionomies françaises qui traversent Cuba en route pour Vera-Cruz; puis l'Espagnol à moustache fière avec sa tournure indélébile de grand seigneur déchu; le mulâtre bouffi et ventru, tout de blanc habillé, vautré nonchalamment au fond de sa voiture de louage, tandis qu'entre son pantalon et sa bottine vernie paraît un morceau de sa jambe jaune et velue; puis la négresse vêtue d'oripeaux éclatans, parée comme une figurante de théâtre, drapée dans une robe de cotonnade et dans une écharpe de mousseline brillante, jambes, bras et tête nus, — et toute une population d'ânes, de mulets, de petits chevaux pittoresquement bâtés et harnachés, de bœufs courbés sous le joug; tout cela défile sous vos yeux tandis que vous roulez vous-même dans une de ces *volantes*, véhicules nationaux du pays, *corricolos* d'étrange sorte, dont le double timon, long de quinze pieds, emboîte un petit cheval nerveux monté par un postillon nègre aux haillons brillans. Le siége, abrité par une espèce de cabriolet écrasé, re-

pose sur le brancard même, et par l'ouverture laissée au fond de la capote vous voyez tourner derrière vous les deux larges roues qui vous portent. La *volante* ne peut pas verser, quand même le cheval s'abattrait sous sa charge pesante; l'essieu est trop large et le centre de gravité trop bas pour qu'elle chavire de côté. Le timon, d'autre part, est si long, qu'en le posant à terre la voiture est à peine inclinée en avant. Il y a des *volantes* de louage qui coûtent vingt-cinq sous la course; mais on en rencontre d'aussi élégantes que les calèches à la Daumont de notre bois de Boulogne, traînées par deux et trois chevaux, guidées par de beaux nègres en livrées rouge et or. Voici maintenant l'officier de police en uniforme mousquetaire Louis XV, avec des paremens blancs galonnés d'or, fièrement campé sur son cheval immobile. Des soldats passent dans la rue en capotes de coutil bleu brodées d'or. Enfin écoutez ce cri étrange, à la fois nasal et harmonieux, qui traverse la rue silencieuse : *Naranjas dulces!* C'est le vieux marchand d'oranges nègre qui chemine côte à côte de son baudet à la tête basse, et qui se bouche les oreilles avec ses deux doigts à chaque cri qu'il pousse, comme s'il était ennuyé de la monotonie de sa musique sempiternelle.

Suivons-le dans sa lente promenade, en cherchant le long des murailles une ombre rare à cette heure du jour. Nous descendons la rue *Mercaderes*, la rue des marchands, toute bordée d'un bout à l'autre des plus belles boutiques de la Havane. Au bout, nous rencontrons la *plaza de Armas*, un joli square orné de fontaines et décoré de plates-bandes touffues où s'épanouissent les vives couleurs des fleurs tropicales. C'est là que se trouve le palais du gouverneur, ou plutôt (car c'est un gouverneur militaire) du capitaine-général de l'île de Cuba, — vaste édifice carré, entouré d'arcades, assez insignifiant, mais de mine vraiment royale. Tous les fils du gouvernement y sont rassemblés sous la main du maître. En face, un petit enclos s'étend jusqu'à la mer, lieu consacré et entouré de grilles où, suivant la tradition, Christophe Colomb aborda pour la première fois dans l'île. Plus loin, au fond d'un dédale de ruelles, s'élèvent les vieux bâtimens de la douane, qui ont un peu l'air d'une forteresse avec leurs porches sombres et leur cour intérieure aux arcades profondes et surbaissées. Une troupe de grands gaillards nègres, aux formes athlétiques, s'y agite en tumulte au milieu des ballots et des barriques, enlevant ou déposant des fardeaux, et jurant à gorge déployée quand ils se rencontrent ou s'entre-choquent sous la voûte étroite qui sert d'entrée. On me montre dans un coin des arcades la vieille table usée où depuis plusieurs siècles on tire tous les quinze jours les numéros gagnans de la fameuse loterie ha-

vanaise. Je cite encore pour mémoire les cafés où se presse tous les soirs une population oisive, bruyante, bavarde, en face d'un paquet de cigares, d'un charbon brûlant et d'une *granizada de leche*. Souvent le tapage des conversations est accru par un piano infernal, touché par deux mains de fer, qui jouent *fortissimo* quelques-uns des morceaux les plus bruyans de Verdi. Les Havanais, si mous et si nonchalans pendant le jour, aiment à être réveillés le soir par un vacarme à rompre les oreilles. Je vous parlerai une autre fois du *paseo*, des flâneries de la place d'Armes, qui est la place Saint-Marc de l'endroit, comme la Dominica en est le café Florian, et des voiturées de señoritas à tête nue à qui l'usage du pays interdit de mettre le pied par terre. Pour le moment, il faut que j'aille voir si je pourrai découvrir mes lettres dans le chaos de la poste de ce gouvernement barbare. Il paraît qu'il n'y a pas encore de convention postale entre Cuba et les États-Unis, de sorte que les lettres n'y parviennent que par bienveillance.

23 février.

Ce climat est délicieux en cette saison. Les brises de mer continuelles le maintiennent à une température aussi douce que celle de nos belles journées d'été. Les nuits sont fraîches, légères, radieuses et à peine humides. On raconte que la semaine dernière il y a eu sur les plantations de l'intérieur grésil et gelée, si bien qu'on a pu casser de la glace sur les étangs; mais la ville est à l'abri de ces variations, d'ailleurs peu redoutables, quoique les Cubans fassent autant de bruit de leur demi-millimètre de glace que nous de cinq pieds de neige.

Je n'ai rien fait d'intéressant depuis hier. Il y a toujours, au moment où l'on arrive dans un pays étranger, une attente incertaine et une perte de temps involontaire qu'il ne faut pas reprocher au voyageur. On porte des lettres, on fait des connaissances, on attend les invitations et les conseils. Et puis la paresse est dans l'air, et le milieu de la journée, comme en Italie, n'est bon qu'à dormir. C'est le matin, au lever du soleil, que les naturels se promènent et travaillent. Le soir est réservé à une flânerie universelle : le théâtre, le *paseo*, la promenade en voiture, la musique à la place d'Armes, et l'éternel bavardage des cafés. Il n'y a qu'un moyen d'échapper à une oisiveté absolue, c'est de se ménager une longue matinée en faisant la veille une provision de sommeil.

Mais je suis trop routinier pour fermer les yeux à volonté. Faisons donc une nouvelle promenade à travers la ville, au petit pas, cherchant l'ombre le long des murs, là où des toiles tendues de maison en maison ne protégent pas la chaussée. La place d'Arme

est le rendez-vous et le centre universel. C'est là que je descends de ma *volante*, dont le cheval n'est pas caparaçonné d'or et d'argent, ni les coussins fourrés de velours, ni le postillon muni d'autres bottes que ses jambes noires et nues, mais dont la selle haute, recourbée, perchée sur une double épaisseur de matelas en pyramide, et le petit cheval maigre emmanché comme une mouche aux immenses brancards en pattes d'araignée ont toujours un air pittoresquement ridicule qui me fait préférer ces véhicules barbares aux *victorias* à l'anglaise que la civilisation américaine tend à mettre à la place. Je m'arrête en face du palais du gouverneur, je franchis d'un pas hésitant la porte de la grande cour sans que le factionnaire m'arrête ou m'interroge; puis je monte avec recueillement le grand escalier de pierre, d'où je passe, sans plus de cérémonie, dans l'antichambre de son excellence. Je trouve là des aides-de-camp polis qui me disent que le capitaine-général n'est pas visible en ce moment, mais que demain, vers midi, je serai admis en son auguste présence. Rien de plus simple d'ailleurs et de moins effrayant que cet appareil royal, dont on m'avait parlé aux États-Unis et qui choque tant le républicanisme américain.

Puisque nous voilà dans la basse ville, allons au *Correo* chercher nos lettres. Je tourne à droite, dans cette ruelle où je vous ai déjà conduits et qu'ombragent de vieilles maisons aux balcons de bois et de fer sculptés; je traverse encore la cour de la douane avec ses colonnes de granit, ses arcades surbaissées encombrées de ballots en désordre, son porche étroit, où se pressent en tumulte chariots, mules, tonneaux et portefaix nègres au milieu desquels je me faufile à grand'peine. Les murs délabrés sont partout revêtus de peintures voyantes aux couleurs favorites des Espagnols, rose, bleu de ciel, jaune et quelquefois vert tendre, toutes si heureusement mariées, ou plutôt si magnifiquement éclairées par un soleil éblouissant que la brutalité même en paraît harmonieuse. En revanche, cette lumière, qui rehausse les teintes vives, tue les nuances délicates et légères qui conviennent à nos climats. On rencontre çà et là dans une *volante* élégante des dames qui chassent l'ennui de leur vie oisive et cloîtrée en faisant des emplettes par la ville. Elles s'arrêtent devant une boutique, à l'ombre de la capote obscure et basse, voilées elles-mêmes de la mantille de dentelle noire, tandis que le marchand leur apporte un à un ses articles avec force humilités et salutations. Les belles indolentes, sous cette éclatante lumière, ont quelque chose de terne et de blafard qui gâte leur beauté. En voici deux, une blonde et une brune, que j'ai vues hier au théâtre français (où, par parenthèse, j'ai entendu *les Pattes de mouche*, jouées par la troupe future de l'empereur Maximilien), et que j'ai beaucoup admirées à la clarté des lustres; je les reconnais

à peine, et il me semble que non-seulement leur teint est noirci, leurs yeux éteints, mais que leurs traits même sont défigurés. Pour lutter avec ce soleil, il faut une couleur franche et sombre comme celle de ce *coulie* indien des îles Malaises qui demandait l'aumône au coin de la rue, à genoux, la tête nue, en roulant ses yeux aveugles, ou bien celle de ce petit nègre que j'ai vu tout à l'heure dans le jardin qui borde les remparts et remplit les anciens fossés, jouant et gambadant tout nu parmi les grands feuillages et les grosses fleurs éclatantes des tropiques, brillant lui-même comme du cuivre poli et bondissant dans les rayons brûlans de midi comme dans son élément naturel. Voyez encore cette négresse herculéenne, aux larges épaules, à la robuste poitrine, aux grosses lèvres charnues, qui s'avance avec un mouvement lourd et rapide qui tient de l'éléphant et de la tigresse : voilà les êtres qui semblent faits pour vivre dans le soleil; mais quant à leurs blanches maîtresses, condamnées par les mœurs du pays à l'inaction physique, elles végètent comme des plantes ou comme des bêtes à l'engrais, se dandinant sur leur *balancine*, entre leur fenêtre et leur porte ouverte, les mains croisées et inertes, la bouche close, les yeux vaguement dirigés vers la rue, plus semblables à des statues qu'à des femmes, roulant de temps en temps une cigarette qu'elles placent entre leurs lèvres de pierre. Vous concevez ce que doivent devenir à la longue leur intelligence et leur corps : leur corps une boule de graisse, leur esprit une machine rouillée, indolente, inutile, qu'on pourrait, semble-t-il, enlever du corps sans causer aucun trouble. Jamais un livre, jamais une aiguille ne dérange leur sérénité majestueuse. Leur visage même, à la longue, reflète le néant de leur intelligence, et, si correctement que la nature l'ait formé, prend une expression de matérialisme vulgaire qui n'ajoute pas à leur beauté.

Nous avons rencontré déjà le marchand d'oranges. Voici un autre naturel curieux du pays : le marchand de billets de loterie. Vous le trouvez à tous les coins de rue, dans tous les cafés; il vous poursuit, vous importune, vous impose sa marchandise, et, si vous n'y prenez garde, remplacera dans vos poches votre or par du papier blanc. Celui que vous voyez assis à l'entrée de la ruelle qui mène au *Correo*, me reconnaissant pour un *Yankee* fraîchement émoulu de son pays natal, ne manque jamais de me saluer d'un cri rauque, aigu, étourdissant et si brusque, si surprenant, que chaque fois je retourne involontairement la tête. Laissons-nous séduire pour cette fois seulement, et achetons non pas un billet tout entier au prix exorbitant d'une once d'or (1), mais deux seizièmes de deux numé-

(1) Environ 89 francs. L'once espagnole ne vaut en réalité que 16 piastres; mais l'Espagne, qui paie chaque année à sa colonie une forte somme de numéraire en

ros différens pour la somme modeste d'un demi-doublon. On ne peut guère, avouez-le, s'en tirer à meilleur compte, ni faire au culte des faux dieux un sacrifice plus économe. Puisque le jeu est ici une religion nationale, il faut bien, par convenance pure, que je plie le genou devant le dieu Hasard, et que je dépose mon humble offrande aux pieds du gouvernement, son grand-prêtre, qui suivant l'usage immémorial, se nourrit de la viande des sacrifices. La loterie havanaise est le plus terrible instrument fiscal que jamais on ait inventé pour pomper et dévorer, sans qu'il y pense, toute la richesse d'un peuple. Prendre et reprendre des billets sans jamais se décourager est la grande émotion des Havanais, l'occupation qui remplit leur vie. Depuis le mendiant sans aveu jusqu'au propriétaire opulent de dix plantations et de vingt troupeaux de nègres, tout le monde a l'âme suspendue à un numéro de loterie, et l'imagination pleine de quines, de quaternes et de chiffres vus en rêve. C'est à cela qu'on pense en fumant son cigare ou en faisant sa sieste. Le fractionnement des billets en huitièmes, seizièmes et trente-deuxièmes met la tentation à la portée des plus petites bourses. Les commis, les petits marchands, les ouvriers blancs ou nègres, jettent dans ce gouffre sans fond leurs épargnes ou leurs salaires, et ils ne connaissent pas d'autre placement. Les familles riches comptent la loterie dans leurs dépenses; les plus grandes maisons de banque et de commerce mettent régulièrement tous les mois une certaine somme à la loterie : peut-être est-ce un moyen de se concilier les bonnes grâces du pouvoir. Il n'est pas jusqu'aux étrangers établis dans le pays qui ne se conforment vite à l'usage universel. Les Américains surtout, accoutumés d'avance au jeu sous une autre forme, ont un goût très vif pour ces grands coups de dés. J'ai vu un habitant de New-York, enrichi l'an dernier dans la spéculation, qui, tout en faisant cet hiver un voyage de plaisir à l'île de Cuba, a mis tous les quinze jours 2,000 dollars à la loterie. On ne peut pas dire qu'on a goûté de la vie havanaise, si l'on n'a savouré l'espérance d'une fortune insensée et caché ensuite sous un sourire de bonne humeur le désappointement d'avoir perdu. Malheureusement j'ai l'imagination trop froide, trop septentrionale, trop bien équilibrée par le calcul des probabilités rationnelles, pour bâtir beaucoup de ces châteaux en Espagne. Mes deux seizièmes peuvent dormir en paix; je les jette sans illusion dans la gueule du monstre, en voyageur consciencieux qui veut goûter un peu de tout.

échange de ses produits, a trouvé commode d'en fixer la valeur à 17 piastres dans l'île de Cuba.

Le marché se trouve sur mon chemin; je m'y arrête, espérant y voir quelques curieux spécimens de la flore culinaire du pays. Le marché est un double portique entouré de rues sur ses quatre faces, avec une vaste cour pavée et une fontaine au milieu; mais l'heure est trop avancée, les longues arcades sont vides et sombres. Voici en revanche la boutique d'un fruitier ornée de régimes de bananes rangées en grappes, d'oranges en pyramides, de cannes à sucre en faisceaux, et d'ananas suspendus comme des lampes ou des corbeilles de fleurs entre les vertes arcades. Ceci me mène à la *Calle del Inquisidor* et à la maison même qui lui a donné son nom, dans les siècles passés résidence du grand-inquisiteur de la colonie, aujourd'hui habitation de don Juan P..., un des hommes les plus influens et les plus respectés du pays. Je monte un escalier orné de faïences et scrupuleusement lavé. J'entre dans un bureau aux portes bardées de fer, pour le moment grandes ouvertes. Je trouve un petit homme vif, aimable, spirituel, qui parle français avec la rapidité et la netteté d'un Bordelais. On attelle sa voiture: il me mène au *paseo*, au jardin du capitaine-général, où glissent dans l'ombre du crépuscule les *volantes* et les calèches, et les dames en grande toilette, tête nue, l'éventail à la main. Enfin il m'offre une loge au théâtre, m'invite à visiter sa plantation, qui est l'une des plus belles de l'île. Il n'abuse pourtant pas des paroles cérémonieuses ni des complimens à l'espagnole. Son accueil est si cordial, si simple, si gracieux, qu'il justifie et dépasse tout ce qu'on m'avait raconté aux États-Unis de la courtoisie et de l'hospitalité havanaises.

24 février.

Si la Havane est, comme on le prétend, la ville la plus riche du monde, ce n'est pas assurément la plus somptueuse et la mieux tenue. Autrefois, c'est-à-dire il y a peu d'années, la voirie était si mauvaise que toutes les grandes rues devenaient des fondrières et restaient impraticables pendant la saison des pluies. On n'avait songé à ménager nulle part un écoulement aux eaux pluviales, de façon que toute la basse ville restait un marécage pendant quatre mois de l'année. Il y a encore au centre du quartier commerçant, vers la jonction des rues de Cuba, Mercaderes et Obispo, à deux pas de la place d'Armes et du palais du gouverneur, un pli de terrain sans issue où les eaux s'accumulent en été jusqu'à rendre impossible le passage des piétons et des voitures. Après chaque averse, et elles sont torrentielles en ce pays, il se forme là un tourbillon qui va se déverser jusque dans le port, en passant par-dessus la colline : on ne peut alors le traverser qu'à la nage, et il s'y noie

régulièrement plusieurs personnes chaque année. Étonnez-vous après cela de l'insalubrité de la ville et des épidémies qui la désolent! Les indigènes vous diront que dans la campagne, sur les grands plateaux agricoles du centre de l'île, la fièvre jaune est presque inconnue, et qu'elle est pour le moins autant un produit de la négligence et du mauvais gouvernement qu'un inconvénient naturel du climat de la Havane.

Il paraît cependant que les choses ont beaucoup changé, grâce à l'institution nouvelle et révolutionnaire d'une espèce de corps municipal chargé de l'édilité urbaine. Jusqu'alors il n'y avait à la Havane ni municipalité indépendante, ni même conseil de notables occupé des intérêts locaux. Le gouvernement colonial, c'est-à-dire la personne même du capitaine-général, commandant militaire de l'île, réunissait dans sa main toutes les attributions et tous les pouvoirs : modèle achevé d'une centralisation gouvernementale et administrative à peine égalée par les pachas de Turquie. Ce système fonctionnait avec une aisance et une simplicité admirables; le gouvernement percevait les impôts et laissait faire la nature. Un jour cependant l'autorité s'avisa qu'elle pouvait, sans rien y perdre, confier cette branche de l'administration publique à un conseil élu par elle, choisi parmi les bourgeois les plus riches et les plus imposés de la ville, et en même temps les plus conservateurs de l'ordre établi. En effet, le fisc continue à percevoir les mêmes impôts qu'autrefois, et le conseil de ville pourvoit aux dépenses nouvelles avec des contributions extraordinaires, sans qu'il en coûte rien à l'avarice espagnole. Cette ombre de gouvernement municipal a déjà rendu de grands services : on a repavé les principales rues, construit des trottoirs d'un pied de large, éclairé la ville, construit la promenade nouvelle; on parle même de creuser des égouts pour assainir les bas quartiers et donner un écoulement aux inondations périodiques des mois d'été. Telle est en tout pays la vertu du laisser-faire : l'appel à l'initiative individuelle est le seul remède efficace à l'indolence et au délabrement des gouvernemens absolus.

Tout cela ne fait pas de la Havane une belle ville. Sauf les vieilles habitations des bas quartiers et quelques palais modernes bâtis par des familles opulentes, la plupart des maisons n'ont qu'un seul étage, un rez-de-chaussée élevé de deux pouces à peine au-dessus du niveau de la rue; tous les appartemens sont de plain-pied et entourent une espèce de cour intérieure assez comparable à l'atrium antique. Les rues étroites ressemblent à ce que devaient être les ruelles des vieilles cités romaines; mais quand ces morceaux de maisons décapitées s'alignent le long des larges avenues de la nouvelle ville, ils ont un je ne sais quoi de nu, de pauvre et de mes-

quin. Les fenêtres, qui ont toute la hauteur des appartemens, sont bardées de treillis de fer semblables à des grilles de prison. La première fois que j'aperçus deux négresses à travers cette formidable défense, je crus que j'avais devant les yeux le corps de garde ou le poste de police du quartier. Je suis accoutumé maintenant à appeler salon cette espèce de cellier aux murailles blanches, meublé universellement d'une double rangée de fauteuils à bascule et de crachoirs de fer poli disposés en bataille auprès de la fenêtre, en face les uns des autres, comme deux armées ennemies. C'est là que flânent le soir les captives de ces tristes donjons, tandis que des cigares luisans viennent de temps en temps s'asseoir en face d'elles sur la ligne vide et hospitalière qui appelle le visiteur trop rare. Alors les persiennes, qui pendant le jour interceptaient les rayons du soleil, s'ouvrent pour laisser entrer la fraîcheur et les regards indiscrets du passant. C'est ainsi que nous épions les cercles de famille et les languissantes conversations du soir, alors que, fatigués du tumulte des cafés, de la foule de la place d'Armes, nous errons au hasard dans les rues obscures et silencieuses, en quête de spectacles nouveaux. Vous raconterai-je toutes nos rondes nocturnes? Nous ne rencontrons, je vous assure, ni brigands, ni alguazils, ni amans donneurs de sérénades et de coups d'épée, ni jaloux embusqués au coin d'une muraille, le poignard à la main, enveloppés tragiquement dans leurs manteaux sombres, — enfin pas le plus petit sujet de roman. Nous ne faisons même pas ces rencontres moins poétiques auxquelles nous ont habitués les rues de Paris ou de Londres; on ne voit plus à cette heure que des hommes ou des négresses; les femmes blanches ne sortent plus qu'en voiture, ou bien elles restent chez elles. Cependant, comme nous marchions en rêvant au fond d'une rue noire et solitaire, nous nous arrêtâmes soudain devant une vieille maison basse d'où sortait un rayon de lumière discrète et douce comme celle que laisse passer la lampe d'albâtre suspendue pendant la nuit au fond des chapelles. Le porche arrondi s'enfonçait en arceaux mystérieux comme la voûte d'un cloître, et à travers une grille de fer massive aux barreaux épais on voyait briller dans une gloire cinq ou six figures de femmes immobiles, assises en cercle comme dans un sanctuaire, parées somptueusement de draperies de soie brillante, et de voiles de gaze rose avec des paillettes d'or. On eût dit une de ces niches ou chapelles que les Italiens creusent dans leurs murailles, et où ils mettent derrière une grille de fer des madones en cire ou des figures de saintes enrubannées qu'éclaire le soir de sa lumière douteuse une chandelle tremblotante sous un transparent de papier rouge. Nous nous étions arrêtés en contemplation devant

cette vision mystique, lorsque brusquement une des divinités se lève, vient à nous du fond du sanctuaire et nous ouvre la grille à deux battans. Au son de sa voix, l'illusion fut dissipée, et nous vîmes que la rue entière était bordée de grilles pareilles. On aurait dit l'intérieur d'un couvent. Vous avez déjà deviné l'espèce de dieu qu'on y adore.

Les Havanais ont des mœurs relâchées, comme tous les peuples du midi. Ils comprennent autrement que nous la décence et l'honnêteté. Tandis que chez les peuples du nord la prostitution se déguise et se cache dans la foule, c'est une loi dans ce pays-ci qu'elle porte son enseigne et qu'elle soit publiquement étalée. L'usage établit jusqu'à une distinction de costume entre les femmes honnêtes et les femmes perdues. Celles-ci se reconnaissent à leur tête nue : même en plein jour et sous le soleil le plus ardent, elles n'ont pas le droit de jeter une mantille sur leurs cheveux, car cette coiffure est la marque distinctive des filles et des femmes sages. Encore n'est-il guère permis à une femme qui se respecte de sortir à pied dans la rue. J'en connais qui, après avoir tenté l'épreuve, se sont bien promis de ne jamais recommencer. Elles ont donc le choix entre leurs courses en *volante* par la ville, où elles vont de boutique en boutique, tuant la journée à faire des emplettes inutiles, ou bien la solitude et l'ennui d'une maison triste comme un cloître.

C'est à l'opéra qu'il faut voir les femmes de la société havanaise. Nous y allâmes hier soir entendre quelques actes d'un mélodrame espagnol, une espèce d'opéra tragi-comique mêlé de dialogues et de bouffonneries. La scène était, je crois, en Hongrie ou en Pologne; on y voyait figurer des brigands, des gendarmes, des moines, et toute la défroque théâtrale de l'ancien monde. La musique était bruyante, cuivrée, détestable; mais nous ne l'écoutions guère, et nos yeux étaient plus occupés que nos oreilles. La salle de l'opéra de la Havane est peut-être la plus grande du monde après celle de Milan. Il n'y a pas de parterre, et les places d'orchestre occupent tout le plancher de la salle, bien qu'elles soient d'un prix fort élevé. Aussi le spectacle est-il à la Havane un plaisir raffiné, point du tout populaire, et il n'est guère fréquenté que par les étrangers et les riches. Pour une ville de deux cent mille âmes peut-être, il n'y a que deux théâtres, le théâtre français et l'opéra, qui en général alternent et ne sont ouverts que de deux jours l'un. Du reste il y a peu de spectateurs pour une salle si grande. Ce qu'il faut dans ce climat, ce ne sont pas d'épais coussins ni des rideaux de velours, mais de l'air, de l'espace, de larges entrées. Le public de l'orchestre est un curieux mélange de toutes les modes et de toutes les nations

du monde. Les loges, qui s'ouvrent comme en Italie sur une muraille perpendiculaire, sont pleines au contraire de dames en toilette. Les modes me paraissent plus simples et d'un meilleur goût qu'à New-York. — Toutes ces figures brunes, accentuées, un peu massives, sont attrayantes de loin et meublent bien le pourtour d'un théâtre; il faut s'en approcher pour voir ce qu'il y a de vulgaire et de brutal dans leurs yeux hardis, leurs fortes lèvres, leurs épaules trop charnues et trop épaisses. Par la porte ouverte de chaque loge, j'entrevois la tête du laquais noir en livrée, cavalier servant inséparable qui porte l'écharpe des dames et les suit jusque-là pour leur éviter la fatigue d'un mouvement. Dans le jour, c'est la servante mulâtre qui est assise à leurs pieds, sur un tabouret, comme un chien près de son maître. J'ai pour voisine une grosse dame à moustaches que je vois assise dès le matin sur le pas de sa porte, et que je retrouve encore à six heures du soir assise à la même place, les deux mains posées sur ses genoux. A quoi songe-t-elle? quelle préoccupation cachée absorbe du matin au soir cette tête immobile? Depuis trois jours, son teint blafard n'a pas changé, son visage n'a pas remué d'une ligne, ses yeux vaguement ouverts ont le même regard sans expression et sans pensée.

Quel contraste quand on arrive des États-Unis, de ce pays où les femmes tiennent dans la société la même place que les hommes, et peut-être une place supérieure! — le pays des bas-bleus, des prêcheurs, des médecins femelles, des femmes politiques, où sauf le droit de vote et d'élection, attribué par la loi au sexe fort, la femme envahit partout le domaine que nous nous étions jusqu'à présent réservé, — travaillant dans les manufactures, dirigeant l'éducation, remplissant les bureaux des administrations publiques, les bibliothèques, les maisons de commerce et jusqu'aux greffes des tribunaux! Sans doute ces *Yankees* entreprenantes prennent à leurs occupations une dose exagérée du positivisme national; mais il n'y a que les esprits vulgaires que les occupations pratiques abaissent ou humilient, ceux qui ont la vraie noblesse, la vraie distinction de nature, suivent partout leur pente et trouvent toujours leur niveau. Mieux vaut encore une intelligence absorbée dans les choses pratiques de la vie qu'une intelligence endormie et annulée. Les Américains, je le veux bien, aiguisent l'esprit des femmes aux dépens de l'imagination et du cœur. Les Espagnols des colonies paraissent vouloir les faire semblables à l'idéal des Chinois et des Japonais, qui les traitent comme des choses et leur refusent une âme.

25 février.

J'ai revu hier don Juan P..., et j'ai passé plusieurs heures avec lui. Il m'a retenu à dîner sans cérémonie avec sa famille. Ce repas en plein air, dans une salle à manger sans fenêtres, avec la cour en arcades pour toute vue, un petit coin de ciel bleu à peine visible, et cependant abondance de lumière se jouant sur les fruits et les conserves dorées des tropiques, avait un goût du cru qui vous aurait donné comme à moi cette gourmandise qui est une des formes de la curiosité du voyageur. Si sobre que vous soyez vous-même, vous auriez voulu goûter de toutes les choses inconnues et excentriques, de la tortue de terre à peau verte, de la mélasse noire et rougeâtre comme la peau d'un nègre, de la confiture de coco à l'œuf et à la cannelle, et vous ne vous seriez pas arrêté plus que moi devant le gros cigare humide encore qui produit chez les novices une sorte d'ivresse nerveuse comme celle de l'opium. Le soir, au café de la Dominica, vous auriez tour à tour pompé la *granizada*, savouré le chocolat mousseux et parfumé ou le *nectar soda* semblable à du savon blanc. Tout cela fait partie de la couleur locale, et un pays parle à l'esprit par le goût comme par les yeux, les oreilles et les odeurs.

La famille de don Juan ne ressemble en rien au tableau que je vous ai fait des intérieurs créoles. C'est une famille simple, distinguée, où l'on sent l'influence toute française du maître de la maison. Cependant ses filles, qui savent à peu près toutes les langues, ignorent justement la nôtre, et c'est en anglais seulement que je puis m'entretenir avec elles. Lui-même, élevé en France jusqu'à l'âge de quatorze ans, il a toute la pétulance méridionale sans la gravité un peu lourde et un peu vide de l'Espagnol. Il n'y a pas l'ombre de pompe dans sa politesse ni d'affectation dans sa cordialité. Il possède une des plus belles plantations de l'île, où il emploie quatre cents noirs esclaves et je ne sais combien de travailleurs indiens. Ami indulgent de l'esclavage, puisqu'il en profite, il n'en est pas moins l'ennemi décidé de la traite des noirs, et là-dessus du moins nous pouvons nous entendre. On l'accuse d'appartenir au parti espagnol, et cependant vous lui entendez tenir des propos qui ne sentent pas un grand amour pour la domination abusive et corrompue de la métropole. « L'Espagne, dit-il, nous suce notre meilleur sang; nous sommes pour elle une vache à lait; » mais, bien qu'opposé au gouvernement actuel de la colonie, il n'est pas de ceux que leur haine pour le nom espagnol jetterait de bon cœur dans les bras des États-Unis.

Je ne sais si, comme les Américains aiment à le croire et se hâtent un peu trop de l'annoncer, une révolution se prépare à Cuba, grâce au progrès du parti de l'abolition de l'esclavage, reconnue urgente et salutaire dans l'intérêt même des propriétaires fonciers. Gardons-nous de rien affirmer sur la foi des journaux américains quand leur ambition nationale est en jeu. Il y a cependant, me paraît-il, et si j'en juge par ma courte expérience, une forte aversion pour l'esclavage chez les hommes les plus éclairés du pays, et les théories émancipatrices s'unissent aux sympathies américaines pour menacer la domination de l'Espagne. Comme partout, le parti de l'abolition est plus actif, plus éloquent, plus passionné que le parti conservateur, qui lui oppose la résistance passive des intérêts acquis et des faits enracinés; mais on est loin encore de sacrifier à la haine que les longs abus de l'Espagne ont excitée tout ce que veulent détruire les Américains abolitionistes. L'esclavage, si pernicieux qu'il soit peut-être à la prospérité générale du pays, soutient encore les fortunes individuelles, et, quand même le corps devrait s'en mieux porter pour s'être retranché ce membre gangrené, il y a un instinct bien naturel qui recule devant la gravité du remède, et refuse d'y voir autre chose qu'une chimère lointaine, un rêve de pauvres envieux qui veulent déposséder les riches. Enfin secouer la domination espagnole, c'est appeler la domination américaine, faire passer la civilisation, la race anglo-saxonne sur les ruines de la vieille colonie, et beaucoup d'hommes reculent encore devant un abandon de la nationalité de leurs pères. Le lendemain de l'annexion de l'île aux États-Unis, on verrait, disent-ils, commencer une invasion de barbares plus terrible à sa façon que celle qui a défiguré le continent européen. Nos conquérans ont été conquis à leur tour par la civilisation des vaincus, tandis que le *Yankee* est pour les créoles un barbare civilisé, qui viendra, armé de toutes pièces, imposer sa langue, sa religion, ses mœurs, et noyer ou humilier la race du pays. En cinquante ans, l'anglais serait devenu, comme en Louisiane, la langue officielle; en cent ans, l'espagnol aurait disparu. Cet abaissement inévitable ne laisserait pas la race vaincue indifférente; elle ne se serait pas plus tôt laissé lier les mains qu'elle regretterait sa servitude.

L'Espagne cependant n'a pas de pire ennemie que sa colonie, parce qu'elle l'a traitée toujours en servante et en vassale. C'est d'ailleurs une loi de l'histoire qui veut que les colonies aspirent toujours à l'indépendance, parce que leur situation, le système qui les régit, leur nom même les abaisse. L'antipathie est si grande entre l'Espagnol et le Cuban qu'ils regardent comme une injure la confusion qu'un étranger fait entre eux. Les Espagnols sont tenus à l'écart de la

bonne société havanaise, et eux-mêmes parlent de leurs cousins créoles avec une arrogance souveraine. Bien peu de Cubans sont employés par le gouvernement espagnol; toutes les places, jusqu'aux plus infimes, sont données à des étrangers qu'on envoie exploiter la province. Le capitaine-général lui-même est d'ordinaire un favori placé là pour faire sa fortune. On conçoit donc la colère, la haine aveugle des créoles. S'ils se jettent dans les bras de l'Amérique, ce n'est point par sympathie ni par ressemblance, mais pour abattre cet insolent drapeau espagnol qui n'est plus pour eux qu'un signe de sujétion. Si les Cubans souhaitaient en général le maintien de l'union américaine, c'est parce que l'Espagne souhaitait plutôt le succès des états du sud. Si l'abolition compte ici d'assez nombreux partisans, c'est que l'Espagne s'obstine à soutenir l'institution de l'esclavage, et qu'elle trouve dans la traite clandestine des noirs et dans la traite ouverte des Chinois et des Indiens de gros profits pour son gouvernement et ses émissaires. Chaque jour d'injustice et d'exaction rend donc plus inévitable cette incorporation américaine dont les fautes de l'Espagne pourront seules être accusées. De son côté, l'envahissante Amérique, une fois qu'elle aura mis la main sur cette terre admirable, ne la laissera pas échapper. Qu'on s'en réjouisse ou qu'on s'en afflige, on peut le prédire presque avec certitude : les États-Unis finiront un jour par prendre Cuba et le Mexique; l'Espagne et l'Europe s'en mêleront peut-être, le dernier mot pourtant restera à l'Amérique, et cette civilisation, qu'on a pu croire perdue, continuera son œuvre extraordinaire dont Dieu seul sait la fin...

26 février.

Il est un lieu où j'aime à aller m'asseoir vers midi, à l'heure pesante du jour. Ce sont les bains *del mar*, piscines couvertes d'un hangar qui leur donne de l'ombre, et creusées dans le banc de corail qui forme en cet endroit le rivage. Les requins qui peuplent cette mer, qui croisent de préférence le long des plages habitées, rendent les bains impossibles en dehors de ces baignoires de pierre. La marée, qui ne s'élève ici que de quelques pouces, ne les submerge jamais entièrement. Chaque lame y refoule un flot qui s'y précipite par des rainures étroites taillées dans le roc. Lorsque les vagues sont hautes, elles couvrent le tout d'écume et de pluie salée; mais par les journées calmes on peut s'asseoir, à l'ombre du hangar, au bord même des brisans limpides, et aspirer l'air frais qui sort des eaux. Surtout quand le vent souffle du sud, et que la ville entière est enveloppée d'une nuée de poussière brûlante, ce lieu laid, nu et vulgaire, a quelque chose de vraiment délicieux. En

face s'élève le château du Maure avec ses hautes bastilles et le jeu changeant de ses signaux maritimes. Les voiles louvoyantes qui s'ébattent à l'entrée de la rade animent la mer azurée aux bandes vertes. — Ici c'est le *clipper* américain avec sa longue, basse et mince carène, ses trois mâts légers et effilés, sa triple pyramide à six étages de voiles courtes et tendues. — Ce nuage blanc à l'horizon a fait flotter sur le Moro la banderole tricolore. C'est un vaisseau français en route peut-être pour le Mexique avec ses trois étages de grandes voiles gonflées. — Ce serpent blanc qui glisse là-bas sur les vagues, mince et effilé comme un lézard, avec sa cheminée et ses deux petits mâts cambrés en arrière, c'est un *blockade-runner* confédéré de Galveston. Le hardi petit contrebandier est encore loin à la gauche; mais, avant que ces voiliers nonchalans aient atteint l'entrée de la rade, il a déjà fièrement arboré son pavillon proscrit et franchi l'étroit goulet crénelé de la citadelle. Son propriétaire est peut-être ce grand *Yankee* aux épaules robustes, à l'œil farouche, à la fauve barbe rousse, que son extérieur nous a fait prendre hier, à table, pour un de ces entrepreneurs de piraterie qui exploitent la détresse des états du sud. Depuis que l'île anglaise de Nassau a perdu ses débouchés, Wilmington, Charleston et Savannah, — la Havane est le refuge de tous ces aventuriers. Ils s'en vont chercher jusqu'au Texas le port écarté de Galveston. Ce débouché peut servir à l'exportation des produits du sud-ouest; mais le sud-est, séparé du Texas par les solitudes ravagées et la ligne incertaine du Mississipi, n'y peut ni transporter son coton, ni envoyer prendre les armes, les munitions, les cuirs, les étoffes, qui sont indispensables à sa vie. On parlait dernièrement d'un conflit d'autorité qui s'était élevé entre le général Lee et le commandant de l'armée de l'ouest, Kirby Smith. Le gouvernement confédéré, renonçant enfin à l'immensité de ses prétentions territoriales, voulait ramener près des côtes les bandes agglomérées des *guerillas* transmississipiennes; l'ordre avait été envoyé à Kirby Smith d'abandonner et ses vains brigandages, et sa domination nominale sur les régions de l'ouest. Kirby Smith n'obéit point : le bruit courut qu'il était en révolte, et qu'il allait joindre ses armes à celles des fédéraux; puis on apprit tout bonnement que, s'il n'avait pas obéi, c'est qu'il n'avait pas pu le faire. Son armée, composée d'élémens épars, n'était bonne que pour une guerre irrégulière et barbare, et se dispersait à la première menace de discipline. Voilà par quel lien précaire les états du sud-ouest tiennent encore au tronc défiguré de la confédération rebelle. Galveston et ses *blockade-runners* peuvent prospérer et s'enrichir, sans que l'air respiré par cette fissure passe dans le sang des confédérés. Leur unique soupirail était hier Char-

leston, où parmi les décombres et les cadavres, à travers une triple cuirasse de navires de guerre, un peu d'oxygène passait encore dans leur atmosphère épuisée. Voici maintenant Charleston évacué par leurs troupes. Je conseille donc à mon voisin de table de liquider les affaires et de plier bagage au plus vite, s'il ne veut payer en un jour trois ans de spéculations coupables.

On dit qu'il y a en rade à cette heure un vaisseau belge qui apporte une soixantaine de *coulies* de l'Inde, car la traite des nègres est interdite, mais non pas celle des *coulies*. On les prend partout, en Chine, en Malaisie, aux Indes, non pas précisément par force, mais, ce qui est pire, en les décidant par de fausses promesses. Esclaves, ils ne le sont pas, puisqu'ils se sont librement engagés. Ils sont libres, mais de cette liberté virtuelle du galérien qui passe sa vie les fers aux pieds : comme les nègres, on les conduit par bandes enchaînées. Étant libres, ils doivent payer leur passage, et, comme ils sont insolvables, ils sont vendus, ainsi que les débiteurs à Rome, pour cinq, six, huit années de servitude, après quoi la loi, une loi paternelle et protectrice, prend soin qu'ils ne tombent pas dans une oisiveté malsaine, et les oblige à se vendre pour quatre années de plus. Après cette longue épreuve, ils se figurent, et vous croyez peut-être qu'ils ont assez lavé la tache originelle et payé l'inestimable bienfait d'être enrôlés comme bêtes de somme, comme machines au service de l'homme blanc. Les voilà libres, enfin citoyens de leur patrie nouvelle; on les appellera désormais *señor*, comme les hommes blancs. Point du tout, la tache est indélébile, et le préjugé public les tient dans une condition dépendante et humiliée, pire peut-être que celle du noir natif de l'île et du mulâtre affranchi. Quand une fois le pauvre esclave est bien et dûment expédié dans quelque coin retiré de l'île, qui donc, je vous le demande, ira voir si son temps de service est expiré? Qui prêtera l'appui de la force publique à son droit méconnu? Le gouvernement a d'autres soins que de venir à son aide : on sait du reste comment lui clore la bouche; son métier est de faire de l'argent, et non pas de gouverner ni de faire observer les lois. Une saignée profonde et continuelle, c'est le seul emploi possible de ce mécanisme suranné. Son unique fonction est de tenir en sujétion docile la *siempre fiel isla de Cuba* (1), et de faire aboutir au trésor public tous les ruisseaux de sa richesse. Les fonctionnaires sont autant de sangsues affamées qui, des marais stagnans de la mère-patrie, viennent s'engraisser sur la chair fraîche de la colonie. — Une police, une armée, une

(1) Les Espagnols, qui sont détestés à Cuba et qui sentent eux-mêmes leur empire menacé dans la colonie, s'obstinent néanmoins à l'appeler l'île « toujours fidèle. »

douane, un fisc, des impôts multipliés et inexorables, une justice qui se vend à tout le monde, voilà de quoi se compose tout le gouvernement. L'idée-mère en est la vieille idée monarchique qui veut que l'autorité soit un profit et un moyen d'extorsion.

Notre centralisation française, avec tous ses inconvéniens et tous ses abus, est encore un modèle de gouvernement en comparaison. Si elle absorbe et exprime toute la sève d'un peuple, comme les pouvoirs à l'ancienne mode, elle professe en revanche que son devoir est de fournir aux besoins publics et de pourvoir les individus de tout ce qu'elle leur enlève. La pratique assurément n'est pas irréprochable; mais la théorie est du moins civilisée. Ici le gouvernement ne se donne même point la peine d'avoir un système : il s'empare de toutes les avenues, de toutes les voies par où la vie circule dans le pays, et lève tribut, comme le cheik arabe sur les caravanes, ou le seigneur féodal sur les passagers de la grande route. Encore ne donne-t-il pas aux taillables la protection que ces honnêtes brigands leur accordaient en retour de leurs rapines. Après qu'il a prélevé sa part sur le bien de chacun, il lui laisse le soin de se défendre et de conserver le reste. Ne lui demandez ni sécurité, ni travaux utiles, car ce n'est pas là son affaire. Il n'y a pas de routes à Cuba, si ce n'est celles qu'ont ouvertes les particuliers eux-mêmes; pas de justice, car les procès sont ruineux, et on les redoute comme la peste : je sais des gens du pays qui ont mieux aimé composer avec le voleur que de se plaindre aux juges. En revanche, il y a toujours moyen de frauder la loi quand on est riche...

L'importation des Chinois et des Malais n'a pas du reste la même influence sur la race que celle des noirs. Les blancs les tiennent à distance comme une espèce inférieure et méchante, les noirs même leur restent étrangers. Il y a entre les deux races opprimées je ne sais quelle antipathie naturelle et singulière qui les empêche absolument de se mêler. On prétend que les enfans des *coulies* et des négresses ne peuvent pas vivre, comme si une sorte de malédiction naturelle s'attachait à l'union des races esclaves. La loi, d'autre part, qui encourage l'importation des Chinois mâles, prohibe absolument celle de leurs femmes. Le *coulie* n'est donc qu'un instrument de travail, et ne deviendra jamais un habitant. La mort d'ailleurs n'en laisse pas le nombre s'augmenter outre mesure; le climat leur est fatal, et il est rare qu'ils survivent aux dix ans de travaux forcés que la loi leur impose. Il s'est même introduit parmi eux depuis quelques années une mauvaise habitude qui a inquiété leurs maîtres : celle du suicide. Quand le fardeau des souffrances et des humiliations devenait trop lourd, ces hommes jaunes se tuaient ni plus ni moins que s'ils avaient été des blancs. Les nègres n'ont

point encore appris ce raffinement de méchanceté; leur race est la plus résistante, la plus obstinée à vivre de tout le règne animal. Sous les coups de fouet, sous les coups de bâton, vous les verrez s'attacher à la vie avec une persévérance héroïque et touchante. On peut détruire le corps du noir à force de mauvais traitemens, mais on ne peut épuiser sa forcem orale, ni lasser son amour de l'existence misérable qu'on lui a faite. Cette merveilleuse vitalité de la race explique seule comment elle a pu vivre et s'augmenter même au milieu des maux de l'esclavage. Il n'en est pas de même des Asiatiques : chez eux, le ressort est plus fin, plus fragile, plus vite brisé; leur esprit méditatif et solitaire se représente les maux de leur condition jusqu'à ce qu'elle leur devienne intolérable. Leur ressource alors n'est pas la révolte et le massacre comme chez les nègres de Saint-Domingue : la force d'ailleurs et le nombre leur manquent pour un tel remède; c'est le suicide, moyen des faibles et des impuissans, suprême protestation des opprimés. L'exemple en est devenu si contagieux que l'importation des travailleurs chinois a failli être abandonnée, et que le gouvernement, menacé dans son revenu, a dû s'en alarmer. La mort est le dernier droit, la dernière liberté dont on ne puisse priver un homme. Tous les despotismes, depuis la Rome impériale jusqu'au gouvernement espagnol, sont impuissans contre l'homme prêt à s'ouvrir les veines; en revendiquant ainsi leur indépendance, ces nouveaux stoïciens, qui pourtant n'ont pas lu Sénèque, ont forcé leurs tyrans d'adoucir un peu la condition de leurs frères. On a réduit leur travail, amélioré leur nourriture, établi quelque distinction entre eux et les esclaves noirs; on ne sait si les maîtres ont fait cela par intérêt ou par humanité. Dans les villes, les *coulies* sont encore employés pour la plupart aux plus grossiers services, et dans les auberges où je les ai vus ils sont humblement soumis aux domestiques blancs. Cependant, comme ils ont de l'intelligence et de l'activité, on les voit quelquefois s'élever tout à fait au-dessus de leur condition servile. Ce sont des exceptions individuelles, qui n'en laissent pas moins ces pauvres parias dans une condition pire que celle à laquelle on les arrache, branches stériles détachées du tronc et jetées sur une côte lointaine, misérable peuple sans patrie et sans avenir.

En revanche, l'état de la race noire est moins cruel ici qu'aux États-Unis, du temps où l'esclavage y régnait sans conteste. Les familles de race pure étant, somme toute, assez rares, le préjugé contre les gens de couleur est loin d'être si tyrannique. Vous vous asseyez à la même table, vous prenez place au théâtre à côté d'eux. Les femmes de couleur, au lieu de se cacher honteusement, trônent, lorsqu'elles sont belles, au milieu d'un cercle d'admirateurs. La

race blanche ne s'entoure pas d'une barrière infranchissable et éternelle : il est convenu qu'après plusieurs générations le sang noir s'efface. Il n'y a point d'inquisition tyrannique pour fouiller les origines et proscrire les familles. Pour être traité comme blanc, il suffit d'y prétendre et de ne plus avouer la tache originelle. Ces mœurs plus douces montrent combien le facile Espagnol diffère du rude et puritain *Yankee*. Ce pays, où l'on adore les titres et les puissances, est au fond très imbu d'esprit démocratique et égalitaire. Les premiers venus s'y élèvent aisément au rang des plus anciennes familles, et ne rencontrent point ces barrières de caste que le génie saxon, malgré tout son libéralisme, est prêt sans cesse à opposer aux humbles. Ici l'homme du peuple est *señor* encore plus qu'il n'est *monsieur* en France, tandis qu'en Angleterre il n'est que *fellow*, et qu'en Amérique l'homme de couleur est *boy* toute sa vie. L'esclavage dont Cuba est le berceau et la terre nourricière n'entraîne pas nécessairement l'abaissement et la dégradation de toute la race avec sa descendance. Il a fallu ces Anglo-Saxons à tête carrée, gens à principes et à règles immobiles, inflexibles dans la rigoureuse application de la doctrine admise, pour repousser l'homme de couleur au rang des animaux et des brutes. Nul n'a plus obstinément prêché l'infériorité du noir que ce *Yankee* qui aujourd'hui l'émancipe. Tant que le nègre était esclave, il fallait qu'il ne fût pas un homme; dès qu'il est homme, il faut qu'on l'affranchisse : voilà comment procède la logique des têtes saxonnes; mais les légers Espagnols, avec leurs idées vagues et flottantes, ne se piquent d'être conséquens ni dans le bien ni dans le mal. Il est rare que leurs actes soient d'accord avec leurs doctrines, et le plus souvent ils ne se donnent pas la peine d'avoir des doctrines. L'esclavage se maintient à Cuba parce qu'il existe, et personne n'en donne d'autre défense que le fait lui-même : c'est le seul fondement qu'on puisse raisonnablement lui donner en effet, et sur lequel l'institution puisse braver encore, pour un temps, l'assaut des idées nouvelles. — Il y a des lois qui améliorent la condition de l'esclave, qui exposent les maîtres cruels à des peines sévères, qui les obligent à lui vendre à bas prix sa liberté et celle de ses enfans. Eh bien! ceux même des planteurs qui sont connus pour leur humanité vous vanteront ces lois tout en se félicitant qu'elles ne soient point observées. — La traite est interdite sous les menaces les plus sévères; pas un habitant de l'île qui ne se dise ennemi de la traite. Il en est peu cependant qui, comme don Juan P..., n'aient pas acheté depuis vingt-cinq ans un seul esclave. Quand un navire chargé de bétail humain entre dans le port de la Havane, les autorités espagnoles s'en emparent conformément au traité des puissances européennes

contre le commerce des nègres : comme les *coulies* de la Chine, les Africains sont déclarés libres, et reçoivent le nom sonore d'*emancipados;* mais le gouvernement qui les émancipe pourvoit en même temps à leur existence, et leur fournit, bon gré, mal gré, du travail. Pour chaque émancipé ainsi revendu sous les auspices du gouvernement, celui-ci reçoit un droit de quarante dollars. Le possesseur temporaire l'emmène, le mêle à ses esclaves, et avant la fin de l'année l'émancipé est mort. D'où vient cette fatalité singulière qui frappe tous les affranchis, comme si l'air d'une liberté, même fictive, leur était mortel? Le tour est bien simple, et il ne s'agit que d'une mort légale qui les laisse ressusciter sous un autre nom. Chaque fois qu'un nègre esclave meurt sur la plantation, l'acte de décès est mis sur le compte d'un de ces *emancipados*, travailleurs temporaires qui devraient devenir libres au bout de quelques années de servitude, et le pauvre diable, substitué au mort véritable, perd jusqu'à cette ombre de liberté dont la vague espérance ne brillait plus guère devant ses yeux. Il ne s'aperçoit pas d'ailleurs que sa condition soit changée, et la bourse seule du curé chargé des registres de l'état civil peut dire combien de fois l'église a accompli le miracle. Le gouvernement le sait, le voit et l'autorise par son silence; ce n'est pas pour rien qu'il a touché son droit de débarquement de quarante dollars, et que peut-être les gros bonnets de la Havane ont fait ajouter quelques épingles au marché. L'interdiction de la traite équivaut donc à un impôt de plus. Il est notoire que depuis longues années la traite des nègres a enrichi tour à tour la plupart des capitaines-généraux de l'île de Cuba. L'Espagne y envoie ses mignons ruinés ou ses hommes de fortune récente, qui ont besoin de dorer un peu leur blason nouveau. Leurs appointemens sont relativement modestes, mais ils se chargent de les grossir eux-mêmes. Colonie ou pays conquis, c'est tout un devant la politique espagnole : une vassale doit servir au moins à enrichir des proconsuls besoigneux.

Le gouverneur actuel, don Domingo Dulce, est au moins un honnête homme. En revanche on lui reproche d'être sauvage, bourru et malhabile. C'est un homme sans naissance, un soldat de fortune, mais un administrateur intègre. Son extérieur simple et modeste n'annonce pas un tyran. J'allai le voir l'autre jour, muni d'une lettre de recommandation pressante d'un homme d'état de son pays. Après une demi-heure d'attente, un aide-de-camp m'introduisit dans son cabinet : un homme à moustaches blondes vint à ma rencontre, m'offrit un siége, me prit mon chapeau et le posa sur la table. La cordialité de cet accueil rappelait le sacramentel *take a seat* et le *happy to see you* des Américains. Son excellence ne parle

ni français ni anglais : quelques complimens échangés assez péniblement par la bouche d'un interprète, une poignée de main nouvelle, et je me retirai, peu désireux d'ennuyer et de m'ennuyer moi-même. — Voilà pourtant l'autocrate, le pacha de l'île de Cuba, celui au nom duquel tout se fait sans contrôle, sans murmure, sans révision possible, celui dont un signe peut vous faire étrangler demain. En y songeant, je découvre qu'il m'a fait grand honneur en me faisant asseoir en face de lui, car l'étiquette veut que devant le moindre gouverneur de province, à plus forte raison devant le capitaine-général, les dames elles-mêmes se tiennent debout. Les jours de réception officielle, le capitaine-général trône sous un dais avec tout l'appareil d'un roi, et chacun vient à tour de rôle faire sa courbette devant le maître, qui ne se tient pas debout à la façon française, mais reste assis majestueusement sur le velours. Un des prédécesseurs du général Dulce, se promenant un soir au *paseo*, avait mis pied à terre. Un étranger qui passait, ignorant son auguste présence, le frôla sans le saluer. Monseigneur, qui (ajoute la légende) était un peu pris de vin ce jour-là, leva sa canne et se rua furieux sur le mal appris. N'a-t-on pas vu des majestés royales se traîner dans les corps de garde et les cabarets?

Le général Dulce passe personnellement pour un adversaire passionné de l'esclavage. Quelques personnes malveillantes (il s'en trouve toujours) se demandent jusqu'à quel point il s'abstient de la pratique de ses devanciers. C'est ce que je ne saurais vous dire par mes propres lumières, car il paraît qu'aujourd'hui même le commerce des noirs se poursuit avec plus de précautions, mais avec la même impunité. Il faut dire que sa situation officielle en fait le défenseur de l'institution même qu'il veut ruiner. Il est d'ailleurs le représentant d'une domination odieuse et l'ennemi naturel de tout bon patriote. Quand on le calomnie, je le regrette sans pourtant pouvoir m'en indigner, car une longue série d'injustices a mis ce gouvernement au ban de l'opinion publique, et il faut bien qu'un peu de discrédit s'attache à un pouvoir qui a été si souvent dans de mauvaises mains (1).

Quant aux résultats écomiques de l'esclavage, ils sont les mêmes à Cuba que chez les gens du sud. L'oisiveté de la race blanche, le prix inabordable de la main-d'œuvre, l'abondance excessive des

(1) Le général Dulce vient d'abandonner le gouvernement de la colonie, en laissant à ses administrés un décret qui contient quelques réformes importantes. Avertie par la dernière insurrection de Porto-Principe, l'Espagne semble enfin comprendre qu'elle ne peut sauver sa domination qu'en prenant elle-même l'initiative des réformes. Il ne s'agit encore que de l'instruction publique, qui est réorganisée sur un plan nouveau, à l'américaine, et rendue obligatoire pour les hommes libres, blancs et noirs; mais il

bras pour l'agriculture, le manque d'artisans et d'industrie, le besoin des produits étrangers, la stagnation et l'inertie, tels sont les maux que l'esclavage enfante et qui appauvriraient l'île de Cuba, n'était l'immense fertilité naturelle de son sol. On conçoit à peine comment une société peut subsister et s'enrichir dans de pareilles conditions. Les priviléges commerciaux qui favorisent les misérables produits de l'industrie espagnole, les droits exorbitans qui forcent les produits des nations étrangères à prendre la voie détournée de l'Espagne pour arriver sur les marchés havanais, les mille saignées dont il ne revient rien à la colonie, devraient en peu de temps l'épuiser. Les choses les plus nécessaires y sont hors de prix et pour ainsi dire impossibles à obtenir. Veut-on bâtir une maison, il faut faire venir des ouvriers des États-Unis. On a des bois de construction inexploités et admirables dans les grandes forêts du centre de l'île; mais, plutôt que de sortir de la routine, on fait venir, hier les chênes de la Caroline, aujourd'hui les sapins du Maine. On demande pourquoi il ne s'établit pas d'auberge décente à la Havane? Parce que le prix de la bâtisse est trop élevé. Mieux vaut se contenter de vieilles masures étayées et replâtrées tant bien que mal. Habits, souliers, étoffes, chapeaux, tout se fait à l'étranger. Les chemins de fer sont construits avec des capitaux étrangers; locomotives, rails, wagons, tout le matériel se fabrique aux États-Unis. On s'étonne qu'une pareille inertie n'amène pas la décrépitude.

C'est que la richesse du pays est surtout agricole. Malgré la prospérité commerciale de la Havane, de Matanzas, de Cardenas et de plusieurs autres petits ports d'une importance récente, les capitaux sont rares et les emprunts difficiles; pourtant l'intérêt de l'argent est minime, et les placemens industriels sont à peu près inconnus. Le temps n'est pas encore bien éloigné où l'usage des banques et du crédit était inconnu à la Havane. Il fallait avoir sans cesse de l'argent comptant ou des valeurs en nature, et chacun vendait lui-même les produits de ses terres aux commerçans étrangers qui venaient les chercher dans sa maison. L'utilité des capitaux était si fort ignorée, qu'on paya d'abord un droit aux premiers banquiers qui se chargèrent de les conserver et qui les laissaient dormir dans leurs coffres-forts. Ainsi l'argent, bien loin de produire intérêt, était une forme dangereuse et coûteuse de la propriété; un sac d'écus mis en dépôt coûtait à entretenir comme un cheval à l'écurie. Au-

est impossible de refuser longtemps la liberté politique à ceux qu'on a pris la peine d'y préparer soi-même. Quant à l'esclavage, aucune mesure nouvelle n'est prise pour l'abolir. Cependant le gouvernement conseille et enjoint aux maîtres de pourvoir eux-mêmes à l'instruction de leurs esclaves, et de les préparer ainsi à la liberté. On n'instruirait pas les esclaves, si l'on ne comptait les émanciper un jour.

jourd'hui même, sur quoi repose l'immense succès de cette loterie havanaise qui rapporte 10 millions par an au gouvernement, si ce n'est sur l'ignorance où l'on est de la valeur et de l'emploi des capitaux et sur l'absence d'institutions financières qui les fassent valoir? Le petit capitaliste porte ses économies à la loterie, comme chez nous aux caisses d'épargne. S'il gagne, il fera un trou en terre et y conservera son trésor comme Harpagon sa cassette. On ne peut se faire une idée des richesses qui sortiront de cette île au jour prochain peut-être où l'industrie et la finance américaine l'exploiteront sans entraves.

Le Cubain d'ailleurs est actif et entreprenant, si vous le comparez à l'Espagnol. A part la classe servile, l'instruction est plus répandue ici qu'en Espagne, l'éducation est moins superficielle, les relations avec le reste du monde sont plus fréquentes et plus suivies. Il est peu d'hommes bien élevés à la Havane qui ne parlent plusieurs langues et ne possèdent à fond le français ou l'anglais. Enfin, soit besoin spontané d'indépendance, soit contagion du voisinage américain, les idées libérales y font de nombreux prosélytes. Le gouvernement espagnol redoute l'esprit indépendant et éclairé des fonctionnaires du pays : c'est pour cela qu'il leur substitue partout les mules routinières de la mère-patrie. On ne cite que quatre ou cinq Cubains admis dans l'armée espagnole, et par exception spéciale, car les enfans de la colonie en sont systématiquement exclus.

J'arrive par tous les chemins à la même conclusion : il est évident que Cuba se rendra un jour ou l'autre indépendante, et qu'elle pourra le faire avec l'aide des États-Unis. Il ne s'agit pas de savoir si cet événement sera heureux ou funeste, s'il faut souhaiter cet accroissement à la civilisation américaine elle-même, ni s'il est regrettable que la race espagnole soit subjuguée par les hommes du nord. La chose est inévitable, et il serait superflu de s'insurger contre la certitude.

Lundi, 27 février.

Je ne vous avais pas dit que nous étions en plein carnaval. Depuis notre arrivée, il n'est question que de fêtes, de bals et d'amusemens publics. La populace espagnole a même eu son combat de taureaux. Le soir, les rues de la ville sont pleines de mascarades et de processions hurlantes, drapées en haillons dignes de nos anciens mardis gras. Ce n'est pas le carnaval brillant et élégant de Rome, ni les réjouissances de tripot qui remplacent à Paris les amusemens populaires; c'est un débordement et comme une saturnale des basses classes, la société ne prenant aucune part aux joies du

petit peuple. Les dames du monde parées continuent à se promener comme d'ordinaire au *paseo*, empilées en grappes de trois dans leurs *volantes* aux grandes roues, et à jouer de l'éventail dans leurs loges, au théâtre français ou à l'opéra. Les rues sont pleines le soir de masses compactes, de groupes de chanteurs masqués, de processions aux flambeaux qui circulent, musique en tête, s'arrêtant çà et là pour former des tableaux ou des danses. Aussitôt la nuit venue, la promenade qui s'étend le long des remparts, en face de mon logis, s'anime d'une foule immense et mouvante. De notre balcon nous assistons, sans nous y mêler, à la fête. C'est tantôt le petit musicien ambulant qui chante en frappant des talons et en dansant autour de sa harpe, tandis que les faces noires montrent leurs grandes dents blanches et se tordent de rire autour de lui, tantôt le défilé des invités du bal nègre montant gravement l'escalier de la salle avec des grimaces de grands seigneurs et de marquis, comme des singes qui essaient d'imiter leurs maîtres. Les uns se présentent sans bruit, les yeux baissés et cherchent à déguiser par la modestie de leur allure l'imperfection de leur toilette de bal; les autres arrivent fringans, cambrés dans leur gilet à ramages et leur habit à boutons jaunes, et ils montent triomphalement comme Scipion au Capitole. Les femmes ont des crinolines monstrueuses, des robes exubérantes et grotesquement empanachées; leurs écharpes de gaze laissent voir leurs épaules jaunes comme du cuivre ou noires comme du charbon. Un Chinois se tient sur le seuil, recueillant les billets, tandis que l'alguazil est planté gravement debout au pied du péristyle, tenant d'une main sa pique et de l'autre sa lanterne, débris du moyen âge mal placés parmi les *revolvers* et les becs de gaz du temps actuel. Tout à coup une danseuse se précipite dehors, avec son cavalier, pour rattacher son jupon qui tombe; un jeune premier mal à l'aise dans ses bottes vernies vient les retirer sur l'escalier, puis il retourne bravement à la danse, déguisant sa grimace sous un beau sourire. Les danseurs, que j'entrevois par la fenêtre ouverte, sont plus graves et plus compassés que dans un salon de ministre : à peine de temps en temps ils se permettent un large sourire aussitôt comprimé. Les bonnes gens ont peur de manquer de dignité vis-à-vis d'eux-mêmes, comme des enfans qui jouent à faire les grandes personnes.

Parfois ce sont des querelles et des rixes entre les bandes ennemies des Cubains et des Espagnols. Ceux-ci ont une pratique curieuse et burlesque dont ils font une sorte de ralliement national et de cérémonie patriotique. Deux ou trois hommes masqués s'arrêtent au milieu de la foule et se mettent à chanter un refrain mono-

tone et lamentable. Bientôt un, deux, trois, vingt, trente et quelquefois une centaine de compagnons viennent se joindre à eux et chanter en chœur en formant une espèce de ronde singulière, où ils se dandinent d'avant et d'arrière en se tenant par la main. Nul n'y prend part que ceux qui reconnaissent le chant traditionnel de l'antique tribu dont ils croient ou prétendent descendre. C'est sans doute au son de la même cadence que les peuplades de l'ancienne Hispanie dansaient la ronde de guerre dans le camp de Viriathe. Les émigrés espagnols, qui forment ici la classe ouvrière, conservent ces débris de l'ancienne barbarie comme un signe de reconnaissance au milieu de la population hostile où ils vivent. Cette singulière cérémonie dure souvent de longues heures et se prolonge bien avant dans la nuit, jusqu'à ce que la voix manque et que le corps tombe épuisé. Quelquefois on provoque les mascarades mulâtres ou cubaines, et la scène se termine par des cris de guerre et des coups de couteau. Le masque est une sauvegarde pour les meurtriers, qui échappent aisément dans la foule à la poursuite molle et indulgente de l'homme à la hallebarde et à la lanterne. Tant assassinats que brigandages, la statistique du crime est effrayante pendant ces trois journées, et ne plaide pas en faveur des joies innocentes du bon peuple. En une seule nuit, on a compté trente et un meurtres, presque tous suivis de mort d'homme. Les Espagnols, avec leurs passions sauvages et encore à demi barbares, sont pour la colonie un grand élément de discorde et de confusion. Les Chinois et les Malais sont aussi fort dangereux : quand la fièvre de la vengeance et du sang les possède, ils tuent sans distinction tous les hommes blancs qu'ils rencontrent. Enfin le désordre du carnaval n'est dépassé, dit-on, que par celui du jour des Rois, jour de bouleversement et de révolution, consacré de temps immémorial à une espèce de saturnale durant laquelle les esclaves sont les maîtres de la ville. Ce jour-là, les blancs doivent rester dans leurs maisons. Les hommes de couleur règnent, et leur empire éphémère est sans pitié.

Après-demain, j'espère, tout va rentrer dans l'ordre, et les spectacles du carême vont succéder sans doute à ceux du carnaval. Je dois dire à ce propos que les Havanais ne me paraissent pas aussi assidus à l'église qu'on pourrait le croire en pays espagnol. Nous allâmes l'autre jour à la cathédrale pour juger de la dévotion du peuple autant que pour voir un monument médiocre. La cathédrale est à l'extérieur un édifice fort ordinaire dans le style jésuitique espagnol; mais quel fut notre étonnement en nous apercevant qu'elle était fermée! Ce devait être pourtant l'heure des vêpres; c'était aussi l'heure de la *sieste*, et nous n'y avions pas songé.

En revenant de notre pèlerinage inutile, le hasard nous fit passer devant le marché aux poissons. Ceci nous dédommagea de notre déconvenue. Je ne suis pas naturaliste, mais j'irais volontiers le matin passer des heures devant cette table où se jouent, comme dans un kaléidoscope, toutes les couleurs possibles et imaginables avec l'éclat d'un arc-en-ciel ou d'un coucher de soleil. Les poissons des mers tropicales sont de vraies « fleurs animées, » comme dit Michelet des oiseaux-mouches, et la nature a déployé plus de génie sur leurs brillantes écailles que Tintoret sur ses dix mille toiles. Je ne parle pas de leurs formes et de leurs aspects étranges, qui sont au moins égalés par ceux des vilains monstres de nos latitudes, mais seulement de leurs couleurs. Les uns sont roses comme l'aurore, avec des rayures vertes et dorées; les autres bleu d'azur avec des taches de pourpre. On s'évertuerait vainement à décrire ces combinaisons merveilleuses et fantastiques, et ce luxe de demi-teintes perlées, argentées, rosées, qui mettent l'harmonie dans ces éblouissantes parures.

Tout est beau dans ce climat, tout met les yeux en fête. Nous allâmes hier soir prendre au *paseo* un peu de poussière et d'air chaud. Nous mîmes pied à terre un instant aux *jardins du capitaine-général*, une jolie petite maison de campagne blottie à la porte de la ville dans un bosquet choisi des plus beaux arbres du tropique. Il y a derrière l'habitation, chose merveilleuse en ce pays, une rivière et une cascade artificielles d'eau pure et fraîche, entourées de buissons fleuris et épineux. On entre par un parterre de fleurs brillantes, encadrées d'une verdure si fraîche qu'on oublie le soleil ardent dont les rayons penchés se jouent dans les grands panaches ondoyans des palmiers. Ceux du jardin du capitaine-général sont renommés pour leur belle et régulière venue, et l'on ne saurait en vérité imaginer rien de plus gracieux, de plus classique et de plus athénien dans ses formes que cette longue allée de grandes colonnes lisses et blanches, semblables au portique de quelque temple grec. Les troncs sveltes s'amincissent à un pied de terre, puis se renflent de nouveau, puis s'amincissent encore jusqu'au grand chapiteau vert, pousse des derniers mois, où s'enroulent les longues palmes vertes entrelacées sur la tête du promeneur. Une ou deux de ces gracieuses plumes végétales penchent vers la terre à demi flétries; la plus basse traîne le long de l'arbre, comme prête à se détacher. C'est la dépouille mensuelle du palmier, qui compte ainsi les semaines et les années par la chute de ses feuilles. Une sorte de barbe rougeâtre et grenue, semblable à une grappe pendante, s'attache au-dessous de la touffe verte : c'est là que poussent les baies et les graines. Une espèce d'étui vert et

pointu se dresse au-dessus de cette fleur, au milieu des feuilles qu'il domine : c'est l'excroissance ou, à vrai dire, le bourgeon connu sous le nom de chou-palmiste, et dont les feuilles tendres, serrées, servent à faire une salade fraîche et sucrée. Le palmier est vraiment le roi de la végétation tropicale et le plus noble de tous les arbres connus. Il pousse lentement et n'atteint jamais les proportions colossales des chênes ou des érables du nord; mais sa forme est si exquise, si parfaite, son port si élégant et si simple, qu'il se distingue au milieu d'eux comme l'Apollon du Belvédère au milieu d'un peuple de monstres. Toutes les parties du palmier ont leur usage : les palmes sèches servent aux toits des maisons, les troncs creusés aux tuyaux des sucreries, la figue à la nourriture de tous les animaux vivans, le chou à celle des herbivores, et le cœur enfin, mou et sucré, fait les délices du cheval. Rien ne se perd de sa substance, comme rien n'est imparfait dans sa forme. Il faut s'être promené dans les allées et les bois de palmiers sans fin des campagnes tropicales, pour comprendre l'espèce d'amour qu'inspire cet arbre merveilleux.

A côté se dresse ou plutôt se ploie le cocotier à tige longue, rugueuse et grêle, toujours courbé vers la terre, et portant comme avec peine sa touffe de longues feuilles flexibles, semblables de loin à celles du palmier, mais plus molles, plus échevelées et trop lourdes pour l'arbre débile. Une grappe de noix vertes grosses comme la tête d'un homme s'attache aux tiges des feuilles et semble ajouter au poids de cette tête penchée. Le cocotier plie et s'agite au moindre souffle, le vent le tourmente comme un roseau, tandis que le palmier laisse ondoyer légèrement ses branches gracieuses sur sa tête droite et haute.

Descendons aux peuplades plus humbles de la végétation de ces climats. Voici le bananier bien connu avec son étui brun et ses feuilles lisses déroulées, voici l'ananas avec sa verdure grise et hérissée de pointes, — le cotonnier, arbuste grêle et clairsemé de feuilles, entr'ouvrant ses petits cocons de duvet blanc, — le caféier avec sa tige droite, sa petite touffe frêle, ses feuillettes d'un vert sombre, ses fleurettes embaumées et ses graines rouges, — la canne à sucre, ce roseau noueux et un peu cornu, aux gaînes jaunâtres, et tant d'autres inconnus dont le souvenir m'échappe. Il y a aussi des oiseaux-mouches voletant dans une cage dorée, des poissons roses et bleus dans une eau pure, enfin un jardinier nègre, accroupi dans une plate-blande, dont la peau s'harmonise merveilleusement avec la forte verdure et les fleurs écarlates des plantes tropicales. — Vite en voiture avant que le soleil ne s'efface à l'horizon, pour aller contempler la vallée, la ville et la mer du sommet

de la colline où le jardin s'adosse et où s'élève une des forteresses qui défendent la ville!

Ce n'est pas dans les pays méridionaux qu'il faut chercher les fortes couleurs; les contrastes brutaux, les ciels sanglans, les incendies de nuages se trouvent plutôt dans le nord. Le grand charme du ciel des tropiques est dans l'harmonie exquise et presque vaporeuse des teintes. A cette heure, la région du soleil couchant a une sérénité lumineuse et douce qui se marie insensiblement au bleu clair et velouté du ciel nocturne. Le petit croissant de lune qui commence à paraître étincelle sans éblouir, et l'atmosphère est si pure que l'œil suit distinctement les contours de la face obscure de l'astre. Une étoile, celle que nous appelons l'étoile du soir, s'est levée avec la lune, et se tient dans son voisinage, comme une suivante inséparable, plus étincelante elle-même qu'une flamme phosphorique dans les facettes d'un diamant. Le vaste et doux paysage s'étend au loin devant nous, borné à gauche par des collines mollement ondulées, à droite par la mer calme et bleue. La ville de la Havane est là, à nos pieds, à demi dérobée par le pli de terrain qui s'incline vers la rade. Les groupes élégans des palmiers se parsèment au loin dans la plaine, dont les formes un peu maigres et dépouillées s'illuminent vers l'horizon des plus délicates nuances de lilas tendre qu'ait jamais exprimées le pinceau de Marilhat ou de Decamps. Le bleu et le violet se jouent dans ce paysage avec un si harmonieux caprice, qu'on dirait les nuances d'un ruban de moire aux reflets mobiles. La baie se glisse comme une langue d'azur à la fois vif et doux entre deux bandes de verdure dont les teintes discrètes s'estompent de l'ombre du soir. Au premier plan, sur la colline d'une roche rouge et nue, les haies menaçantes d'aloès hérissés, les buissons de cactus aux dents venimeuses disent la puissance et l'hostile fécondité de cette nature aux sourires si voluptueux; mais je n'en finirais pas si je m'obstinais à tout décrire. Je vous en ai dit assez de la Havane, de ses pompes, de ses ennuis et de ses plaisirs. Il est temps de quitter cette grande petite ville à l'aspect misérable et inachevé. Matanzas nous offre, dit-on, un meilleur gîte et une ample moisson de beautés naturelles.

ERNEST DUVERGIER DE HAURANNE.

LA

CRISE FINANCIÈRE

DE L'ANGLETERRE

II.

L'ACT DE 1844 ET LA LIBERTÉ DES BANQUES.

I.

L'Angleterre vient de passer par une épreuve qu'elle n'avait jamais subie (1). Plus d'une fois des crises formidables ont éclaté de l'autre côté du détroit, plus d'une fois un commerce colossal, une industrie merveilleuse, un crédit étendu, une richesse sans cesse croissante, y ont éprouvé un rude ébranlement. On y connaissait les *runs upon the bank*, c'est-à-dire les assauts livrés par les détenteurs de billets et par les déposans aux caisses des institutions de crédit; mais jamais on n'avait vu, pour nous servir de l'expression du président actuel du *Board of Trade* (ministre du commerce), sir Stafford Northcote, un *run upon England*, causé par la méfiance répandue à l'étranger. — Malgré le taux élevé de l'escompte, qui assurait un beau revenu aux détenteurs des lettres de change disposés à attendre l'échéance de ces titres, les remises sur l'Angleterre ont été délaissées, et les soldes ont dû en grande partie être payés en or. Ce coup a porté atteinte non-seulement aux

(1) Voyez la *Revue* du 15 août 1866.

intérêts les plus vivaces du pays, mais encore à la fierté du sentiment public. La Grande-Bretagne, ainsi que l'a reconnu l'*Economist*, s'était résignée à ne plus peser sur le monde comme puissance militaire, elle savait qu'elle ne représentait qu'une puissance géographique de second ordre; mais son orgueil était satisfait du rôle de grande puissance financière. Son amour-propre a été blessé dans ce qu'il avait de plus sensible lorsqu'elle a vu la défiance générale repousser ses valeurs de crédit, si recherchées jusque-là par le monde entier.

Tel a été le caractère saillant et nouveau de la crise actuelle; on peut être assuré que rien ne sera négligé pour prévenir le retour d'une pareille calamité. Les hommes d'affaires ont les sensations vives, mais la mémoire courte. S'il ne s'agissait que d'une de ces secousses périodiques qui portent de rudes coups aux fortunes privées, on n'y penserait plus dans six mois, car le mouvement fécond du travail ne tardera point à compenser les pertes subies. Il en est autrement de l'échec éprouvé par le crédit extérieur de la Grande-Bretagne; c'est une bataille perdue qui laissera un long souvenir. Il ne suffirait pas de s'approvisionner de canons rayés et de fusils à aiguille, de construire des *monitors* ou d'étendre les fortifications pour garantir désormais le royaume-uni; il faut sonder courageusement la plaie financière, y porter au besoin le fer chaud et rétablir dans l'estime de l'univers la force vitale qui anime ce grand corps. « Les chiens de garde sont nécessaires pour préserver le troupeau, » disait le duc de Wellington; ce qui est plus nécessaire encore, c'est que le troupeau continue de prospérer. Aussi toutes les institutions financières vont-elles passer au creuset de la discussion; on peut s'en rapporter sous ce rapport à l'esprit sérieux et investigateur des Anglais, aiguisé par l'intérêt national mis en éveil. On laissera de côté tout vain ménagement; on essaiera d'atteindre le mal dans sa racine. Aucun principe, quelque éprouvé qu'il paraisse, ne saurait se soustraire au plus minutieux examen.

L'occasion semble favorable aux innombrables faiseurs de projets pour mettre en avant les réformes qu'ils prônent depuis longtemps, notamment en ce qui touche le régime de la circulation fiduciaire. Le prestige de la richesse générale s'est trouvé voilé; ne faut-il pas s'en prendre à une mauvaise organisation du crédit? Les ressources de l'Angleterre se sont montrées insuffisantes; n'est-ce pas le moment d'essayer de la merveilleuse panacée d'une multiplication plus abondante de la monnaie créée sans effort et sans peine? L'*act* de 1844 n'a-t-il pas été comme le dragon jaloux qui défendait l'entrée du nouveau jardin des Hespérides? ne faut-il point l'écarter afin de prêter secours à tous ceux qui demandent des

avances? N'est-il pas honteux pour l'Angleterre qu'elle ait subi pendant trois mois l'escompte à 10 pour 100, tandis que la Banque de France ne demandait que 4 et 3 1/2 pour 100? Rien n'a été épargné dans ce sens de ce qui peut irriter et de ce qui peut séduire les esprits. C'est en vain qu'il y a deux ans M. Goschen, dans son remarquable écrit intitulé *Sept pour cent* (*Seven per cent*), avait mis à néant ces spécieux artifices; on a profité de l'excitation du public pour reproduire le même thème, et des besoins factices ont cherché à ressusciter des erreurs victorieusement réfutées. Toutefois les fantaisies attardées des disciples déguisés de Law ne nous inquiètent guère pour un pays positif et éclairé comme l'Angleterre. Des systèmes sérieux peuvent seuls y être sérieusement débattus. Tous les hommes dignes d'être écoutés y sont fermement attachés au principe de la circulation métallique; ils n'admettent le billet qu'autant qu'il représente fidèlement l'or, et qu'il s'échange à volonté contre de l'or; ils ne diffèrent que quant au mode à choisir pour assurer ce résultat capital. Les membres de l'ancien et du nouveau cabinet, la chambre des lords et la chambre des communes, le club d'économie politique et les organes accrédités de la presse, tout le monde est *bullionist* (1), sévèrement *bullionist*; tout le monde aujourd'hui comprend que la monnaie n'est pas simplement un signe d'échange, qu'elle doit être un équivalent, posséder une valeur intrinsèque, afin de servir d'évaluateur commun de tous les produits et de tous les services, de véhicule au commerce international.

C'est le souverain d'or, d'un poids et d'un titre déterminés, qui constitue la base de la circulation britannique. L'école de Birmingham, après avoir essayé de ressusciter une vieille méprise, s'est abîmée dans le désastre de la célèbre maison Attwood and Spooner. Cependant la lutte, transportée sur un autre terrain, n'est ni moins vive ni moins grave. Il est admis sans contestation aucune que le billet de banque doit être constamment échangeable contre de l'or; reste à savoir comment il faut s'y prendre pour assurer l'application de cette règle fondamentale. Le billet de banque remplit la fonction de la monnaie, il circule comme elle, il termine les transactions, il ne rapporte rien et ne vaut que comme instrument d'échange. « Le public reçoit et donne les billets comme une monnaie réelle, » disait M. Mollien. Le billet, qui exerce la même influence et qui accomplit le même service que le numéraire métallique, doit-il être soumis au contrôle public? La création des billets est-elle une industrie, ou rentre-t-elle, comme le dit Tooke, dans la

(1) Nom donné aux adeptes du *système métallique*.

« province de la police de l'état? » Ici les opinions se divisent : ceux qui veulent avant tout la stabilité, la fixité et la sincérité des conventions, soutiennent que le billet de banque dépend du domaine public; ceux qui veulent n'y voir qu'un simple titre de crédit demandent la liberté de l'émission, que par une fâcheuse erreur de langage ils confondent avec la liberté des banques. Nous ne voulons point greffer sur notre sujet une discussion métaphysique; nous nous contenterons de dire que, d'après nous, il y a, pour emprunter le beau langage de M. Cousin, « une famille de droits que la société moderne a fait sortir du cercle restreint des prétentions individuelles et des libertés partielles, afin de les remettre à la puissance publique, au grand profit de la liberté générale et de la sécurité des individus. » Le droit d'émission des billets, qui constituent une véritable monnaie de papier, est de ce nombre. Le devoir de l'état est de veiller à la fidélité des poids et mesures; le devoir de l'état est au même titre de veiller à la fidélité de la monnaie métallique et fiduciaire. Tel est le principe qui domine en Angleterre et que les États-Unis viennent d'adopter.

Ce principe admet divers modes d'application : l'état peut exercer lui-même le droit d'émission ou le déléguer à des conditions définies. Il peut le déléguer à un seul établissement ou à plusieurs, appliquer l'unité pour la monnaie fiduciaire comme pour le numéraire métallique, ou bien tolérer une émission multiple. Il peut limiter la quotité de l'émission en fixant un contingent déterminé, ou bien régler seulement les bases sur lesquelles celle-ci doit reposer, sans en restreindre le chiffre; il peut enfin prescrire un dépôt de valeurs publiques ou un encaisse métallique qui correspondent dans une proportion déterminée aux billets émis, soit qu'au-delà d'un certain chiffre toute l'émission fiduciaire doive être représentée par de l'or, soit qu'elle se trouve astreinte à ne pas dépasser un multiple fixe du métal conservé. Ces divers systèmes conduisent à des combinaisons variées, plus ou moins élastiques. Sir Stafford Northcote, qui a fait avec un rare succès le 31 juillet 1866 son *maiden-speech* de ministre du commerce sur la question des banques, a spirituellement défini les tendances de deux écoles irréconciliables. « Les uns, a-t-il dit, pensent que la monnaie est de l'or, du capital disponible, quelque chose de substantiel; ils ajoutent que vous devez couper votre habit suivant la mesure du drap que vous possédez, et que, si vous avez peu de fonds, vous ne sauriez en prêter beaucoup à bon marché. D'autres au contraire soutiennent que vous devez alors faire ressource du crédit, car à leurs yeux la monnaie n'est qu'une forme du crédit. Au lieu de vous astreindre à couper votre habit d'après le drap, ils prétendent que vous devez tailler le vêtement tel qu'il vous convient, et, si

vous ne pouvez point obtenir de drap en quantité suffisante, vous servir de quelque chose qui ressemble à du drap. » Il s'est empressé de déclarer au nom du gouvernement qu'il ne croyait pas possible, et, cela fût-il possible, qu'il ne croyait pas désirable, quand on a fait usage de la monnaie existante et du capital disponible, d'avoir recours à la création d'un capital fictif. Ces paroles sont de bon augure pour la solution définitive de la question. L'Angleterre n'est point exposée à répéter le vieux refrain du dissipateur :

Quand nous avons perdu notre or et notre argent,
Le papier nous paraît d'un secours excellent (1).

L'*act* de 1844, dont nous avons déjà exposé le mécanisme (2), donne la formule la plus nette de l'école métallique. Il fixe d'une manière précise la limite de l'émission des billets pour toute l'Angleterre, en tant que ces billets ne sont pas couverts par un dépôt équivalent en or (3). C'est contre lui que se dirigent les batteries des partisans d'une circulation plus élastique. On l'accuse d'avoir amené le désastre en empêchant une expansion de billets; il n'a point permis à l'Angleterre de couper un habit conforme à sa taille dans le riche tissu du crédit! Il est devenu le *delenda Carthago* des novateurs des deux côtés du détroit; mais aussi quelle force nouvelle le principe de sir Robert Peel ne doit-il point puiser dans l'adhésion presque unanime qui vient de le consacrer lors d'un débat récent et remarquable de la chambre des communes! Il ne faut pas s'y tromper, les demandes de réforme ne portent que sur des points secondaires, notamment sur une question d'ordonnance extérieure plutôt que de système, la séparation des deux départemens d'émission et de banque. Quant au principe fondamental, qui consiste à faire dériver la création des billets du pouvoir public au lieu d'y voir une fonction de banque, il obtient une adhésion à peu près unanime. Loin d'être menacé de disparaître, il grandit dans les convictions. — Quand on parle des adversaires de l'*act* de 1844, il faudrait commencer par distinguer entre eux, car en y voyant simplement des auxiliaires de la liberté d'émission on risque de commettre la plus étrange méprise. L'Angleterre n'a pas besoin de conquérir la liberté des banques, elle la possède, pour tout ce qui est office de banque, grâce à l'esprit libéral de l'*act* de 1844. Sir Robert Peel l'avait dit : « il ne saurait y avoir une concurrence trop libre et trop illimitée dans l'industrie de la banque, le principe de

(1) When gold and silver are gone and spent,
There are bank-notes more excellent.

(2) Voyez la livraison du 15 août 1866.

(3) Un *act* analogue, rendu en 1845, applique le même principe à l'Écosse et à l'Irlande.

la concurrence doit gouverner les banques! » Il n'en est pas de même du droit d'émission.

Parmi les adversaires de l'*act* de 1844, beaucoup trouvent qu'il n'a pas assez fait, ils veulent le compléter et l'élargir dans le sens du principe qu'il consacre. Ils désirent voir cesser en Angleterre, même en Écosse et en Irlande, toute émission de monnaie de papier autre que les billets de la Banque d'Angleterre. Déjà l'année dernière, M. Gladstone a présenté un bill pour préparer la voie à cette réforme. S'il a échoué, c'est qu'aux partisans de l'émission limitée, tolérée par sir Robert Peel, se sont joints ceux qui blâmaient le bill de ne pas faire assez dans le sens de l'abrogation d'une faculté contraire au principe dominant de la loi. D'autres encore se rendent les interprètes des idées exposées avec talent en France par M. Cernuschi et par M. Modeste, en Allemagne par M. Geyer; ils demandent la suppression de tout billet qui ne rencontre point une garantie équivalente en or dans l'encaisse de la Banque. A cette condition, il est facile de le comprendre, on pourrait sans danger autoriser toutes les banques à joindre à leur industrie libre la faculté de représenter par des billets la valeur des métaux précieux fidèlement conservés. Les avantages qui distinguent la monnaie de papier, — la facilité du transport, la rapidité du compte, l'agilité des mouvemens, — se trouveraient conciliés avec la sécurité inébranlable d'une circulation purement métallique. Sir Robert Peel et lord Overstone ont voulu que la circulation mixte, composée de papier et de métal, se comportât comme une circulation complétement métallique. Le but a été atteint par l'*act* de 1844; cela semble suffire. L'économie qu'il est permis de réaliser ainsi sur le capital employé au mécanisme de la circulation monte à 500 millions de francs au maximum. C'est peu de chose sans doute relativement à la richesse de l'Angleterre, quatre cents fois plus considérable, mais c'est une épargne qui n'est pas à dédaigner, alors surtout que les habitudes sont prises, et que le retour à un système rigoureusement métallique risquerait d'apporter quelque trouble dans l'équilibre des relations établies. Nous n'insisterons pas sur ce point: nous n'avons voulu le toucher que pour montrer combien ceux que l'on confond sous la dénomination commune d'adversaires de l'*act* de 1844 sont en partie placés aux antipodes des prétendus partisans de la liberté des banques, comme l'entendent MM. Horn et Michel Chevalier.

Bien mieux, les plus sérieux et les plus résolus parmi ceux qui demandent la réforme de l'*act* de 1844 voudraient y voir substituer le régime qui gouverne notre Banque de France. Parmi les représentans des chambres de commerce de l'Angleterre, cette opinion rencontre beaucoup d'adhérens; elle compte au parlement des or-

ganes autorisés, elle exprime la tendance des propositions faites par M. William Newmarch, et si l'*act* de 1844 avait chance d'être modifié, il le serait sans contredit dans ce sens. Un fort encaisse métallique et une augmentation rapide et courageuse du taux de l'escompte, dès que le change extérieur commence à faire craindre une dépréciation relative du métal précieux, telles sont les bases essentielles de la doctrine de Tooke, de James Wilson, de William Newmarch, à laquelle M. Macleod vient de donner une éclatante adhésion. C'est la doctrine connue sous le nom de *banking-principle*, elle a été longtemps en lutte avec les adhérens du *currency-principle*, lord Overstone, le colonel Torrens, M. Ward Norman et tant d'autres esprits éminens, précurseurs de l'*act* de 1844.

Les deux écoles se rencontrent sur un terrain commun et tendent au même but : elles veulent toutes les deux des réserves métalliques imposantes, elles pratiquent toutes les deux l'exhaussement du taux de l'escompte pour empêcher que ces réserves ne soient sérieusement menacées. Quant aux rêveurs qui parlent de capital illimité et de maximum du taux de l'escompte, ils ont peu de chance de faire triompher leurs principes. Les Anglais savent trop bien l'économie politique pour qu'ils risquent d'être séduits par de pareilles vieilleries, présentées avec une naïve confiance comme des nouveautés hardies. Il y a longtemps qu'on connaît ces idées, étrange assemblage des audaces de Law, des erreurs du système mercantile, des préjugés des lois contre l'usure, et des déceptions des assignats! Il importait de dissiper la confusion souvent involontaire qui attribue aux critiques dont l'*act* de 1844 a souvent été l'objet en Angleterre une portée entièrement erronée; certains écrivains ont essayé d'habiller ces idées à la française en les dénaturant complétement. S'ils les avaient mieux comprises, ils n'auraient pas eu l'étrange pensée de s'en servir comme d'une arme dans la campagne entreprise contre la Banque de France, dont la plupart de ceux qui combattent la Banque d'Angleterre recommandent au contraire le régime.

II.

Nous ne sommes pas admirateurs de l'*act* de 1844 au point de ne pas reconnaître qu'il pourrait être utilement révisé. Bien qu'il s'agisse d'une difficulté de forme plutôt que d'une question de fond, ne serait-il pas préférable d'inscrire dans la loi la faculté d'étendre l'émission dans des circonstances extraordinaires et sous des conditions définies plutôt que de procéder, comme on l'a fait à trois reprises, par une suspension inquiétante de l'*act?* Pourquoi s'exposer à paraître violer la loi, alors qu'on en suit réellement l'es-

prit? pourquoi ne pas mettre la lettre des dispositions d'accord avec le fait? La chose semble facile. Il eût été bon de traduire cette pensée en article de loi, rien n'était plus simple; telle avait même été la pensée primitive de sir Robert Peel, il l'avait ainsi formulée : « une autorisation du gouvernement sera nécessaire pour toute émission additionnelle dans des circonstances déterminées. » On préféra ne pas prévoir le cas; on aima mieux obliger le gouvernement à venir demander un bill d'indemnité chaque fois qu'il aurait dépassé la lettre stricte de l'*act*. Puisque c'était une garantie désirable contre des mesures inconsidérées, pourquoi ne pas en faire l'objet d'une disposition spéciale? Si elle avait été comprise dans la loi de 1844, ce qu'on a nommé à tort une violation de l'*act* n'en aurait été que l'application régulière. Tout le monde le savait et sir Robert Peel l'avait affirmé à plusieurs reprises : la limite posée n'était pas assez rigide pour ne point s'abaisser devant une décision du conseil de la reine, prise sous la responsabilité ministérielle et sanctionnée par la représentation du pays. On aurait évité ainsi jusqu'à l'apparence d'une mesure arbitraire; ce qui n'a pas été accompli alors peut être fait aujourd'hui.

Quant à la séparation des deux départemens d'émission et de banque, elle traduit sous une forme saillante, bien comprise par tous, un procédé de prévoyance que la Banque d'Angleterre avait déjà essayé d'appliquer au moyen d'une simple division de comptabilité. En fait, le système suivi par les deux grandes institutions de Londres et de Paris diffère beaucoup moins qu'on n'est disposé à le supposer. L'une et l'autre s'attachent à mesurer l'émission suivant la situation monétaire; seulement ce que le calcul et la prudence décident chez nous se trouve en Angleterre réglé avec la précision rigoureuse d'un mécanisme. Une certaine somme de billets circule toujours, ne demande jamais à être échangée contre de l'or; c'est cette quotité indiquée par une longue expérience qui sert de régulateur. La Banque d'Angleterre est forcée, aussitôt que le niveau ainsi déterminé se trouve dépassé, d'ajouter à la garantie en fonds publics une réserve d'or rigoureusement équivalente au surcroît variable de la circulation fiduciaire. La Banque de France procède de même : elle accroît ou elle cherche à maintenir d'une manière correspondante la réserve métallique; elle a constamment obéi à ce devoir avec une sagesse à laquelle tout le monde rend hommage. Aussi le législateur n'a-t-il pas cru avoir besoin de s'armer contre elle d'une précaution matérielle, il ne lui a imposé aucune limite fixe pour la circulation non couverte par le métal. Pourquoi n'en a-t-il pas été de même de la Banque d'Angleterre? C'est que *the old lady of Threadneedle-street* n'a pas toujours été une prudente et circonspecte matrone, elle a eu au contraire de

nombreuses légèretés à se reprocher. Sir Robert Peel lui imposa une règle de conduite strictement définie : il remplaça l'action du conseil de direction, qui avait failli, qui n'avait pas su conserver une réserve suffisante, par l'action inflexible d'un mécanisme ingénieux. Le contingent de la circulation qui n'est pas couvert par le métal fut rigoureusement déterminé; tout excédant exige un dépôt en or de pareille valeur. On ne pourrait donc plus enfler ou restreindre à volonté la circulation, car celle-ci se compose d'une quotité fixe qui est en papier garanti simplement par un dépôt de fonds publics, et d'une quotité variable qui est en or, soit qu'il circule sous la forme de numéraire métallique, soit qu'il circule sous la forme du billet créé en échange d'une quantité de métal égale conservée en caisse. De cette manière le but principal se trouve atteint; la circulation mixte, composée de papier et de métal, se comporte exactement comme le ferait une circulation purement métallique. En effet, le billet de banque, en tant que simple papier, reste renfermé dans une quotité fixe; ce qui change, c'est uniquement le métal employé dans la circulation sous forme de billet ou sous forme de numéraire. On ne possède plus de monnaie élastique, c'est vrai; mais là se rencontre précisément le grand mérite du système, car ainsi se trouve empêchée toute influence irrégulière sur le prix des choses et sur la portée des engagemens contractés.

La fixité présentée par les métaux précieux, fixité aussi complète que le comportent les choses humaines, les a fait consacrer d'un consentement universel comme la marchandise tierce à laquelle tout se rapporte, qui sert d'évaluateur commun. Les grands économistes ont parfaitement défini la monnaie; ils en ont précisé le caractère stable, ils ont montré comment la survenance successive des nouvelles extractions d'or ou d'argent exerce sur les prix et sur les contrats une influence d'autant moins sensible que les moissons de métal se répartissent sur une durée plus longue, et qu'elles s'ajoutent à une masse énorme, sans cesse grossissante, de réserves métalliques qui échappent à l'action du temps, et que les hommes transforment en partie, mais sans les consommer. C'est ainsi que l'or et l'argent agissent comme les interprètes fidèles des échanges, en étendant cette heureuse influence sur le marché international. Plus la liberté du commerce multiplie ses bienfaits, et plus le régulateur métallique devient indispensable; il entretient l'équilibre des prix dans le monde entier, car l'or et l'argent sont la marchandise acceptée partout, préférée partout. Agile dans ses mouvemens, elle se transporte aisément et à bon compte là où un léger avantage l'attire, elle abandonne le marché où une faible différence la déprécie. Ces

quelques mots contiennent toute la doctrine du change; ils en révèlent l'importance. Le prix coté pour l'or et l'argent fins, qu'il faille les faire voyager en nature ou bien que la convention contenue dans l'engagement commercial, dans la lettre de change, en stipule la remise, ce prix détermine chaque jour les rapports qui existent entre les divers pays, et règle le mouvement international des métaux précieux en diminuant tout écart de valeur qui pourrait dépasser le prix payé pour le transport et l'assurance des matières d'or et d'argent. Il suffit que l'or puisse venir et s'en aller librement, dégagé des entraves du régime mercantile, qui cherchent à le retenir de force, et des artifices de la monnaie de papier, qui l'expulsent en l'avilissant. Qu'on le paie ce qu'il vaut, ni plus ni moins, et il se mettra toujours de niveau avec les besoins de la circulation. — Rien de plus singulier que les lamentations de ceux qui disent : Nous n'avons pas d'argent, il faut fabriquer des billets de banque. De cette manière on fait partir l'argent qui reste, on substitue la fiction à la réalité, on intervient d'une manière funeste pour modifier les conditions des contrats. Quand ces plaintes se font entendre, ce n'est pas l'argent qui manque, c'est le capital disponible qui fait défaut; s'il en était autrement, il lui serait facile de s'échanger au dehors contre de l'argent et de bénéficier de l'intérêt élevé assuré à ceux qui le possèdent. Tant qu'on a des marchandises, on a le moyen de se procurer la marchandise tierce, le métal. La liberté du commerce a ouvert à cet échange le marché universel. Lorsque M. Watkin demandait à la chambre des communes une enquête pour faire rechercher les motifs d'un écart énorme d'escompte entre la Banque d'Angleterre et la Banque de France, on lui a dit avec raison : « Embarquez-vous, traversez le détroit, prenez des valeurs, négociez-les à Paris; vous rapporterez autant d'or que vous voudrez, et vous réaliserez un gros bénéfice. » Pourquoi ne le faisait-il pas, pourquoi personne ne le faisait-il? Cela tenait aux causes qui ont déterminé le *run upon England* dont nous parlions en commençant; cela tenait à la défiance soulevée contre la solvabilité actuelle de nos voisins, sentiment qui ne devait pas trop surprendre les Anglais, puisque chaque Anglais se défiait de tous ceux qui se trouvaient autour de lui. Cela tenait à un change défavorable qui maintenait le prix de l'or à un taux plus bas à Londres qu'à Paris; ce taux ne dénotait guère qu'il y eût trop peu de billets dans la circulation.

La quotité de ceux-ci n'est pas limitée; on peut s'en procurer tant qu'on le désire à la Banque d'Angleterre en échange de l'or que l'on apporte. Cela ne fait point le compte de ceux qui voudraient posséder des billets sans posséder de capital disponible : ils demandent qu'on en crée au moyen d'une monnaie de papier qui

serait ce qu'on appelle une forme du crédit; ils demandent que, quand le capital disponible manque, quand les ressources se trouvent immobilisées, quand d'immenses entreprises et des prêts considérables l'ont absorbé, on crée un supplément de capital fictif pour enfler le prix des marchandises et pour déprimer encore la valeur de la monnaie véritable. Ce serait tout simplement ouvrir à deux battans la porte à la banqueroute. — On a beaucoup attaqué le mécanisme *self-acting* du *département de l'émission* à la Banque d'Angleterre, le taxant d'obstacle mis à l'expansion naturelle de la circulation fiduciaire; le procédé qu'on recommande quand on prétend combattre au moyen du papier les embarras financiers qui résultent d'une absence momentanée de l'or en quantité suffisante brise la puissante machine que la force des choses fait sans cesse agir spontanément pour ramener l'équilibre entre les transactions et les instrumens de la circulation. Si ceux-ci viennent à manquer, l'or, sollicité par le bénéfice du change, arrive; l'abaissement de la valeur des marchandises en accroît l'exportation, et le cours naturel des choses alimente le marché des outils indispensables de la circulation. Pour cela, au lieu de bâtir des systèmes fragiles et périlleux, au lieu de rêver une production factice d'un capital chimérique, il faut simplement se régler sur les circonstances, plus fortes en dernier ressort que la volonté capricieuse de l'homme. Il faut, au moyen d'un intérêt élevé, attirer le capital ou du moins, quand il se refuse à venir, empêcher qu'il ne parte, obtenir un attermoiement pour les paiemens dus, retarder le moment où l'on voudra échanger des titres à échéance contre du comptant. Il est vrai que cela se fait sans fracas et sans grand coup de théâtre, il est vrai qu'on se dispense de paroles retentissantes et qu'on renonce à la gloire de construire tout d'une pièce une merveilleuse organisation du crédit; le crédit, comme le travail, s'organise tout seul sous l'empire de lois équitables, d'une sécurité complète, d'un labeur intelligent, d'un commerce libre, d'une monnaie stable et fidèle. Le crédit n'est pas autre chose qu'un engagement qui doit être réalisé dans l'avenir contre un produit livré ou un service rendu actuellement; il ne multiplie point le capital, il le déplace et le fait arriver à ceux qui savent l'employer utilement; il fortifie la garantie, il ne crée pas l'instrument. Or le plus essentiel est de savoir exactement ce qu'on stipule, et comme tout se traduit en monnaie, le plus essentiel est de posséder une monnaie que le cours naturel des choses détermine, qui ne risque point de varier d'une manière sensible dans les courtes périodes qu'embrassent d'ordinaire les transactions humaines, et surtout qui demeure indépendante d'un calcul arbitraire en se trouvant à l'abri de violens soubresauts. C'est pour cela que la monnaie doit posséder une valeur par elle-même,

qu'elle est en or, qu'elle demande un sacrifice et l'abandon d'un fruit du travail, au lieu de n'émaner que d'un procédé artificiel. Quand on a compendieusement établi quelles sont les conditions indispensables de la monnaie et les motifs supérieurs qui en déterminent la construction solide, n'est-ce point commettre la plus étrange contradiction que de susciter une monnaie élastique au moyen de l'émission libre des billets de banque? Il est vrai qu'on s'épuise en subtilités pour tracer une différence absolue entre ce qui est le numéraire métallique et ce qui se substitue au numéraire dans toutes les fonctions auxquelles celui-ci est appelé. Le billet vaut de l'or, ou il ne vaut rien; il remplit l'office de l'or, ou il est inutile et s'éteint. Il est un outil d'échange, rien de plus, rien de moins; on ne l'accepterait point, si l'on se défiait de la puissance de tout acquérir qu'il communique au détenteur aussi bien que les espèces sonnantes. Quiconque, au lieu de se complaire dans des distinctions théoriques, touche du doigt la réalité des choses et se détermine d'après la pratique universelle pour juger d'une question pratique, ne saurait hésiter : le billet de banque ne rapporte rien, il est toujours échangeable contre le métal précieux, il s'applique à en être le reflet fidèle et exact, il exerce la même influence sur le marché; il ne saurait donc échapper aux conditions essentielles de la monnaie. Le fabriquer, ce n'est point se livrer à une industrie qui, comme les autres, doit être livrée à la concurrence. Il faut que la monnaie soit une, chaque pièce doit être identique; il ne s'agit point de l'obtenir à meilleur marché, il s'agit de lui conserver une composition exactement invariable, une sécurité entière. Les mêmes conditions s'appliquent au billet, ombre fidèle du numéraire. « En matière de papier de circulation, ce qu'il me faut, disait sir Robert Peel, ce n'est pas une quantité considérable au plus bas prix possible, c'est une certaine quantité de ce papier dont la valeur soit exactement celle de l'or; ce qu'il me faut, c'est qu'il soit émis par un établissement dans l'intégrité, l'honneur et la solvabilité duquel j'aie la plus entière confiance. Je n'ai pas besoin du meilleur marché, j'ai besoin de la meilleure qualité possible; or le principe qui détermine la qualité particulière de cette nature particulière d'article commercial est tout autre que celui de la libre concurrence, parce que cette qualité est fixe, définie, invariable. » L'illustre homme d'état ajoutait : « Le pays ne s'aperçoit pas immédiatement de la dépréciation du billet, il ne s'en aperçoit qu'au moment où l'or, ce moniteur silencieux, l'en avertit. En négligeant les premiers indices de dépréciation qu'il donne, les banques se placent dans la nécessité de restreindre tardivement et subitement leur circulation, au grand préjudice du commerce. »

Les partisans du *banking-principle* ont vainement essayé de

combattre cet argument ; le billet ne saurait se déprécier, disent-ils, tant qu'il continue de s'échanger contre de l'or. Sans doute il vaudra l'or qu'il peut immédiatement procurer, mais c'est l'ensemble de la circulation, or et billets, qui se déprécie simultanément. Le cours du change décline, l'or, ce *moniteur silencieux*, s'en va, et malheur au pays qui néglige cet avertissement! L'or reflue alors de plus en plus au dehors, il va chercher un marché plus favorable; on émet plus de billets, ceux-ci retournent plus nombreux à la banque pour obtenir de l'or, qui devient plus rare, et ce jeu de navette continue jusqu'au moment où les réserves épuisées ne permettent plus de faire face à l'obligation du remboursement. Alors arrive le cours forcé avec le sinistre cortége de variations anormales dans les prix et de déceptions de toute nature. Telle est la double extrémité que l'*act* de 1844 a voulu prévenir à tout jamais, et il l'a fait avec un éclatant succès. Grâce à lui, l'Angleterre a triomphé de la dernière crise, plus violente, plus terrible que les crises antérieures; les suites du *noir vendredi* vont bientôt s'effacer. En maintenant la fixité de l'étalon métallique, l'*act* de 1844 a été le véritable palladium de la richesse du royaume-uni et de la fidélité des transactions. Déjà l'escompte a été réduit à 8 pour 100 le 16 août dernier et à 7 pour 100 le 23 août suivant (1). A moins de quelque événement imprévu, le marché anglais sera bientôt revenu à une situation normale. — On ne manquera point de prétendre que c'est après avoir fait subir au pays de cruelles souffrances et fait supporter de lourdes pertes au commerce. Il ne faut rien exagérer dans aucun sens ; l'escompte à 10 pour 100 a été un mal, mais nous savons quelle en a été la cause première : la formation de compagnies innombrables et la témérité dont elles ont fait preuve, des spéculations financières marquées au coin de l'impéritie ou d'une aveugle audace, l'épuisement momentané des ressources accumulées par le travail et par l'épargne. Le pays a dû porter la peine de ces fautes et de ces folies, elle a été plus rude encore pour son amour-propre que pour ses intérêts. L'industrie régulière a marché d'un pas ferme, les exportations se sont accrues (2), elles ont hâté par le mécanisme naturel de l'échange la

(1) Ces réductions ont été motivées par une amélioration réelle et persistante; la réserve commerciale s'était accrue de plus d'un million au 16 août; elle touche presqu'au chiffre qu'elle avait conservé peu de temps avant la crise, quand l'escompte était à 6 pour 100, et la somme des métaux possédés par la Banque s'élevait déjà à 650,000 livres de plus. Au 23 août, une nouvelle augmentation de 897,000 livres sur la réserve commerciale et de 621,000 livres sur l'encaisse annonce le retour de temps meilleurs. On commence même à craindre une trop rapide réaction sur le taux de l'escompte.

(2) Le chiffre des exportations était en 1844 de 59 millions de livres sterling, en 1854 de 116 millions, et en 1865 de 219 millions. Le premier semestre de cette année a pré-

venue d'une situation monétaire moins embarrassée; la puissance du crédit britannique, un instant atteinte, retrouvera bientôt toute son énergie. Quant à la rançon payée, il est facile d'en calculer le montant. Prenons le chiffre le plus large, celui que M. Watkin a formulé en portant sa proposition d'enquête à la chambre des communes : il a dit qu'on pouvait estimer à 300 millions de livres (7 milliards 1/2 de francs) le montant des valeurs présentées à l'escompte au taux de 10 pour 100; il a estimé à moitié le surcroît d'intérêt imposé par la crise. Admettons ces données, bien qu'elles nous semblent exagérées du côté du montant des titres escomptés et du côté de la réduction à 5 pour 100 du taux de l'intérêt normal, quand la position se trouve embarrassée; au moins ne saurait-on nous accuser d'atténuer les conséquences. Calculons : une différence de 5 pour 100 par an sur l'escompte se réduit pour trois mois à une différence de 1 1/4 pour 100; or que représente ce chiffre appliqué à 7 milliards 1/2? Un total inférieur à 94 millions de francs : c'est beaucoup sans doute, cependant ce chiffre n'équivaut même pas au vingt-cinquième de celui qui représente aujourd'hui le progrès annuel de la richesse britannique. Tout en déplorant cette perte, il faut reconnaître qu'elle sera facile à réparer. Que ne pouvons-nous en dire autant des ressources énormes englouties dans les sinistres qui ont amené la crise!

La Banque d'Angleterre a fait tête à l'orage : elle a maintenu la circulation fiduciaire dans une situation normale, elle n'a cédé ni aux menaces, ni aux objurgations, ni aux faux systèmes; le pays n'oubliera point l'immense service qu'elle lui a rendu. Elle ne s'est pas laissé atteindre par le découragement; elle a eu foi dans le principe honnête, scrupuleux et ferme que sir Robert Peel a fait consacrer; elle est restée dans la limite de l'*act* de 1844, elle n'a pas fait un usage inconsidéré de la faculté d'émission supplémentaire qui lui était ouverte, et la panique a disparu. Si la Banque avait faibli, si elle avait créé la masse de billets qu'on lui demandait, le mal aurait été en s'aggravant : le prétendu palliatif d'une monnaie élastique aurait tout corrompu. C'est dans ce sens que l'illustre Américain Webster disait : « De tous les artifices employés pour abuser les hommes, on n'en a pas rencontré de plus décevant que la monnaie de papier (1). »

senté une augmentation notable sur celui de l'année dernière. Quant aux importations, elles ne s'élevaient pas à 80 millions en 1844, et ont été portées à 152 millions en 1854, à 271 millions en 1865. Le chiffre total du commerce extérieur, qui restait au-dessous de 140 millions en 1844, dépassera de beaucoup cette année un demi-milliard de livres, 12 milliards 1/2 de francs!

(1) « Of all contrivances for cheating mankind, none has been more effectual, than that which deludes them with paper-money. »

Répondons rapidement à deux assertions sans cesse reproduites. Les transactions se sont énormément accrues, la production a doublé, les exportations ont quintuplé depuis 1844, est-il possible que la somme des billets demeure stationnaire? Loin d'affaiblir l'argument, nous sommes tout disposé à le fortifier; la somme des billets, au lieu de demeurer stationnaire en Angleterre, a diminué; cependant, au lieu de nous en plaindre, nous croyons devoir en féliciter ce grand pays, car c'est au progrès considérable de la richesse et au développement énorme du crédit qu'est dû ce phénomène. Le savant Babbage estimait à 7 pour 100 le montant des billets qui servaient à solder en 1839 environ 1 milliard de livres (25 milliards de francs) de titres commerciaux balancés par le *clearing-house* (1). En appliquant la même proportion aux 5 milliards de livres (125 milliards de francs) compensés par cet établissement en 1865, on arriverait au chiffre colossal de 350 millions de livres, plus de 8 milliards de francs de billets employés au même office, qui s'accomplit aujourd'hui au moyen d'un simple virement sur les livres de la Banque d'Angleterre. Cet exemple suffit pour montrer combien le mécanisme perfectionné du crédit économise sur les signes de la circulation. Les comptes courans, les chèques et le *clearing-house* constituent de puissans instrumens compensateurs qui dispensent de recourir au billet de banque, et qui réalisent une économie notable sur l'emploi du capital monétaire. — Deux voies sont ouvertes pour atteindre le résultat que recherchent avec une ardeur quelque peu exagérée ceux qui veulent restreindre dans d'étroites limites la valeur de la circulation métallique. On peut avoir recours à la circulation fiduciaire, au billet de banque; mais celui-ci ne fournit en fin de compte qu'une médiocre ressource. Quand on ajouterait 100 ou 200 millions au demi-milliard d'espèces qu'il permet d'utiliser autrement en Angleterre et en France, — et c'est tout ce que les partisans les plus déterminés de la monnaie fiduciaire osent promettre, — ce ne serait pas encore là un résultat fort considérable. Le succès est bien autrement large avec les institutions de crédit dignes de ce nom, avec des banques nombreuses qui ouvrent des comptes courans sans qu'elles émettent un seul billet faisant office de monnaie, et qui correspondent entre elles au moyen d'une maison de compensation (*clearing-house*). Nous avons eu occasion de l'établir il y a bientôt vingt ans (2) : « le crédit ne consiste point à multiplier le signe d'échange, mais à donner le moyen de s'en passer en favorisant les viremens de compte et en rapprochant à de bonnes conditions les capitaux, c'est-à-dire

(1) Maison de compensation.
(2) *De l'Organisation du Crédit foncier*, octobre 1848.

les instrumens de travail, de l'usage auquel ils sont destinés. » L'ingénieux et délicat échafaudage du crédit repose sur la monnaie métallique qui en précise la valeur, qui en soutient les mouvemens. Pour s'élever, il a besoin que cette base soit ferme, que rien ne risque d'en ébranler la massive solidité. Bien imprudens sont ceux qui, sous prétexte de favoriser le crédit, lui enlèvent un support indispensable, et sacrifient à la facile création des billets abandonnée à la concurrence la condition la plus essentielle d'un crédit vigoureux, la stabilité, la fixité, la sincérité du mécanisme monétaire!

L'*act* de 1844 a pour but unique de fortifier ce mécanisme, de le rendre inébranlable; aussi, malgré quelques lacunes que nous avons été des premiers à signaler, le regardons-nous comme une œuvre admirable, comme étant le titre le plus glorieux de sir Robert Peel, avec l'*act* qui a consacré le rappel des lois sur les céréales et ouvert la porte au *free-trade*.

III.

Cependant c'est au nom même du *free-trade*, en vertu du principe sacré de la liberté de l'industrie, que l'on s'attaque au principe posé par sir Robert Peel. La fabrication des billets de banque n'est point une industrie, elle échappe aux lois de la concurrence: une fausse assimilation avec la lettre de change ne suffit point pour enlever au billet le caractère essentiel qui le distingue, celui de servir de monnaie. Sur le premier point, nous nous bornerons à rapler que Tooke, le plus autorisé des adversaires de l'*act* de 1844 quant à la séparation des deux départemens, a combattu énergiquement dans son grand ouvrage, l'*Histoire des prix*, la pensée que l'émission des billets doive être livrée à la concurrence. « Ce n'est point, dit-il, une branche d'industrie, c'est une matière à régler par l'état en vue de l'intérêt général; elle rentre dans la province de la police (1), » et il ajoute : « Je considère comme un droit incontestable de l'état le principe que les banques d'émission doivent être réglées par lui. Quant à la liberté des banques, dans le sens où quelques-uns la soutiennent, je suis de l'avis d'un écrivain américain, qui dit que le libre commerce de banque (ainsi compris) est synonyme de libre commerce de la tricherie. » Certes jamais condamnation plus sanglante n'a été prononcée contre le régime défendu par ceux qui prétendent cependant se couvrir du nom de Tooke.

(1) Tooke's *History of Prices*, t. III, p. 207. « The issue of paper is a branch of productive industry. It is a matter of regulation by the state. » *Id. ibid.* « That free trade in banking is synonymous with free trade in swindling. »

Il serait inutile de revenir sur la confusion singulière qu'on a voulu faire chez nous entre la liberté de l'émission livrée à la concurrence et la liberté des banques, telle que nous la demandons. M. Michel Chevalier, qui professe l'opinion contraire à la nôtre, a cité les noms respectés de Huskisson et de Storch; il réveille ainsi le souvenir de deux économistes qui se réunissent pour condamner sa doctrine. Huskisson a dit formellement : « La monnaie et le papier qui promet de la monnaie sont l'une et l'autre une commune mesure dans le commerce et expriment tous deux la valeur de tous les produits (1). » Quant à Storch, voici ses paroles : « Les billets de banque font partie de la valeur totale du numéraire dont ils représentent une fraction, aussi circulent-ils avec le numéraire métallique en sens contraire des marchandises. Les papiers-promesses au contraire (les lettres de change) représentent une fraction de la valeur mobilière dont ils font partie; aussi ils cheminent avec les marchandises en sens contraire du numéraire et le croisent dans la circulation. On les crée et on les transmet, on les vend et on les achète contre de l'argent ou des billets de banque, précisément comme toute autre marchandise (2). » Qu'ajoute James Wilson, dont M. Michel Chevalier ne recusera certes pas l'autorité? « Sous ce terme de monnaie, nous comprenons aussi les billets de banque, convertibles à volonté, qui, d'après l'acception populaire du terme, constituent avec les espèces la circulation du pays (3). » Enfin l'apôtre du libre échange, Cobden, s'est exprimé avec le plus de résolution dans le sens des idées que nous défendons; qu'on relise sa déposition dans l'enquête de 1840, on y trouvera des principes nettement posés. Il déclarait qu'il regardait comme monnaie de papier le billet de banque. « C'est, disait-il, la seule sorte de monnaie que je veuille désigner, et la seule acception dans laquelle j'entende ce terme. » Ainsi que l'a rappelé M. Macleod (4), Cobden faisait la distinction précise entre la lettre de change, simple reconnaissance d'une dette transférable, et le billet de banque, véritable monnaie qui augmente le montant de la circulation.

Personne ne s'est plus énergiquement élevé que Cobden contre

(1) Huskisson, *The Question concerning the depreciation of our currency.*

(2) Storch, première partie, l. VI, ch. XVI.

(3) *Capital, currency and Banking.*

(4) *Theory and Practice of banking*, t. Ier, p. 194, deuxième édition. L'auteur a complétement refondu son ouvrage; l'expression de ses théories est devenue plus nette; si elles ont perdu ce qu'elles avaient d'apparente audace, l'application se rapproche maintenant beaucoup plus de la réalité. Nous en félicitons M. Macleod. Personne ne défend avec plus d'énergie la circulation métallique et ne conseille de mesures plus sévères (notamment l'élévation rapide du taux de l'escompte) pour préserver de tout trouble *la mesure commune de la valeur.*

la liberté d'émission, qu'il était loin de confondre avec la liberté de l'industrie. Sa déposition de 1840 contient une ferme adhésion au principe qui a plus tard dicté l'*act* de 1844, et dont Cobden est demeuré le défenseur convaincu. Il l'a bien prouvé alors que, siégeant dans le comité de la chambre des communes réuni pour statuer sur la question de savoir s'il n'y avait point lieu de modifier l'œuvre de sir Robert Peel, il a constamment répondu aux trois questions posées à ce sujet : Non, non, non. En prenant cette attitude, Cobden était parfaitement fidèle à l'idée qui a fait sa gloire, au *free-trade*. La liberté commerciale vit de réalité, elle repousse la fiction; elle ne saurait s'accommoder de la doctrine relâchée d'une monnaie élastique. Cobden, dans ce langage à la fois familier, clair et pittoresque dont il avait le secret, disait : « La circulation doit se régler elle-même, elle doit être réglée par le commerce et le trafic du monde entier. Je ne voudrais pas laisser à la Banque d'Angleterre, non plus qu'aux autres banques, ce qu'on appelle l'administration de la circulation... Si nous devons avoir de la monnaie de papier, ce que j'admets avec peine, il faut que ce papier soit limité au chiffre représenté par les métaux précieux, s'ils circulaient seuls... Le chiffre devrait en être réglé par conséquent de manière à laisser circuler une quantité de métaux précieux suffisante pour permettre aux opérations de change sur les métaux précieux de se faire tranquillement. Le chiffre *maximum* de la monnaie de papier devrait être fixé. La totalité de la circulation devrait varier précisément comme si elle était entièrement composée d'or et d'argent, et que les échanges dussent se faire avec des lingots et des espèces. »

Questionné sur la division de la Banque d'Angleterre en deux départemens, l'un chargé d'administrer la circulation et l'autre chargé des opérations de banque ordinaires, sans droit d'émission, Cobden reconnut que ce plan, proposé par M. Loyd (aujourd'hui lord Overstone), avait de grands avantages; mais, plus rigoriste encore que le célèbre fondateur de l'école métallique, il se refusait à admettre les expressions « administrer la circulation, régler la circulation. » — « A mon avis, dit-il, c'est comme si l'on voulait administrer et régler le temps, les étoiles et les vents. Je n'ai pas encore vu de projet qui enlève entièrement à une corporation le pouvoir d'augmenter ou de diminuer la quantité de monnaie; or ce pouvoir est aussi intolérable que celui qu'aurait une corporation de régler la longueur de l'aune... Des marchands pouvant modifier à leur gré le montant de la circulation, cela n'est pas plus raisonnable que le privilége donné aux marchands de vendre à l'aune raccourcie et d'acheter à l'aune allongée. — Je suis opposé à ce que des marchands aient le pouvoir d'augmenter ou de dimi-

nuer la quantité de la monnaie. — Je suis aussi opposé aux banques locales d'émission qu'à la Banque d'Angleterre sous ce rapport. » Cobden finissait par exprimer l'avis de concentrer la faculté d'émission des billets faisant office de monnaie dans un établissement public administré par des commissaires du gouvernement et n'ayant aucun autre office que celui de l'émission; il devrait, ajoutait-il, rester absolument passif et ne pas songer à régler la circulation (1).

L'*act* de 1844, en organisant comme il l'a fait l'*issue department*, complétement séparé du *bank department*, a pleinement réalisé le vœu de Cobden. La circulation se règle d'elle-même aujourd'hui suivant le nombre de billets demandés en échange de l'or. Quant au chiffre de ceux qui reposent sur d'autres garanties, il demeure invariable : les changemens ne portent que sur la quotité des métaux précieux employés; celle-ci, régie par le commerce libre, s'ajuste aux besoins du marché suivant les lois naturelles de l'offre et de la demande. La Banque d'Angleterre n'exerce aucune influence sur l'émission : les *marchands* qui la gouvernent ne peuvent plus ni allonger ni raccourcir à volonté le *mètre* de la valeur; ils font simplement la banque comme les banquiers privés, avec la même liberté et sous les mêmes conditions légales. Ce qui est industrie est livré à une pleine concurrence, ce qui est fabrication de monnaie échappe à toute influence arbitraire, et fonctionne en vertu d'un mécanisme régulier. Si ce n'était la crainte d'emprunter une formule mathématique, nous serions tenté de résumer d'une manière brève notre opinion sur cette matière fondamentale : la circulation se compose régulièrement d'une *constante*, qui est la somme de billets toujours maintenue entre les mains du public, le montant de ce qui ne s'est jamais présenté à l'échange contre de l'or, et d'une *variable*, qui se modifie suivant les besoins du marché et les rapports extérieurs. Cette *variable* doit être tout entière en métal précieux et se plier aux mouvemens naturels de l'échange, tandis que la *constante* peut sans inconvénient être représentée au moyen du contingent déterminé pour l'émission. De cette manière, suivant le vœu de Cobden, de lord Overstone et de sir Robert Peel, la circulation mixte, formée de papier et d'or, se comportera exactement comme si elle était purement métallique. Les principes du *free-trade* et la sincérité des conventions ne recevront aucune atteinte.

Pénétrez au fond des choses, écartez les apparences extérieures; vous verrez que la Banque de France s'administre suivant un principe analogue. On est revenu de la vieille erreur d'une proportion

(1) Cette pensée rencontre de nombreux adhérens en Angleterre; d'autres, comme M. Tennant dans son livre *The Bank of England*, proposent de concentrer dans cet établissement l'émission des billets de tout le royaume-uni.

de l'encaisse égale au tiers des billets en circulation, cette proportion arbitraire que Cobden repoussait et qu'un économiste allemand distingué, M. Michaëlis, a eu raison de qualifier de non-sens arithmétique. Chaque billet présenté à l'échange, si cette proportion fait loi, suffit pour la troubler quand elle existe, puisqu'il déplace une quantité d'or qui devrait faire retirer de la circulation trois fois autant de billets. — En France comme en Angleterre, la circulation fiduciaire oscille autour d'une quotité à peu près fixe de billets émis sur des garanties autres que de l'or, sauf les complémens variables représentés par le mouvement de l'encaisse métallique. Les différences ne sont que peu sensibles entre le résultat produit par le mécanisme inflexible du *département de l'émission* de Londres et celui qu'amène le régulateur construit par l'expérience prévoyante du conseil de la Banque de France. Les deux institutions ne se distinguent en réalité que par la forme des relevés hebdomadaires qu'elles publient et par l'impression que peut produire sur l'esprit public la révélation permanente de la situation des ressources disponibles de la Banque d'Angleterre, alors que l'on voit approcher le moment où la réserve commerciale (*banking-reserve*) ne pourra plus à aucun prix, quelle que soit l'élévation du taux de l'intérêt, fournir aux demandes d'avances ou d'escomptes. La Banque de France n'a aucune limite légale qui gêne ses allures : elle pourrait au besoin, en serrant l'écrou de l'escompte, émettre un surcroît temporaire de billets, bien qu'elle recule prudemment devant une pareille extrémité. La Banque d'Angleterre ne le peut pas; pour entr'ouvrir une pareille perspective, il faut suspendre l'*act* de 1844, sauf à ne pas avoir recours à la faculté ainsi conquise, et à se borner, comme l'on vient de le faire lors de la dernière crise, à exercer une influence morale pour calmer la panique.

Là se rencontre le nœud de la question agitée en ce moment au-delà du détroit en ce qui concerne l'organisation de la Banque, car il ne faut pas s'y tromper, le terme retentissant de suspension de l'*act* de 1844 ne signifie que la possibilité d'étendre temporairement l'émission de billets, sous d'autres garanties que de l'or, au-delà de la limite déterminée par la clause II. La loi entière reste toujours debout, et son principe ne fait que se fortifier au contact de l'expérience. En effet, la suspension de l'*act* a été purement nominale en 1847 et 1866; pas un billet n'est venu s'ajouter à la circulation normale; en 1857, une quotité insignifiante de 928,000 livres sterling a suffi comme supplément, alors que l'escompte à 10 pour 100 empêchait qu'on n'abusât de cette tolérance pour multiplier un capital fictif et pour troubler le cours régulier des lois de l'échange libre.

D'où vient la puissance développée par la Banque d'Angleterre pendant la dernière crise? De la force que lui donne l'*act* de 1844; il ne se borne pas à permettre la conversion facultative du billet en or, il l'assure. On soutiendra vainement qu'on ne saurait émettre plus de billets que la circulation n'en comporte, en comparant celle-ci à une éponge qui une fois saturée d'eau n'en absorbe plus; la question est ailleurs, elle est dans la proportion maintenue entre le métal et le billet. Du moment où la proportion grandit du côté du papier, la situation s'altère, car l'ensemble des instrumens d'échange ne varie guère, le métal précieux est déplacé par le billet, voilà tout. Alors que la sécurité générale est entière, que tout prospère, que la confiance enfle les voiles du commerce et de l'industrie, on accepte les billets de banque comme de l'or; mais pour peu que le plus léger embarras se produise, on vient échanger la monnaie de papier contre les espèces. Si le pays s'est trop dépouillé de celles-ci, la crise éclate. Personne ne saurait contester que les banques gagnent à étendre une circulation qui ne leur coûte presque rien, qui constitue en réalité un emprunt à titre gratuit prélevé sur le public; elles sont naturellement disposées à se montrer plus faciles pour les prêts et pour les escomptes tant qu'elles réussissent à placer des billets. Les emprunteurs et les commerçans usent et abusent de cette facilité pour entreprendre au-delà de leurs ressources : ils acceptent sans peine la monnaie de papier qu'on leur offre; des deux côtés un entraînement bien simple conduit à outrer les émissions et à provoquer l'*over-trade*, les spéculations excessives. A qui reviennent en définitive les billets? A ceux qui travaillent, à ceux qui sont étrangers aux opérations aventurées, à ceux qui vendent au détail, à ceux en un mot qui sont le moins en état de supporter une perte, et qui n'ont tiré aucun avantage de la substitution d'une monnaie fictive à une monnaie solide. L'intérêt de tous ceux qui reçoivent les billets en paiement n'est pas qu'il y en ait beaucoup, mais qu'ils soient d'une valeur stable, assurée. C'est cet intérêt général que l'*act* de 1844 prend sous sa sauvegarde.

Beaucoup de banques ont fait faillite en Écosse, en Angleterre, en Amérique; la Banque d'Angleterre n'a rien fait perdre à personne depuis vingt ans; elle est venue au contraire plusieurs fois au secours des banques provinciales et des banques d'Écosse. M. Léonce de Lavergne, bien qu'il soit partisan d'une émission confiée simultanément à plusieurs grandes banques de monopole, a rendu cette justice à l'œuvre de sir Robert Peel. Il ajoute : « Le plus grand éloge qu'on puisse faire d'un établissement de crédit, c'est qu'il lui suffise d'augmenter ses émissions pour calmer les crises. C'est

précisément parce qu'en temps ordinaire les émissions de la Banque d'Angleterre sont contenues par la loi que les billets jouissent d'une si grande faveur quand tout autre papier est déprécié; il suffit alors d'ouvrir le canal à ce réservoir de crédit amassé par une sage prudence. Si la mémoire de sir Robert Peel avait besoin d'une consécration nouvelle, elle l'aurait reçue des expériences de 1847 et de 1857. » On ne saurait mieux dire, et M. de Lavergne n'a pas encore dit assez; il aurait pu montrer comment la confiance acquise au grand établissement autour duquel pivote le crédit de l'Angleterre a suffi pour conjurer l'orage, sans émission irrégulière de billets; s'il avait pu apprécier, lorsqu'il a prononcé ces paroles, la grande expérience de 1866, il aurait reconnu que jamais la Banque n'avait prêté au commerce une assistance plus large, plus rapide, ni plus efficace, sans user du droit qui lui était conféré de sortir des limites légales de l'émission. Aussi le gouvernement n'a-t-il pas eu besoin de demander de bill d'indemnité au parlement; de fait, l'*act* de 1844 n'a pas été violé. L'Angleterre est déjà rentrée, sous ce rapport, dans la situation normale; la diminution récente de l'escompte jusqu'à 8 et à 7 pour 100 a réduit à néant la faculté nominalement ouverte par la lettre ministérielle. Il en a été exactement de même en 1847; la Banque n'avait point fait d'émission supplémentaire quand l'escompte a été réduit à 7 pour 100 le 23 novembre, après une suspension déclarée le 23 octobre, sous la condition que le taux ne descendrait pas au-dessous de 8 pour 100. — En 1857, le gouvernement prit une mesure analogue : le 12 décembre, l'*act* de 1844 était suspendu, une émission de nouveaux billets autorisée et le minimum de l'escompte fixé à 10 pour 100. La Banque ayant fait usage de la faculté ainsi ouverte jusqu'à concurrence de 928,000 livres (23 millions de fr.) employés en billets émis sur un supplément de garantie en fonds publics, le parlement consulté étendit jusqu'au 1er février 1858 la durée de la permission exceptionnelle. Dès le 24 décembre 1857, l'escompte était ramené à 8 pour 100, par conséquent l'effet de la suspension avait été effacé. Nous venons de rappeler qu'en 1866 la Banque n'a fait aucun usage d'une faculté analogue. Elle avait déjà traversé en 1864 une crise formidable sans que l'intervention du gouvernement eût été nécessaire. La solidité inébranlable du principe de sir Robert Peel se trouve consacrée par ces expériences décisives.

Cependant, nous l'avouerons, nous regrettons qu'à défaut d'une latitude comme celle dont la Banque de France n'abuse nullement, l'idée primitive de sir Robert Peel n'ait point été maintenue dans le texte légal. Si la suspension temporaire avait été inscrite à l'avance dans une clause spéciale, sous des conditions définies et

moyennant l'accord entre le gouvernement et la Banque, on aurait évité jusqu'à l'apparence d'une mesure d'exception. Le contrôle légitime du parlement s'exerce toujours, dans un pays libre, sur l'usage fait par le pouvoir d'une faculté extraordinaire, il n'échappe jamais à la surveillance légitime de la représentation nationale; c'est une lacune dans l'*act* de 1844, elle est facile à combler. De cette manière l'organisation de la Banque d'Angleterre se rapprocherait de celle de la Banque de France, qui a, depuis quelques années, su emprunter avec succès au-delà du détroit l'arme de l'élévation de l'escompte; celle-ci, pourvu qu'elle soit énergiquement maniée, paraît suffisante aux partisans du *banking-principle*, à Tooke, à Newmarch, à Fullarton, à James Wilson, et en dernier lieu à M. Macleod.

Grande est l'erreur de ceux qui supposent que les principaux adversaires de l'*act* de 1844 se montrent hostiles à cette élévation de l'escompte; ils recommandent unanimement ce moyen de maintenir un encaisse métallique satisfaisant du moment où le change commence à inspirer quelque inquiétude. Ils ne sont pas, pour la plupart, partisans de la liberté d'émission; pour Tooke et ses disciples, ce terme n'a aucune autre signification que celle de l'absence d'une limite absolue imposée à la circulation fiduciaire, soustraite à la loi de la concurrence; c'est simplement une préférence accordée au système de la Banque de France.

IV.

Peu de questions ont été aussi mal comprises chez nous et aussi défigurées par de fausses interprétations. La discussion récente de la chambre des communes du 31 juillet 1866 met la vérité en plein jour, et l'*act* de 1844 n'est point menacé quant au principe fondamental qu'il consacre. — N'a-t-on point prétendu que sir Robert Peel avait reconnu la faute qu'il avait commise et s'en était publiquement repenti? Rien de plus erroné qu'une pareille assertion. Le discours de 1847, dont on a si étrangement abusé, ne contient rien de pareil. L'illustre orateur a résolûment et habilement défendu son œuvre en l'expliquant. Sans doute son espoir avait été déçu en ce qui concernait la direction imprimée aux affaires de la Banque d'Angleterre dans le *bank-department*. Il pensait qu'instruits par une sévère expérience, les directeurs de cet établissement sauraient mieux ménager leurs ressources et empêcher l'épuisement de la réserve commerciale (*banking-reserve*). Il a reconnu avec tristesse que sur ce point ses espérances avaient été trompées. Le but que se proposait la loi était d'empêcher le re-

cours aux mesures extrêmes en imposant à la direction de la Banque, sinon l'obligation légale, du moins l'obligation morale d'une impulsion plus prudente donnée aux affaires; celle-ci aurait dû dès le principe obvier au danger en resserrant l'émission, en haussant le taux de l'escompte; elle aurait empêché ainsi le recours au gouvernement et la suspension de l'*act*. « Celui-ci avait un triple objet, dit sir Robert Peel. Je reconnais qu'il n'a pas rempli le premier, qui était de prévenir par une contraction prompte et énergique des affaires la panique et le désordre; mais le bill avait en vue deux autres objets d'une importance au moins égale : l'un était de maintenir et de garantir la conversion constante de la monnaie de papier en or, l'autre d'empêcher que les embarras des temps difficiles ne fussent aggravés par l'abus du papier de crédit sous la forme des billets. » Sous ces deux rapports, le succès a été complet. « Mon opinion, dit sir Robert Peel, est que vous avez aujourd'hui une garantie du remboursement en or plus solide que vous ne l'avez jamais possédée; mon opinion est aussi que, quel que soit le poids des difficultés qui nous pressent, il aurait été singulièrement aggravé, si vous n'aviez point pris la précaution d'arrêter l'émission illimitée des billets de la Banque d'Angleterre, des banques par actions et des banques privées. » Il continua ce discours, dont M. Macleod parle avec une véritable admiration, en montrant combien il est absurde d'espérer l'argent à bon marché lorsque le capital est rare. Il approuva pleinement la conduite du gouvernement, qui avait opposé une mesure exceptionnelle à une situation exceptionnelle. Sans repousser l'examen d'une révision de l'*act*, il se prononça sans hésiter en faveur du maintien des grands principes que celui-ci consacre. Certes rien ne ressemble moins que ces paroles à un désaveu de l'œuvre de 1844. Le seul point sur lequel l'attente de sir Robert Peel avait été déçue tenait au manque d'habileté de la direction de la Banque, et non à une disposition de la loi. On avait, dès le mois d'avril 1847, laissé descendre la réserve disponible au chiffre minime de 2,833,000 livres sterling et en octobre jusqu'à 1 million seulement; cette faute fut renouvelée en 1857 d'une manière plus grave encore, puisque le 10 novembre, deux jours avant la suspension de l'*act* de 1844, la *banking-reserve* n'était plus que de 950,000 livres. Depuis lors, le gouvernement de la Banque a été admirablement conduit; l'ancien et le nouveau cabinet, ainsi que la chambre des communes, lui ont rendu pleine justice.

Le discours de sir Robert Peel, cet exposé des motifs de l'*act* de 1844, suffirait à lui seul pour en garantir le maintien (1). Il ne laisse

(1) Nous l'avons fidèlement analysé dans le chapitre XXX de notre ouvrage, *la Question des Banques*.

subsister aucune dissidence sur la distinction essentielle entre l'émission et les opérations de banque, qu'elle se traduise comme en Angleterre dans la constitution de deux départemens distincts, ou qu'elle dépende d'un calcul prévoyant, comme celui qui préside à la direction des affaires de la Banque de France; la forme diffère seule, le fond reste le même. « Nous pensons, disait avec raison sir Robert Peel, que le droit d'émission doit être soumis au contrôle de l'état, tandis que la plus parfaite latitude doit régner dans les opérations de banque. » Cette latitude, il la voulait pour toutes les banques publiques ou privées; elle existe aujourd'hui pleine et entière dans le royaume-uni et donne les plus heureux résultats.

Quant au droit d'émission, sir Robert Peel ne désirait pas le retirer brusquement aux banques qui en usaient : il voulait une réforme féconde et non une révolution ; mais il espérait que ce droit s'étendrait successivement, en se concentrant par voie d'héritage entre les mains de la Banque d'Angleterre. Son calcul a été trompé en partie. Environ 300 banques se divisaient en 1844 une émission de billets d'une valeur de 200 millions de francs; il n'en a disparu qu'un peu plus du tiers. Au mois de juin dernier, on en comptait encore 190, avec une circulation autorisée de plus de 7,200,000 liv. (180 millions de fr.) et une circulation réelle réduite à 4,687,913 livres seulement (environ 117 millions). L'*act* de 1844 défend à ces banques de fusionner, il leur interdit d'établir un bureau à Londres. M. Gladstone pensa qu'au lieu de calculer sur la faiblesse incurable et la chute successive de ces établissemens, il valait mieux s'y prendre d'une autre manière pour arriver plus vite à réaliser le *desideratum* suprême de sir Robert Peel, l'unité d'émission, heureusement conquise par la Banque de France en 1848. Il introduisit l'an dernier à la chambre des communes un bill pour lever les diverses restrictions imposées par l'*act* de 1844, autres que la limitation du droit d'émission, sauf à fixer un terme rapproché où l'exercice de ce droit devrait cesser après une simple notification de la part du gouvernement. Telle est la modification de l'*act* de 1844 que, par suite d'une singulière méprise, M. Horn a signalée comme une brèche faite au principe, tandis que M. Gladstone essayait d'en hâter la pleine application. En s'appuyant sur l'expérience, il avait calculé que l'extinction totale du droit d'émission n'arriverait que dans deux cent cinquante ans, peut-être même dans quatre siècles. Or, comme il ne voulait pas attendre indéfiniment, il préférait hâter un arrangement temporaire qui, en donnant pleine liberté aux banques actuelles d'émission pour les opérations de banque, limiterait l'exercice de la faculté de fabriquer des billets payables au porteur et à vue.

Le projet fut énergiqnement combattu par un financier habile,

M. Hubbard; il déclara qu'il ne comprenait point comment l'état, qui contrôle les pièces d'or, d'argent et de cuivre, qui ont une valeur intrinsèque, abandonnerait à l'autonomie des banques de province, le droit de créer une monnaie de papier qui n'a aucune valeur. M. Blake dénia aux banques la faculté de fabriquer des billets qui circulent comme de la monnaie; ce n'est pas, dit-il, un acte de commerce. M. Thomson Hankey trouvait la proposition inutile; il regardait le droit des banques comme périmé depuis 1854, et M. l'alderman Salomons proposa d'exiger partout la garantie que fournit la Banque d'Angleterre, qui dépose une valeur de fonds publics égale à celle des billets émis. M. Cardwell, sir Charles Wood (aujourd'hui lord Halifax), M. Goschen, appuyèrent au contraire la motion comme étant un complément de l'*act* de 1844. M. Gladstone n'attribuait pas à sa proposition une autre portée; c'était, disait-il, un bill préparatoire qui laisserait pleine liberté de statuer ensuite sur l'ensemble dans le sens du principe fondamental, si, comme il en exprimait la confiance, ce principe était reconnu juste.

Il serait inutile d'insister davantage sur l'adhésion donnée au principe de l'*act* avant la dernière crise; celle-ci lui a-t-elle porté atteinte? La vigilance de l'intérêt public et la susceptibilité nationale, si vivement réveillées par le *run* sur l'Angleterre, condamnent-elles la base sur laquelle repose l'organisation de la Banque? En aucune manière; on ne veut même discuter que des questions d'application, sans toucher au principe, dont presque tous apprécient la salutaire efficacité.

Une demande d'enquête a été développée par M. Watkin, qui s'est appuyé sur les précédens de 1847 et de 1857 pour dire qu'on avait, à chaque suspension de l'*act*, recherché les causes de la crise; un débat approfondi a occupé la séance de la chambre des communes du 31 juillet. M. Watkin a principalement appuyé sur le phénomène nouveau que présentait l'écart énorme et persistant entre le taux de l'escompte à Paris et à Londres, sans se demander si une difficulté entièrement étrangère à l'organisation de la Banque d'Angleterre ne pesait point sur la situation. On aimait mieux laisser dormir son argent que de l'engager dans une affaire quelconque, car l'inquiétude des esprits, troublés par l'émotion de la guerre et par les désastres financiers, avait arrêté court les opérations les plus simples. Une circulaire de lord Clarendon, ministre des affaires étrangères, avait été transmise à toutes les missions anglaises après l'*Overend-friday*; elle voulait prévenir une fâcheuse méprise au sujet de la suspension de l'*act* de 1844; les pays habitués à ne voir intervenir les gouvernemens dans les affaires de banque que pour établir le cours forcé pouvaient être induits en erreur au

sujet du caractère tout différent de la mesure décidée par le comte Russell et par M. Gladstone. Cette appréhension n'était pas entièrement imaginaire, s'il est vrai qu'on eût envoyé, ainsi que l'a raconté M. Watkin, des billets de la Banque d'Angleterre de Madrid à Liverpool avec ordre de les négocier à tout prix. Rien de pareil n'était à craindre cependant sur les marchés importans de Paris et d'Amsterdam; personne n'y pouvait commettre l'erreur grossière de confondre avec une suspension de paiemens la simple faculté d'émettre une faible somme de billets, faculté dont on savait que la Banque d'Angleterre ne ferait qu'un discret usage. La sollicitude qui avait porté lord Clarendon à cette démarche inusitée a pu être mal interprétée; des esprits timorés ont pu y voir un indice de plus du trouble causé par la crise. Ce qui est vrai, c'est que, malgré l'incontestable habileté de la rédaction, la missive du *Foreign-Office* a manqué le but qu'elle voulait atteindre, elle n'est pas parvenue à calmer les esprits. — L'exposé fait par M. Watkin est méthodique et complet; il n'entendait soulever aucune discussion théorique, et la liberté d'émission n'a pas même obtenu de sa part l'honneur d'une mention. Il s'est borné à faire porter sur la limitation inflexible consacrée par l'*act* et sur la division des deux départemens de la Banque la responsabilité du taux énorme de 10 pour 100, ainsi que les variations fréquentes et spasmodiques de l'escompte. « On arguerait vainement, dit-il, d'une insuffisance de ressources. Le pays n'a jamais été aussi puissamment riche; tout le tort est du côté de la Banque, qui n'a point accru la circulation, et du côté d'une vicieuse séparation de l'émission et de l'escompte. »

M. Watkin concluait en demandant la nomination d'une commission royale, qui serait formée comme la commission chargée en France de la grande enquête sur les banques, mais qui fonctionnerait dans un cadre plus restreint. Cette motion a été appuyée par M. Akroyd, qui posa la question de savoir si le nouveau cabinet entendait endosser la responsabilité prise par le dernier chancelier de l'échiquier, M. Gladstone, qui avait suspendu l'*act* de 1844. Cette interpellation a fourni à sir Stafford Northcote, le nouveau ministre du commerce, l'heureuse occasion d'une réponse pleine d'*humour* et de sens, conçue dans un excellent esprit et servie par un rare bonheur d'expressions. L'organe du cabinet ne s'est point borné à repousser la demande de la formation d'une commission, il a expliqué en excellens termes une doctrine saine, ainsi qu'une adhésion complète au système de 1844. Sans dissimuler ce que les trois suspensions prononcées chacune à peu près à dix années d'intervalle peuvent soulever d'objections contre certains détails de l'*act*, il en a fermement affirmé le principe. Il ne le regarde point

comme un idéal de perfection qui se refuse à la moindre modification, mais il repousse la pensée que la doctrine admise par le législateur soit en rien responsable du mal qu'on a subi, ou que le renversement de cette doctrine pût en prévenir le retour. — Le gouvernement actuel, a dit sir S. Northcote, n'attache aucun intérêt paternel à l'*act* de 1844; mais il croit de son devoir de déclarer que les principes que cette loi consacre lui semblent être les vrais et sains principes sur lesquels la circulation doit reposer. Qu'il soit possible d'introduire dans le mécanisme quelques perfectionnemens qui en rendent le jeu plus facile et moins sujet à quelques inconvéniens; que l'expérience des paniques anciennes et de la crise actuelle puisse suggérer quelques moyens d'alléger les souffrances sans porter atteinte au système, le gouvernement ne se refuse point à tourner son attention vers cette question grave, et il veut l'examiner avec une sérieuse sollicitude; il essaiera d'étudier la matière, et s'il réussit à rencontrer une solution favorable, il en fera l'objet d'une proposition dès le début de la session parlementaire, sauf à provoquer lui-même la formation d'un comité de la chambre dans le cas où ses efforts n'auraient abouti à aucun résultat pratique. — On a semblé prétendre que l'*act* de 1844 empêche l'expansion de la circulation fiduciaire au moment où le recours au crédit devient le plus nécessaire; mais le crédit doit servir à procurer du capital. Il a élevé l'Angleterre à un haut degré de puissance et de richesse en accomplissant cette large mission; toutefois il ne saurait l'accomplir au même degré quand le capital manque. Bien que le capital disponible se soit énormément accru, il peut devenir insuffisant, ces deux termes n'impliquent aucune contradiction; il s'agit en effet d'une question de proportion. Quand on considère la masse des entreprises, la diversité et l'importance des emplois, on comprend aisément que des ressources, même énormes, n'y puissent pleinement satisfaire. On a voté, rien que dans les deux dernières sessions, des chemins de fer dont la dépense s'élèvera au moins à 176 millions sterl. (4 milliards 400 millions de francs). Pouvez-vous et devez-vous fabriquer de la monnaie fiduciaire quand la monnaie est rare? Telle est la véritable question qui se rencontre au fond de ces difficultés. Faut-il couper un habit à sa taille dans le tissu élastique du crédit, ou bien s'accommoder du drap qu'on possède et tailler le vêtement suivant cette mesure? — Sir S. Northcote a fermement déclaré que le gouvernement n'entendait point se lancer dans la voie des fictions monétaires. Cependant personne ne saurait demeurer indifférent au spectacle du *run* sur l'Angleterre qui s'est subitement déclaré, et l'on doit reconnaître que la suspension de l'*act* de 1844 a été l'origine d'un triste malentendu au sujet de la situation financière du pays. Néanmoins il y aurait erreur à sup-

poser qu'une modification de la législation de la Banque rétablirait le crédit de l'Angleterre. L'orateur a voulu établir nettement que ni le gouvernement ni le pays n'admettaient en aucune manière que les difficultés actuelles tiennent au régime de la circulation et au système des banques établi par la loi. En supposant qu'ils pussent être modifiés, il y aurait péril à laisser croire qu'une pareille réforme viendrait guérir les plaies faites par l'imprudence des entreprises mal conçues. Le ministre a reproduit en d'autres termes la pensée exprimée dans le rapport du comité d'enquête de 1858, qu'il n'est pas de système monétaire qui puisse mettre le commerce, la finance et l'industrie à l'abri de leur propre imprévoyance.

Nous avons essayé de résumer fidèlement l'habile argumentation de sir S. Northcote, chargé de parler au nom du nouveau cabinet; cette attitude fait autant d'honneur à ses lumières qu'à son patriotisme. Si la question n'avait été envisagée que par le côté mesquin des querelles de partis, l'occasion pouvait sembler bonne pour profiter des clameurs des intérêts désappointés en essayant de faire tomber un blâme sur la marche suivie par le dernier chancelier de l'échiquier, par l'illustre chef actuel de l'opposition, M. Gladstone. Sir S. Northcote a repoussé cette mesquine tentation, il n'a voulu voir que l'intérêt véritable de l'Angleterre, et il s'est résolument rangé du côté de son adversaire politique pour défendre les principes de 1844.

Un jeune professeur d'économie politique, très haut placé déjà dans l'estime publique, M. Fawcett, aux paroles de qui l'infirmité dont il est atteint (1) imprime encore plus d'intérêt, s'est empressé d'approuver les idées émises par le ministre du commerce. On nous saura gré sans doute de donner ici le résumé et souvent la traduction littérale de ce remarquable discours. — On a prétendu, dit M. Fawcett, que la charte de la Banque avait amené la dernière crise et devait porter la responsabilité du taux élevé de l'escompte. C'est une illusion trompeuse : si le gouvernement avait accepté la motion d'enquête, il aurait simplement suscité de fallacieuses espérances. Je ne suis pas un ami chaleureux de l'*act* de 1844, il me semble qu'on pourrait en tempérer la rigueur de manière à en prévenir la suspension arbitraire. Si la crise actuelle tient au crédit, c'est-à-dire si elle témoigne d'un ébranlement de la confiance mutuelle, comment est-il possible de l'attribuer à la charte de la Banque? La cause est bien autrement sérieuse et profonde, elle est dans cet esprit désordonné de spéculation aléatoire qui dégénère en un jeu coupable, et qui s'est emparé de ce pays. Une nou-

(1) M. Fawcett est aveugle.

velle école a surgi depuis quelques années, elle a encouragé la pensée que la richesse devait être produite non plus suivant le mode suranné d'un travail assidu, mais par l'art moderne de *financer*, en d'autres termes par la manipulation habile du papier. Cette idée étrange s'est tellement répandue, qu'on en est venu à penser qu'un ingénieur hardi, un entrepreneur actif, un *attorney* intelligent et des avances largement consenties suffiraient pour faire construire un chemin de fer d'un bout à l'autre de l'Angleterre. Les choses marchaient bien, les fondateurs et directeurs s'enrichissaient à vue d'œil; mais quand les banques et les sociétés de crédit, poussées par leurs créanciers, voulurent être payées, tout fut menacé, et l'on entendit retentir des plaintes comme celles-ci : « nous avons besoin d'une institution qui fournisse constamment de l'argent à bon marché, et si la Banque ne le peut pas, la législation est mauvaise, il faut la refondre. » A mon avis, la chute n'est pas venue un instant trop tôt. Tout ajournement facilité par la loi aurait rendu le déchirement plus terrible. Ce qui doit nous consoler, c'est qu'il n'est pas une entreprise commerciale sagement et honorablement conduite qui ait succombé. Le commerce régulier de ce pays est dans une bonne situation, et l'élévation de l'intérêt n'a fait qu'arrêter des opérations téméraires. La hausse des profits a permis de supporter la hausse de l'escompte; le capital et le travail ont tous deux obtenu une large récompense. Au lieu de nous embarrasser d'une réforme législative, nous avons un autre, un sûr moyen de rendre au crédit de l'Angleterre sa solidité au dehors, c'est de rétablir la foi entière dans l'accomplissement des contrats commerciaux. Le commerce aurait souffert tout autant et plus encore, si l'*act* de 1844 n'existait point, et le supprimer n'empêcherait nullement une crise financière. On a dit que nous ne possédions point une circulation suffisante; mais, au lieu d'avoir indûment décru, elle s'est au contraire largement développée, sans qu'il en résulte de facilités nouvelles de prêt, car les prix haussent avec l'accroissement de la circulation. — Si une commission d'enquête était formée, dit M. Fawcett en terminant, elle ne constaterait qu'une chose d'une manière irrécusable : c'est que les affaires de la Banque ont été conduites avec un singulier concours de fermeté, d'habileté et de prudence, et que les directeurs de la Banque forment une réunion d'hommes dont tout pays voué au commerce serait fier à juste titre. Ils n'ont ni amené ni aggravé la crise; celle-ci n'a été produite que parce qu'on s'est départi des vieilles maximes qui avaient assuré la prospérité du trafic, et parce qu'on s'est confié au système nouveau de finance (*modern financing*).

On le voit d'après les paroles de M. Fawcett, les lumières de la science sont venues confirmer les enseignemens de la pratique;

quant à l'éloge mérité du conseil de la Banque d'Angleterre, personne ne saurait le taxer d'exagération, alors que l'on connaît MM. Lancelot-Holland, gouverneur, Hunt, sous-gouverneur, Kirkman-Hodgson, Hubbard, Alfred Latham, Thomson-Hankey, Ward-Norman, Grenfeld, et tant d'autres hommes éminens qui le composent. L'un d'eux, M. Hubbard, membre du parlement, a parfaitement exposé l'importance d'un bon système monétaire. — Il a montré combien il était faux de prétendre qu'un taux élevé d'escompte, temporairement perçu, puisse arrêter les opérations bien conduites et enlever le travail aux ouvriers. Cette charge supplémentaire, quelque pénible qu'elle soit, ne saurait exercer, lorsqu'on la réduit à sa juste valeur, une pareille influence; la plus légère variation dans le prix des matières premières ou de la main-d'œuvre a une bien autre importance. Des abus énormes ont été commis, des plans follement conçus et audacieusement accomplis ont fait le mal que la fermeté de la législation monétaire a seule pu arrêter. Quant à la Banque, jamais elle n'a réuni autant de ressources et n'en a fait un plus libéral usage. Le régime actuel, en donnant une base solide aux opérations et aux crédits ouverts, a fait naître un large système de crédit, bien plus efficace qu'une multiplication périlleuse de billets de banque. L'*act* de 1844 n'a pas besoin qu'on le défende : il a fondé la sécurité de la circulation en réglant sagement l'émission des billets considérée comme attribut de l'état, et il a établi la liberté des banques la plus complète pour tout ce qui est affaire de banque. Loin de restreindre les moyens d'action de la Banque d'Angleterre, il les a élargis, et il lui permet de soutenir les chocs les plus violens grâce à une solidité éprouvée. L'effet d'apaisement dû à la suspension temporaire de l'*act* ne se serait pas produit, si le billet de la Banque inspirait une confiance moins absolue. La réserve métallique a été conservée dans une large proportion. Tandis qu'on l'avait vue tomber presqu'à rien en 1825 et à quelques millions en 1839, elle se maintient aujourd'hui à 12 millions de livres et au-dessus. M. Hubbard aurait pu rappeler la déclaration de Tooke, qu'il se réconcilierait avec la limitation imposée par l'*act* de 1844, si celui-ci donnait une pleine garantie contre toute suspension future du paiement en espèces; Tooke serait donc pleinement réconcilié aujourd'hui avec la loi qui a définitivement écarté jusqu'à l'appréhension d'une pareille calamité.

Cet important débat s'est terminé par une défense vigoureuse de l'*act* de 1844, que M. Gladstone a présentée avec son éloquence habituelle. Il a surtout insisté sur ce que le droit d'émission n'appartient qu'à l'état, qui seul peut le déléguer. Le malaise actuel ne frappe que ceux qui ont été coupables d'un entraînement aveugle et malsain, le commerce et l'industrie continuent de prospérer, et la

liberté, pleinement appliquée aux échanges, porte d'heureux fruits. Pourquoi le taux de l'intérêt a-t-il haussé? Parce que la réserve commerciale de la Banque a dû satisfaire aux énormes demandes des institutions de crédit. Libres d'accroître leur circulation de billets, les banques de province l'ont réduite d'un million de livres pendant la crise (1). Ce n'était donc pas de billets qu'on avait tant besoin, ou du moins les billets ne peuvent circuler avec sécurité que si tout porteur les regarde avec la même confiance qu'un souverain d'or. M. Gladstone a, dans le cours de son argumentation, produit un fait curieux : il a mentionné en termes reconnaissans l'offre amicale du gouvernement français, qui se déclarait prêt, au moment de la suspension de l'*act*, à faire à la Banque d'Angleterre une avance de numéraire. On a cru ne pas devoir accepter cette proposition, car on aurait pensé porter ainsi une atteinte encore plus rude au crédit du pays. — Le métal précieux ne peut manquer de revenir au bout d'un temps assez court par le jeu régulier du balancier commercial; la quotité des espèces ne tarde point à s'ajuster aux besoins de la circulation, pourvu qu'on laisse agir le trafic libre sous l'empire des lois de l'offre et de la demande; aucune combinaison artificielle ne saurait égaler la puissance du mécanisme naturel des échanges. La liberté commerciale fournit une inappréciable ressource à l'entretien d'une monnaie stable, comme aussi le système métallique tel que l'*act* de 1844 l'a établi est le complément nécessaire de la liberté commerciale. Plus un pays sort de l'isolement, plus ses intérêts se trouvent mêlés à ceux du dehors, et plus la monnaie tombe dans la dépendance du marché international. Le prix d'achat se règle alors sur l'offre et la demande du marché universel, et les métaux précieux obéissent à cette loi suprême comme les autres marchandises. Aussi la monnaie réelle retrouve toujours sa limite; si elle surabonde, elle va où le profit l'appelle, car c'est une marchandise recherchée partout; si elle manque, le marché universel est ouvert pour la procurer. Il faut toutefois que ce soit de la monnaie métallique; celle-ci est seule appelée à régler les comptes extérieurs, seule elle doit varier, tandis que l'émission fiduciaire demeure fixe. Une fausse économie cherche à multiplier les billets, acceptés sans peine dans les temps calmes. Pour peu que la situation change, pour peu que le mouvement commercial amène des demandes plus nombreuses d'or, si on a trop restreint la réserve, si la base sur laquelle s'appuie la pyramide renversée des opérations fiduciaires se trouve trop faible, tout croule. On voit alors combien revient cher ce qui semble ne rien coûter. « Le bon marché ruine,

(1) L'émission des banques de province n'était plus au 23 juillet dernier que de 4,712,000 livres (au-dessous de 120 millions de francs); elle laissait une marge de 2,538,000 livres (plus de 63 millions de francs) à l'égard de l'émission autorisée.

rien ne coûte comme le bon marché. » Ces dictons populaires deviennent des vérités pratiques.

On a surabondamment prouvé que la monnaie est une marchandise, d'une espèce particulière il est vrai; il faut se résigner à la traiter comme une marchandise, et il y a contradiction à vouloir user de moyens artificiels pour la faire échapper à la loi régulière du commerce. L'*act* de 1844 fait éviter cette erreur, c'est le mérite qui le distingue. Les débats récens de la chambre des communes, dont nous avons fidèlement reproduit la substance, montrent combien se trompent ceux qui imaginent que l'on est disposé à l'abroger.

V.

Nous avons assisté le 6 juillet 1866 à la réunion du club d'économie politique de Londres. Il ne compte que trente-six membres, mais c'est l'élite des hommes voués à l'étude désintéressée de la science. La question posée par M. Bagehot, l'habile directeur de l'*Economist*, était celle de savoir s'il valait mieux confier le soin de conserver les réserves disponibles à une banque ou à plusieurs. La matière a été habilement traitée par l'éminent écrivain, mais personne ne s'est prononcé dans le sens d'une division entre plusieurs banques de l'émission des billets. Il va de soi que la société d'économie politique anglaise est unanime pour admettre le système métallique, elle est *bullionist* sans réserve aucune. Nous regrettons de ne pouvoir donner ici qu'un aperçu rapide d'un débat plein d'intérêt, auquel ont pris part M. Bagehot, lord Overstone, M. William Newmarch, M. Hubbard, M. le professeur Rogers, M. John Stuart Mill, et auquel nous avons été invité à nous mêler. Ce débat avait lieu en présence d'hommes tels que MM. Watkin, Blake, Hankey, le professeur Cairnes, Hare, sir Rowland Hill, Chadwick, le baron Bremwel, Merivale, Thornton, Ch. Villers, l'un des promoteurs de l'abolition de la loi des céréales, Leslie, lord Dufferin, le professeur Farren, du *Board of Trade*, etc. Des critiques ont été dirigées par M. Newmarch contre la séparation des deux départemens de la Banque, à laquelle il attribue en partie les brusques élévations de l'escompte; mais personne n'a même fait allusion à une liberté de l'émission livrée à la concurrence. M. Newmarch est le premier à déclarer que l'émission dévolue à la Banque d'Angleterre ne constitue point un privilége, et que, si cette faculté était livrée à tous, aucun banquier sérieux et aucune banque solide ne voudraient s'en servir. Cela nous rejette loin des singulières imaginations de ceux qui prétendent trouver dans la liberté de l'émission, à laquelle ils donnent par erreur le nom de liberté des banques, la source du crédit. « La circulation (*currency*) a tourné encore plus de têtes que

l'amour, » nous écrivait ces jours derniers le chancelier actuel de l'échiquier, M. Disraeli (1).

La question préalable a écarté la demande d'enquête de M. Watkin, quoique présentée à la chambre des communes sous la forme la plus modérée. C'est que de nombreuses enquêtes ont déjà eu lieu sur la question; l'Angleterre en est saturée. Deux fois après la suspension de l'*act* de 1844, en 1848 et en 1858, les comités ont conclu en faveur du principe qu'il consacre, et ce principe a rencontré pendant la crise de 1866 une adhésion plus éclatante encore. Il faut bien que ceux qui espéraient le voir crouler renoncent une bonne fois à ces tristes prévisions. Les conclusions de l'enquête de 1857-1858 sont encore l'expression fidèle d'une opinion générale sur ce point fondamental. « L'objet principal de la législation est de rendre les variations de la monnaie mixte conformes à celles d'une circulation purement métallique; personne ne peut prétendre que ce but n'ait pas été atteint (2). » Les principes de l'*act* auraient été suivis quand même la loi n'en aurait pas établi l'obligation formelle, car le conseil de la Banque d'Angleterre connaît maintenant ses devoirs et s'applique à les accomplir comme le fait le conseil de la Banque de France.

L'exemple des banques d'Écosse, si souvent et si complaisamment mis en relief, ne prouve absolument rien en faveur de l'émission libre. En premier lieu, ces banques, au lieu de compter par centaines, comme on l'a dit trop souvent, ne sont qu'au nombre de douze, et l'émission qu'elles font pour la partie non garantie par de l'or est strictement limitée. Elle ne dépasse pas 50 millions de francs (3), alors que les dépôts atteignent, assure-t-on, le chiffre colossal de 70 ou 80 millions de livres (environ 2 milliards de francs). Là est la force, là est la puissance d'action des banques d'Écosse. Ce n'est que par un artifice de discussion qu'on pourrait attribuer au maigre chiffre de l'émission les merveilles que réalise le principe de la liberté des banques, qui opérerait aussi bien sans billets fiduciaires, et qui, par les comptes-courans, les dépôts, les viremens et les avances d'un capital réel, accomplit seul de grandes choses. Les adeptes passionnés du billet de banque se parent ici des plumes du paon.

(1) Le 21 août 1866. « I believe currency is a subject which has made even more people mad than love. »

(2) Rapport du comité, 66.

(3) Au 23 juillet dernier, la circulation des billets des banques d'Écosse était de 4,363,000 livres avec un encaisse métallique de 2,413,000 livres; la différence représente la monnaie fiduciaire, qui n'est point gagée par un encaisse correspondant, et n'offre qu'un total de 1,950,000 livres (moins de 49 millions de francs).

Les banques d'Écosse fonctionnent suivant la situation du marché, elles s'écartent peu du taux de l'intérêt fixé par la Banque d'Angleterre. Quand le besoin se manifeste, elles ne se font pas faute d'élever l'escompte à 10 pour 100, depuis que les entraves des lois contre l'usure sont effacées. Il n'est pas inutile de le mentionner, quand les défenseurs de la liberté d'émission établissent un parallèle entre le taux élevé de l'escompte de la Banque d'Angleterre à certaines époques et l'ancienne permanence de l'escompte à 5 pour 100, et qu'ils tâchent de tirer parti pour leur thèse de cette comparaison. Ceux qui produisent ce singulier argument n'oublient qu'une chose, c'est que jusqu'en 1833 une loi, dont aucun économiste ne saurait regretter l'abolition, défendait à la banque de prendre plus de 5 pour 100 d'intérêt.

En 1856, sir Cornwall Lewis, chancelier de l'échiquier, demanda l'opinion des banques d'Écosse sur l'*act* de 1845, qui avait étendu à cette contrée le principe de la limitation de l'émission consacré par l'*act* de 1844 en Angleterre. Les réponses se trouvent dans l'enquête de 1857. Sur les dix banques principales, cinq banques anciennes, dont le siége est à Édimbourg, se sont prononcées pour l'*act;* une seule, la Banque d'Écosse, l'a regardé comme sans effet (*inoperative*). Cinq banques plus nouvelles, dont le siége était à Glasgow, se prononcèrent contre; mais peu de mois plus tard on connut le mot de cette divergence d'opinion : les cinq banques anciennes résistèrent au danger; sur les cinq nouvelles, la *Western-Bank* et la *City of Glasgow* succombèrent, les autres furent embarrassées. La protestation la plus véhémente contre l'*act* était celle de la *Western-Bank;* elle portait la signature de mauvais augure de John Taylor, cause première de l'éclatant désastre subi bientôt après par cet établissement.

L'enquête de 1857 constate que, suivant la Banque royale d'Écosse, rien n'avait infirmé la sagesse du principe de l'*act*. Le directeur de la *British Linen Company* en déclare « toutes les prévisions judicieuses et salutaires, bien calculées pour maintenir en Écosse une quotité de numéraire en rapport avec la circulation. Aucun inconvénient n'en est résulté, ni pour la banque, ni pour le public, et l'on espère qu'on ne le modifiera pas. » La *Commercial Bank of Scotland* approuve la loi et déclare que celle-ci n'a besoin d'aucune révision. La *National Bank of Scotland* nie qu'elle ait causé aucune gêne. Le principe de la limitation se trouve approuvé par les représentans autorisés de la contrée qu'on présente toujours comme entièrement dévouée à la liberté d'émission. Les exemples anciens se réunissent aux derniers débats soulevés pendant une crise formidable pour recommander la sagesse de l'œuvre de sir Robert Peel.

On ne saurait trop le répéter, l'*act* de 1844 n'a été pour rien dans la dernière crise; il a au contraire servi à relever énergiquement les affaires et à ramener une situation plus régulière.

Un seul point reste à débattre : la loi ne devrait-elle pas prévoir le cas et poser les conditions d'une suspension de l'*act?* En outre, une fois la suspension prononcée, la limite du minimum d'intérêt qu'elle fixe doit-elle demeurer invariable tant que l'effet de cette mesure exceptionnelle n'est pas épuisé? Tout se borne à l'étude de ces dispositions secondaires : quant au principe de l'*act*, il demeure debout, au grand avantage de la sécurité commerciale, de la sincérité des transactions et de la liberté des échanges. Le temps n'est pas loin, et la dernière expérience servira à le rapprocher, où l'on ne s'étonnera plus que d'une chose, c'est qu'on ait si longtemps méconnu la nécessité d'assujettir à une limitation précise l'émission du billet faisant office de monnaie, et qu'on ait hésité à reconnaître dans l'émission elle-même un attribut de l'état. Il s'est passé quelque chose d'analogue pour le *free-trade* et pour les lois sur l'intérêt. Notre temps aura la gloire d'avoir résolu ces trois questions d'une si grande importance en ce qui concerne le développement de la richesse et la garantie des rapports équitables.

Nous ne saurions mieux résumer notre pensée qu'en empruntant à un partisan déterminé de la liberté dans toutes les acceptions sérieuses du mot, M. Prince-Smith, les lignes suivantes : « La convertibilité du billet est une garantie contre l'excès permanent de l'émission, contre une dépréciation extrême. Néanmoins elle n'empêche pas qu'on ne dépasse temporairement la limite des besoins sérieux de la circulation, limite dans laquelle on ne rentre qu'à travers une série de crises. Aussi une bonne organisation de la monnaie de papier exige-t-elle non-seulement l'assurance d'une prompte convertibilité, mais encore la fixation de la *quotité*. » Appuyée sur la base solide du système de 1844, qui ne permet de représenter en papier que la portion *stable* de la circulation, en exigeant que la portion *variable* soit en or ou en papier gagé par de l'or, la liberté des banques, pleine et entière pour tout ce qui constitue l'office de banque, fonctionne en Angleterre sur une immense échelle, sans recourir à aucune création de billet faisant office de monnaie. Sir Robert Peel a la gloire de l'avoir fondée, comme celle d'avoir établi le *free-trade*.

L. WOLOWSKI, de l'Institut.

LA GUERRE

LA TÉLÉGRAPHIE ÉLECTRIQUE

ET

LES CHEMINS DE FER

L'art de la guerre subit de constantes modifications en rapport avec le progrès scientifique et industriel. Les moyens de défense et d'attaque, les armes sur terre et sur mer changent, se renouvellent sans cesse, à mesure que la science multiplie ses découvertes et que l'industrie en élargit les applications.

En effet, il n'y a plus de présomption à l'affirmer maintenant, le premier moyen d'assurer la victoire est de prévenir l'ennemi dans la mise en œuvre de forces nouvelles ou d'engins inusités. Le général qui disposera de canons rayés avant son adversaire n'éprouvera pas de difficultés à se mesurer avec lui sur un champ de bataille que ce dernier aura étudié d'avance. Le pays qui le premier construira des navires cuirassés défiera les vaisseaux de bois du monde entier. L'infanterie qu'un nouveau fusil mettra en mesure de décimer de feux redoublés l'ennemi qu'elle a devant elle, avant qu'il puisse recharger ses armes ou attaquer à la baïonnette, ne connaîtra pas d'obstacle et enlèvera la victoire au pas de charge.

Prévenir l'ennemi, c'est le point essentiel, car, s'il est clair qu'il serait aussi inutile à une batterie d'anciennes bouches à feu de répondre à une batterie rayée qu'au vaisseau de bois le mieux armé de tenir tête au moindre *monitor* muni d'une pièce de gros calibre, qu'aux anciens fusils de riposter aux armes nouvelles se chargeant par la culasse; s'il est incontestable que ni l'adresse, ni le courage, ni l'expérience, ni la supériorité numérique ne peuvent rien contre cette autre supériorité brutale, écrasante, due à l'emploi d'un nouveau mécanisme ou d'une découverte chimique ou métallur-

gique particulière, à l'application, en un mot, d'une nouvelle force créée par la science et l'industrie alliées, il n'est pas moins clair, il n'est pas moins incontestable qu'il n'y a d'avantage décisif à introduire ces réformes dans son matériel de guerre que si on devance en quelque manière ses rivaux, et qu'on détruise ainsi à son profit l'équilibre si prompt à s'établir entre les armemens des grandes puissances.

Canons rayés contre canons rayés, navires cuirassés contre navires cuirassés, fusils à aiguille contre fusils à aiguille, on se retrouve absolument au même point que lorsqu'on combattait avec l'ancienne artillerie, l'ancienne marine ou l'ancien fusil. L'important donc n'est pas de découvrir, mais d'appliquer vite, pour être non pas aussi avancé, mais plus avancé que ses concurrens. Si le raisonnement n'y suffisait pas, le triple enseignement qui résulte des dernières guerres d'Italie, d'Amérique et d'Allemagne prouverait jusqu'à l'évidence la nécessité, dans l'art de la guerre, d'innover sans cesse.

Si simple que cette vérité paraisse aujourd'hui, il n'est pas inutile d'y insister. On ne peut pas opposer de meilleure réponse aux raisonnemens, aux timidités, aux résistances de la routine. La routine certes, c'est bien dans tout ce qui se rapporte à l'art militaire qu'elle a le moins d'empire. Que peut-elle contre l'évidence des faits? Devant cet argument irrésistible, la victoire ou la défaite, quelle autorité garderait-elle encore? Et cependant on a vu que le fusil à aiguille, une des causes du succès dans une des belles campagnes du siècle, a été repoussé par les commissions militaires de toute l'Europe, raillé par tous les comités d'armement avant d'être adopté en Prusse (1). Maintenant les gouvernemens s'évertuent à démontrer qu'ils ne se sont pas laissé prendre en défaut, qu'ils connaissaient depuis longtemps le fusil en question, qu'ils ont cherché, trouvé, adopté un meilleur système. Il n'en est pas moins vrai que les Prussiens sont en possession de leur *zündnadelgewehr* depuis 1849, qu'en France, en Angleterre et ailleurs on en est encore aux essais, et qu'on témoigne suffisamment par l'empressement qu'on met partout à modifier l'ancien armement et de la surprise causée par la puissance du nouvel engin et de la dédaigneuse indifférence que cette innovation avait généralement rencontrée.

Oui, à n'en juger que par leur grande guerre civile, il faut avouer que les Américains, dans l'application à l'art militaire des découvertes scientifiques et industrielles, montrent, comme en toute chose, sinon plus de génie, au moins plus d'audace et d'initiative que nous, Européens, Français

(1) Voyez, dans la *Revue* du 15 juillet dernier, l'article de M. Xavier Raymond sur *la Guerre en 1866*. « Si l'on s'en rapportait aux documens officiels, dit M. Raymond, on verrait aisément que la plupart des innovations ou des projets qui frappent aujourd'hui les esprits ont mis bien du temps à obtenir la notoriété dont ils jouissent. En ce monde, c'est le lot ordinaire des inventeurs et de leurs inventions. » Du même article il ressort que M. le colonel Treuille de Beaulieu avait trouvé le canon rayé dès 1832, et que la découverte du fusil à aiguille date de 1841.

même. Là comme ailleurs, ils ne se contentent pas de ce qui existe, ils cherchent à faire autrement et mieux, et il est impossible de méconnaître que peu de peuples comprennent aussi bien que dans cette concurrence d'inventions meurtrières la palme restera toujours au plus entreprenant; peu de peuples ont mieux obéi, lorsque les circonstances l'exigeaient, à la nécessité que nous signalions tout à l'heure, d'avancer sans cesse. Quoi que nous imaginions aujourd'hui en bâtimens blindés et à éperons, en torpilles, en projectiles ou en calibres énormes, nous ne trouvons rien, ce semble, qu'ils n'aient déjà trouvé, nous n'exécutons rien qu'ils n'aient déjà exécuté.

Après les avertissemens, les exemples, les leçons que fournit ou peut fournir l'histoire des dernières luttes qui ont agité l'Europe et ensanglanté l'Amérique, il est un point spécialement où il semble que la science militaire chez nous est bien lente à se prononcer. Nous voulons parler du rôle des chemins de fer et de la télégraphie électrique dans la guerre. Quels que soient les services déjà rendus, avant et pendant les campagnes, par ces instrumens de civilisation qui deviennent au gré de l'homme d'actifs instrumens de guerre, ne peuvent-ils pas acquérir encore plus de valeur et d'importance comme élémens stratégiques? Ne peut-on pas non-seulement faciliter la continuation de leurs services, mais en faire une application nouvelle, plus étendue et plus directe, pendant l'action et sur le théâtre même de la lutte? Si cela est possible, de quelle organisation spéciale faudrait-il doter les voies ferrées et la télégraphie pour être parfaitement en mesure, au cas échéant, de tirer tout le parti désirable de si puissans auxiliaires?

Voilà des questions qui, pour être à l'ordre du jour, ne nous paraissent avoir été résolues ni en théorie par l'autorité des hommes spéciaux, ni en pratique par le témoignage concluant de faits décisifs. Nous hésiterions davantage à en aborder l'étude, si nous n'étions pas de ceux qui pensent que la guerre n'est nullement un art mystérieux, accessible aux seuls initiés. Selon nous, tout homme de bonne volonté, en s'appuyant sur le raisonnement et l'expérience, a le droit de dire son avis et de proposer ses idées en cette matière. En France moins qu'ailleurs, on peut craindre de le rappeler : le savoir ni la pratique ne font les généraux pas plus que le travail ne fait les poètes. C'est l'instinct naturel, c'est l'inspiration qui crée ceux-ci et ceux-là. Notre histoire en fait foi, les plus jeunes et les moins exercés ont été nos plus brillans capitaines. Nous ne pousserons pas cependant le dédain de la science et de la spécialité jusqu'à nous flatter d'offrir, par cela seul que nous ne sommes pas du métier, la solution définitive du double problème posé plus haut dans sa généralité; mais à défaut d'autre mérite, nous espérons que ce sujet empruntera aux circonstances l'intérêt de l'actualité.

I.

Il était dans l'ordre des choses que l'usage de la télégraphie électrique s'appliquât aux besoins de la guerre comme à ceux de la paix. La rapidité des communications n'a pas moins de prix dans l'une que dans l'autre, et même on peut dire qu'elle est pour les opérations militaires la première condition du succès. On n'a pas encore signalé l'emploi du télégraphe électrique sur les champs de bataille ou seulement dans la direction générale de ces mouvemens combinés qui précèdent et préparent entre les armées les rencontres décisives; mais d'après l'application qu'on a commencé d'en faire cette année en Allemagne, on peut prévoir le jour où il deviendra le premier aide-de-camp des généraux, et comme le lien commun des corps d'armée entre eux, non-seulement dans la marche et les évolutions stratégiques, mais dans la manœuvre du combat, dans la conduite de ces immenses mêlées qui caractérisent la guerre moderne. Toutefois n'anticipons pas; examinons ce qu'il y avait à faire et ce qui a été fait, pour être mieux à même de juger du rôle que l'avenir réserve à la télégraphie électrique pendant les campagnes militaires.

Dans la guerre, il y a toujours une offensive et une résistance, un agresseur et un état attaqué, un envahisseur et un pays envahi. Le problème de la communication télégraphique ne peut être le même dans un cas que dans l'autre, ou, pour mieux dire, il semble que ce n'est un problème que pour les belligérans entrés en pays ennemi. Il semble que l'armée qui combat chez elle et défend le territoire attaqué n'a qu'à profiter des lignes parfaitement organisées que l'administration publique met à sa disposition. Il nous sera permis de montrer cependant que l'installation actuelle de la télégraphie électrique, très suffisante pour le service de la paix, n'est pas appropriée dans la même mesure aux nécessités de la guerre. Si le matériel télégraphique, fils et poteaux, n'est pas à l'abri en temps ordinaire des accidens ou de la malveillance, quels risques ne court-il pas quand le territoire est envahi par l'ennemi! Combien la mutilation en est facile à ces colonnes volantes dont la mission consiste à intercepter les communications de l'ennemi, et qui arrivent à détruire des chemins de fer sur des étendues de plusieurs kilomètres. Quelques poteaux à abattre, les fils à arracher, et voilà une ligne qui est momentanément hors de service.

Il est donc important, au point de vue militaire, de donner une forme nouvelle à la transmission électrique. Faire disparaître les inconvéniens actuels pour n'en laisser subsister que l'incontestable mérite, une vitesse qui touche à l'instantanéité, tel serait le but à atteindre, tel le résultat qu'on obtiendrait par l'établissement d'un réseau souterrain. Les fils souterrains sont employés dans presque toutes les villes, notamment à Paris; la disposition en est très simple : tous les fils sont couchés dans une auge en bois, sur un lit de bitume, et recouverts d'une couche épaisse de la

même substance. Si l'établissement de ces fils est coûteux, la durée par contre en est indéfinie, et d'ailleurs, dès qu'il s'agit de la défense du territoire, ce n'est pas à l'argent qu'on a le devoir ou l'habitude de regarder.

Nous passerons sur les détails faciles à imaginer de la nouvelle installation : tracé soigneusement dissimulé, et, pendant les hostilités, postes et service secrets, agens militaires, etc. Nous passerons sur les avantages non moins évidens que présenteraient les réseaux souterrains lorsque le territoire est envahi : continuité et sûreté des communications, mises à l'abri de toute atteinte; connaissance immédiate, incessante des moindres opérations de l'ennemi, qui peut se croire garanti de toute surveillance et de toute surprise, s'il a renversé les poteaux et coupé les fils du télégraphe ordinaire. C'est là une ressource de plus de valeur qu'il ne semble au premier abord, une ressource dont l'adversaire, quoi qu'il fasse, ne peut trouver l'équivalent, et qui assure à la défensive contre l'offensive un premier élément de supériorité (1). Nous aurons l'occasion, en traitant du rôle des chemins de fer, de montrer que ce n'est pas le seul, et qu'entre puissances égales l'initiative de l'attaque ou de l'invasion en viendra, grâce au progrès de la guerre, à n'offrir que des désavantages marqués.

Un point resterait maintenant à examiner. La télégraphie civile et la télégraphie militaire doivent-elles être absolument distinctes, ou bien l'établissement des fils souterrains entraîne-t-il la suppression des fils aériens? N'est-il pas d'une économie bien entendue de faire participer ces derniers aux bénéfices d'une circulation qui exclut toutes les chances ordinaires d'accident, variations atmosphériques ou malveillance? La question mériterait d'être étudiée, mais nous laissons à de plus compétens que nous le soin de prononcer.

Nous avons hâte d'arriver à l'établissement des communications télégraphiques de l'armée qui envahit. Là le problème se pose différemment : tout est à faire. On comprend sans plus d'éclaircissemens que les troupes qui s'avancent en pays ennemi ne peuvent ni toujours suivre des routes qu'une ligne télégraphique accompagne, ni même utiliser les restes d'un matériel que l'adversaire n'abandonne pas sans l'avoir mis hors de service. Il s'agit donc dans ce cas de créer, dans des conditions particulières de promptitude

(1) Dans la récente guerre, en Italie, après le passage du Mincio par Victor-Emmanuel, quand les éclaireurs du deuxième corps d'armée italien arrivèrent à Villafranca, ils demandèrent au chef de gare si la position n'était pas reliée par une ligne télégraphique aux places fortes du quadrilatère. Le chef de gare répondit négativement, et dès que les soldats se furent éloignés, il s'empressa de télégraphier à Vérone l'arrivée et la direction des Italiens. Il est difficile d'admettre que l'employé autrichien ait été cru sur parole; sans doute l'inspection des lieux n'a rien révélé sur l'existence d'un poste télégraphique : les fils devaient être souterrains, et l'appareil complétement dissimulé. Autrement la conduite des Italiens serait aussi incompréhensible que la fraude du fonctionnaire qui a décidé peut-être du gain de l'affaire de Custozza. Que le fait soit ou non authentique, on comprend maintenant quels dangers crée à l'envahisseur un système de transmission électrique invisible, de quel espionnage il permet de l'environner, et comment il peut lui préparer des surprises grosses de conséquences.

et de mobilité, un service et une installation qui n'existent pas. Telle était dans la guerre de 1866 la tâche des Prussiens, qui avaient pris l'initiative de l'attaque et pénétré en Bohême. Aux Prussiens encore revient l'honneur d'avoir eu les premiers l'idée de l'organisation très simple qu'il suffit d'adopter pour assurer aux troupes en marche tous les avantages qui caractérisent le plus rapide des modes de communication. Laissons la parole au correspondant du *Times*, qui a suivi l'état-major prussien dans la campagne de Bohême :

« Partout où s'arrêtait l'armée, on se hâtait d'installer le télégraphe et la poste. Ces deux organisations méritent d'être décrites, la première surtout. Dès que le lieu du quartier-général est désigné, la division télégraphique se rend à la plus prochaine station du télégraphe permanent. De là elle établit un fil le long du chemin le plus court jusqu'à la demeure du général en chef, qui, à peine arrivé, trouve ainsi son télégraphe prêt à fonctionner. Il est difficile de concevoir une plus ingénieuse application de la science à l'art de la guerre. Tout l'appareil est contenu dans deux chars légers, dont l'un contient les batteries et les aiguilles et sert de cabinet au télégraphiste, tandis que l'autre renferme les perches, les fils et les outils nécessaires pour les placer. Les fils sont roulés autour de grandes bobines mobiles, et se dévident à mesure que le char avance. Quand on pense que le 23 au matin la frontière était encore occupée par les Autrichiens, et que le 24 à midi le château de Grafenstein, situé à cinq milles de la station la plus rapprochée, était en communication télégraphique directe avec Berlin, on peut s'imaginer quel avantage cet appareil peut procurer à une armée en campagne. »

Nous n'ajouterons rien à l'éloge que le correspondant du *Times* fait implicitement de l'entente des Prussiens dans l'application de la science à la guerre. Nous ne nous sommes pas fait faute d'expliquer que là nous semblait être l'avenir de l'art militaire. Ce que nous devons faire remarquer, c'est que le problème de la communication télégraphique dans le cas de l'offensive ou de l'invasion n'est résolu qu'à moitié. Il suffit en effet de se reporter et aux détails de l'installation si clairement décrite, et aux faits récens de la campagne de Bohême, pour découvrir le vice actuel de l'organisation prussienne. Ces perches et ces fils, faciles à apercevoir, à abattre ou à couper, sont exposés à toutes les entreprises dans un pays ennemi dont la population, sans prendre à la lutte une part effective, ne laisse pas échapper l'occasion d'exercer indirectement des représailles contre les envahisseurs. Rien n'est plus aisé que de détruire un aussi fragile matériel, qui se déploie à découvert sur un trop grand espace pour que la garde ou la surveillance en soit possible. C'est ce qui est arrivé en Bohême, où l'excitation des habitans contre le vainqueur s'est traduite à Trautenau et à Münchengraetz par de sanglans épisodes : le fait de l'interception par les paysans des communications télégraphiques des Prussiens sur les derrières de leur armée a été signalé à plusieurs reprises.

Le remède est facile à trouver. Substituer une circulation cachée à la circulation visible des fils conducteurs, tel est encore le principe; revêtir le fil métallique d'une matière isolante comme la gutta-percha, qui ne lui ôterait rien de sa légèreté et de sa flexibilité, tel serait le moyen. Cette enveloppe suffirait pour la durée d'une campagne à remplacer l'isolement qu'on obtient au moyen des poteaux et des supports de porcelaine. Les fossés qui longent les routes, les rivières ou les ruisseaux, les buissons même, les champs couverts de récoltes, au besoin des tranchées rapidement creusées de main d'homme, recevraient alors les fils tour à tour submergés, enterrés ou cachés. Au lieu d'un réseau aérien, on aurait un réseau qui, souterrain ou fluvial suivant la nature des lieux, serait à l'abri des regards et par conséquent des atteintes de l'ennemi.

Dès qu'il réunira la sûreté à la mobilité et à la facilité de déplacement que les Prussiens ont déjà su lui donner, nul doute que le service télégraphique de campagne ne prenne de nouveaux développemens. D'après les renseignemens que donne le correspondant du *Times*, les Prussiens n'auraient songé qu'à correspondre aussi directement et rapidement que possible avec Berlin, soit pour transmettre les nouvelles de l'armée, soit pour demander les secours dont le besoin se serait fait sentir au fur et à mesure de la campagne; mais il ne semble pas qu'ils aient donné un rôle à la télégraphie électrique dans l'action même de la guerre. Cependant ce rôle est marqué d'avance, et nous l'avons indiqué en commençant.

Une armée, surtout de celles que la guerre contemporaine met en présence, ne s'avance pas en une seule masse ni sur une même ligne, quoiqu'elle doive obéir à une impulsion unique et tendre à un but commun. Les différens corps dont elle se compose sont obligés, par les nécessités stratégiques autant que par la nature des lieux, d'agir à une distance plus ou moins grande et dans une certaine indépendance les uns des autres. C'est par l'intermédiaire de courriers ou d'estafettes qu'ils communiquent entre eux, qu'ils instruisent le général en chef de leur situation respective, qu'ils reçoivent de lui les ordres ou les instructions nécessaires. A combien de hasards est exposé ce mode de communications, tout le monde le sait; mais on s'en convaincra davantage en lisant ce qui suit : c'est encore la correspondance du *Times* que nous mettons à profit.

« Le général prussien (prince Frédéric-Charles, armée de l'Elbe), ayant résolu d'attaquer, prit ses dispositions dans la nuit, et fit prévenir le prince royal, qui se trouvait à gauche, à Miletin, assez haut sur la Bistritz. L'officier chargé de ce message eut beaucoup de peine à échapper aux patrouilles et aux détachemens de l'ennemi. De son sort dépendait la liaison des mouvemens des deux armées, et par conséquent l'issue de la bataille. »

Quand de la bonne ou de la mauvaise fortune d'une dépêche dépend l'issue d'une campagne ou d'un combat décisif, on comprend combien il importe de la soustraire d'avance à des conditions de transmission aussi défavorables. Si l'armée du prince Frédéric-Charles avait communiqué avec

celle du prince royal de la même manière qu'elle communiquait déjà avec Berlin, on peut croire que cette liaison de mouvemens combinés eût été assurée contre toute éventualité fâcheuse. Qu'on parvienne en effet à relier par une ligne télégraphique les différens quartiers-généraux ou les états-majors des corps d'armée en campagne, il est clair que les communications militaires changent aussitôt de nature : elles demandaient du temps, elles deviennent presque instantanées; elles étaient intermittentes, elles peuvent être continues; elles étaient soumises à de nombreuses chances d'accident, elles deviennent sûres, à peu près inattaquables, si le fil remplit les conditions d'invisibilité requises.

Cette application et plus directe et plus étendue de la télégraphie électrique à l'art de la guerre est-elle possible? Sans nul doute : ce n'est que la conséquence immédiate de l'essai tenté par les Prussiens. On se demande même, étant donnée leur télégraphie de campagne, pourquoi il n'aurait pas été aussi facile et aussi avantageux au prince Frédéric-Charles de s'en servir pour correspondre avec le général Herwarth ou l'aile droite, et, la jonction opérée à Gitschin, avec le prince royal ou l'aile gauche, que de la consacrer exclusivement à ses communications avec Berlin. Le matériel sans doute et une organisation indispensable faisaient défaut. Ce sera effectivement la grande difficulté et le mérite d'une bonne installation que de se combiner avec l'active mobilité des troupes. On n'y arriverait pas si, par suite de l'extension donnée au service télégraphique de campagne, on ne créait, comme on a créé les compagnies des pontonniers et du génie, des compagnies spéciales, dont la mission consistera à relier continuellement dans le cours de la guerre, par une ligne télégraphique, les différens états-majors des corps qui opèrent loin les uns des autres : mission très laborieuse, si on songe que, les hostilités à peine ouvertes, les troupes sont presque toujours en mouvement, d'abord pour marcher à l'ennemi, — victorieuses, pour continuer leur marche en avant, — vaincues, pour chercher une nouvelle base d'opération ou de résistance. La formation d'un corps de télégraphistes demandera donc une organisation aussi régulière, une discipline et une instruction aussi sérieuses, des exercices aussi répétés que les autres corps spéciaux, génie ou artillerie.

Quant à la manière dont s'effectuera l'installation si rapide de lignes télégraphiques purement temporaires, il serait difficile de le déterminer d'avance avec exactitude. Il est évident, par le fait seul de la constante mobilité des troupes, que le fil télégraphique ne pourra pas s'établir en droite ligne d'une aile à l'autre de l'armée d'opération, en passant par le centre. Un bureau central, qui ne se déplacera que de loin en loin, et des bureaux secondaires, qui suivront les troupes dans toutes leurs évolutions, tel nous paraît être le système le plus pratique. Du bureau central partira chaque fil que chaque corps d'armée déroulera à sa suite. Par ce poste intermédiaire passeront les rapports des différens généraux pour être transmis au commandant en chef, et les ordres du commandant en

chef pour être transmis aux généraux placés sous ses ordres. Sans doute on ne peut tout prévoir par la pensée ni tout dire sur le papier; sur les lieux et suivant les circonstances, on prend les dispositions les plus habiles, et on avise aux éventualités probables. Cependant nous pensons que les explications où nous sommes entré suffisent pour qu'on ne refuse pas de croire possible et prochaine l'application de la télégraphie électrique à la conduite des opérations militaires.

De là à l'emploi de l'électricité sur les champs de bataille, il n'y a qu'un pas. Dans des engagemens secondaires, des combats partiels, l'adoption en serait inutile, puérile; mais dans les batailles, comme on en livre aujourd'hui, pour cet échange d'ordres, de contre-ordres, de dépêches et d'instructions, qui est à la mêlée ce que la pensée est à l'action, le plus rapide des systèmes de communication s'imposera, comme il s'est imposé dans les grandes villes pour la transmission des correspondances pressées. Le chiffre des forces que les belligérans arrivent à mettre en présence suit une proportion effrayante; le théâtre des rencontres générales de tant de milliers d'hommes s'agrandit dans la même mesure. A Sadowa, les deux armées ennemies présentaient un front de près de six lieues d'étendue. Dans de pareilles conditions et après tout ce que nous avons dit, il serait superflu d'insister sur la possibilité et sur l'avantage pour tout général en chef d'être en relation permanente et directe même avec les plus extrêmes parties de son armée. Il est permis de supposer par exemple qu'à Custozza, si les trois corps de l'armée italienne avaient correspondu mutuellement par voie télégraphique, les deuxième et troisième, les plus éloignés du champ de bataille, auraient pu, informés plus tôt de l'attaque et du mouvement des Autrichiens, réparer plus promptement cette dispersion de forces, cause principale de l'échec, et arriver assez vite au secours de Durando, pour modifier l'issue du combat.

Unité absolue dans le commandement, homogénéité dans l'action, ensemble parfait dans les mouvemens, voilà des résultats que la guerre contemporaine, ce semble, avec les énormes multitudes qu'elle fait entrer en jeu, rend plus que jamais difficiles à atteindre; voilà les élémens de succès qu'une application hardie et intelligente de la télégraphie électrique peut en grande partie assurer aux belligérans qui, les premiers, l'accompliront. De toute manière, il n'est pas contestable que cette innovation doive contribuer singulièrement à diminuer la part du hasard dans le choc souvent désordonné et confus des masses armées.

II.

Après la rapidité imprimée aux communications militaires vient la rapidité imprimée aux mouvemens des troupes; après la télégraphie électrique les chemins de fer, et leur rôle dans la guerre. Du jour où les chemins de fer ont été créés, il n'a été douteux pour personne que les conditions de la guerre continentale étaient changées dans une certaine mesure. Com-

ment, c'est ce qu'il serait assez facile de déterminer en s'appuyant sur des souvenirs présens à tous les esprits attentifs, et sur les faits récens que la publicité quotidienne a portés à la connaissance de chacun.

A l'ouverture de la campagne de 1859, une armée française fait son apparition sur les bords du Pô, lorsqu'on pouvait la croire encore en voie de formation. Quelle était la cause de cette célérité peu habituelle communiquée aux opérations préliminaires d'une campagne, concentration des troupes, réunion des régimens en corps d'armée, conduite de cette armée aux lieux de l'attaque ou de la défense? Le lecteur a déjà répondu pour nous : la marche des troupes avait été remplacée par le transport, et ce transport s'était effectué par les chemins de fer. De cette façon, le soldat avait presque fait en une heure le chemin qu'en d'autres temps il aurait mis un jour à faire. Ce n'est pas tout; les hostilités engagées, on peut remarquer un fait qui se reproduira avec de plus grandes proportions pendant la guerre de 1866, et ressortira comme un des principaux enseignemens de la stratégie des Prussiens dans leur marche en Bohême et sur Vienne : c'est le soin que les belligérans mettent à s'assurer de la possession des chemins de fer. Ainsi il est facile de voir que la plus grande partie des batailles s'engage déjà sur le parcours des voies ferrées : Montebello, Magenta, Buffalora, San-Martino, Marignan, sont autant de gares de chemins de fer. L'importance de la possession de ces voies pour les armées s'explique d'elle-même. Les chemins de fer, qui remplacent avant la guerre la marche des troupes par leur transport, peuvent se substituer pendant la guerre aux anciennes routes, aux anciens convois, aux anciens équipages, avec l'incomparable supériorité que donnent et la vapeur et une organisation régulière et un nombreux matériel. Comme moyens de communication et de transport, ils offrent donc toute sorte d'avantages aux belligérans que leur position et la géographie des lieux mettent dans l'heureuse nécessité de s'en servir.

La sécession éclate en Amérique. Nouvelle guerre, nouvelle importance prise par les chemins de fer. Ils jouent un rôle très actif dans la stratégie américaine, et lui donnent un caractère tout nouveau dans l'histoire de la guerre par la rapidité inouie des opérations. L'interception ou l'occupation des voies ferrées, l'attaque des convois, deviennent un art où fédéraux et confédérés rivalisent d'habileté et d'audace. Rappellerons-nous qu'un des buts principaux du général Sherman, dans sa fameuse campagne au milieu de la Georgie et de la Caroline du Sud, paraît avoir été de détruire sur son passage tous les railways? N'était-ce pas en effet couper les artères qui, des organes les plus éloignés du camp confédéré, apportaient incessamment au cœur, c'est-à-dire à Richmond, un reste de sang et de vie? N'était-ce pas surtout supprimer pour Jefferson Davis et pour Lee, en même temps que tout espoir d'échapper à l'étreinte savamment calculée de Grant, toute possibilité de déplacer subitement le théâtre de la lutte, et de jouer sur un autre terrain leur dernière partie?

Le spectacle de la guerre récente, plus rapproché de nous, est encore plus instructif. C'est sur la possession des lignes de chemin de fer autant que sur celle des places fortes que les belligérans semblent baser leurs opérations; c'est le long des chemins de fer que les armées s'avancent, près des chemins de fer qu'elles prennent position, et par conséquent qu'elles en viennent aux mains. Toute ville où se bifurque une ligne, où s'embranchent plusieurs voies ferrées, devient par là même un objectif de l'attaque ou de la défense. Citons les faits. L'armée autrichienne du nord s'échelonne primitivement sur la grande ligne qui s'étend en arc de cercle de Prague à Olmütz, et de là à Cracovie; grâce à cette disposition, elle peut se concentrer rapidement sur le point quelconque de la frontière où l'agression se démasquera. Particularité plus significative et plus curieuse, la marche combinée des Prussiens se calque presque exactement sur le tracé des deux chemins de fer qui mènent de Saxe et de Silésie en Bohême. Qu'on jette les yeux sur la carte, on verra que deux lignes, l'une qui de Littau passe à Reichenberg, l'autre qui de Landshut s'en vient courir dans la vallée de l'Aupa, se réunissent ou s'embranchent en formant un angle aigu à Josephstadt. Elles marquent, à peu de chose près, l'une, la direction prise par l'armée de l'Elbe, l'autre, la direction suivie par l'armée de Silésie: leur point d'embranchement n'est même pas sensiblement éloigné du théâtre où devait s'effectuer la jonction des troupes du prince royal avec celles du prince Frédéric-Charles. Quant aux combats préliminaires livrés par l'une et l'autre armée en vue d'opérer cette jonction, ils ont pour théâtres Turnau et Gitschin, Trautenau, Nachod et Skalitz, c'est-à-dire des localités sises sur le parcours même ou à peu de distance des deux lignes en question. Enfin, tandis que les Prussiens vainqueurs négligent toutes les places fortes, n'entament le siége ou n'essaient l'attaque ni de Theresienstadt, ni de Josephstadt, ni de Kœniggratz, ni d'Olmütz, tout leur plan tend visiblement à couper par des marches rapides les voies ferrées qui peuvent relier Vienne à un point quelconque de la Bohême et de la Moravie. Pardübitz, où la voie unique formée à Josephstadt des chemins de fer de Silésie et de Saxe s'embranche sur la grande ligne qui relie Prague à Olmütz d'un côté et à Vienne de l'autre, Bœmisch-Trubau, où s'opère cette bifurcation, Lündenbourg, où se rejoignent les deux lignes de la Moravie qui mettent Vienne en communication avec Olmütz, telles sont les étapes successives qui marquent de la part des Prussiens des intentions stratégiques bien arrêtées.

En dehors de la question du transport et du prompt ravitaillement des troupes, de l'intérêt par conséquent que les belligérans ont à se saisir des chemins de fer, soit pour s'en approprier les avantages, soit pour en priver l'ennemi, le plan de campagne prussien n'est-il pas de nature à révéler encore d'autres modifications introduites dans la stratégie continentale par le seul fait de l'établissement des nouvelles voies? La double entrée des Prussiens en Bohême semble s'être opérée en partie par la double

trouée que les chemins de fer de Saxe et de Silésie font, l'un au travers des monts de Lusace, l'autre au travers des monts des Géants. Sans tirer de conclusion trop formelle d'un fait qui n'est pas suffisamment établi, il est néanmoins facile de comprendre que des rapprochemens matériels, créés d'état à état par la construction des chemins de fer, il peut résulter pour l'invasion des facilités particulières. Quelle était jadis la première barrière qu'un pays opposait à ses envahisseurs? C'était sa ligne de défense naturelle, ses montagnes, ses fleuves, tous les accidens de son sol. Aujourd'hui les frontières ou les lignes de défense purement naturelles peuvent être considérées comme supprimées ou singulièrement affaiblies par le passage des voies ferrées. La séparation qui venait de la configuration topographique du sol n'existe pas plus que celle qui venait de la distance. Les grands ouvrages exécutés soit pour combler les ravins, soit pour unir par des viaducs gigantesques les bords de vallées profondes, soit enfin pour gravir par des pentes ménagées les flancs des montagnes ou pour en percer la base, peuvent devenir à l'occasion autant de routes tracées à l'ennemi, autant de portes ouvertes à ses irruptions. C'est ce que la marche suivie par les Prussiens pour pénétrer dans le quadrilatère de la Bohême pourrait jusqu'à un certain point servir à prouver.

Voilà démontrée et expliquée dans ses traits les plus généraux l'importance des chemins de fer dans la guerre. Doit-on croire qu'ils aient dit leur dernier mot dans ce rôle spécial, et ne peut-on pas inférer des services qu'ils ont rendus ceux qu'ils pourraient être appelés à rendre? Ne peut-on pas chercher si, plus particulièrement utilisés jusqu'ici avant et après l'action, ils ne sont pas capables, comme la télégraphie électrique, de coopérer directement à l'action même de la guerre? Essayons.

Il est certain, il est notoire pour ceux même qui ne sont qu'à moitié familiarisés avec la conduite des opérations militaires que la rapidité dans la marche, que la soudaineté dans les changemens de front, que la facilité enfin et la promptitude dans toutes les grandes évolutions stratégiques sont autant de conditions essentielles du succès. « La victoire est dans les jambes des soldats, » disait Napoléon, qui leur faisait souvent accomplir de véritables prodiges. Il était tellement pénétré de ce principe qu'il recourait, dans les occasions pressantes, aux moyens artificiels pour imprimer plus de célérité aux mouvemens des troupes : en 1805, il mettait en réquisition les chaises de poste pour transporter sa garde dans le plus bref délai sur les derrières de l'armée autrichienne postée à Ulm. Or il est évident que si on pouvait au fort de la guerre, et aussi souvent que les circonstances l'exigeraient, remplacer la marche des troupes par leur transport, non plus en chaises de poste, mais en wagons et par la vapeur, des combinaisons stratégiques deviendraient possibles, auxquelles il est interdit de songer dans les conditions ordinaires de locomotion.

Sans doute, si l'action se passe et que les mouvemens s'accomplissent dans un espace borné, dans un rayon de quelques kilomètres, il sera inu-

tile, impossible peut-être, de s'aider des voies ferrées qu'on aura sous la main; mais si la guerre se fait sur une grande échelle, si la superficie des lieux et le déploiement des forces mises en présence veulent que, le théâtre s'élargissant, l'action prenne des proportions très étendues, peut-on douter que le voisinage d'une grande ligne, à l'abri d'un coup de main ennemi, puisse être du plus précieux secours pour un général innovateur et déterminé? Qu'il désire arriver vite en face d'un adversaire engagé dans un mauvais pas, et opérer contre lui, autour de lui, une concentration de forces écrasante, ou bien qu'il veuille en une nuit lui échapper parce qu'il se sent trop faible, parce qu'il se trouve placé dans des conditions désavantageuses, dans l'un et l'autre cas le chemin de fer ne lui offre-t-il pas cette double ressource d'épargner la fatigue à ses troupes et d'exécuter le mouvement avec une rapidité qui assure le succès?

Nous ne voyons rien là que de très rationnel et de très possible, et cependant, si on demandait à l'appui de notre thèse des exemples concluans, nous serions forcés d'avouer qu'il n'en existe à notre connaissance qu'un seul d'une sérieuse valeur. Si nos souvenirs sont fidèles, c'est au chemin de fer d'Alexandrie que l'empereur Napoléon III, au début de la campagne d'Italie, a dû de pouvoir opérer sur la droite des Autrichiens un remarquable mouvement stratégique, qui porta en quarante-huit heures notre armée de Voghera à Verceil, de la rive droite du Pô sur la rive gauche, à vingt ou vingt-cinq lieues du point de départ, pour y menacer les lignes du général comte autrichien Giulay. Surpris par cette brusque arrivée, celui-ci n'eut que le temps de se retirer sur Magenta, où il comptait arrêter, mais n'arrêta pas la marche de nos troupes.

Nous ne sommes pas moins obligé de reconnaître que ni de cette campagne de 1859, ni de la guerre d'Amérique, ni même de celle de 1866, il ne ressort d'enseignement positif à cet égard, nous disons d'enseignement positif, c'est-à-dire d'où l'on puisse légitimement déduire des conclusions certaines et des règles pratiques pour la conduite des campagnes à venir (1). Qu'importe? En guerre comme en toute chose, nous l'avons dit, l'innovation est une force, et, pour être nouvelle, une tactique n'en est que plus profitable au premier qui l'emploie. D'ailleurs, si on ne semble pas avoir

(1) Cependant il faut reconnaître que les Prussiens ont su tirer un parti tout aussi avantageux des chemins de fer que de la télégraphie électrique : l'application qu'ils en ont faite a emprunté quelque chose de nouveau à la forme et aux développemens sous lesquels elle s'est produite. Il est avéré qu'ils avaient amené à la suite de leurs corps d'armée, notamment de l'armée du Mein, de véritables bataillons d'ingénieurs, de mécaniciens et même de chauffeurs. Sur leur passage, ils recrutaient les employés des chemins de fer dont le service était interrompu. A mesure qu'ils avançaient, ils faisaient reconstruire les voies ferrées pour rétablir les communications avec Berlin; une fois les rails posés, les mécaniciens se rendaient à la plus prochaine gare, et revenaient avec des locomotives et des wagons pour faire le service. Les Prussiens avaient aussi dans leur train militaire tout un matériel de ponts de chemins de fer, que le génie reconstruisait là où l'on avait fait sauter les petits ponts en pierre.

donné toute l'extension possible à l'application militaire des chemins de fer, cette lenteur ne tiendrait-elle pas à l'absence d'une organisation spéciale dont nous allons essayer de fixer les caractères essentiels et de montrer l'utilité?

Nous le croyons si bien que la question n'est réellement pas, selon nous, de savoir si le rôle des chemins de fer dans une grande guerre se borne nécessairement à amener les différens corps d'armée à leurs postes respectifs et à les approvisionner avec rapidité, ou s'il n'ira pas jusqu'à rendre possibles, au fort même de la lutte, des déplacemens de troupes considérables, inattendus, qui dérouteront l'ennemi, et du jour au lendemain ruineront ses plans. Il ne nous semble pas qu'on puisse différer d'avis là-dessus. La vraie question est de savoir si les chemins de fer ont reçu, si leur matériel possède quelque part, chez nous, en Italie ou ailleurs, une organisation spéciale, exclusivement militaire, sans laquelle ils ne rendront jamais qu'une partie des services qu'ils sont capables de rendre, et qu'on leur demandera peut-être plus tôt qu'on ne pense. Nous croyons pouvoir répondre négativement, et nous nous expliquons.

Aussi brièvement qu'on peut le poser, quel est le problème à résoudre? Transporter avec le moins d'embarras, de bruit et de retard le plus grand nombre de troupes possible sur un point donné. En d'autres termes, pour arriver à l'un de ces résultats que doit ambitionner tout général énergique, le déplacement d'une armée ou d'une partie de cette armée doit être facile, rapide et secret, toutes conditions qu'il n'est pas possible de réaliser avec le matériel ordinaire des compagnies.

S'il ne s'agissait que des chevaux et de l'artillerie, on pourrait déjà montrer que les trains de marchandises connus de tout le monde sont insuffisans pour faire face aux besoins d'une situation pressante (1). Toutefois on se passe à la rigueur de cavalerie et de canons pour tenter une surprise, un coup de main hardi : les positions prises par l'infanterie et la nouvelle base d'opérations occupée par elle, on peut attendre sans trop de préjudice l'arrivée des armes qui, par leur nature, se prêtent plus difficilement aux exigences d'un transport immédiat; mais on ne se passe pas de l'infanterie, et c'est d'elle qu'il s'agit d'abord. Les wagons, nous prenons naturellement ceux de troisième classe pour exemple, ne contiennent en moyenne que

(1) Nous n'avons pas insisté sur la nécessité de trains spéciaux pour le transport de la cavalerie et surtout de l'artillerie de campagne, mais nous sommes loin de la méconnaître. Nous voudrions qu'une pièce de campagne pût n'importe où se monter et se démonter rapidement, et qu'une batterie n'occupât en moyenne que six wagons, un pour les canons, un pour les affûts, un pour les roues, les autres pour les hommes et les caissons. L'artillerie participerait alors de la mobilité des troupes de ligne, et pourrait les suivre dans toutes leurs évolutions sur les chemins de fer. Il n'y aurait pas de comparaison possible avec le transport actuel, dont nous citerons ce fait récent, qu'avant la guerre la dernière batterie de la garde royale prussienne demandait *trente-neuf* wagons à elle seule pour son déplacement.

cinquante personnes. Cent wagons par conséquent ne porteront que cinq mille hommes, et cinq cents wagons vingt-cinq mille seulement. Pour transporter le double ou le triple, et cette force numérique est bien nécessaire si l'on veut frapper un coup décisif, le lecteur voit d'ici le nombre effrayant de voitures et de machines qu'il faudrait mettre en réquisition.

Les faits actuels au reste parlent assez éloquemment. Que lisait-on dans les journaux avant la guerre? C'est que tel jour le gouvernement prussien, pour diriger promptement d'une frontière à l'autre un seul corps d'armée, se faisait livrer par les compagnies soixante-six convois à la fois. C'est encore que l'Autriche, pour réunir près de la Silésie son armée du nord, avait consacré au transport des troupes plus de quinze jours. Qu'arrivait-il après la bataille de Kœniggratz ou de Sadowa? C'est que la marche rapide du prince Frédéric-Charles le portait à Lündenbourg, où il interceptait les voies ferrées qui relient Vienne à Olmütz, avant que l'armée de Benedek, réfugiée dans cette dernière place, eût entièrement effectué par le chemin de fer sa jonction avec l'armée de Vienne. Le transport des corps autrichiens n'avait été ni assez rapide, ni assez simultané pour parer au péril. Que dans une situation plus pressante, et celle-là l'était pourtant au premier chef, on parvienne à faire mieux ou plus vite, nous le voulons bien. Pourra-t-on néanmoins avec le déploiement d'un si nombreux matériel, avec cet inévitable encombrement de la voie, arriver à cette facilité parfaite dans le maniement des troupes, à cette rapidité d'évolution et au secret absolu d'où dépend évidemment la réussite de toute manœuvre hardie et inattendue au fort de la campagne? Nous ne le pensons pas.

Le problème revient donc à trouver une disposition, un format de voiture qui permette, à nombre égal et sans cependant que le volume des nouveaux wagons ait rien d'excessif, de transporter une quantité de voyageurs bien supérieure au chiffre ordinaire. Problème d'un ordre secondaire! Supprimer les compartimens, établir dans tous les sens, en long et en large, des bancs commodes; élargir la voiture autant que s'y prête l'écartement des voies, l'allonger, la faire aussi basse que possible pour la surmonter de l'impériale qui garnit les trains de notre banlieue, de telle sorte que, l'intérieur contenant quatre-vingts ou quatre-vingt-dix soldats, l'étage supérieur soit capable d'en contenir soixante ou soixante-dix; arranger le dessous des banquettes de manière que, pendant le voyage, tous les soldats aient tour à tour la facilité d'y dormir ou de s'y reposer un instant; au besoin, si la chaleur dégagée par la réunion de tant de monde dans un si étroit espace présente de sérieux inconvéniens, construire à claire-voie une partie de la clôture inférieure du wagon; disposer enfin aux plafonds des râteliers mobiles où l'on puisse placer et reprendre facilement les fusils et autres armes, sont-ce là des modifications difficiles à réaliser?

Dès qu'une voiture, sans être démesurément lourde ou grande, contien-

dra cent cinquante soldats, comme cinq cents voitures suffiront à emporter soixante-quinze mille hommes, en occupant les deux voies d'aller et de retour rendues libres par dépêche télégraphique, en faisant précéder d'une locomotive pilote, pour prévenir tout accident, chacun de ces deux immenses convois parallèles, composés de plusieurs trains partiels qui se suivront de près, alors, croyons-nous, on ne sera pas loin d'effectuer en un ou deux jours des mouvemens de troupes qui en demanderaient près de quinze aujourd'hui encore. Quelle différence dès lors entre notre guerre et celle du premier empire, où l'admirable conversion de l'armée française autour d'Ulm, considérée à juste titre comme un prodige de précision et de célérité, ne s'accomplit qu'au prix d'un mois environ de marches forcées! Quelle différence même à un autre point de vue avec la guerre actuelle, dont les préparatifs interrompent toute espèce de circulation sur les voies ferrées, circulation de voyageurs, circulation de marchandises, dont les préliminaires, en un mot, contribuent presque autant que la lutte elle-même au ralentissement du commerce, à la suspension de la vie intérieure! Étant donné le moyen de transporter en quarante-huit heures, sur n'importe quel point de la frontière, une armée entière, pourquoi le ministère de la guerre, au détriment de tous les intérêts matériels et moraux du pays, accaparerait-il un mois ou trois semaines d'avance la circulation d'une partie des voies ferrées?

Utilité non moins grande avant l'action que dans l'action même de la guerre, voilà donc en résumé les mérites de cette innovation qui, nous en sommes persuadé, s'accomplira tôt ou tard.

Ce jour-là, de même qu'on voit les guerres qui duraient anciennement des années ne durer que des mois, on verra celles qui durent actuellement des mois ne durer que l'espace de quelques journées. Disons toute notre pensée; on verra la guerre non-seulement devenir plus courte, mais plus difficile, partant plus rare entre les grandes puissances. Si on a suivi d'un œil attentif les perfectionnemens introduits dans l'armement naval, on a dû faire cette réflexion, que tous ces perfectionnemens pouvaient s'appliquer, sur une plus grande échelle et avec une supériorité facile à comprendre, à la défense du littoral. En effet, quelle que soit l'épaisseur des cuirasses dont on arrive à envelopper les flancs des navires, on pourra toujours adapter aux fortifications d'un port ou d'une rade des cuirasses dix fois, vingt fois plus épaisses, puisqu'il n'y a pas sur terre comme sur mer une limite de poids à observer. Pour la même raison, on ne pourra jamais armer un bâtiment de pièces d'un calibre aussi considérable, c'est-à-dire capables d'aussi terribles effets que celles dont on garnit les côtes en Amérique, en France, en Prusse et un peu partout. Le poids de ces canons monstrueux, qui lancent des boulets coniques et oblongs d'acier du poids de deux ou trois hommes, en interdit l'usage à toute espèce de navires. Ainsi, par une nécessité évidente, la cuirasse des vaisseaux offrira toujours moins de résistance que le blindage des batteries de terre, l'artillerie navale moins de

puissance que celle qui pourra lui être opposée du rivage. De là, dans l'attaque d'un pays par mer, une infériorité inévitable pour l'agresseur, une supériorité sensible pour la défense.

Si le raisonnement n'y suffisait pas, de récentes expériences démontreraient surabondamment cette vérité. Sans parler de l'impuissance de la flotte italienne contre les batteries de Lissa, événement trop voisin de nous pour qu'il soit nécessaire d'y appuyer, nous rappellerons l'échec essuyé par l'escadre cuirassée espagnole dans les eaux du Pérou. Lorsque cette escadre s'est attaquée aux batteries blindées du Callao, elle a été forcée non-seulement de battre en retraite après un feu de quatre ou cinq heures à peine, mais de couler deux de ses frégates, mises hors de service par des avaries irréparables. Et pourtant les Péruviens n'avaient que cinquante et une pièces à opposer aux deux cent soixante-quinze canons des Espagnols.

Qu'on ajoute maintenant l'emploi de ces engins destructeurs, torpilles et autres, qui se cachent sous l'eau et rendent une côte presque inabordable aux navires de guerre; qu'on songe aussi à ces bâtimens d'un rang inférieur, mais d'une puissance incomparable, *monitors* à tours et à éperons, une des plus redoutables inventions de la science navale américaine, qui offrent par leur forme peu de prise aux feux les mieux nourris, dont une flotte peut difficilement se faire accompagner, parce qu'ils ne sont pas faits pour les longues traversées, mais qui sont particulièrement aptes à la défense des côtes; on devra bien conclure avec nous qu'entre puissances maritimes de même rang l'offensive devient de plus en plus périlleuse, et la défensive de plus en plus avantageuse et facile. Fort chez soi, faible chez autrui, telle est la loi qui commence à se dégager pour chaque peuple, en ce qui concerne la guerre navale, des moyens de défense et d'attaque tels que les font des innovations multipliées. La conséquence toute naturelle à déduire, c'est que l'agression, rebutant par ses difficultés les plus belliqueux, la guerre deviendra plus rare sur mer.

Eh bien! dès que sera adoptée cette organisation des chemins de fer sur laquelle nous nous sommes assez longuement expliqué, on verra la même loi régir la guerre continentale. Nous parlons, bien entendu, de conflits entre puissances de même rang. Il n'y a pas de présomption à l'affirmer, tout pays attaqué, envahi, s'il possède un réseau de chemins de fer complétement développé, possédera en même temps sur ses agresseurs un notable avantage. Ceux-ci n'ont pour s'avancer que les moyens ordinaires de locomotion, les jambes des soldats pour l'infanterie, les jambes des chevaux pour la cavalerie. Les généraux chargés de la défense nationale ont la vapeur à leur service, c'est-à-dire qu'il leur sera facile, quand ils voudront, où ils voudront, de créer entre eux et leurs antagonistes une disproportion numérique tellement considérable, que l'issue d'une bataille pourra cesser d'être douteuse. Il faudra si peu de temps pour réunir à un moment donné, en n'importe quel endroit du territoire, non-seulement tous les corps d'armée chargés d'opérer sur d'autres points, mais toutes

ces forces qui sont disséminées d'une extrémité d'un pays à l'autre, dépôts, réserves et garnisons!

La puissance du nombre, tel devient de plus en plus entre les nations civilisées le poids qui fait pencher la balance des batailles. Le nombre, c'est le gage du succès. « Une victoire, disaient Moreau et Bonaparte, c'est le triomphe du grand nombre sur le petit. » Dieu, dit l'adage populaire, Dieu est avec les gros bataillons. Combien ce principe deviendra plus vrai encore, maintenant que les perfectionnemens apportés à l'arme du soldat, le fusil, vont donner à la multiplication du tir une efficacité toute nouvelle! On peut dire que l'issue d'une bataille dépendra et de la nature des armes et du nombre d'hommes que chaque combattant fera entrer en ligne. Ce n'est donc pas sans raison que nous insistons sur cette facilité de concentration, un des mérites de l'application actuelle des chemins de fer au transport des troupes, mais qui deviendra, dans les conditions nouvelles que nous avons exposées, un élément stratégique de la dernière importance.

Si un pays est attaqué par une coalition, pourquoi diviserait-il ses forces? Pourquoi opposerait-il un corps d'armée différent à chaque adversaire? Le chemin que ceux-ci font en un jour, il peut le faire faire en moins d'une heure à ses troupes; il a donc le temps d'offrir la bataille à chacun d'eux séparément avant que, par des marches combinées, il leur ait été possible de se rapprocher assez pour se prêter mutuellement main-forte. C'est donc la même armée, composée de la meilleure partie des forces nationales, qu'il portera successivement au centre, à droite et à gauche. L'infériorité du nombre ne sera donc plus de son côté; elle sera plus réellement du côté des envahisseurs, naturellement divisés, ne pouvant disposer de cette inappréciable ressource d'un transport presque instantané, n'en ayant d'autre que de couper les railways au fur et à mesure qu'ils se présentent, tout à fait impuissans du reste à interdire aux troupes qu'ils attaquent dans leurs foyers l'usage des chemins de fer qui fonctionnent derrière elles et qu'elles protégent par leur présence. Il est donc probable que les chemins de fer, indépendamment de quelques autres causes, pourront porter un coup réel à l'art de l'invasion ou en modifier les principes.

Qu'on imagine par exemple notre réseau ainsi que l'organisation nouvelle en pleine activité dès 1814. Quels secours n'en eût pas reçus la tactique favorite de l'empereur, qui consistait, en présence de plusieurs adversaires, à prévenir leur réunion, ou à les séparer, les couper les uns des autres, et à les battre isolément! Assurément cet état de choses eût changé aussi dans une certaine mesure la tactique des coalisés; mais nous est-il défendu de croire qu'on aurait plus difficilement envahi notre territoire et surtout pris notre capitale, si l'empereur, en peu de temps, sans exténuer ses troupes par des marches et contre-marches répétées, avait pu se transporter d'une frontière de la France à l'autre? S'il lui avait été permis de négliger momentanément les Autrichiens qui se dirigeaient sur Lyon, les Anglo-Espagnols qui marchaient sur Toulouse et Bordeaux, mais à qui il

était matériellement impossible de franchir en moins de quinze ou vingt jours, ceux-ci les cinq cents, ceux-là les sept ou huit cents kilomètres qui les séparaient de Paris; s'il lui avait été permis par conséquent de garder près de lui Augereau et Soult avec toutes leurs troupes? que se serait-il alors passé?

Par la ligne de Paris-Mulhouse, arriver avec des forces doublées sur Schwartzemberg au moment où il débouchait de la trouée de Belfort, le culbuter, le battre à outrance, et le refouler impuissant et mutilé au-delà du Rhin; remonter en quelques heures par Épinal et Nancy jusqu'à Metz, et de ce côté tomber sur Blücher, qui nous envahissait par la Moselle et la Meuse; lui infliger un échec plus complet que ceux de Champaubert, Vauchamp ou Soissons; descendre ensuite au midi par la ligne d'Orléans, pour offrir en personne la bataille aux Anglais de Wellington, qu'y aurait-il eu là d'impossible pour le général et l'armée qui, privés des corps de Soult et d'Augereau, dans le seul mois de mars 1814, livrèrent quatorze batailles, remportèrent douze victoires, et défendirent les approches de la capitale contre trois armées, chacune bien supérieure en nombre? Cette hypothèse après tout, qu'est-ce autre chose que le plan même de l'empereur, avec plus de rapidité dans l'exécution, de cohésion dans la résistance, c'est-à-dire avec les chances de succès que l'existence et l'emploi des chemins de fer lui auraient infailliblement communiquées?

Il nous serait facile, en décrivant les réseaux de chemins de fer qui sillonnent les deux pays, théâtres de la dernière guerre d'Allemagne et d'Italie, de montrer quel plus fréquent et plus profitable usage il eût été loisible aux généraux d'en faire, avec des moyens de transport mieux appropriés et à la masse des troupes et à l'étendue des opérations; mais peut-être est-ce déjà trop d'être revenu une fois sur des faits accomplis.

Pour finir en nous résumant, l'importance croissante du rôle de la télégraphie électrique et des chemins de fer dans la guerre, l'importance et l'opportunité de cette nouvelle et double organisation, l'une corollaire de l'autre, — télégraphie souterraine et trains spéciaux, — voilà ce que nous serions heureux d'avoir contribué à mettre en lumière. Ces deux innovations tendent au même but, produiront le même résultat, rapidité de plus en plus accélérée, durée de plus en plus amoindrie de la guerre.

Un jour viendra peut-être où, par suite de l'immixtion progressive dans la guerre de la science et de l'industrie réunies, l'on verra opposer les unes aux autres, non plus des armées, mais des inventions. Un jour viendra certainement où cette maladie, dont il est difficile de prédire la disparition, sera traitée assez rapidement, réduite à une durée assez insignifiante pour n'être plus considérée dans la vie des peuples que comme un accident passager, sans influence appréciable sur leur santé, rendue de plus en plus florissante par le travail de la paix et de la civilisation.

LOUIS GRÉGORI.

ODES ET CHANSONS

I. — L'ALOUETTE.

A Mme P. DE S.....

Le jour commence à peine à blanchir les collines,
La plaine est grise encor;
Au long des prés bordés de sureaux et d'épines
Le soleil aux traits d'or
N'a pas encor changé la brume en perles fines,

Et déjà, secouant dans les sillons de blé
Tes ailes engourdies,
Alouette, tu pars, le gosier tout gonflé
De jeunes mélodies,
Et tu vas saluer le jour renouvelé.

Dans l'air te balançant, tu montes et tu chantes,
Et tu montes toujours;
Le soleil luit, les eaux frissonnent blanchissantes;
Il semble qu'aux entours
Ton chant ajoute encor des clartés plus puissantes.

Plus haut, toujours plus haut, dans le bleu calme et pur
Tu fuis allègre et libre;
Tu n'es plus pour mes yeux déjà qu'un point obscur,
Mais toujours ta voix vibre;
On dirait la chanson lointaine de l'azur.

O charme aérien!... Alouette, alouette,
Est-ce du souffle heureux
Qui remue en avril les fleurs de violette,
Ou du rhythme amoureux
Des mondes étoilés, que ta musique est faite?

Pour qui l'écoute, un jour de réveil printanier,
Lorsque la feuille pousse,
Elle a de ces accens qu'on ne peut oublier :
Moins exquise et moins douce
Est la framboise mûre aux marges du sentier,

Moins vive l'eau jaillit dans la roche creusée
Où le martin-pêcheur
Baigne l'extrémité de son aile irisée,
Moins fine est la senteur
De la reine-des-prés, moins fraîche est la rosée.

Tout s'éveille à ta voix : le rude laboureur
Qui pousse sa charrue,
Le vieux berger courbé qui traverse rêveur
La grande friche nue,
Se sentent rajeunis et retrouvent du cœur.

Sur tes ailes, tu prends les larmes de la terre
A chaque aube du jour,
Et des hauteurs du ciel, par un joyeux mystère,
Tu nous rends en retour
Des perles de gaîté pleuvant dans la lumière.

Par le doute ébranlé, je suis venu souvent
Errer seul dans la plaine;
Ma volonté pliait, et comme une herbe au vent
Flottait mon âme en peine...
Tout à coup sur les blés tu planais en chantant;

Tu chantais, alouette, et la mélancolie
S'enfuyait de mon cœur,
Et, de sérénité l'âme toute remplie,
Je retournais sans peur
Tremper ma lèvre encore aux coupes de la vie.

II. — PORTRAIT.

La beauté n'est pas toute aux lignes du visage.
La sienne est un mystère étrange et saisissant;
C'est la subtile odeur de la menthe sauvage :
On ne l'aperçoit pas tout d'abord, on la sent.

Elle est brune et nerveuse, elle est pâle et petite;
Ses traits irréguliers sont empreints de fierté;
Dans ses yeux lumineux la poésie habite,
Et son corps frêle enferme un courage indompté.

Elle masque ses pleurs d'une gaîté vaillante;
On devine pourtant la douleur dans sa voix,
On l'entend y passer voilée et palpitante
Comme un ramier blessé qui traverse les bois...

Mais son rire est si frais et paraît si facile,
Qu'on se laisse tromper par son éclat perlé,
Et ce franc rire d'or sur sa lèvre mobile
N'a pas tinté deux fois qu'on est ensorcelé.

Son esprit vous imprègne et doucement vous hante :
On vient de la quitter, son fantôme vous suit;
On croit entendre encor sa parole vibrante
Peupler le logis vide où l'on rentre à la nuit.

Elle a le charme intime et fort d'un chant rustique.
Simple est la mélodie et triste le refrain,
Mais on est lentement pris par cette musique;
On la chante, on en rêve, on en a le cœur plein.

III. — LA FERME AU FOND DES BOIS.

Dans une combe où l'herbe pousse
  Drue, à l'abri des grands bois,
La ferme repose, et la mousse
  Verdit le chaume des toits.
Entre elle et la ville, deux lieues
  De sombres taillis épais
Et de landes aux teintes bleues
  Font le silence et la paix.

Humble est la ferme, humbles les hôtes :
  Le vieux grand-père d'abord
Aux épaules larges et hautes,
  Aux bras solides encor;
Puis, mariés de l'autre année,
  La fermière et le fermier;
Puis le roi de la maisonnée,
  L'enfant dans son nid d'osier.

Depuis un siècle, leur famille
  Dans cet enclos isolé
Tient la charrue et la faucille,
  Sème et moissonne le blé;
Le grand lit à colonnes torses
  Sert depuis bientôt cent ans,
Et le même berceau d'écorces
  A bercé tous les enfans.

La ferme est heureuse : pour elle,
  Avril chante, mai fleurit;
Pour elle, la fraise nouvelle
  En juin dans l'herbe mûrit;
Le verger pour elle en automne
  Répand ses fruits à foison,
Et l'enfant robuste lui donne
  La joie en toute saison.

Parfois auprès du seuil tranquille
  Un passant qui vient s'asseoir
Apporte un récit de la ville
  Que l'on commente le soir;
Mais l'histoire, à travers la lande,
  Prend de tels airs merveilleux
Qu'elle ressemble à la légende
  D'un pays mystérieux.

Ainsi dans cet étroit domaine
  Les jours s'enchaînent aux jours,
Amenant chacun même peine,
  Même effort, mêmes amours.
Le fermier et sa ménagère,
  Cœurs naïfs, bras vigoureux,
Battent le blé, bêchent la terre...
  L'enfant grandit auprès d'eux.

Comme eux, il saura dans la ferme
  Brandir le fléau, comme eux
Labourer, et d'une main ferme
  Guider deux paires de bœufs.
Quand sur sa lèvre souriante
  Un fin duvet blondira,
Dans son cœur une verte plante,
  L'amour, s'épanouira;

Puis, à la bourgade prochaine,
  Il prendra femme à son tour...
A moins qu'un sergent ne l'emmène
  Aux roulemens du tambour,
A moins qu'une royale guerre
  Ne l'arrache à son enclos
Et ne le jette à la frontière,
  Giberne au flanc, sac au dos...

IV. — HORRIDA BELLA.

Le soir vient; le soleil empourpre en s'abaissant
La lisière d'un bois aux profondeurs sereines;
Dans la plaine, un tumulte emplit l'air frémissant :
Canonnade, clairons, tambours, clameurs humaines!
L'horizon est voilé d'une vapeur de sang.

La bataille a duré tout le jour, — et dans l'ombre,
Là-bas où le sol noir avec le ciel se fond,
Dans les chemins couverts de cadavres sans nombre
Et les blés verts fauchés par les balles de plomb,
Elle se continue impitoyable et sombre.

Dans les champs, dans les clos du village détruit,
Les blessés et les morts font une large voie
Qui du fleuve en rumeur aux bois muets conduit,
Et l'œil peut suivre, au vol des lourds oiseaux de proie,
La piste des soldats s'égorgeant dans la nuit.

C'est une âpre mêlée où l'on ne sent plus vivre
Un seul des grands instincts que l'homme a dans le cœur,
Où le sang veut du sang, où le fer et le cuivre
Rendent la force aveugle et cruelle la peur;
L'âme entière a sombré, la bête humaine est ivre.

Parfois les combattans s'apaisent, et les sons
Confus des nuits de juin montent par intervalles,
Et les grillons des prés murmurent leurs chansons...
Les conscrits mutilés lèvent leurs têtes pâles,
Blonds fils de paysans, couchés sous les buissons.

L'autre année, ils marchaient joyeux dans leurs collines,
Robustes laboureurs ou bûcherons hâlés,
Humant à pleins poumons l'odeur des aubépines,
Et, comme l'alouette à l'essor dans les blés,
Sentant l'air libre et pur jouer dans leurs poitrines.

Et les voilà sur l'herbe et le sable étendus...
Adieu la vie, adieu le jour, adieu la terre!
Ils jettent vainement des cris inentendus;
La mort vient; — maudissant les rois qui font la guerre,
Leur bouche se referme et ne se rouvre plus.

La lutte se poursuit horrible, haletante,
Sans quartier, sans merci, baïonnette en avant;
Les carrés enfoncés roulent dans l'eau sanglante...
Jusqu'aux cimes des monts impassibles, le vent
Emporte une clameur de rage et d'épouvante.

La déroute commence; ainsi que des troupeaux
Effarés, les fuyards courent dans la vallée.
La bataille est finie. — Aux clartés des flambeaux,
Aux salves des tambours, d'orgueil l'âme gonflée,
Le vainqueur rentre au camp et compte ses drapeaux.

Tandis que l'aube grise éclaire ceux qui meurent,
Le bruit de son succès vole par l'univers...
Et là-bas, dans les bourgs où les femmes demeurent,
Près des foyers éteints de leurs logis déserts,
Dans les bourgs dépeuplés, là-bas, les mères pleurent.

ANDRÉ THEURIET.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

31 août 1866.

Il ne serait ni sain, ni sensé, ni patriotique de prolonger par des gémissemens interminables et une mauvaise humeur querelleuse l'état de surprise, de perplexité et d'inquiétude où les derniers événemens d'Allemagne ont jeté l'opinion publique en France. Les choses se sont passées contrairement aux prévisions des uns, aux vœux des autres, à l'impulsion que de plus ambitieux s'étaient proposé de leur donner; mais enfin, malgré les désappointemens qu'elles ont excités et les regrets qu'elles laissent, elles ont aujourd'hui la nature nécessaire et le caractère impérieux du fait accompli. Après avoir donné tout ce qui était possible à la critique des fautes passées, il faut bien en venir à tenir compte de la réalité présente et des obligations qu'une situation nouvelle impose à notre conduite future. Le passé n'est plus maintenant notre domaine, nous ne pouvons plus rien sur lui; c'est au présent et à l'avenir, qui nous appartiennent, que nous devons appliquer nos réflexions et nos efforts. Nous n'en sommes certes point à la première déception, au premier souci que les événemens de notre histoire aient donnés à la France; maintes fois nous sommes revenus de plus loin. Si les rapprochemens historiques procuraient des consolations, on en trouverait aisément qui ne sont point sans analogie avec la mésaventure de cette année. Par exemple ce n'est point la première occasion que nous ayons eue de contribuer sans profit àl 'agrandissement de la Prusse. Lorsque ce prodige d'esprit et d'activité qui s'appelait Frédéric II profita de la mort du père de Marie-Thérèse pour jeter son lot sur la Silésie, la France du cardinal de Fleury lui prêta le plus efficace concours. Frédéric croyait ou feignait de croire que le cabinet de Versailles l'avait secondé mollement; cependant sans la France, qui alla attaquer l'ennemi commun jusqu'en Bohême, Frédéric eût fini par être écrasé, jamais du moins la reine de Hongrie ne se fût résignée à lui abandonner cette Silésie si enviée par un

traité particulier dont l'unique intérêt pour elle était de le détacher de nous. Frédéric se sépara brusquement de notre alliance : une fois sa paix signée, il en prévint, « par bienséance, » comme il dit, le cardinal de Fleury. On peut juger par la réponse du cardinal de l'embarras où la défection de Frédéric jeta la France et du chagrin qu'en ressentit le vieux ministre. Fleury parle « de la vive impression de douleur que la lettre du roi a faite sur lui, » il appelle la paix de Breslau « le triste événement qui renverse tous nos projets en Allemagne, » il ne craint pas d'exprimer « l'accablement où il se trouve. » Ses larmoiemens allaient à bonne adresse ! Frédéric, assuré de sa conquête par notre alliance qu'il venait de trahir, n'a point laissé ignorer à la postérité le dédain que lui inspirait notre ancien régime en décrépitude. Il raillait M. de Broglie, qui avait avec lui douze ducs et pairs, et que le cardinal laissait en Bohême à la tête de dix mille hommes. « Ce siècle, écrivait-il, était stérile en grands hommes pour la France; celui de Louis XIV en produisait en foule. Sous Mazarin, c'étaient des héros; sous Fleury, c'étaient des courtisans sybarites. » Nos diplomates et nos soldats, ayant de la sorte travaillé pour le roi de Prusse, tirèrent de leur déconvenue un gai proverbe dont ils nous ont laissé l'héritage. Pourquoi en effet se lamenter outre mesure? La France de la révolution a fait des héros aussi bien que la France de la fronde. S'il nous faut des grands hommes, la recette de Frédéric est encore bonne : nous en produirons toujours, quand nous aurons la volonté de n'être ni des courtisans, ni des sybarites.

Il est une circonstance qui rend surtout désirable la cessation des polémiques confuses soulevées par les derniers événemens. Ces controverses, d'un caractère rétrospectif, par leur stérile durée, ne détourneraient pas seulement les opinions libérales de l'examen pratique des mesures que l'état renouvelé de l'Europe prescrit à la France, elles entretiendraient et envenimeraient entre ces opinions des dissentimens malheureux. Telle fraction de l'opinion libérale s'est trompée dans ses prévisions sur le résultat des combinaisons politiques qui s'agitaient il y a six mois; elle avait surtout en vue l'affranchissement final de l'Italie; elle ne pressentait point un triomphe aussi rapide et aussi décisif que celui de la Prusse; elle n'avait pas l'idée de la puissance militaire réelle de la monarchie prussienne et de l'accroissement menaçant que l'union de l'Allemagne du nord devait donner à cette puissance; dans l'ardeur de ses vœux, cette fraction de l'opinion libérale espérait obtenir de la politique engagée non-seulement un nouveau succès pour les émancipations nationales, mais un agrandissement raisonnable de la France. Les organes de cette opinion dans la presse ont commis la faute de méconnaître l'intérêt qu'aurait eu la France à élucider par une ample et préalable discussion parlementaire les chances de l'entreprise où on se jetait les yeux bandés : ils ont eu le tort de calomnier avec une injuste violence les libéraux plus avisés qui se défiaient des sur-

prises de l'imprévu, et qui avant l'action invoquaient pour nous les droits du libre examen; mais à quoi servirait aujourd'hui de continuer une querelle devenue sans objet dans le présent, et, quand il est avéré qu'on s'est à peu près trompé de tous côtés, de se combattre les uns les autres pour la prétention la plus ridicule qui se puisse élever en politique, la prétention à l'infaillibilité? Tout le monde se trompe; la seule faute funeste et impardonnable, c'est l'obstination dans l'erreur produite par la vanité et engendrant l'intolérance. Au fond, les opinions libérales poursuivent des objets identiques : elles veulent établir la justice dans la constitution indépendante des peuples; elles veulent que les gouvernemens émanent des volontés nationales; elles veulent par conséquent l'établissement et le développement des institutions libres. Suivant les origines, les procédés d'esprit, les diversités de caractère, l'aspect mobile des circonstances, on s'attache avec plus ou moins de vivacité à tel ou tel côté de l'œuvre démocratique et libérale; mais il ne doit point y avoir de division acrimonieuse et invétérée entre ceux qu'anime le souffle généreux des rénovations modernes.

Un grand inconvénient de ces malentendus est de faire dévier les uns et les autres de leur terrain naturel. Un mal plus grave encore serait d'entraîner par des irritations étourdies la politique d'un pays tel que la France à des résolutions irréfléchies et à des partis violens. Il importe autant à notre sécurité qu'à notre honneur que la France ne soit point exposée par des imprudences de polémique à se tromper dans le mouvement de ses susceptibilités et à donner le change à la nation allemande sur la vraie nature de ses sentimens. Il faudrait qu'il fût bien entendu que personne en France ne prétend contester en principe à l'Allemagne le droit d'établir avec une complète indépendance sa constitution intérieure. Il y a bien des années que, parmi nous, les esprits avisés ont observé avec un sérieux intérêt les tendances de l'Allemagne vers l'unité politique. Un jour ou l'autre, par tel ou tel moyen, les populations allemandes, cela était manifeste, devaient s'unir par un pacte plus rationnel et plus efficace que la combinaison adoptée par le congrès de Vienne. Les libéraux français, en face de ce grand travail d'unification, ne réclamaient qu'un droit, le droit d'exprimer une préférence entre les divers systèmes d'union possibles en Allemagne. L'union germanique pouvait en effet s'accomplir de deux façons : par la liberté ou par la force. En conservant ses autonomies locales et en les plaçant sous l'autorité et la sauvegarde d'un parlement national, l'Allemagne pouvait réaliser l'union fédérale à la manière américaine; elle pouvait aussi arriver à l'unité sous la direction et la forme d'une monarchie militaire. Les deux méthodes avaient leurs partisans au-delà du Rhin, et les libéraux français n'offensaient point leurs voisins sans doute en donnant leurs sympathies au système de l'union fédérative et parlementaire soutenu par les patriotes les plus éclairés et les plus désintéressés de l'Allemagne. C'est l'autre système, le système de l'unité par la force et de la concentration par la

monarchie militaire qui est en train de prévaloir aujourd'hui. C'est autour de la Prusse éblouissant le monde par l'éclat de sa puissance guerrière que l'Allemagne est en voie de se reconstituer. Dans la crise d'où est sortie la prédominance de l'intérêt prussien sur le véritable intérêt allemand, la France a-t-elle fait tout ce qui était nécessaire pour seconder la solution du problème germanique qui eût été la plus conforme à ses principes et à ses intérêts? N'a-t-elle pas au contraire prêté à la solution prussienne un concours qui a déterminé hâtivement et par une influence accidentelle et artificielle la prépondérance de la politique berlinoise? Voilà les questions que nous avons discutées à mesure que les événemens se préparaient et se déroulaient; voilà aussi le débat qu'il n'y a plus d'intérêt à poursuivre, qui est clos pour l'heure présente, et qui ne sera rouvert que par l'histoire future. Il faut aujourd'hui aborder les faits tels qu'ils se présentent à nous. L'unité de l'Allemagne se confond avec la grandeur de la Prusse. Au nom des intérêts et des droits de la France, nous n'avons point à intervenir dans les questions intérieures soulevées en Allemagne par cette grande révolution.

Au premier moment, sous l'impression des perspectives d'agrandissement territorial qui nous avaient été montrées au mois de juin, dans ce tressaillement de susceptibilité patriotique dont la France fut remuée en voyant éclater la force conquérante de la Prusse, on pensa peut-être à des compensations territoriales. On a eu raison de ne point s'arrêter à cette idée. Les compensations territoriales que la nature semble avoir destinées à la France, on n'eût pu évidemment les obtenir que par la guerre. La guerre à la Prusse, quand même elle n'eût point été contradictoire à la politique antérieure, quand même des préparatifs militaires suffisans nous eussent permis de l'entreprendre, eût été une imprudence calamiteuse. Par une telle guerre, nous aurions trompé l'Allemagne sur la vraie politique de la France, nous aurions réveillé les vieilles et funestes haines de races, nous aurions maladroitement donné à croire à l'Allemagne que c'était son indépendance que nous voulions combattre dans l'ambition de la Prusse, nous aurions identifié à jamais dans le cœur des Allemands le patriotisme germanique avec les destinées prussiennes. Cette guerre eût été non-seulement inopportune et cruelle, mais insensée. Il ne fallait donc point songer à des compensations territoriales. Ce n'était pas de ce côté que notre droit et notre intérêt bien entendu nous conseillaient de porter nos pensées et notre action. Abstenons-nous d'intervenir dans les affaires de l'Allemagne pour y contrarier l'expérience qui s'y tente. Les Allemands ont fait appel à la force prussienne ou se sont soumis à elle pour le règlement de leur constitution intérieure. Soit; cela les regarde. Il est possible que l'expérience trompe leurs illusions ou réussisse à leur gré. Si la domination prussienne n'est point sans désagrémens, le peuple prussien et son gouvernement ont des qualités solides qui peuvent faire accepter leur hégémonie

par la race germanique. Nous devons assister à ce travail de réorganisation avec une curiosité sympathique, en donnant une attention vigilante aux accidens qui pourraient toucher nos justes intérêts. Le spectacle, sans contredit, sera compliqué et instructif. Nous allons voir ce qu'on fera pour assimiler à la Prusse les nouvelles provinces annexées, comment les états restés libres dans la confédération du nord et notamment la malheureuse Saxe s'adapteront à la direction militaire et diplomatique de la Prusse, de quelle façon s'établiront les rapports de la couronne et de la chambre populaire dans la Prusse proprement dite, ce que sera et comment fonctionnera le parlement fédéral qui doit être élu par le suffrage universel, et ce que deviendront enfin les états du sud. Ce travail complexe peut donner lieu à des agitations que la France suivra avec intérêt. Observons donc en ce qui touche l'indépendance intérieure de l'Allemagne les plus justes égards; mais en remplissant ce devoir envers le prochain, la France a des besoins plus pressans encore à remplir envers elle-même. La tâche que l'Allemagne est en train d'accomplir impose à la France une tâche correspondante. Les derniers événemens ont changé notre position relative dans le monde. C'est en nous-mêmes, dans nos propres limites, ne donnant lieu à aucun ombrage étranger contre nous, que nous devons chercher les moyens de maintenir notre place dans la pondération des forces européennes.

Ceux qui ont observé avec sympathie depuis deux mois les mouvemens de l'opinion publique parmi nous ont été touchés de la sensibilité du patriotisme de la France. Étourdis par des faits qu'ils n'avaient point prévus, par la révélation d'un état de choses dont les causes et les tendances ne leur avaient été expliqués par aucune discussion préalable, les esprits furent saisis du souci intense des hasards que nous pouvions redouter. Tout le monde d'un même élan était prêt à courir où pouvait nous appeler l'intérêt national. On eût pu tout demander à l'abnégation et au dévouement de ce pays. Ceux qui ont participé à cette émotion n'oublieront point les ressources qu'on trouvera toujours dans le patriotisme français, et ils ont dû comprendre combien la France mérite d'être traitée avec générosité par ceux qui ont l'honneur de la conduire. C'eût été abuser des meilleures qualités de notre nation que de la compromettre pour un médiocre agrandissement de territoire dans une guerre de races; mais ce serait négliger d'une manière coupable ses intérêts essentiels que de lui laisser ignorer l'urgence des efforts qu'elle doit faire sur elle-même dans sa vie intérieure pour se maintenir au niveau de son ancienne grandeur et de sa vocation dans la société des peuples.

Nous l'avons dit dès le premier moment, ces efforts devraient être de deux natures. La France a fait sa place dans le monde par son esprit et par sa force guerrière. Il ne serait pas trop, dans les circonstances présentes, de recourir à la fois aux deux grands agens de notre vie nationale. Il serait à coup sûr désirable, au moment où de grands changemens poli-

tiques s'opérent en Allemagne, que la France, pour n'employer qu'une expression générale, recouvrât les spontanéités naturelles de sa vie politique intérieure. On nous dit du côté de l'Allemagne que le prestige que la France a dû autrefois aux institutions représentatives est désormais effacé, et qu'après les mécomptes dont nous avons donné le spectacle au monde il est chimérique d'espérer que nous pouvons le posséder encore. Nous repoussons ces insinuations décourageantes; nous ne nous résignerons jamais à croire que la vieille flamme libérale soit à jamais éteinte en nous. Nous ne faisons de ce côté aucun abandon de nos vœux et de nos convictions; nous reconnaissons cependant que la question des libertés intérieures est malheureusement encore une cause de dissentimens et de divisions entre nous. Il faut courir avant tout aux intérêts qui nous rallient et nous unissent. Tels sont incontestablement les intérêts de la sécurité et de la défense nationale, l'intérêt suprême et pressant de l'organisation de nos forces militaires.

Nous ne nous opposons point aux accroissemens de puissance que la Prusse trouve dans la nouvelle réorganisation de l'Allemagne; mais ces accroissemens de puissance obligent la France à examiner sans retard si son organisation militaire suffit à la situation qui se produit à côté d'elle. L'Allemagne est la patrie de l'optimisme; des Pangloss ne manqueront point pour nous promettre que les succès de la Prusse tourneront au profit de la cause des peuples et de la paix universelle. Nous ne demandons pas mieux. En attendant, l'Allemagne, suivant la parole énergique de M. de Bismark, est affamée de puissance et se concentre dans les cadres d'une monarchie militaire. Tant qu'il en sera ainsi, il faudra que la France conserve vis-à-vis de cette monarchie au moins l'égalité des forces. Nous ne disons point seulement qu'il serait impardonnable aux Français de laisser altérer cette égalité des forces; nous disons que c'est impossible. Consentir à l'infériorité serait de la part de la France une abdication brutale. La question étant posée, il n'est pas parmi nous de gouvernement, d'assemblée, de parti, d'opinion qui puisse accepter notre déchéance. Or la question, ce n'est point le caprice ou la théorie qui la pose, c'est l'inexorable nécessité, c'est le fait qui nous a démontré la force militaire de la Prusse, et qui en même temps qu'il la démontrait, l'a considérablement accrue.

C'est, paraît-il, la destinée de la Prusse de donner de siècle en siècle des coups de fouet à l'esprit militaire de l'Europe. Quand Frédéric II, souverain de trois millions de sujets, médita, il y a cent vingt-cinq ans, de placer son pays au rang des grandes monarchies du continent, dès sa première campagne il donna au monde une surprise analogue à celle dont nous venons d'être frappés par le fusil à aiguille. « Le prince d'Anhalt, dit-il, qu'on peut appeler un mécanicien militaire, introduisit les baguettes de fer; il mit les bataillons à trois hommes de hauteur. Un bataillon prussien devint une batterie ambulante, dont la vitesse de la charge triplait le feu

et donnait aux Prussiens l'avantage d'un contre trois. » Les Prussiens n'ont pas eu seulement, il y a plus d'un siècle comme aujourd'hui, le bonheur de changer par la supériorité et la précision de leur armement la tactique des batailles; obligés par l'infériorité numérique de leur population de chercher dans toutes les applications de la force militaire l'avantage d'un contre trois, ils se sont donné des institutions qui leur assurent un pied de guerre formidable. Les autres états de l'Europe n'ont rien emprunté à ces institutions tant que tout ce qu'en obtenait la Prusse se réduisait à lui permettre d'égaler le nombre de ses soldats aux armées des grandes puissances. La situation change aujourd'hui; la Prusse s'agrandit par ses annexions et l'autorité dont elle s'empare dans la confédération allemande du nord. On ne peut point prévoir qu'elle abandonne ses institutions militaires au moment où elle vient d'en tirer un si grand parti. Elle va au contraire les étendre à ses nouvelles provinces et à ses confédérés. La conséquence, c'est qu'elle possédera un pied de guerre supérieur d'un tiers à celui qu'elle avait précédemment et bien plus considérable que l'établissement militaire ordinaire des autres puissances et notamment de la France. Ici, on sort des considérations de la philosophie de l'histoire, des systèmes d'imagination et de sentiment, on est placé sous la loi inexorable des chiffres.

En temps de paix, lorsque l'armée active était seule sous les armes, lorsque la réserve et les deux classes de landwehr restaient dans leurs foyers, les troupes prussiennes ne dépassaient point 200,000 hommes. En temps de guerre, l'armée active et la landwehr donnaient 700,000 hommes. C'est le chiffre auquel nous venons de voir la Prusse porter ses forces dans sa dernière campagne contre l'Autriche et la confédération. Voilà l'armée que la Prusse a pu mettre sur pied avec l'armement, l'équipement et les approvisionnemens dont l'Europe a été obligée d'admirer la précision, l'abondance et l'ordonnance supérieure. Conservant ses institutions militaires et les appliquant à la confédération du nord, la Prusse aura désormais un effectif de guerre de même qualité qui dépassera un million d'hommes. Voilà pour le présent; nous ne parlons pas de l'attraction que la confédération prussienne pourra exercer plus tard sur l'Allemagne du midi. La Prusse dans sa confédération passe d'une population de 19 millions d'âmes à une population de 29 millions; elle irait de 29 à 38 en s'adjoignant l'Allemagne du sud et en laissant en dehors les provinces allemandes de l'Autriche. Nous ne parlons pas non plus de l'accroissement de la population, qui augmente en Allemagne d'un demi-million d'âmes par an, tandis qu'en France on n'obtient un nombre égal qu'en cinq années.

Voilà le voisinage militaire que les derniers événemens nous ont donné. Il ne faut pas de longues réflexions pour comprendre que ce n'est point par une annexion de territoire, par une rectification de frontière, qu'il est possible à la France de faire contre-poids aux forces effectives de la Prusse

et de sa confédération. Nous avons donc à prendre, et sans délai, des résolutions viriles à l'égard de notre établissement militaire. Le problème à résoudre est aussi nettement posé que pressant. Avouons la nécessité qui nous domine, quelque énorme qu'elle puisse paraître au premier abord. Il faut désormais que la France se tienne prête à posséder toujours pour le cas de guerre un effectif d'un million d'hommes, en tenant compte des divers élémens du problème, de nos ressources de population, des conditions économiques du pays, de nos traditions, de nos mœurs. Quel est le système par lequel nous pourrons satisfaire de la façon la plus efficace et la moins onéreuse à ce suprême intérêt de la sécurité, de l'indépendance et de la grandeur nationales? Nous n'avons certes point la témérité d'émettre des propositions improvisées sur une matière qui, par tant de côtés, dépasse notre compétence. Il est pourtant d'une nécessité absolue qu'un nouveau système de recrutement, qui puisse nous assurer un effectif de guerre d'un million d'hommes, soit étudié, adopté, appliqué sans perdre de temps. La méthode actuelle fonctionne sur le pied d'un contingent de 100,000 hommes qui doivent le service pendant sept ans. Le recrutement s'exerce sur les jeunes gens qui ont accompli leur vingtième année. La France fournit chaque année 300,000 jeunes gens remplissant cette condition; elle en prend 100,000. Si l'on tient compte des exemptions et des exonérations, on voit que notre prélèvement actuel épuise la moitié des inscrits de vingt ans et porte sur 150,000 hommes. D'une façon permanente, on ne pourrait aller au-delà sans cruauté pour les inscrits et sans nuire à des intérêts essentiels du pays. Faut-il abaisser l'âge de l'inscription, porter la durée du service à dix ans, à douze ans? Ce serait aggraver et faire sentir aux populations d'une façon inintelligente et vexatoire les inégalités qui résultent de notre système de conscription. Il ne serait point pratique de songer sur le continent, comme ressource efficace, à un système de volontaires semblables aux volontaires anglais : nos mœurs, nos institutions politiques ne se prêtent guère à une organisation de volontaires analogue à celle que nos voisins ont adoptée comme un *sport* national. Serait-il possible de tirer de notre vieille institution de la garde nationale un meilleur parti qu'on ne l'a fait jusqu'à ce jour, et d'y trouver au besoin une force réelle pour la défense du pays? Nous ne savons; mais nous sommes convaincus d'avance que ce qu'il y a de plus pratique et de plus efficace, c'est l'imitation du système prussien. On entrerait pleinement dans la loi de notre révolution démocratique en rendant le service militaire obligatoire pour tous, en combinant des périodes de service actif, de réserve et de rappel en cas de guerre qui missent le salut public à l'abri de tout péril, sans assujettir en temps de paix le service actif à des conditions de durée trop onéreuses pour les classes industrielles et les intérêts économiques du pays. Dans la recherche et la réalisation de cette nouvelle organisation militaire, on sera certainement porté par la grandeur et l'autorité

pressante du devoir qu'il s'agit de remplir envers la patrie. Les esprits progressifs déploreront peut-être le contre-temps qui, malgré les prévisions générales et les tendances pacifiques de nos sociétés, détourne ainsi l'émulation active du pays vers les préoccupations militaires; ils s'en consoleront aussi peut-être en pensant aux avantages qui résulteraient pour la solidité de caractère et le tempérament de notre nation d'une union plus intime et d'une pénétration continuelle des élémens militaires et des élémens civils de la société française. Quoi qu'il en soit, il faut s'appliquer à la révision de nos institutions militaires promptement, de bon cœur, avec un zèle conciliant, car on a ici affaire au plus élevé des intérêts patriotiques, et il s'agit de placer la sécurité, la dignité et l'autorité de la France, nous ne disons point à l'abri d'une insulte dont personne n'aurait à coup sûr la pensée et l'audace, mais au-dessus de toute chicane et de tout doute.

Lorsque nous aurons résolu de mettre ainsi à profit les fortes leçons que donnent les événemens de cette année, nous pourrons assister avec un sang-froid bienveillant ou tout au moins indifférent au spectacle du renouvellement de l'Allemagne. Nous voudrions pouvoir nous abstenir de porter jusque-là des jugemens sur les incidens de cette révolution. Le langage du roi de Prusse en certaines circonstances, les attitudes de M. de Bismark, la docilité témoignée par les progressistes de la seconde chambre, le ton de la presse prussienne, donnent à penser que ceux qui n'avaient point cru que la politique de la Prusse eût rien de commun avec le sentimentalisme qui a cours en France à propos des nationalités ne se sont guère trompés. Rien de plus curieux et de plus instructif que cette construction nationale qui n'a pas l'hypocrisie de se fonder sur l'adhésion des populations annexées, qui assujettit des hommes de même race et de même langue en s'appuyant uniquement, comme au bon vieux temps, sur la raison la meilleure, c'est-à-dire sur le droit du plus fort. La cour de Berlin ne s'embarrasse d'aucune des théories et des procédures modernes; elle travaille comme une vieille monarchie de race : si elle daigne parler encore de l'union de l'Allemagne, elle agit purement et simplement comme faisait Frédéric II quand il formait la Prusse. Avec les idées arrêtées du roi Guillaume, idées dont l'expression lui échappe si naturellement, le gouvernement parlementaire n'est guère gênant pour un souverain. L'action écrasante que le succès exerce sur les intelligences conforme d'ailleurs aux prétentions royales les dispositions générales des populations prussiennes. On est là dans l'entraînement irrésistible des triomphes récens. Avec le temps, quand les enthousiasmes seront refroidis, les difficultés sans doute reparaîtront. Les succès de la force, malgré leur éclat et leur puissance irrésistibles, ne disent point le dernier mot de toute chose. En attendant que cette lune de miel s'écoule, M. de Bismark poursuit sa besogne de réorganisation avec une activité remarquable. Il a très habilement, à l'an-

cienne manière de Frédéric II, hâté la conclusion de sa paix avec l'Autriche; il a négocié non moins diligemment avec les états du sud; il règle la situation provisoire des états annexés; il prépare son parlement fédéral. Il a l'œil et la main à tout, et nous donne des exemples de vigilance et d'activité qui mériteraient de trouver non-seulement des approbateurs, mais des imitateurs.

L'œuvre de la pacification touche au dernier acte, puisque le général Menabrea, l'honorable négociateur italien, est enfin arrivé à Vienne. La cour d'Autriche, en consentant à une négociation directe avec l'Italie, a fait enfin acte une fois de sens et d'habileté. Ce sera un événement très important pour l'Italie que le rétablissement des relations entre son gouvernement et celui de l'Autriche. Les destinées de l'Italie cesseront d'être embarrassées par une hostilité obstinée. Libre désormais à l'égard de l'Autriche, n'ayant plus rien à lui réclamer et rien à craindre d'elle, l'Italie pourra s'affranchir bientôt des charges que lui imposait un établissement militaire trop lourd pour ses ressources. La cour de Vienne paraît d'ailleurs entrer dans des idées sincères de réconciliation avec l'Italie, et les concessions auxquelles cette cour semble décidée à propos du lac de Garde feront disparaître les derniers nuages entre les deux pays. Voilà donc l'œuvre de l'unité italienne terminée; voilà enfin une entreprise puissamment aidée par la France qui a l'apparence de réussir. Ne croyons point par mauvaise humeur aux pronostics de ceux qui ont blâmé parmi nous l'aide que nous avons donnée à l'émancipation italienne. Ne laissons point dire qu'en agissant ainsi la France a suscité à ses portes une puissance destinée à lui être hostile. Sans doute ce serait une pensée impolitique et un faux calcul de méconnaître l'indépendance de l'Italie, et d'exiger d'elle avec une inquiétude chagrine des offices de vassalité. — Nous avons aidé à faire de l'Italie un peuple libre, et aujourd'hui une puissance qui a le droit de tenir en Europe une grande place. Nous frapperions notre propre ouvrage de stérilité, si nous avions la prétention de lui imposer la reconnaissance comme un fardeau : l'adresse est ici d'accord avec la générosité; elle nous conseille de traiter l'Italie avec les égards que commande la grande situation qu'elle a réussi à se faire avec notre concours. Entre elle et nous, il y a des liens nombreux d'intérêt et de commune civilisation, liens qui ne pourront que se resserrer davantage à mesure que la France avancera vers la liberté. Cette communauté d'intérêts apparaîtrait surtout, et nous serait certainement profitable, si une crise de l'empire turc ramenait vers la question d'Orient l'action de la politique européenne.

Malgré le parti-pris des cabinets européens de prolonger autant que possible les jours de l'empire ottoman, malgré le peu de ressources que les populations chrétiennes d'Orient offrent à une régénération qui pourrait être secondée par les peuples désintéressés de l'Europe, on ne doit pas se dissimuler que le travail de décomposition ne s'arrête point dans l'empire

ottoman, et que la question d'Orient mûrit chaque jour. Un incident peut à tout moment produire là une perturbation qui à l'improviste mettra l'Europe en l'air. Les troubles de Candie deviendraient peut-être un incident de cette nature, si l'on n'était pas à peu près partout sous l'influence de la lassitude causée par la guerre d'Allemagne. L'insurrection candiote paraît importante; elle met en mouvement des milliers d'hommes; elle contraint la Porte à faire des démonstrations militaires considérables. Voilà bien des fois déjà que le mauvais gouvernement des Turcs pousse à la révolte les Grecs chrétiens de Candie. Si les Hellènes avaient pu ou su faire de leur indépendance un usage habile, l'occasion serait bonne, et l'on pourrait songer en Europe à enlever Candie à l'énervante domination des Turcs pour accroître le royaume hellénique. Après tout, les Grecs se plaignent que, si leur indépendance n'a point donné les résultats qu'on s'en était promis, c'est qu'on a fait la Grèce trop petite et que l'existence lui est impossible dans les limites étroites où on l'a contenue. Qui oserait donner tort à ces réclamations des Grecs? qui ne leur donnerait pas raison au contraire, s'il existait encore en Europe un peu du feu libéral et de la naïveté généreuse et confiante de 1825?

L'agitation pour la réforme électorale vient d'être ouverte bruyamment à Birmingham par M. Bright. La presse anglaise a donné un grand écho, comme on devait s'y attendre, à la manifestation réformiste de Birmingham; dans l'intervalle des sessions, de nombreux *meetings* colporteront le mouvement dans toutes les parties de l'Angleterre. On se tromperait, suivant nous, si l'on se figurait que cette campagne produira des résultats importans. Avant tout, la couronne et les grandes assises de la constitution anglaise sont hors du débat. La reine Victoria a déjà recommandé cinq ou six fois au parlement des projets de réforme; elle peut se donner, par ses actes, pour la personne la plus réformiste des trois royaumes. La querelle n'est donc qu'entre les deux grands partis qui se partagent la chambre des communes. Cette chambre elle-même s'étant distinguée depuis bien des années par son éloignement pour tout esprit de caste dans la législation et par le zèle assidu avec lequel elle a voté toutes les améliorations qui lui ont été proposées dans l'intérêt des classes populaires, on ne peut invoquer contre elle aucun grief. Aussi, malgré cette magnifique embouchure de tribun qu'il possède, M. Bright a été très stérile d'argumens dans sa dernière harangue. L'éloquence que dépense M. Bright dans sa prédication réformiste se heurte à une contradiction. Le grand orateur dénonce les tories à la haine du peuple pour avoir rejeté un bill qui n'aurait ajouté que 200,000 ouvriers au corps électoral, et au sujet de ces 200,000 votes il est obligé, pour obtenir des effets oratoires, de recourir aux principes généraux sur lesquels on assoit la théorie des droits de l'homme et du suffrage universel. La robe est d'une ampleur trop démesurée pour le corps. M. Bright veut-il aller jusqu'au suffrage universel?

Il n'oserait le dire, car par un aveu maladroit il perdrait la cause réformiste en Angleterre. Au surplus, le suffrage universel réserve parfois aux libéraux de bizarres surprises; ce suffrage ne rend après tout que ce que la nation enferme en elle, et c'est la condition des peuples de contenir souvent en eux plus de superstitions que de lumières. Si le suffrage universel eût existé en Angleterre au XVIIIe siècle, il se fût, suivant toute vraisemblance, prononcé pour le prétendant plutôt que pour les George. Si M. Bright parvenait à en doter l'Angleterre, il fournirait probablement de nos jours, avec des élections plus troublées, une représentation plus aristocratique que la chambre actuelle.

E. FORCADE.

ESSAIS ET NOTICES.

RÉUNION ANNUELLE DE L'ASSOCIATION BRITANNIQUE.

Pendant la dernière semaine du mois d'août, l'*Association britannique pour l'avancement des sciences* a tenu ses assises pour la trente-sixième fois depuis 1831. Comme lieu de réunion, on avait choisi cette année la ville de Nottingham, dont les brasseries ont une réputation méritée, soit dit sans malice. Le choix n'a pas été très heureux, à en croire les journaux anglais qui rendent compte de cette réunion, car les bons habitans de Nottingham, quoique aspirant depuis plus de douze ans à l'honneur de fêter dans leurs murs les délégués scientifiques des trois royaumes, ne paraissaient guère préparés à les recevoir. Ce n'est qu'après de véritables voyages d'exploration à travers les rues et ruelles que les arrivans ont pu découvrir la salle des séances du comité général. Quand ils ont ensuite émis la prétention assez juste de coucher quelque part, ils se sont trouvés en face de bourgeois ahuris qui n'avaient pas l'air de comprendre ce qu'on leur voulait. Rien n'était prêt; on aurait dit des gens réveillés en sursaut et se frottant les yeux avec humeur. Je ne pense pas que ce tableau de l'accueil que les membres de l'association ont subi à Nottingham soit exagéré; j'ai vu cette confusion de près en 1862 à Cambridge, où l'association se réunissait cependant pour la troisième fois, où de plus les vastes bâtimens des dix-sept colléges offraient une large et cordiale hospitalité à tous les étrangers dûment recommandés aux gros bonnets de l'université.

Quoi qu'il en soit des plaintes qui se sont fait jour à cette occasion, on peut supposer qu'une fois ces premiers désagrémens d'une installation problématique passés, les réunions des sections (il y en a sept) auront eu lieu dans l'ordre accoutumé et que la session de 1866 n'aura pas été moins profitable à la science que les trente-cinq qui l'ont précédée.

L'*Association britannique* est une grande et noble institution. Fondée en 1831, elle répond à un besoin de centralisation bien naturel dans un pays où les efforts des travailleurs ne convergent pas vers un foyer unique comme en France. Les Sociétés royales de Londres, de Dublin et d'Édimbourg n'ont rien de commun avec notre Académie des Sciences au point de vue de l'organisation intérieure et de l'influence exercée au dehors. L'Académie des Sciences, par sa constitution encyclopédique, par la publicité de ses séances hebdomadaires et par ses comptes-rendus ouverts à tout venant, embrasse et absorbe le mouvement scientifique du pays au point d'effacer complétement la province. Depuis quelque temps, il est vrai, les sociétés savantes des départemens se réunissent une fois par an à Paris, où on leur distribue des médailles; mais l'Académie des Sciences se tient à l'écart, sauf un certain nombre d'académiciens qui viennent présider les réunions. Si la hiérarchie n'existe pas en principe, elle existe par le fait. Dans ces circonstances, il est facile de comprendre qu'une association comparable à celle qui de l'autre côté du détroit réunit par les liens d'une confraternité véritable les travailleurs sérieux ne trouverait pas en France le sol préparé pour la faire prospérer, que du moins elle rencontrerait plus d'obstacles à vaincre.

L'Association britannique comprend dans son sein tout ce que l'Angleterre, l'Irlande et l'Écosse possèdent d'illustrations scientifiques. Elle a pour but, d'après les termes de l'acte constitutif, de donner une impulsion plus forte et une direction plus systématique aux recherches scientifiques, de resserrer les liens entre les hommes qui cultivent les sciences sur les différens points des trois royaumes, de les mettre en relations suivies entre eux et avec les savans étrangers, d'appeler d'une manière efficace l'attention générale sur les sujets d'une nature scientifique, d'écarter enfin tous les obstacles qui s'opposent au progrès de nos connaissances, et que les efforts isolés des hommes privés seraient impuissans à faire disparaître. Ainsi, quoique ce rapprochement annuel d'un grand nombre de travailleurs doive exercer à coup sûr une heureuse influence sur la production individuelle, c'est plutôt vers l'organisation rationnelle des travaux d'ensemble que tendent les efforts de cette société, et c'est sur ce terrain qu'elle a obtenu les résultats les plus remarquables. L'Association scientifique de France a fait de louables efforts pour entrer dans une voie analogue; mais c'est bien moins pour le moment une association savante qu'une réunion de gens du monde qui approuvent tout ce que leur proposent un petit nombre de meneurs, et auxquels on montre de temps en temps la lune à l'Observatoire.

Les membres de l'Association britannique sont rangés sous trois catégories. Il y a d'abord les membres à vie qui paient une fois pour toutes une somme déterminée. A l'origine, leur contribution était fixée à 5 livres sterling; depuis 1846, elle est de 10 livres (250 francs). Les membres de

cette catégorie sont éligibles à toutes les dignités de l'association, et reçoivent gratis les volumes qui renferment les rapports sur les travaux de chaque année. La deuxième catégorie jouit des mêmes droits que la première; on y est admis en prenant l'engagement de verser une cotisation annuelle d'une livre; depuis 1840, cette cotisation est doublée la première année. La troisième catégorie comprend les associés temporaires qui se contentent de payer une livre pour avoir le droit d'assister à une session déterminée; ils ne sont pas éligibles aux dignités de la société et ne peuvent faire partie d'aucun comité. Il y a enfin des membres correspondans nommés par le conseil de l'Association. Les femmes ne sont pas exclues, on les reçoit aux mêmes conditions; on a même créé en leur faveur une distinction délicate qui n'est pas mentionnée dans le règlement : elles peuvent transférer leurs cartes d'admission, pourvu que ces cartes soient toujours présentées par des mains féminines.

L'association tient chaque année un *meeting* qui dure une semaine; il a lieu dans une ville désignée au *meeting* précédent. Oxford et Cambridge ont été choisies trois fois, Manchester, York, Glasgow, Liverpool, Newcastle, Dublin, Édimbourg et d'autres villes, deux fois. Le nombre moyen des visiteurs a été jusqu'ici d'environ seize cents, et les sommes souscrites chaque année ont atteint en moyenne le chiffre de 50,000 francs. En 1861, la réunion de Manchester a présenté un total de trois mille visiteurs, et 80,000 francs de cotisations.

La session s'ouvre par une séance du comité général, qui se compose des dignitaires de l'association, de tous les membres qui ont publié un mémoire dans les annales d'une société savante, des officiers ou délégués de corporations scientifiques. Les visiteurs étrangers en font partie également et peuvent prendre une part active aux délibérations. Le comité général entend le compte-rendu de gestion du conseil qui a été chargé de conduire les affaires de la société dans l'intervalle des deux réunions. On nomme ensuite le conseil pour l'année suivante; les anciens présidens de l'association et les dignitaires actuels en font partie de droit. Les seul dignitaires permanens sont les trois censeurs (*trustees*), le secrétaire-général et le trésorier-général. Le président, les vice-présidens (dont le nombre varie de deux à dix), un trésorier local et plusieurs secrétaires locaux sont élus d'avance, au début de la session, pour le *meeting* de l'année suivante. En outre le comité général nomme encore, pour chacune des sept sections qui ont été établies, un comité spécial chargé d'en diriger les travaux pendant la durée de la session et de formuler des propositions tendant à hâter le progrès d'une branche de nos connaissances. Ces propositions sont d'abord soumises au *comité des recommandations;* s'il les juge dignes d'être prises en considération, il les transmet au comité général, qui procède au vote après une discussion préalable.

Les sections se réunissent tous les matins pour entendre les commu-

nications préparées par les membres et pour les discuter, s'il y a lieu. Le soir du premier jour, après la séance du comité général et la constitution des bureaux, on se réunit en assemblée solennelle pour entendre le discours d'ouverture que le président a eu le temps de méditer depuis sa nomination. Ce discours roule presque toujours sur les progrès accomplis dans les différentes branches des connaissances humaines; quelquefois aussi, comme l'a fait M. Willis en 1862, le nouveau président résume les travaux de l'association depuis l'époque de sa fondation, et ce n'est pas, ce nous semble, le sujet le moins intéressant qu'il puisse choisir. Cette année, les réunions ont été présidées par M. Grove, inventeur d'une pile très répandue et auteur d'un ouvrage sur la *corrélation des forces physiques*. M. Grove avait pris pour sujet de son discours la continuité des phénomènes que nous offre le monde matériel; il a développé cette idée en s'appuyant sur les découvertes les plus récentes qui ont été faites dans le domaine de l'astronomie, de la physique, de la géologie, de l'histoire naturelle.

Les soirées suivantes de la « semaine des sages » (*wise-week*), comme l'appelle le public anglais, sont remplies par quelques leçons confiées à d'habiles professeurs et analogues aux conférences de la Sorbonne, par d'homériques dîners ou par des excursions dans les villes voisines qui ont envoyé des invitations. Un bulletin imprimé, qui paraît chaque matin, fait connaître l'ordre du jour arrêté la veille par le comité local. Toutes les mesures sont prises pour rendre agréable et profitable à tout le monde cette « vendange » annuelle qui réalise tardivement un des plus beaux projets conçus par le lord-chancelier Bacon (1).

L'Association britannique, tout en contribuant d'une manière directe et très efficace au progrès des sciences par les secours de toute sorte qu'elle accorde aux travailleurs, a obtenu un autre succès non moins important: elle a réussi à intéresser de plus en plus le gouvernement et toute la nation aux recherches d'un ordre élevé. On peut dire aujourd'hui qu'elle dispose du fonds public; son intervention a toujours été si bien motivée qu'on s'est presque habitué à regarder comme obligatoire l'accomplissement des vœux qu'elle émet. C'est aux efforts persistans de l'association que l'on doit la popularité toujours croissante des recherches scientifiques en Angleterre, et la confiance avec laquelle les capitaux répondent dans ce pays à l'appel des promoteurs d'une entreprise garantie par les savans. L'histoire du câble atlantique est pleine d'enseignemens sous ce rapport.

Si on voulait juger l'utilité de l'association et la grandeur des résultats à un point de vue essentiellement anglais, on n'aurait qu'à additionner les chiffres des sommes dépensées par elle depuis trente-six ans dans l'intérêt de la science. Nous nous bornerons à constater que le total de ces sommes dépasse aujourd'hui 600,000 francs, dont deux tiers ont été attribués à la

(1) La *Maison de Salomon*, dont il est question dans la *Nouvelle Atlantide*.

section des sciences physiques et mathématiques. Les astronomes doivent à l'intelligente initiative de cette société trois des plus importans catalogues d'étoiles qui existent : l'admirable catalogue éclectique, qui porte le nom de l'association, — le catalogue d'étoiles basé sur les observations que Lalande avait faites à l'École militaire de Paris vers la fin du siècle dernier, — et celui qui résume les observations de Lacaille, faites au cap de Bonne-Espérance. Commencés en 1835 et en 1838, ces deux derniers catalogues ont été imprimés aux frais du gouvernement anglais. On est également redevable aux efforts de l'Association britannique d'une série d'expéditions qui ont puissamment contribué à fixer nos connaissances relatives aux élémens magnétiques des îles britanniques, de l'Amérique du Nord, des mers australes, de l'Inde anglaise et de quelques autres régions du globe ; la plus connue est celle qui fut confiée à sir James Clark Ross, et qui dura de 1839 à 1843.

La météorologie comparée est l'un des sujets qui ont eu, dès l'origine, le privilége de fixer l'attention de la société. Cette science a été en quelque sorte centralisée à l'observatoire de Kew, érigé par le roi George III et abandonné par le gouvernement à l'Association britannique depuis 1842. L'observatoire de Kew sert de magasin ou de dépôt; c'est là que les instrumens appartenant à la société sont conservés et que les membres trouvent toutes les facilités possibles pour entreprendre des recherches expérimentales. On y a établi un atelier très complet d'où sont déjà sortis bon nombre d'instrumens de précision : baromètres et thermomètres étalons, magnétomètres et magnétographes, etc., qui avaient été commandés par des institutions scientifiques de la Grande-Bretagne ou de l'étranger. Les possesseurs d'instrumens météorologiques peuvent aussi les faire vérifier à Kew, où on les compare à des étalons fixes construits avec un soin extrême (1). Parmi les autres travaux qui ont été effectués avec succès à l'observatoire de Kew, nous citerons les reproductions photographiques des taches solaires, obtenues à l'aide de l'héliographe, et d'intéressantes études d'analyse spectrale.

Toutefois l'entretien de cet établissement ne laisse pas d'être assez coûteux. Quand l'association a accordé à son enfant gâté cinq ou six cents livres et que la Société royale de Londres s'est saignée pour y ajouter un respectable supplément, on se trouve encore souvent en déficit au bout de l'année. Heureusement il se rencontre toujours quelque généreux Mécène, quelque brasseur ou fabricant de papier dont les libéralités permettent de continuer les travaux commencés. A partir de l'année prochaine, la situation de l'observatoire de Kew va probablement changer d'une manière très heureuse par la fusion de cet établissement avec le département météorologique du ministère du commerce (*Board of Trade*). Voici dans quelles

(1) Pendant l'année qui vient de s'écouler, on a vérifié 126 baromètres et 395 thermomètres.

circonstances ce projet a été conçu. A la mort de l'amiral Fitzroy, le *Board of Trade* se mit en relations avec la Société royale afin d'examiner, de concert avec ce corps savant, l'opportunité qu'il y avait de modifier l'organisation du département météorologique, dont la direction avait été confiée à l'illustre et infortuné amiral. On convint de faire étudier cette question par une commission d'hommes compétens; la Société royale nomma M. Francis Galton, le secrétaire-général de l'Association britannique, l'Amirauté le commandeur Evans, et le *Board of Trade* l'un de ses secrétaires, M. T.-H. Farrer. Après une mûre délibération, cette commission fit son rapport, qui fut présenté au parlement; nous en donnerons seulement les conclusions :

Les attributions du département météorologique du *Board of Trade* se bornaient primitivement à provoquer et à recueillir des observations météorologiques effectuées en mer par les soins des capitaines de navires. Cette besogne ne saurait être accomplie avec succès que par une administration investie d'une autorité officielle, et le *Board of Trade* s'en acquittait très bien avant qu'il ne se fût lancé dans les tentatives de prédiction du temps; il convient donc qu'il en reste chargé comme par le passé. Il en est tout autrement de la rédaction des observations recueillies et des recherches nécessaires pour en tirer parti. Ces recherches demandent des connaissances étendues et beaucoup d'expérience; elles devraient toujours être dirigées par un corps savant qui en prendrait toute la responsabilité. Il serait donc à désirer que les matériaux recueillis par le *Board of Trade* fussent confiés à un comité choisi par la Société royale ou par l'Association britannique, et qui serait mis à même de les discuter et de les utiliser. Or l'établissement de Kew serait éminemment propre à devenir le centre de ces travaux; il suffirait d'en développer l'organisation et d'en accroître les moyens d'action dans une mesure convenable. — Le comité d'administration de l'observatoire de Kew s'est empressé de donner son adhésion pleine et entière aux conclusions de ce rapport, et tout porte à croire que sous peu cet établissement deviendra une institution vraiment nationale où tous les efforts individuels viendront converger comme à un foyer de lumière.

L'Association britannique a mis en pratique dès l'origine l'admirable conception de ces rapports qu'on appelle d'un mot intraduisible *suggestive reports*. Ce sont des résumés complets de l'état actuel d'une branche donnée de nos connaissances, mais rédigés exclusivement en vue de signaler les points obscurs, les côtés faibles, les lacunes ou les contradictions qui appellent les recherches des savans. Ces rapports, on le voit, sont destinés à diriger vers un but utile les efforts des chercheurs et à économiser une somme de force vive qui serait perdue sans profit pour la science, si elle s'éparpillait dans des travaux sans issue probable, ou si elle était employée à enfoncer des portes ouvertes, ainsi que cela se voit tous les jours. Les rapports de ce genre, confiés toujours aux hommes les plus compétens dans chaque branche spéciale, ont le plus souvent provoqué des recherches

qui ont été entreprises aux frais et sous la direction générale de l'association. Au *meeting* d'Oxford, en 1832, quand on se retrouva pour la première fois après la fondation de l'association, dix de ces rapports étaient prêts et furent adoptés par l'assemblée. M. Airy, aujourd'hui l'astronome royal d'Angleterre, exposait dans un long et lucide résumé les progrès et les *desiderata* de l'astronomie; M. Lubbock rendait compte de l'état de la question des marées; M. Forbes signalait ce qu'il y avait à faire en météorologie; le révérend Baden Powell résumait nos connaissances relatives à la chaleur rayonnante; sir David Brewster traçait un tableau complet de l'état de l'optique; M. Whewell faisait connaître les conquêtes les plus récentes des minéralogistes, M. Conybeare celles des géologues, et M. Johnston celles des chimistes; enfin M. Prichard faisait l'inventaire de ce qui était acquis en matière d'anthropologie. L'année suivante, à Cambridge, huit nouveaux rapports furent présentés sur d'autres branches de la science, et depuis cette époque de nombreux rapports supplémentaires ont tenu les membres de l'association toujours au courant du progrès. Nous ne mentionnerons que pour mémoire les beaux travaux d'ensemble qui ont été exécutés aux frais et à l'instigation de la société sur les marées, sur les tremblemens de terre, sur les étoiles filantes et autres météores lumineux, sur le régime pluvial de la Grande-Bretagne, ainsi que les nombreuses ascensions scientifiques en ballon entreprises par M. Glaisher et les tentatives d'exploration du fond de la mer au moyen de la drague. Nous passons sous silence une foule de recherches de détail dont l'énumération nous mènerait trop loin; il nous suffit d'avoir esquissé d'une manière rapide l'organisation, le but, les tendances et les efforts si méritoires d'une grande institution dont la base est la liberté. R. RADAU.

ÉTUDES SUR LES TRAGIQUES GRECS, PAR M. PATIN (1).

La troisième édition vient de paraître de ce livre excellent, devenu classique parmi nous, et qui a exercé sur l'éducation littéraire de notre temps une douce et pénétrante influence. Le triple monument d'Eschyle, de Sophocle et d'Euripide, de toutes les œuvres de l'antiquité qui nous ont été conservées, est peut-être la plus étonnante et la plus parfaite. Comment ce peuple grec, sans nul devancier, sans préceptes, sans exemples, presque sans nulle précédente tentative, est-il arrivé tout d'un coup, de plain-pied, dans un genre aussi complexe que la poésie dramatique, à une hauteur qui n'a pas été dépassée depuis? Pourquoi cependant la critique moderne ne s'est-elle que de nos jours élevée jusqu'à la pleine intelligence de ces simples et fortes beautés? Euripide seul trouvait grâce aux yeux de notre XVIIe et de notre XVIIIe siècle, pour qui Eschyle, comme Pindare, — M. Vitet l'a

(1) 4 volumes in-12; Paris, chez Hachette, 1866.

rappelé ici même en des pages excellentes, — restait absolument incompris. Il a fallu attendre le grand renouvellement de la critique littéraire, un des honneurs de notre propre temps. C'est de cette œuvre féconde que le livre de M. Patin est un durable et vivant souvenir. Quels aspects nouveaux le théâtre des anciens Grecs devait-il offrir à la critique agrandie? Quelles beautés jusqu'alors inaperçues la mâle antiquité livrerait-elle à un sentiment d'admiration devenu à la fois plus exigeant et plus compréhensif? A toutes ces questions, le livre de M. Patin donne la réponse, en offrant réunies d'une main à la fois délicate et sûre toutes les applications du nouveau goût littéraire à des œuvres d'un ordre supérieur qui jusqu'alors, en certaines parties du moins, avaient été à peine dignement appréciées. Par là, ce livre a versé dans l'éducation de notre temps de justes et fines notions sur la plus belle époque de l'antiquité grecque, et il a fait circuler parmi nous de saines idées littéraires, qui ont fait leur chemin et semblent aujourd'hui être devenues le domaine et la possession de tous. Dans sa nouvelle édition, l'auteur a suivi, par une série de notes curieuses, le progrès, chaque jour croissant, de l'imitation des tragiques grecs par nos poètes contemporains; M. Patin n'a voulu par là que rendre un nouvel hommage aux brillans génies qu'il avait étudiés, mais il se trouve que cette faveur incessante tourne à la récompense et à l'éloge de l'homme de goût qui, un des premiers, a contribué à la susciter.

En faisant si bien œuvre de critique, l'auteur a fait œuvre d'historien. Eschyle, Sophocle, Euripide, ne nous apparaissent plus dans ses pages comme des génies isolés; ils font partie de tout un grand siècle dont ils nous offrent les différens aspects. Il y a encore du prêtre dans le vieil Eschyle. Né à Éleusis, d'une ancienne famille en possession de fonctions religieuses, il a été élevé dans le temple; il a sans cesse présente à la pensée l'inexorable puissance des dieux qui s'appesantit fatalement sur l'homme. Comment l'âme humaine sortirait-elle victorieuse de cette lutte inégale? Son Oreste, obsédé, n'a de refuge que dans le délire. Toutefois, si c'était là l'unique inspiration du poète, il n'aurait pas franchi sans doute la limite qui sépare la poésie lyrique et le théâtre : il y a dans Eschyle, outre le prêtre, le patriote; il a combattu, ainsi que ses deux frères, dans la guerre médique. Son patriotisme n'est pas purement athénien, il est hellénique. Autant de traits qui nous révèlent une première et grande époque, non encore affranchie d'une antique influence sacerdotale, mais qui a vu cependant l'héroïque combat de la Grèce entière contre la barbarie de l'Orient. — Sophocle, de trente ans plus jeune, est fils d'un armurier que la guerre médique a enrichi; il est né dans le bourg de Colone, au milieu de l'Attique, à l'ombre des oliviers sacrés. Du haut de ses collines, il a vu se développer la ville démocratique du Pirée. A l'âge de quinze ans, sa fortune et sa beauté l'ont fait choisir pour conduire la danse sacrée en l'honneur de la victoire tout athénienne de Salamine. Aussi son patriotisme sera-t-il purement athénien. Nul plus bel hommage au climat et au sol de l'Attique

que le célèbre chœur d'*Œdipe à Colone*. Sophocle a vu naître la grande époque péricléenne, et il a grandi avec elle. Citoyen dévoué, chargé de missions diplomatiques ou militaires, il a été selon le cœur de Périclès. Son patriotisme local se trahit jusque dans le choix de ses héros : il choisit de préférence ceux qui ont été les amis d'Athènes; les autres, il les néglige ou les maltraite. De même, s'il admet l'antique tradition, c'est à la condition de montrer la conscience de l'homme réagissant contre la fatalité ou contre l'exclusive domination des dieux. La passion luttant avec l'intelligence, l'une et l'autre en un libre essor, voilà un de ses fréquens moyens pour exciter l'émotion dramatique. Dans cette lutte digne de toutes nos sympathies, et qui est après tout notre histoire psychologique et morale, il sait garder un équilibre qui sauvegarde noblement la dignité humaine, et c'est de là que vient l'incomparable sérénité de son théâtre : le seul Phidias s'est inspiré d'un pareil idéal; l'œuvre du poète et celle de l'artiste ont reproduit une égale beauté. Sophocle, en un mot, est le sincère témoin du plus beau moment dans le grand siècle de la Grèce. — L'art d'Euripide, plein de charmes encore, offre des ombres savantes qui décèlent une troisième phase de la période péricléenne. Relisez une de ses pages les plus célèbres, l'invocation à Diane au commencement de l'*Hippolyte* : « Salut, ô Diane! la plus belle des vierges qui habitent l'Olympe. O ma souveraine! je t'offre cette couronne tressée par mes mains dans une fraîche prairie que jamais le pied des troupeaux ni le tranchant du fer n'ont osé violer, et où l'abeille seule voltige au printemps. La pudeur l'arrose d'une eau pure pour ceux qui ne doivent rien à l'étude, et à qui la nature inspire la sagesse; ceux-là seuls ont droit d'en cueillir les fleurs, interdites aux méchans... » Voilà encore, il est vrai, une grande fraîcheur de poésie; cependant pourquoi médire de l'étude, si l'on n'en connaissait déjà les subtils dangers? Euripide accepte encore les traditions légendaires, mais surtout pour ce qu'elles offrent de séduisant à son imagination, et comme des cadres où les complications dramatiques puissent trouver place. Il a d'ailleurs peu d'illusions et reproche sans façon aux dieux de l'antique Olympe leurs nombreux méfaits sur la terre. Ses personnages reflètent les idées et les caractères de son temps, et reproduisent, en leur langage souvent sentencieux, un fidèle écho du progrès philosophique et social.

Ainsi tous trois, Eschyle, Sophocle, Euripide, par cela même qu'ils ont été de grands poètes, ont eu en commun avec leur siècle de principaux traits que leur physionomie, mieux étudiée et comprise, montre en une éclatante lumière. C'est le mérite du livre de M. Patin d'avoir, avec un esprit libre et désintéressé, par une critique à la fois délicate et pénétrante, restitué sans fracas toute une belle page d'histoire littéraire et morale.

A. GEFFROY.

F. BULOZ.